

NOTE TO USERS

This reproduction is the best copy available.

UMI[®]

Mélanie Julien

**La scolarisation différentielle en milieu urbain en voie d'industrialisation:
Le cas de la ville de Québec au tournant du XXe siècle**

Mémoire présenté
à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval
dans le cadre du programme de maîtrise en sociologie
pour l'obtention du grade de maître ès arts (M.A.)

Département de sociologie
Faculté des sciences sociales
Université Laval
Québec

2005



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*

ISBN: 0-494-04774-7

Our file *Notre référence*

ISBN: 0-494-04774-7

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

RÉSUMÉ

Dans l'historiographie québécoise, la faible instruction des Canadiens français est généralement expliquée par leur culture marquée par la non-valorisation de l'école. D'autres interprétations émanent cependant de la littérature: la concentration des Canadiens français dans la classe laborieuse et la structure de l'emploi au Québec sont parfois mises en cause.

Cherchant à départager l'effet respectif de la classe sociale, des conditions socio-économiques et de l'appartenance culturelle sur la scolarisation des enfants, notre recherche s'intéresse à la fréquentation scolaire dans la ville de Québec en 1871 et en 1901. À partir des données censitaires, nous utilisons l'analyse de régression multiple afin de cibler les variables les plus déterminantes de la fréquentation scolaire. Si, à classe sociale égale, les Français catholiques sont moins scolarisés que les Irlandais catholiques et les Protestants de Québec, la fréquentation scolaire paraît relever davantage de la classe sociale que de l'appartenance culturelle ou de la situation socio-économique.

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements s'adressent à mon directeur de recherche, M. André Turmel, qui m'a offert d'étudier la scolarisation dans le cadre du projet de recherche qu'il dirige *Mutations et institutionnalisation de l'enfance : le cas de la ville de Québec, 1850-1950*. Je suis reconnaissante envers ma co-directrice, Mme Thérèse Hamel, qui a su apporter de riches commentaires en cours de rédaction. Merci à M. Richard Marcoux pour m'avoir permis d'utiliser les bases de données de recensement qui ont été construites dans le cadre d'un projet de recherche antérieur. Une pensée s'adresse à mes supérieurs du Conseil supérieur de l'éducation, lesquels m'ont permis de quitter momentanément mon emploi pour que je me consacre entièrement à mon projet d'études. Une bourse du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) m'a apporté l'aide financière nécessaire à la réalisation de ce projet.

Tout au long de mon parcours scolaire, j'ai rencontré des personnes qui, sans vraiment s'en rendre compte, m'ont profondément touchée. Du nombre, trois d'entre elles méritent que je leur exprime ici ma reconnaissance; car si mon destin n'avait croisé le leur, je n'aurais probablement pas réalisé ce projet de maîtrise. M. Edward Berryman, professeur de sociologie au Collège Mérici, m'a enseigné la sociologie avec passion et verve. Grâce à lui, j'ai connu et aimé cette si belle discipline. M. Denys Delâge, professeur au département de sociologie de l'Université Laval, a su lire en moi avec une grande humanité. Grâce à lui, je me suis engagée avec confiance dans des études supérieures. M. Marco Gaudreault, chercheur au Groupe Écobes et chargé de cours au département de sociologie de l'Université Laval, a su m'apporter de judicieux conseils à un moment critique de cette entreprise. Grâce à lui, je me suis investie avec ténacité dans ce projet de recherche.

Du reste, mes remerciements vont à Stéphane, amour et source d'inspiration, pour le regard extérieur sur l'avancement de mes travaux et pour son doux soutien dans cette longue entreprise. Merci de m'avoir insufflé confiance et force dans mes trop nombreux moments d'insécurité.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	I
REMERCIEMENTS.....	II
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES FIGURES, DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX.....	VI
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
LE QUESTIONNEMENT ET LES OBJECTIFS DE RECHERCHE	5
PREMIÈRE PARTIE : ÉLÉMENTS DE PROBLÉMATIQUE	9
CHAPITRE 1 - ÉCOLE ET SCOLARISATION : L'ÉTAT DE LA RECHERCHE SOCIOLOGIQUE	10
1.1 LE REGARD DE LA SOCIOLOGIE SUR L'ÉCOLE : DE DURKHEIM À LA SOCIOLOGIE DE L'ÉDUCATION. 10	
1.1.1 Perspective durkheimmienne : l'école, instance de socialisation.....	11
1.1.2 Perspective fonctionnaliste : l'école, instrument d'égalité sociale.....	12
1.1.3 Perspective conflictualiste : l'école reproductrice des classes sociales.....	13
1.2 LES FORCES DE L'EXPANSION DE LA SCOLARISATION.....	15
1.2.1 Le modèle classique : l'industrialisation et la nécessité du passage à l'école.....	16
1.2.2 L'effet mitigé de l'industrialisation	17
1.2.3 Le modèle culturel: la source de la scolarisation au sein des sociétés pré-industrielles.....	20
1.2.4 Le modèle conflictualiste : la scolarisation comme moyen de perpétuer la supériorité de la classe sociale dominante	22
CONCLUSION : DES APPRENTISSAGES POUR LA RECHERCHE EN COURS	24
CHAPITRE 2 – LES ÉCRITS SUR LA SCOLARISATION DIFFÉRENTIELLE AU TOURNANT DU XXE SIÈCLE: LA REPRODUCTION ENTRE LA CULTURE ET L'ÉCONOMIE.....	27
2.1 MODÈLE CULTUREL	28
2.1.1 La culture américaine en opposition à la culture immigrante	28
2.1.2 À chaque culture sa représentation de la scolarisation.....	29
2.1.3 Au Québec : la culture canadienne française et la foi chrétienne mises sur la sellette.....	30
2.1.4 Critique du modèle culturel.....	36
2.2 MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	37
2.2.1 La contribution des enfants au revenu familial	37
2.2.2 L'effet de la taille de la famille	38
2.2.3 Le niveau économique des familles et ses indicateurs	40
2.2.4 La situation précaire des nouveaux immigrants	42
2.2.5 Au Québec : la faible industrialisation et les emplois non qualifiés	45
2.3 CONCILIATION DES MODÈLES CULTUREL ET SOCIO-ÉCONOMIQUE : MARIAGE RÉUSSI OU FORCÉ? 47	
2.4 MODÈLE DE LA REPRODUCTION SOCIALE	50
2.4.1 La reproduction des classes sociales	50
2.4.2 Au Québec : reproduction sociale ou culturelle?	52
CONCLUSION : LES APPLICATIONS POSSIBLES À NOTRE ÉTUDE EMPIRIQUE	53

CHAPITRE 3 - CONTEXTE HISTORIQUE ÉTUDIÉ: QUÉBEC AU TOURNANT DU XXE SIÈCLE.....	56
3.1 CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA VILLE DE QUÉBEC.....	56
3.1.1 Configuration de la ville de Québec.....	56
3.1.2 La première moitié du XIXe siècle : la croissance de la ville de Québec	58
3.1.3 Le déclin de la ville de Québec: 1860-1870.....	59
3.1.4 Le renouvellement de la population et la réorientation économique : 1870-1900	61
3.2 LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT, LES LÉGISLATIONS ET L'INFRASTRUCTURE SCOLAIRE.....	63
3.2.1 Le réseau scolaire catholique	66
3.2.2 Le réseau scolaire protestant	73
3.2.3 Les législations relatives au travail des enfants et à la scolarisation	74
CONCLUSION : DES LIGNES DIRECTRICES POUR L'ÉTUDE EMPIRIQUE	75
DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE EMPIRIQUE	77
CHAPITRE 4 - ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES	78
4.1 OBJECTIFS ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	78
4.2 UNE SOURCE DE DONNÉES PRIVILÉGIÉE: LES RECENSEMENTS CANADIENS	82
4.2.1 Les sources de données relatives à la fréquentation scolaire et leurs limites	82
4.2.2 Les recensements canadiens de 1871 et de 1901	84
4.3 LES VARIABLES RETENUES.....	87
4.3.1 La fréquentation scolaire.....	87
4.3.2 Les variables relatives à l'appartenance culturelle.....	88
4.3.3 Les variables relatives à la classe sociale.....	90
4.3.4 Les variables relatives à la situation socio-économique	91
4.4 LA DÉMARCHE DE TRAVAIL	92
4.4.1 La construction des fichiers d'exploitation	93
4.4.2 L'emploi de la régression multiple	94
CHAPITRE 5 – L'EFFET DE L'INDUSTRIALISATION SUR LA SCOLARISATION	97
5.1 LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE	98
5.1.1 Les enfants de la ville de Québec.....	98
5.1.2 Tentative de comparaison	102
5.1.3 Une fréquentation scolaire régulière?	104
5.2 L'OCCUPATION D'UN EMPLOI	106
5.3 LES PARTICULARITÉS DE CHAQUE GROUPE ETHNO-RELIGIEUX.....	109
5.3.1 Les Français catholiques	109
5.3.2 Les Irlandais catholiques.....	112
5.3.3 Les Protestants	114
5.3.4 Une comparaison entre les groupes.....	116
BILAN : FAITS SAILLANTS DE L'ÉVOLUTION DE L'OCCUPATION DES ENFANTS	117
CONCLUSION : L'IMPACT DE L'INDUSTRIALISATION ET LES DIFFÉRENCIATIONS SEXUELLES CHEZ LES TROIS GROUPE ETHNO-RELIGIEUX	118
CHAPITRE 6 – LA SCOLARISATION DIFFÉRENTIELLE DANS LA VILLE DE QUÉBEC	120
6.1 ANALYSE DESCRIPTIVE	120
6.1.1 Différenciations culturelles	120
6.1.2 Différenciations socio-économiques.....	127
6.1.3 Différenciations selon la classe sociale.....	132

Bilan : faits saillants de l'analyse descriptive	136
Conclusion : le nécessaire recours à l'analyse de régression multiple	136
6.2 ANALYSE DE RÉGRESSION MULTIPLE	137
6.2.1 Les déterminants de la fréquentation scolaire en 1871	139
6.2.2 Les déterminants de la fréquentation scolaire en 1901	142
Bilan : faits saillants de l'analyse de régression multiple	146
Conclusion : Retour sur les hypothèses de recherche relatives aux déterminants de la fréquentation scolaire	147
EN GUISE DE CONCLUSION	150
BIBLIOGRAPHIE	155
ANNEXES	164

LISTE DES FIGURES, DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

Figure 1	Carte de la ville de Québec, 1891	57
Figure 2	L'échelle scolaire du réseau catholique selon l'âge, Québec, seconde moitié du XIXe siècle	68
Figure 3	L'échelle scolaire du réseau protestant selon l'âge, Québec, seconde moitié du XIXe siècle	73
Graphique 1	Pourcentage des filles de 3 à 18 ans qui fréquentent l'école selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901	99
Graphique 2	Pourcentage des garçons de 3 à 18 ans qui fréquentent l'école selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901	100
Graphique 3	Pourcentage des filles de 3 à 18 ans qui occupent un emploi salarié selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	107
Graphique 4	Pourcentage des garçons de 3 à 18 ans qui occupent un emploi salarié selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	108
Graphique 5	Pourcentage des enfants français catholiques qui fréquentent l'école selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	110
Graphique 6	Pourcentage des enfants français catholiques qui occupent un emploi salarié selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	111
Graphique 7	Pourcentage des enfants irlandais catholiques qui fréquentent l'école selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	112
Graphique 8	Pourcentage des enfants irlandais catholiques qui occupent un emploi salarié selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	113
Graphique 9	Pourcentage des enfants protestants qui fréquentent l'école selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901	114
Graphique 10	Pourcentage des enfants protestants qui occupent un emploi salarié selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	115
Tableau 1	Typologie des traditions culturelles construite par Léon Gérin (1897 et 1898).....	31
Tableau 2	Population de la ville de Québec et répartition selon le groupe ethnique, 1871 et 1901	61
Tableau 3	Population catholique et protestante, Province de Québec, 1891	65
Tableau 4	Le nombre d'écoles catholiques et le nombre d'élèves, Cité de Québec, 1899-1900.....	69

Tableau 5	Les écoles modèles et les académies catholiques subventionnées, Cité de Québec, 1899-1900.....	70
Tableau 6	Le nombre d'élèves des écoles élémentaires, modèles et académiques catholiques selon le cours suivi, Cité de Québec, 1899-1900.....	71
Tableau 7	Le nombre d'élèves dans les écoles catholiques selon la langue maternelle des élèves, Cité de Québec, 1899-1900	71
Tableau 8	Le nombre d'élèves d'origine irlandaise selon l'école, Cité de Québec, 1871	72
Tableau 9	Le nombre d'élèves des écoles élémentaires et académiques protestantes selon le cours suivi, Cité de Québec, 1899-1900	74
Tableau 10	Districts et sous-districts de la ville de Québec, 1871 et 1901.....	85
Tableau 11	Tableaux des recensements de 1871 et de 1901	86
Tableau 12	Principales variables colligées, par individu, dans les recensements de 1871 et de 1901	87
Tableau 13	Nombre et proportion de filles et de garçons de 3 à 18 ans retenus pour l'étude, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	98
Tableau 14	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles de 3 à 18 ans selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	101
Tableau 15	Taux de fréquentation scolaire des enfants de 5 à 17 ans selon l'âge, Villes de Québec, de St-Hyacinthe et de St-Damasse, 1871 et 1901	103
Tableau 16	Proportion d'enfants de 3 à 18 ans qui fréquentent l'école régulièrement et irrégulièrement selon l'âge, Ville de Québec, 1901.....	105
Tableau 17	Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles catholiques et l'assistance moyenne, Cité de Québec, 1899-1900	106
Tableau 18	Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles protestantes et l'assistance moyenne, Cité de Québec, 1899-1900	106
Tableau 19	Proportion de garçons et de filles de 3 à 18 ans qui occupent un emploi salarié selon l'âge, Ville de Québec, 1871 et 1901	109
Tableau 20	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon le groupe religieux du chef de famille, Ville de Québec, 1871 et 1901	121
Tableau 21	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon le lieu de naissance du chef de famille, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	123
Tableau 22	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon le groupe ethnique du chef de famille, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	124
Tableau 23	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon la langue maternelle du chef de famille, Ville de Québec, 1901	126
Tableau 24	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon la connaissance de l'anglais du chef de famille, Ville de Québec, 1901	127

Tableau 25	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon le nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille, Ville de Québec, 1871 et 1901	128
Tableau 26	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon le nombre de revenus dont bénéficie la famille, Ville de Québec, 1871 et 1901	130
Tableau 27	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon le nombre de revenus et le nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille, Ville de Québec, 1871 et 1901	131
Tableau 28	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon l'occupation du chef de famille, Ville de Québec, 1871 et 1901.....	134
Tableau 29	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans selon la présence de domestiques dans la famille, Ville de Québec, 1901	135
Tableau 30	Taux de fréquentation scolaire chez les enfants âgés de 12 à 15 ans selon l'occupation et le groupe ethno-religieux du chef de famille, pour les trois principaux groupes ethno-religieux, Ville de Québec, 1871 et 1901	138
Tableau 31	Résultats de l'analyse de régression multiple, 1871	141
Tableau 32	Résultats de l'analyse de régression multiple, 1901	145
Tableau 33	Principales caractéristiques des réseaux scolaires catholique et protestant, Province de Québec, 1899-1900	164
Tableau 34	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge, Ville de Québec, 1871	165
Tableau 35	Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge, Ville de Québec, 1901	166
Tableau 36	Taux d'occupation d'un emploi salarié chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge, Ville de Québec, 1871	167
Tableau 37	Taux d'occupation d'un emploi salarié chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge, Ville de Québec, 1901	168

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Force est d'admettre que fréquenter l'école est l'activité commune pour la presque totalité des enfants de nos jours, et ce au Québec comme dans l'ensemble de l'Occident. L'obligation scolaire prévaut pour les jeunes de 5 à 16 ans et, quoiqu'il varie d'un pays à l'autre, le nombre de jours passés à l'école à ces âges fait de la fréquentation scolaire une occupation à plein temps. L'accès à une scolarisation de base n'est donc plus au Québec un enjeu de société. En revanche, la situation était toute autre dans un passé tout de même récent. Les études universitaires sont restées le lot d'une minorité d'enfants jusqu'à la réforme dans le domaine de l'éducation, laquelle a eu lieu au milieu du XXe siècle pour la majorité des pays occidentaux. Les enfants jadis privilégiés étaient généralement des garçons appelés à devenir notaire, médecin ou ministre, comme leur père. Mais bien plus, avant l'entrée en vigueur d'une loi sur l'obligation scolaire, la fréquentation de l'école, même pendant quelques années, restait assujettie à la volonté des parents. Pour cette époque où aucun enfant n'était tenu légalement d'aller à l'école, il y a lieu d'examiner les déterminants de la fréquentation scolaire.

En sciences sociales, la fréquentation scolaire est parfois vue comme une résultante du contexte économique. Dans cette perspective, l'expansion de la scolarisation -sa généralisation et son allongement- répond aux transformations du travail. En ce sens, que des inégalités d'accès à l'instruction de base aient persisté jusqu'à l'obligation scolaire ne suscite pas tant la curiosité des chercheurs. Le marché du travail de l'époque conditionnait en quelque sorte cette instruction sélective. Le choix des « élus » répondait à la théorie de la reproduction sociale : la famille déterminait largement la position de l'individu dans la société. En d'autres termes, ce sont les règles de la reproduction à l'identique qui, surtout, prévalaient, et ce jusqu'à ce que l'entrée dans l'ère industrielle ait modifié le jeu de ce principe. D'une part, les transformations de la structure de l'emploi ont rendu nécessaire le passage sur les bancs d'école pour exercer un métier. D'autre part, grâce notamment aux efforts déployés pour démocratiser le système scolaire, le destin individuel

s'est peu à peu émancipé du contrôle familial. Résultat : la position sociale de la famille n'a plus aujourd'hui un tel effet sur le sort des individus.

Au Québec cependant, l'évolution de la scolarisation semble faire l'objet d'un cas de figure particulier, et ce à quelques égards. D'abord, le fait est que la loi sur l'obligation scolaire est entrée en vigueur au Québec plus tardivement que dans le reste du Canada; en 1943, soit bien après l'Ontario qui l'avait fait en 1891. Dans un rapport du Bureau fédéral de la statistique, Maclean (1937) observait que le Québec était la seule province canadienne en 1931 qui ne s'était pas encore dotée d'une telle législation. À l'instar de Hamel (1984) qui a étudié le débat entourant l'obligation scolaire au Québec, tout se passe comme si les défenseurs de ce principe s'étaient heurtés aux intérêts d'une partie de la classe sociale dominante canadienne française, celle composée des entrepreneurs et du clergé catholique. Parce que les premiers tiraient profit de l'emploi d'une main d'œuvre infantile et que les seconds voyaient d'un mauvais œil l'ingérence de l'État dans le domaine de l'éducation, la loi sur l'instruction obligatoire s'est faite attendre. Qui plus est, l'on sait de par les données censitaires du XIXe siècle, rapportées par Gérin (1897 et 1898), que le taux d'alphabétisation était plus faible au Québec que partout ailleurs au Canada. Ce constat, en défaveur du Québec, semble également prévaloir en ce qui concerne la fréquentation scolaire (Maclean, 1937; Hamel, 1984; Audet, 1971). Une étude récente menée aux États-Unis est d'autant plus déconcertante : parmi seize communautés culturelles occupant le territoire américain en 1910, les Canadiens français sont ceux qui affichent les plus bas taux de fréquentation scolaire chez les jeunes âgés de 14 à 18 ans (Jacobs et Greene, 1994).

D'après Léon Gérin (1897 et 1898), un des pionniers de la sociologie québécoise, le régime de travail en vigueur au Québec ne peut à lui seul rendre compte de l'état de l'instruction au Québec. Certes, Gérin fait valoir la persistance de variations en fonction de la structure de l'emploi, argumentant que les taux d'alphabétisation les plus élevés au Canada en 1891 sont trouvés là où l'exécution des activités économiques prépondérantes exige une instruction de base (Gérin, 1897). Mais, dans ses articles subséquents, l'auteur soutient l'effet d'un autre ordre de fait : celui de la tradition culturelle. Selon ce raisonnement, les Canadiens français se caractérisent par une tradition communautaire, qui se traduit notamment par une dépendance et une apathie civique, lesquelles les auraient peu portés à l'instruction. En revanche, les Canadiens anglais se démarquent par ce que Gérin nomme la tradition particulariste. Celle-ci est marquée par l'initiative, la débrouillardise et l'esprit d'entreprise, rendant les Canadiens anglais plus enclins à s'instruire. Ainsi, selon Gérin (1898), la tradition propre à chaque communauté culturelle expliquerait que le Québec affiche des taux d'alphabétisation plus faibles que le reste du Canada au XIXe siècle.

Cette avancée de Gérin concernant l'effet de la culture sur l'alphabétisation n'est pas sans rappeler le mythe entourant l'instruction au Canada français dont l'historiographie du Québec est empreinte, mythe cultivé dans la culture populaire comme dans la culture savante. En effet, l'imaginaire québécois est marqué par l'ignorance des Canadiens français : les Canadiens français étaient sous-scolarisés en raison de leur culture marquée par la non-valorisation de l'instruction. Rappelons-nous le rapport de Lord Durham en 1840 qui dressait un portrait particulièrement sombre de l'instruction au Bas-Canada. Garneau, dans son *Histoire du Canada* en 1845, affirmait que le gouvernement et le clergé souhaitaient maintenir le peuple dans l'ignorance, préférant que celui-ci se distingue par sa simplicité et sa modestie, plutôt que par un caractère ambitieux et exigeant. Ensuite, les abbés Gosselin (1911) et Groulx (1933) ont repris le discours dans le but de défendre les efforts déployés par le clergé pour instruire le peuple, décriant du même coup les fâcheuses conséquences de la Conquête britannique. Selon eux, l'instruction des Canadiens français se portait mieux sous le Régime français et la Conquête britannique n'aurait servi qu'à ralentir le développement de l'instruction populaire.

Ainsi, à l'instar de Durham, Garneau, Gosselin, Groulx et Gérin, l'historiographie québécoise relie généralement la sous-scolarisation des Canadiens français à leur culture. En revanche, des historiens (dont Bernier et Boily, 1986; Ouellet, 1997; Verrette, 2002) ont plus récemment évoqué la concentration des Canadiens français dans la classe laborieuse, renvoyant implicitement à la théorie de la reproduction sociale pour rendre compte de la faible propension des Canadiens français aux études. Mais comment départager l'effet respectif de l'appartenance culturelle et de la classe sociale ? Les deux voies d'interprétation sont défendues, sans que l'on s'interroge quant au jeu de chacune, à savoir si l'une a prépondérance sur l'autre. En bref, l'effet respectif de l'appartenance culturelle et de la classe sociale sur la scolarisation des enfants en territoire québécois est actuellement flou.

D'ailleurs, force est de constater qu'aucune étude n'a tâché d'évaluer les déterminants de la fréquentation scolaire au Québec avant que celle-ci ne soit régulée par la loi. Une telle entreprise manque en territoire québécois, comme si l'idéologie de la faible instruction des Canadiens français avait rendu superflue toute étude sur les comportements en matière de scolarisation des enfants. À preuve : Charland (1997 : 613) note le manque d'attention portée à la clientèle scolaire dans les études historiques sur la scolarisation et soulève la pertinence de s'y attarder pour enfin voir qui, à l'époque, fréquentait l'école. De la même manière, Verrette (2002 : 103) remarque que l'étude de la fréquentation scolaire au XIXe siècle reste encore largement à faire. En vérité, les recherches contemporaines sur la scolarisation au Canada français ont surtout traité de l'aspect historique. Du

lot, nommons Audet (1971), Dufour (1996) et Murray (2003). Quoique fort intéressantes pour la richesse et la précision de leurs descriptions de l'organisation du système d'enseignement de l'époque, elles ne s'attardent, somme toute, que très peu à la clientèle du réseau scolaire. Si elles tentent parfois au passage d'estimer la proportion des enfants qui visitent les bancs d'école, les résultats qui s'en dégagent demeurent imprécis. En effet, les taux de fréquentation scolaire sont toujours calculés pour l'ensemble des enfants et des jeunes adultes (au pire pour le groupe des 5 à 24 ans, au mieux pour celui des 5 à 14 ans), masquant à chaque fois des réalités possiblement fort diversifiées d'un âge à l'autre. Deux études historiques font toutefois exception du fait qu'elles portent une attention particulière à la fréquentation scolaire. Dufour (1988) traite de la fréquentation scolaire sur l'Île de Montréal en 1825 et 1835, faisant valoir l'importance de l'offre institutionnelle sur la scolarisation des enfants. De plus, Charland (2000) compile les taux de fréquentation scolaire de 1851, 1871 et 1901 selon le sexe et le genre à partir des recensements de deux municipalités voisines à proximité de Montréal, Saint-Damasse et Saint-Hyacinthe.

Or, aucune démonstration empirique ne nous permet de conclure que, peu importe la classe sociale d'origine et les conditions économiques, tous les Canadiens français sous-scolarisaient leurs enfants. L'adoption tardive du principe d'instruction obligatoire au Québec ne suffit pas à confirmer l'effet de la culture sur la sous-scolarisation. À preuve : pour Marshall (1996), la loi sur l'obligation scolaire fut adoptée à l'époque où la fréquentation de l'école s'était généralisée dans la population. Selon ce raisonnement, la loi n'agissait qu'à titre de consécration des comportements en matière de scolarisation des enfants, et non à titre de solution à un problème de sous-scolarisation. À défaut de données à l'appui, il faut éviter les conclusions trop hâtives. Nous devons donc interroger l'idée préconçue voulant que, toute chose étant égale par ailleurs, les Canadiens français étaient moins instruits que d'autres communautés culturelles ou, en d'autres termes, que l'appartenance culturelle, plus que toute autre caractéristique, déterminait à l'époque la fréquentation scolaire des enfants.

Or, l'effet respectif de l'appartenance culturelle et de la classe sociale a été étudié dans un autre domaine. Olson et Thornton (1988, 1992, 2001) ont mené une série de travaux sur les comportements démographiques au sein de la ville de Montréal au XIX^e siècle. Leur hypothèse initiale voulait que des différences en matière notamment de fécondité et de nuptialité devaient s'observer en fonction de la classe sociale. Toutefois, les données qu'elles compilent les mènent sur une autre avenue. Les chercheuses sont forcées d'admettre la persistance de trois trajectoires culturelles eu égard à la dynamique démographique : celles des Français catholiques, des Irlandais catholiques et des Anglo-protestants. Autrement dit, l'appartenance culturelle leur apparaît plus déterminante que le statut socio-économique pour expliquer les comportements démographiques. La

thèse de Olson et Thornton peut-elle s'appliquer au domaine de l'éducation? Est-il envisageable que les particularités culturelles qui se manifestent dans les régimes démographiques se transposent dans les pratiques en matière de scolarisation des enfants, faisant emporter l'effet de l'appartenance culturelle sur celui de la classe sociale?

LE QUESTIONNEMENT ET LES OBJECTIFS DE RECHERCHE

Nous avons donc voulu combler partiellement ce manque de connaissances sur la fréquentation scolaire au Québec au XIXe siècle. D'un point de vue sociologique, l'étude de la fréquentation scolaire pour l'époque qui précède l'instruction obligatoire ouvre sur deux voies; la première centrale (la scolarisation différentielle), l'autre secondaire (l'impact de l'industrialisation). D'une part, nous devons traiter de la **scolarisation différentielle** de manière à évaluer l'emprise qu'avaient, respectivement, l'appartenance culturelle, la situation économique et la classe sociale sur la fréquentation scolaire. Confronter à une même structure d'emploi, les Canadiens français et les communautés immigrantes au Québec (majoritairement des Irlandais, des Écossais et des Anglais) se comportaient-ils différemment en ce qui touche la scolarisation des enfants? Les enfants canadiens français étaient-ils automatiquement en proportion plus faible à fréquenter l'école comparativement à leurs homologues d'autres cultures? Dans quelle mesure des différences selon l'appartenance culturelle sont-elles observables, toute chose étant égale par ailleurs – y compris la classe sociale? Les comportements en matière de scolarisation répondaient-ils uniquement au modèle culturel ou si d'autres éléments entraient en scène?

D'autre part, nous ne pouvons étudier la scolarisation différentielle au XIXe siècle en faisant fi des forces de l'expansion de l'instruction. De fait, il importe d'interroger au passage l'**impact de l'industrialisation** sur la fréquentation scolaire. Tel que nous en rendrons compte, la littérature propose un effet mitigé de l'industrialisation sur la scolarisation. Au Québec, l'entrée dans l'ère industrielle a-t-elle généré plus d'emplois pour les enfants? Et, si tel est le cas, jusqu'à quel point le travail juvénile pouvait-il faire concurrence à l'école?

Dès lors, notre questionnement se pose précisément sur les **ordres de fait qui ont influencé la fréquentation scolaire** des enfants du Québec au XIXe siècle. Par *ordre de fait*, nous entendons à la fois les transformations de la structure de l'emploi (survenues progressivement avec l'industrialisation), l'appartenance culturelle (la religion, la langue, le groupe ethnique), les conditions purement économiques et la position sociale. En d'autres termes, notre recherche consiste

à examiner comment se combinent les effets respectifs de chacun de ces éléments sur la fréquentation scolaire.

Nous avons décidé de centrer notre analyse sur la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Différentes raisons nous ont poussé à faire ce choix en matière d'espace-temps. En premier lieu, la forte immigration qu'a connue la ville de Québec au XIXe siècle nous permet de vérifier si des modèles de scolarisation différencient chaque communauté culturelle. En fait, l'établissement des Anglais et des Écossais à Québec est principalement attribuable à la Conquête britannique, à la fin des guerres napolitaines, à la révolution industrielle et à la crise en milieux agricoles (Rudin, 1986 : 43-62). De plus, les ravages de la famine en Irlande dans les années 1840 ont forcé nombre d'Irlandais à quitter leur terre natale. Arrivant par le port de Québec, ceux qui survivaient au voyage s'installaient généralement dans les environs (Grace, 2001). De fait, le paysage culturel diversifié que nous offre la ville de Québec de la deuxième moitié du XIXe siècle nous permet de vérifier, comme l'ont fait des études américaines (dont Jacobs et Greene, 1994), la variation des comportements en matière de scolarisation en fonction de l'appartenance culturelle. En présence de la même structure de l'emploi, comment réagit chacun des groupes ? Les enfants canadiens français se démarquent-ils par des taux de fréquentation scolaire plus bas, même comparativement aux Irlandais qui généralement appartenaient aux classes sociales les moins bien nanties?

En deuxième lieu, la ville de Québec subit plusieurs transformations économiques au XIXe siècle, entrant progressivement dans l'ère industrielle. Étant donné les théories contradictoires concernant l'effet de l'industrialisation sur la fréquentation de l'école, il devient d'autant plus intéressant de vérifier ce qu'il en est en territoire urbain québécois. L'industrialisation qui eut cours dans la ville de Québec à la fin du XIXe siècle a-t-elle conduit à l'allongement de la scolarisation ou, au contraire, à un retrait de l'école et une mise au travail plus précoce des enfants ? De plus, comment chaque communauté culturelle a-t-elle réagi à ce même contexte d'industrialisation?

Enfin, en troisième lieu, les études historiques sur le Québec portent souvent sur les milieux ruraux et, dans le cas contraire, c'est souvent sur Montréal que se pose l'attention des chercheurs. Ainsi, la ville de Québec demeure somme toute peu connue. D'ailleurs, des réalités fort différentes séparent la ville et la campagne en matière de fréquentation scolaire, comme l'ont d'ailleurs argumenté plusieurs auteurs (dont Charland, 2000 et Davey, 1978). De fait, il était donc de mise de limiter l'étude à un seul de ces milieux pour mieux en saisir la dynamique.

Notre étude de la fréquentation scolaire sera menée grâce aux recensements de la ville de Québec de 1871 et de 1901. Ces données censitaires ont récemment été saisies sur support informatique dans le cadre du programme de recherche « Population et histoire sociale de la ville de Québec » (PHSVQ) du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ-Université Laval). Les années prises en compte nous permettent de saisir l'état de la situation à deux moments clés de l'histoire de la ville. Dans les années 1860, Québec traverse une profonde crise économique en raison notamment de la remise en question de ses principaux secteurs d'activité, soit l'industrie du bois et la construction navale. L'année 1871 marque le début de la reprise économique, laquelle s'appuie sur l'essor progressif de l'industrie de la chaussure et du textile. En 1901, la ville de Québec est donc entrée de plein pied dans l'ère industrielle. Examiner la fréquentation scolaire à ces deux moments nous permettra par conséquent de cerner l'impact de l'industrialisation sur la scolarisation des enfants.

Pour répondre à notre questionnement, divers choix méthodologiques s'imposent. D'abord, nous étudierons la fréquentation scolaire des enfants en fonction des caractéristiques de leur famille (appartenance culturelle, classe sociale, statut socio-économique). Nous prendrons pour acquis que des différences marquantes sont susceptibles d'être trouvées entre garçons et filles, nous obligeant à toujours mettre de l'avant des ventilations selon le genre. De plus, et ce à l'instar de maintes études empiriques menées aux États-Unis (dont Jacobs et Greene, 1994) et en Ontario (Katz et Davey, 1978b; Denton et Georges, 1974a), nous mettrons à profit l'emploi de la régression multiple. La force de cette méthode statistique réside dans le fait qu'elle nous permette d'isoler l'effet de chaque variable prise en compte en contrôlant un certain nombre de variables également susceptibles d'influer sur la fréquentation scolaire.

* * *

La première partie de ce mémoire expose les éléments de problématique qui ont guidé notre étude de la fréquentation scolaire dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Nous nous en inspirerons tout au long de notre étude, autant pour orienter notre analyse que pour trouver des voies d'interprétation à nos résultats.

Au chapitre 1, nous présentons les théories sociologiques sur lesquelles s'appuie notre analyse. Nous y dégageons trois conceptions de l'école développées par la sociologie avant de nous attarder aux forces ayant conduit à l'expansion de la scolarisation, notamment l'industrialisation.

Au chapitre 2, nous nous attardons à la littérature ayant traité de la scolarisation différentielle au tournant du XXe siècle. Tant les études empiriques ayant été conduites en territoire américain et

ontarien que la littérature québécoise sont prises en compte. Trois principaux modèles d'interprétation de la scolarisation différentielle y sont exposés, soit le modèle culturel, le modèle économique et le modèle de la reproduction sociale.

Au chapitre 3, notre regard se pose spécifiquement sur le cas de Québec. Nous y mettons en place le contexte historique de notre étude en traitant à la fois du contexte socio-économique de la ville de Québec et du système d'enseignement québécois de l'époque.

La seconde partie de ce mémoire porte exclusivement sur l'étude empirique de la fréquentation scolaire dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Au chapitre 4, nous formulons les hypothèses de travail qui ont guidé notre analyse des données censitaires avant d'exposer la méthodologie empruntée.

Les résultats de cette analyse sont exposés au cours des deux derniers chapitres. Au chapitre 5, nous évaluons l'effet de l'industrialisation sur l'occupation des enfants en observant l'évolution des taux de fréquentation scolaire et d'occupation d'un emploi salarié entre 1871 et 1901. Au chapitre 6, nous étudions la scolarisation différentielle selon les différentes variables étudiées, celles relatives à la culture, à la situation socio-économique et à la classe sociale. Après avoir réalisé une analyse descriptive, nous mettons à profit une analyse de régression multiple afin d'évaluer l'influence respective des différentes variables étudiées sur la fréquentation scolaire des enfants.

PREMIÈRE PARTIE : ÉLÉMENTS DE PROBLÉMATIQUE

Cette première partie expose les éléments de problématique de notre recherche. Elle se divise en trois chapitres. Le **chapitre 1** se penche sur les théories sociologiques ayant trait à l'éducation. Nous y évoquerons, d'une part, trois conceptions sociologiques de l'école : l'école comme instance de socialisation, l'école comme instrument d'égalité sociale et l'école reproductrice des classes sociales. D'autre part, nous explorons les forces de l'expansion de la scolarisation.

Nous avons jugé opportun de prêter un chapitre entier aux études empiriques ayant traité de la scolarisation différentielle au XIXe siècle, quoique celles-ci aient été menées sur d'autres territoires que le Québec, soit aux États-Unis et en Ontario. Ce choix se justifie par la rigueur qui caractérise ces études étrangères et par l'absence de telles études menées au Québec. Il était tout aussi essentiel cependant de nous attarder précisément à la littérature québécoise ayant cherché à expliquer les comportements des Canadiens français en matière de scolarisation. De fait, le **chapitre 2** expose les trois modèles d'interprétation de la scolarisation différentielle au XIXe siècle qui émergent de la littérature, tant étrangère que québécoise: le modèle culturel, le modèle économique et le modèle de la reproduction sociale.

Au **chapitre 3**, nous traitons exclusivement du cas étudié : Québec au tournant du XXe siècle. Nous présentons le contexte historique de notre étude, c'est-à-dire la ville de Québec dans la deuxième moitié du XIXe siècle, et nous décrivons l'organisation du système scolaire de l'époque.

CHAPITRE 1 - ÉCOLE ET SCOLARISATION : L'ÉTAT DE LA RECHERCHE SOCIOLOGIQUE

1.1 LE REGARD DE LA SOCIOLOGIE SUR L'ÉCOLE : DE DURKHEIM À LA SOCIOLOGIE DE L'ÉDUCATION

L'école revêt une importance particulière pour la sociologie. D'ailleurs, cette discipline a développé un champ de recherche consacré entièrement à l'éducation. À l'ordre du jour notamment, la réussite scolaire, la profession enseignante et le contenu des programmes nourrissent les débats actuels. Les études sur ces thèmes se multiplient, cherchant toutes à orienter, de près ou de loin, les politiques régissant le système scolaire. Or, le rôle social de l'école fut posé bien avant l'institutionnalisation de la sociologie de l'éducation. Les pères fondateurs de la discipline ont tour à tour porté leur regard sur l'institution scolaire, non sans se laisser influencer par leur contexte historique. L'école réservée jadis à l'élite conduit à des réflexions différentes au fur et à mesure que se démocratise le système scolaire.

Un des premiers à avoir affirmé l'importance de l'école est probablement Karl Marx (1818-1883) dans *Le Manifeste du Parti communiste*. Commandé par la Fédération des communistes et rédigé en collaboration avec Friedrich Engels, ce texte allemand de 1847 avait pour but originellement de jeter les bases de l'association des travailleurs, le Parti communiste. Tout compte fait, le document a servi des objectifs beaucoup plus grands : conscientiser la classe ouvrière à sa condition de vie et proposer le projet de révolution, c'est-à-dire l'abolition des classes sociales. Marx y proposait une série de mesures devant conduire à l'émancipation de la classe ouvrière. L'une d'entre elles consistait ni plus ni moins à l'école gratuite pour tous : « [é]ducation publique et gratuite de tous les enfants. Abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc. » (Marx, 1962 : 46).

Mais le regard sociologique sur l'école est plus riche qu'une revendication pour l'accès de tous les enfants à la scolarisation. Nous en rendrons compte à travers trois perspectives, non exhaustives ni exclusives : celles de Durkheim, des fonctionnalistes et des conflictualistes. Ce tour d'horizon nous fera voir l'école, successivement, comme instance de socialisation, comme instrument d'égalité sociale et comme appareil de reproduction des classes sociales.

1.1.1 Perspective durkheimmienne : l'école, instance de socialisation

Au début du XIXe siècle, Émile Durkheim (1858-1917) posait l'importance de l'école non seulement comme lieu de formation, mais à titre d'instance de socialisation. Ce rôle attribué à l'école naît de son observation de la société. En effet, Durkheim dénonce la montée de l'individualisme qui caractérise le monde moderne. Dans la société traditionnelle, un solide lien social nouait les individus entre eux. La conscience collective était fortement ancrée dans les consciences individuelles par la solidarité mécanique, c'est-à-dire par principe de similitude entre les individus. Force est d'admettre un tout autre constat pour la société moderne, et ce à cause principalement de la division du travail qu'elle instaure. La cohésion sociale doit être assurée par un autre type de solidarité, fondée cette fois sur le principe de différenciation entre les individus que Durkheim nomme solidarité organique. Grâce à ce nouveau type de solidarité, les individus parviendront à participer, en tant que partie, au bon fonctionnement du tout social.

Or, remarque Durkheim, le passage à la société moderne n'est pas suivi par la mise en place d'une solidarité organique. La conséquence est de taille : il y a relâchement du lien social. La sphère occupée par la conscience collective y est de plus en plus réduite : les individus acquièrent une marge d'interprétation par rapport au système de pensée commun, aux normes collectivement reconnues. Il s'agit pour Durkheim du phénomène d'anomie : d'une absence de repères, d'une faiblesse de la densité morale comprise comme la cohésion qui existe autour de valeurs, d'interdits ou d'impératifs sacrés, qui relie les individus au tout social. C'est parce qu'il n'y a plus de consensus à l'égard des normes qui doivent prévaloir au sein de la société que des individus en viennent à adopter des comportements pathologiques, comme l'indiquent les taux de criminalité et de suicide.

C'est là qu'entre en scène l'école. En plus d'instruire, l'école doit servir à reconstituer une solidarité organique à la suite de la perte de la solidarité mécanique qu'entraîne le passage à l'ère moderne. Ainsi, entre les murs de l'école, la société doit transmettre à chaque individu les normes, les valeurs et les symboles qui régissent la vie sociale. Et c'est grâce à l'intériorisation de ces normes, valeurs et symboles par les individus que l'ordre social se maintiendra. Le bonheur individuel en dépend également : pour être heureux, les individus doivent sentir leur intégration à la société. À ce titre, l'école vient suppléer à d'autres instances socialisantes tel que la famille et la communauté. Par contre, elle est de loin celle qui participe le plus à la mise en place de repères sociaux. En ce sens, l'éducation transmise par l'école doit nécessairement être teintée par la société dans laquelle elle s'insère : « telle société, telle éducation », affirmait Durkheim.

En complément, Durkheim construit l'enfant comme un être asocial. La famille participe à sa socialisation mais, dans la société moderne, elle n'est plus suffisante à elle seule pour assurer l'intégration des enfants à la société, d'où le rôle accru de l'école. Le principe d'obligation scolaire, promu par Marx, fait également écho chez Durkheim. Ce dernier propose en effet la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 12 ans. Et, rappelons-le, ce passage à l'école a pour fonction de transmettre une instruction et une éducation morale, laquelle comprend l'apprentissage des normes et des règles de la société.

1.1.2 Perspective fonctionnaliste : l'école, instrument d'égalité sociale

L'idée selon laquelle l'école est une institution qui participe au maintien de l'ordre social fut reprise au milieu du XXe siècle par les tenants du fonctionnalisme. Largement inspirés de Durkheim, les fonctionnalistes, dont Talcott Parsons (1902-1979) est le chef de file, vont néanmoins attribuer une autre mission à l'institution scolaire, celle d'assurer l'égalité entre les classes sociales.

La conception des fonctionnalistes à l'égard de l'école émane de leurs travaux sur la stratification sociale, cette « différenciation d'une population donnée en classes hiérarchiquement superposées » (Sorokin, 1927 : 11). Selon cette perspective, le système de stratification est incontournable pour maintenir l'ordre social. Il va certes de soi que certains individus détiennent plus de richesses et de privilèges puisqu'ils sont plus méritants que les autres. En d'autres termes, c'est l'idéal de la société méritocratique qui est mis de l'avant: les plus méritants de la société occupent les positions supérieures de l'échelle sociale et la masse se retrouve dans les couches inférieures. Ainsi, la hiérarchie qui ordonne les individus selon leur position dans l'échelle de prestige et de richesse reste empreinte de justice du fait qu'elle se fonde sur le mérite.

Or, pour les fonctionnalistes du milieu du XXe siècle, cette équation entre mérite et position sociale est précisément assurée par l'école. Certains, dont Talcott Parsons (1955) et Vilfredo Pareto (1968), ont en fait remarqué que cette équation a parfois fait défaut jadis. La classe sociale d'origine apparaissait alors plus déterminante que les habiletés et les compétences pour déterminer la position sociale. Le statut social était imposé par la classe sociale de la famille. Cependant, avec l'accès de tous les enfants à l'école, le statut social n'est plus imposé : il est acquis. Dès lors, la démocratisation de l'éducation se révèle le mécanisme par excellence pour contrer le déséquilibre entre mérite et position sociale.

Dans la mesure où tous les enfants accèdent à l'école, celle-ci permet aux plus méritants d'accéder aux études supérieures, et ce grâce à sa fonction de sélection. Par la suite, les plus méritants du système scolaire pourront occuper les positions supérieures de la stratification sociale. De fait, la hiérarchie sociale se calque parfaitement sur la hiérarchie scolaire, de sorte que la généralisation de la fréquentation scolaire rend légitime les inégalités sociales. En d'autres termes, pour les fonctionnalistes « c'est par l'égalité des chances scolaires qu'on atteindra l'égalité sociale » (Robert et Tondreau, 1987 : 84). Parsons (1955) est convaincu que la démocratisation de l'école est accomplie, c'est-à-dire que tous les individus accèdent désormais à l'école, qu'importe leur classe sociale d'origine. L'idéal d'égalité, promu par les penseurs des Lumières est atteint. La famille perd peu à peu son pouvoir d'orientation et il devient possible à tout acteur d'acquérir le statut compatible à son mérite. Dans cette perspective, le système d'enseignement sert non plus seulement à former la main d'œuvre et à transmettre les normes sociales, mais il permet à lui seul d'éviter la contradiction entre l'idéal d'égalité et la présence d'inégalités sociales. L'école, par sa démocratisation, permet désormais la mobilité sociale ascendante des plus méritants.

1.1.3 Perspective conflictualiste : l'école reproductrice des classes sociales

Soit, la démocratisation du système d'enseignement qui a eu cours au milieu du XXe siècle et dont les mérites sont vantés par les fonctionnalistes, servait de nobles objectifs. Mais, nous disent certains courants de la sociologie de l'éducation, les grands espoirs sont restés vains. Dans les faits, il semble que des inégalités soient maintenues. Les analyses allant en ce sens s'inscrivent dans le courant de la sociologie de l'éducation qui s'institutionnalise à partir des années 1960. Plus précisément, c'est la perspective conflictualiste de ce courant qui a étayé l'échec de la démocratisation de l'école.

À ce titre, Bourdieu et Passeron (1964 et 1970), grâce à leur théorie de la reproduction sociale, sont certainement les auteurs qui ont le plus contribué au développement de cette perspective. Selon eux, non seulement la démocratisation de l'école n'est pas parvenue à réduire les inégalités sociales, mais l'école est marquée d'une mission cachée, soit celle de reproduire les classes sociales. La fonction qu'attribuaient les fonctionnalistes à l'école est illusoire : la mobilité sociale ascendante n'est qu'un leurre.

À l'instar de la perspective marxiste, les conflictualistes analysent la vie sociale sous l'angle des rapports de classe en partant du principe que chaque classe cherche à défendre ses intérêts. Dans le domaine de l'éducation, du fait que l'école est dirigée par la classe dominante, celle-ci l'utilise pour assurer la reproduction du système social au sein duquel elle est privilégiée. En d'autres termes,

l'école permet à la classe dominante de conserver et d'entretenir sa domination. Le moyen de parvenir à cette fin est fort simple : c'est en niant les inégalités de fait entre les enfants de classes sociales différentes que l'école reproduit l'ordre social en place. Ce raisonnement est mis de l'avant dans *Les Héritiers* (1964). Bourdieu et Passeron y font valoir que les enfants de la classe dominante arrivent sur les bancs d'école avec une avance par rapport à leurs homologues de la classe dominée. De leur milieu, les enfants héritent d'habitudes, de savoirs et de savoir-faire (comme le maniement de la langue, en référence à Bernstein (1961)). Cet amalgame d'habitudes, de savoirs et de savoir-faire est nommé *habitus culturel*. Au sein de la classe dominante, l'*habitus* transmis aux enfants rejoint de près la culture que l'école cherche à transmettre. Autrement dit, les apprentissages que font les enfants de la classe dominante avant leur entrée à l'école sont conformes aux apprentissages scolaires. Par opposition, l'acquisition de la culture scolaire est une acculturation pour les enfants de la classe dominée (Bourdieu et Passeron, 1964 : 37). Mais bien plus, le curriculum scolaire omet de transmettre ces habitudes, ces savoirs et ces savoir-faire aux enfants qui ne peuvent les hériter de leur milieu : « [...] en omettant de donner à tous ce que quelques-uns doivent à leur famille, le système scolaire perpétue et sanctionne les inégalités initiales » (Bourdieu et Passeron, 1970 : 107).

Conscients de leur désavantage, les enfants défavorisés s'excluraient eux-mêmes des études supérieures. L'école aurait ainsi pour mission cachée de faire apprendre aux enfants l'ordre social et de leur indiquer la place qu'ils sont forcés d'y occuper. Elle oriente donc les enfants vers leur destin, en conformité avec leur classe sociale d'origine. De fait, l'école est un instrument au service de la classe dominante pour légitimer les inégalités de classe. Il y a donc reproduction des classes sociales par le biais de l'école. Aucune mobilité sociale ne paraît en ce sens possible. Et elle le serait si, et seulement si, l'école reconnaissait les inégalités inévitables entre les enfants de classes sociales différentes. Les rares cas qui s'observent, nous disent Bourdieu et Passeron, relève du don. En d'autres termes, si quelques enfants provenant de la classe dominée parviennent à se hisser aux études avancées, c'est qu'ils sont particulièrement doués.

La théorie de la reproduction fut abondamment critiquée, principalement parce qu'elle comprend implicitement une forme de déterminisme : tous les enfants de la classe sociale dominée franchiraient les portes de l'école avec un désavantage insurmontable par rapport aux enfants de classe sociale dominante. Elle apparaît incompatible avec les cas de mobilité sociale ascendante pourtant bien tangibles selon certains observateurs. Du nombre, Boudon (1973) critique Bourdieu et Passeron sur deux points précis. D'une part, il remarque que la théorie de la reproduction dénonce les inégalités plutôt qu'elle ne les explique. On a peine à s'imaginer comment les individus parviennent à se conformer, de génération en génération, au destin imposé par leur classe sociale

d'origine. D'autre part, Boudon est insatisfait du traitement que Bourdieu et Passeron font des cas de mobilité sociale ascendante. Ceux-ci, moins rares que Bourdieu et Passeron ne le croient, restent inintelligibles. La thèse de la reproduction induit un tel déterminisme que celui-ci demeure incompatible avec une possibilité de changement. L'objectif de Boudon s'inscrit donc en réponse aux faiblesses de Bourdieu et Passeron : analyser le processus d'inégalité, sans accuser l'école.

À l'instar du courant de l'individualisme méthodologique, Boudon soutient que l'individu est un acteur social qui est maître de ses actions et qui possède une rationalité. De fait, l'acteur ne fait pas que subir, mais il agit. Boudon maintient ainsi que c'est par rationalité que les acteurs des classes sociales dominées choisissent de ne pas s'investir dans leurs études. La théorie qu'il développe s'appuie sur l'idée que tout acteur fait un calcul du rapport entre les coûts et les bénéfices de l'investissement scolaire. La classe sociale de l'acteur guide son évaluation des risques et des avantages de cet investissement: le coût apparaît nécessairement plus important aux enfants de classe sociale plus modeste. Ainsi, l'acteur va opter pour un cheminement plutôt qu'un autre selon l'évaluation qu'il fait : « [l]a situation sociale des familles fait qu'elles apprécient différemment les risques, les coûts et les avantages de l'investissement scolaire » (Boudon, 1991 : 160). En bref, Boudon ne nie pas la présence d'inégalités. En revanche, il fait reposer les inégalités sur la rationalité des acteurs plutôt que, comme Bourdieu et Passeron, sur l'école.

Loin de nous l'idée de présumer que le champ de la sociologie de l'éducation, dans lequel s'inscrivent Bourdieu et Passeron de même que Boudon, s'est limité au problème d'inégalité des chances. La « nouvelle » sociologie de l'éducation a tâché d'apporter un nouveau souffle au mouvement, notamment en s'attardant à la sélection des savoirs transmis en classe et aux processus de transmission de ces savoirs (Trottier, 1987). Or, nous ne nous passerons pas en revue ces travaux du fait qu'ils sont peu utiles à la compréhension de notre sujet d'étude : la scolarisation au tournant du XXe siècle.

1.2 LES FORCES DE L'EXPANSION DE LA SCOLARISATION

En parallèle à ces conceptions sociologiques de l'école, maints auteurs (principalement sociologues, historiens et démographes) se sont interrogés au sujet de l'expansion de la scolarisation. L'entreprise a consisté à identifier les forces qui ont fait du passage à l'école une activité incontournable au fil des époques. Une des perspectives défendues, la perspective fonctionnaliste, part du principe selon lequel l'école répond aux besoins de l'économie. Plus la demande en main d'œuvre qualifiée est élevée, plus nombreux seront les individus qui acquièrent une spécialisation par le biais du réseau

scolaire. En ce sens, la scolarisation est totalement dépendante du marché du travail. Ce raisonnement comprend également une version marxiste qui prétend que l'école rencontre précisément les besoins du capitalisme industriel (notamment, Bowles et Gintis, 1976). Quoi qu'il en soit, ces deux versions rencontrent suffisamment de similitudes pour faire fi des subtilités qui colorent l'interprétation de chacune : l'importance qu'acquiert graduellement l'école relève, pour l'une et pour l'autre, de la transformation du travail et de l'économie.

1.2.1 Le modèle classique : l'industrialisation et la nécessité du passage à l'école

En sciences sociales, on associe généralement industrialisation et expansion de la scolarisation. Ce raisonnement soutient que le passage d'un mode de production à un autre a rendu nécessaire l'apprentissage sur les bancs d'école. En ce sens, l'école est pensée comme un lieu de formation, et ce au même titre que la famille, la ferme, l'atelier et l'usine.

Dans les sociétés agraires, l'apprentissage se fait dans la famille et sur la terre. Chez les artisans, ce sont les maîtres qui prennent à leur charge, et sous leur toit, des apprentis afin de leur transmettre l'art de leur métier. Les travailleurs des sociétés agraires et pré-industrielles sont propriétaires des moyens de production et leur productivité demeure restreinte : les agriculteurs assurent une économie de subsistance et les artisans produisent à la commande. À l'opposé, les sociétés industrielles se caractérisent par le salariat, c'est-à-dire que les travailleurs ne sont plus propriétaires des moyens de production : ils doivent vendre leur force de travail à un employeur et c'est à ce dernier que revient le produit du travail. C'est précisément ce passage de l'artisanat au salariat qui entraîne une séparation entre la formation et l'emploi. Et pour cause : les entreprises ne peuvent prendre le risque de former une main d'œuvre qui, devenant mobile, est susceptible d'aller mettre à profit son apprentissage auprès d'un concurrent. Résultat : l'apprentissage se fait désormais à l'extérieur du milieu de travail, c'est-à-dire entre les murs de l'école (Stroobants, 1993 : 9-14).

Par surcroît, le passage à l'ère industrielle suppose des avancées technologiques qui viennent largement modifier l'exécution du travail. De fait, la mécanisation des opérations rend graduellement inutile et coûteuse la main d'œuvre non qualifiée. Par conséquent, des transformations majeures marquent la structure de l'emploi : il y a multiplication des emplois qui exigent un niveau élevé de qualifications. La généralisation de la fréquentation scolaire de base s'impose donc à mesure que se complexifie le travail; la scolarisation devient nécessaire pour occuper un emploi. En parallèle, c'est parce que l'exercice d'un métier n'exigeait jadis aucune formation que le travail juvénile était possible : le travail des enfants faisait alors concurrence à

l'école. C'est en ce sens que certains fonctionnalistes soutiennent que l'augmentation de la demande pour des métiers de cols blancs aurait conduit à hausser les taux de fréquentation scolaire.

Guest et Tolnay (1985) ont entrepris de démontrer cet effet positif des avancées technologiques sur l'expansion de la scolarisation en milieu rural américain. Dans cette perspective, la mécanisation de la production agricole a entraîné une élévation des qualifications requises pour exécuter le travail. La conséquence est double : le travail juvénile est aboli -puisque les enfants ne sont plus qualifiés pour prendre part aux tâches- et la scolarisation se généralise -puisque'elle est désormais nécessaire pour exercer un emploi-.

Tout bien considéré, le modèle classique en sciences sociales soutient que l'expansion de la scolarisation est une résultante de l'industrialisation, comprise comme la période qui a vu naître le salariat et se multiplier les emplois qualifiés. Cette conception s'appuie sur la typologie polarisante qui oppose les sociétés pré-industrielles (ou traditionnelles) et les sociétés industrielles (ou modernes)¹. Les unes se caractérisent par la faible instruction du plus grand nombre alors que les autres se distinguent par la généralisation d'une scolarisation de base. De fait, l'expansion de la scolarisation, et conjointement de l'alphabétisation, relève des mutations de la sphère économique.

Or, nombre d'études (dont Zelizer, 1985 de même que Walters et O'Connell, 1988) ont fait valoir la complexité de cette relation qui suppose un rapport linéaire entre l'industrialisation et l'expansion de la scolarisation. En démontrant que, dans certaines régions, la scolarisation apparaît moins répandue en milieu urbain qu'en milieu rural, elles font valoir que plusieurs variables intermédiaires viennent en fait influencer l'expansion de la fréquentation scolaire. C'est ce dont traite les sections suivantes. Dès lors, les forces de l'expansion se déplacent vers la culture chez les uns (section 1.2.3) alors qu'elles relèvent du conflit entre les classes sociales pour les autres (section 1.2.4).

1.2.2 L'effet mitigé de l'industrialisation

La perspective conflictualiste propose que l'industrialisation, plutôt que de reconfigurer la structure de l'emploi en augmentant le nombre de métiers qualifiés, entraînerait –temporairement du moins-

¹ D'aucuns, dont Beck (1992) et Castells (1998) ont certes depuis revu cette typologie, y ajoutant une troisième phase : la modernité avancée. Du nombre, Touraine (1997) propose trois époques à la modernité. Du XVe au milieu du XIXe siècle, la haute modernité s'est traduit par l'attribution d'un rôle central à l'État pour maintenir l'ordre social. Du XVIIIe siècle au milieu du XXe siècle, la moyenne modernité évoque le développement économique, le progrès technologique, la révolution industrielle, etc. Enfin, caractérisant notre époque, la basse modernité se distingue par la faible intégration du Sujet à la société.

une diminution marquée du niveau de qualification exigé par les employeurs. La mécanisation des opérations rend le travail exécutable par une main d'œuvre non qualifiée, voire une main d'œuvre infantile. Force est ici de renvoyer au débat entourant les effets du progrès technologique sur la qualification de la main d'œuvre. Nous avons vu que certains auteurs, dont Guest et Tolnay (1985), prétendent que la technologie entraîne une demande plus élevée à l'endroit des métiers qualifiés. En revanche, d'autres, dont Zelizer (1985) de même que Walters et O'Connell (1988), y voient la détérioration des métiers au profit d'exécutions de tâches répétitives. Dans cette seconde perspective, les portes du marché du travail en période industrielle resteraient relativement ouvertes aux enfants, suffisamment du moins pour faire concurrence à l'école et pour maintenir l'inutilité de la scolarisation. Cette perspective théorique fut étudiée empiriquement dans certains états américains (Zelizer, 1985; Walters et O'Connell, 1988) et dans certaines régions de l'Ontario (Katz et Davey, 1978). Zelizer (1985) argumente même que la valeur économique des enfants augmente durant le XIXe siècle, et ce en raison des nouvelles opportunités d'emploi que génère l'industrialisation pour les enfants.

D'autres auteurs (dont Walters et O'Connell, 1988 et Marcoux, 2003) ont argumenté que le passage à l'économie de marché, qu'implique l'industrialisation, n'a pas effacé le rôle économique des enfants au sein des familles. Cette perspective est notamment empruntée par Walters et O'Connell (1988). Ces derniers s'appuient sur la typologie des modes de production de Tilly et Scott (1978) qui distingue deux types d'économie : l'économie familiale de subsistance et l'économie familiale salariale. L'économie familiale de subsistance implique que tous les membres de la famille travaillent à la production de biens et de services. La famille est au cœur des activités de production, lesquelles restent largement à l'extérieur du marché du travail (*wage-labor relations*). Graduellement, l'urbanisation et l'industrialisation instaurent un second type d'économie : l'économie familiale salariale (*family wage economy*). Ici, les membres de la famille continuent de travailler pour la subsistance de la famille, mais au sein du marché du travail (*wage labor*). La contribution des enfants, comme celle des femmes, est toujours aussi cruciale pour la survie de la famille. La participation des enfants étant requise, ceux-ci sont mis tôt au travail. Dans ses conditions, peu d'investissements sont déployés dans la scolarisation des enfants. Sur cette base, Walters et O'Connell argumentent que les effets de l'industrialisation sur la scolarisation varient selon trois ordres de faits : 1) les opportunités d'emploi pour les jeunes, 2) la nécessité de multiplier les sources de revenu au sein des familles, et 3) le degré de compatibilité entre le travail et la scolarisation.

[...] the effects of industrialism (and presumably urbanism, given the degree to which the two were confounded during this period) varied over time and across the various dimensions of schooling that were considered. In contrast to most previous interpretations of schooling trends, we have argued that this seeming hodgepodge of patterns can, in fact, be explained systematically by the organization of the working-class family economy (Walters et O'Connell, 1988: 1146).

En bref, Walters et O'Connell (1988) soutiennent que quoiqu'elles soient conscientes des bienfaits de l'instruction, les familles agricoles et les familles urbaines laborieuses ne peuvent investir dans la scolarisation des enfants sans mettre en péril leur survie.

C'est en se basant sur ce raisonnement que Walters et O'Connell (1988) parviennent à fournir une explication au fait que les taux de fréquentation scolaire soient plus élevés en campagne qu'en ville aux États-Unis entre 1890 et 1940. D'après eux, les travaux agricoles permettent une fréquentation saisonnière de l'école, soit durant la période hivernale où les tâches à effectuer sont restreintes². À l'inverse, le travail juvénile en ville est plus difficilement conciliable avec l'école. Les enfants doivent choisir entre le marché du travail et la scolarisation.

Children in rural agricultural areas may have been able to enroll in school at higher rates than their urban peers because they could attend school seasonally and still contribute labor to the family (agricultural) economy on a seasonal basis. In urban industrial areas, children who needed to make a contribution to the family economy were more likely to have had to make a choice of work that would preclude schooling entirely (e.g., working in factories and sweatshops) (Walters et O'Connell, 1988: 1146).

Ainsi, Walters et O'Connell (1988) s'attardent essentiellement au travail productif des enfants en période industrielle à titre de contribution à la survie de la famille; contribution, soulignons-le, qui faisait concurrence à la scolarisation. Or, Marcoux (2003) innove en faisant valoir l'importance des tâches domestiques qui pouvaient aussi occuper les enfants de la ville à cette même époque. L'entretien de la maisonnée, la préparation des repas et la garde des enfants sont de ce lot. Marcoux note qu'en milieu urbain québécois du XIXe siècle, les infrastructures susceptibles de réduire l'ampleur des travaux domestiques sont, somme toute, peu développées. Du même coup, le service familial des enfants pouvaient consister à prendre part à ces tâches domestiques. Par exemple, dans la ville de Québec à la fin du XIXe siècle, « un peu moins de la moitié des ménages ne disposent pas d'un branchement au réseau d'aqueduc » (Marcoux, 2003 : 142), incombant souvent aux enfants d'aller chercher l'eau aux puits ou à même les différents cours d'eau. De la même manière, la participation des enfants aux courses pour l'achat des aliments devait être considérable vue

« l'absence d'équipements permettant la conservation de certains aliments (réfrigérateur, congélateur, etc.) » (Marcoux, 2003 : 143). Sur cette base, Marcoux (2003) argumente que l'intensité de la participation au travail domestique incombant aux enfants, même en milieu urbain en voie d'industrialisation, pouvait certes faire entrave à la scolarisation.

Il importe de souligner que les activités soumises aux enfants pouvaient varier en fonction de leur genre. En effet, il semble que les filles étaient plus souvent mises à contribution aux activités domestiques que les garçons. En revanche, les garçons occupaient plus souvent un emploi au sein d'une manufacture ou ils étaient mis à profit sur la ferme familiale, selon qu'ils soient en milieu urbain ou rural (Hamel, 1981 : 152). Dans ces conditions, les modèles de scolarisation sont susceptibles de varier largement entre garçons et filles (Marcoux, 2003). Étonnamment, Walters et O'Connell (1988) n'examinent pas cette hypothèse dans leur analyse.

En bref, Walters et O'Connell, tout comme Marcoux, déploient un effort pour sortir de la relation directe entre l'industrialisation et la fréquentation scolaire, laquelle est médiatisée chez eux par le rôle des enfants au sein des familles. C'est à travers l'économie familiale et le rôle des enfants que les modèles de scolarisation deviennent intelligibles. Dès lors, le moteur de l'expansion de la scolarisation est la dissolution du travail productif (Walters et O'Connell) et domestique (Marcoux) des enfants au sein des familles, et non l'industrialisation proprement dite.

1.2.3 Le modèle culturel: la source de la scolarisation au sein des sociétés pré-industrielles

D'autres chercheurs (dont Meyer et al., 1979 et Todd, 1984) ont simplement inversé l'ordre des variables, soutenant que la scolarisation précède l'industrialisation. Pour ce faire, ils font appel à l'effet de la culture. Pour Meyer et al. (1979), l'expansion de l'éducation résulte d'un mouvement social qui tire son origine des campagnes. Ce raisonnement viendrait expliquer les hauts taux de fréquentation scolaire en milieu rural américain au tournant du XXe siècle : « [...] the spread of schooling in rural areas of the North and West reflected a commonly held ideology of nation-building that combined the outlook of small entrepreneurs in a word market with evangelical Protestantism and an individualistic conception of polity » (Meyer et al., 1979: 607-608).

Anthropologue de formation, Emmanuel Todd (1984) soutient aussi que la généralisation de l'instruction précède l'industrialisation. Dans son étude sur l'expansion de l'alphabétisation, il

² Cette idée est défendue dans la thèse de Davey (1978) qui étudie l'Ontario au XIXe siècle. Nous y reviendrons plus loin.

propose une approche culturelle du développement. En fait, il dément avec ferveur le rôle précurseur des déterminants économiques sur le processus de modernisation des sociétés : c'est le progrès culturel qui entraîne le progrès économique, non l'inverse.

Les modèles relevant des sciences sociales « économistes », libérales ou marxistes, actuellement dominantes dans le monde, accordent à la sphère de l'économie une place privilégiée, un statut de variable à la fois indépendante et déterminante. [...] Empiriquement, il n'est pas possible de placer l'économie à la source des transformations sociales des derniers siècles. [...] En revanche, il n'est pas difficile de montrer l'existence d'un lien logique et empirique entre alphabétisation de masse et transformations sociales (Todd, 1984 : 165).

Pour Todd, c'est précisément la montée de l'alphabétisation qui fait naître la modernité, et non l'inverse. Trois composantes caractérisent la modernité : la modernité politique (instauration d'un État démocratique), la modernité démographique (baisse de la fécondité) et la modernité économique (hausse du niveau de vie). Todd argumente qu'à chaque phase de la modernité devrait correspondre une étape de l'expansion de l'alphabétisation.

Historien québécois, Michel Verrette (2002) a entrepris de mettre à l'épreuve le modèle de Todd au cas du Québec. Grosso modo, Verrette corrobore ce modèle, mais avec quelques nuances historiques (Verrette, 2002 : 139). D'abord, contrairement au modèle de Todd, la modernité politique (à l'exception du droit de suffrage) se produit avant que la moitié la population québécoise soit alphabétisée (soit dans les années 1880). Cependant, nous rappelle Verrette, ces grandes transformations politiques qui précèdent la première vague d'alphabétisation ne sont pas initiées par les Canadiens français (comme la mise en place de l'Assemblée législative en 1791), mais provient de l'Angleterre. Ensuite, toujours en contradiction avec la proposition de Todd, la baisse de la fécondité ne s'observe au Québec que dans les premières décennies du XXe siècle, bien après que 50 % des femmes ne soient alphabétisées (situation connue dès les années 1870). Or, Verrette explique cet écart par deux ordres de fait : d'une part, la religion catholique qui limitait l'utilisation de moyens pour contrôler les naissances et, d'autre part, par le nationalisme qui encourageait la revanche des berceaux (Verrette, 2002 : 137-139). Ce raisonnement s'inscrit d'ailleurs à l'instar de Todd, lequel admettait le « potentiel certain de blocage historique, d'adhésion à des fidélités idéologiques ou religieuses » (Todd, 1984 : 68-69). Enfin, seul le troisième stade correspond pleinement à la prédiction de Todd : la modernité économique (son amorce au début du XXe siècle et la hausse du niveau de vie dans les années 1960) arrive bel et bien après que l'alphabétisation se soit généralisée dans la population québécoise.

L'attribution de l'expansion de la scolarisation au protestantisme chez Meyer et al. (1979) comme la prise en compte des idéologies religieuses chez Todd (1984) rejoint de près la thèse wéberienne sur l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. En bref, Weber (1864-1920) cherche à comprendre la genèse du capitalisme occidental. À partir notamment des écrits de Benjamin Franklin, il construit le type idéal³ de l'esprit du capitalisme, lequel se résume au refus du plaisir, à la vie frugale de même qu'à la recherche du profit par le travail. Selon lui, les causes externes aux individus (comme l'économie, la géographie, la démographie, la technologie, etc.) ne peuvent à elles seules expliquer le développement de cette nouvelle mentalité; une cause interne doit être à sa source. Remarquant que la majorité des hommes d'affaires sont de religion protestante, Weber attribue l'esprit capitaliste au calvinisme. Il nous apprend ainsi que c'est à travers la compréhension des dogmes religieux et de leur interprétation que les comportements sociaux deviennent intelligibles. Ainsi, l'esprit du capitalisme tire son origine de l'éthique protestante. En proposant que la réussite matérielle soit le signe du salut, cette éthique a donné une justification morale aux activités temporelles et à la rationalité. À l'inverse, par exemple, le catholicisme soutient que le salut de l'âme est assuré par la soumission aux commandements de l'Église. Le travail y apparaît même dangereux pour le salut.

En bref, la culture, par le biais notamment de l'appartenance religieuse, colore l'expansion de la scolarisation (Meyer et al.) ou de l'alphabétisation (Todd). Chez Meyer et al. (1979), c'est le protestantisme qui est à la source de la généralisation de la scolarisation. Chez Todd, l'alphabétisation précède la modernité économique, d'une part, et, d'autre part, l'appartenance culturelle peut en teinter l'expansion. Certes, chez les uns et chez l'autre, la force de l'expansion de l'instruction n'est plus économique. Parfois, les traditions culturelles favorisent le développement de l'instruction, parfois elles le freinent. Étonnamment, ce point d'attache n'a jamais été clairement mis de l'avant dans la littérature sur la scolarisation différentielle.

1.2.4 Le modèle conflictualiste : la scolarisation comme moyen de perpétuer la supériorité de la classe sociale dominante

Non seulement les fonctionnalistes ont-ils été critiqués pour voir l'industrialisation comme l'unique moteur de l'expansion de la scolarisation, mais aussi pour avoir traité de la démocratisation de l'éducation comme d'un instrument d'égalité sociale. Nous avons vu que cette remarque provient de la branche conflictualiste de la sociologie de l'éducation. Or, des chercheurs se sont alliés au raisonnement conflictualiste pour expliquer l'histoire de l'éducation. Ils renoncent à l'idée que le

³ Outil méthodologique qui consiste à accentuer des caractéristiques spécifiques de l'objet étudié.

développement de l'instruction publique a permis une certaine égalité entre les enfants de classes sociales différentes. D'après eux, qu'importe le moment historique, l'éducation publique a servi les intérêts de la classe dominante. Si l'accès à l'éducation s'est étendu à travers les époques, l'égalité entre les classes sociales n'a jamais été atteinte. Katz et Davey (1978a) résument ainsi la problématique.

The question can be put simply : Did the extension of educational facilities reinforce or alter existing patterns of social stratification? Did the educational state counteract the inequities of the industrial state with which it more or less simultaneously emerged? Traditional educational historiography would answer yes: albeit imperfectly, public schools gradually have lessened the association between the social origins and destinations of modern citizens. Revisionists, to the contrary, would argue that schools have regulated the amount of social mobility quite carefully and reinforced the structure of inequality in North American society (Katz et Davey, 1978a: S84).

Tenant de cette perspective, Collins (1971) a développé le modèle du conflit de statut (*status-conflict model*). Selon celui-ci, la classe dominante a utilisé la scolarisation pour conserver sa supériorité sur les autres classes de sorte que la reproduction des classes sociales s'est institutionnalisée au sein du système scolaire. Ce modèle est mis à profit par Ralph et Rubinson (1984). Ceux-ci étudient les effets du progrès technique sur l'expansion de la scolarisation primaire et secondaire aux États-Unis. Ils constatent que les effets du progrès technique ne sont effectifs qu'une fois répandue la scolarisation : la technologie participerait ainsi à la généralisation et non à l'allongement de la scolarisation.

Primary enrollments were increasing steadily before the point at which technical efficiency came to systematically cause further increases in their expansion; and secondary enrollments were also increasing steadily before the point at which technical efficiency came to systematically cause further increases in their growth. [...] Our argument, then, is that the initial expansion of both primary and secondary enrollments was not function of technical efficiency, but that technical efficiency came to be an important cause of their later continued growth (Ralph et Rubinson, 1984: 144).

Ralph et Rubinson (1984) argumentent donc qu'il y a forcément un moteur à l'expansion de la scolarisation qui précède l'effet des avancées technologiques. Ce moteur est, selon eux, la compétition de statut, telle que théorisée par Collins (1971). C'est ainsi que, en fin d'analyse, les auteurs se voient forcés de développer un modèle théorique de l'expansion de la scolarisation qui puisse prendre en compte de façon conjointe le rôle de l'augmentation de l'efficacité technique et le rôle du conflit de statut de Collins. Ainsi, l'apparition graduelle des hauts taux de fréquentation scolaire au niveau primaire aurait dévalué la scolarisation primaire, obligeant la classe dominante à s'engager au niveau secondaire pour continuer à se démarquer. Tout se passe comme si

l'allongement progressif de la scolarisation qui s'est institué à travers les époques était causé par ce jeu compétitif entre les classes sociales.

The initial expansion of schooling at both primary and secondary levels was a function of the mechanism of status competition, but the further expansion into mass of the population has been a function of both status competition and the mechanism of technical change. [...] The initial institutionalization of both status and class distinctions within schools provided the conditions for education to become a mechanism of status competition (Ralph et Rubinson, 1984: 148).

De cette manière, Ralph et Rubinson (1984) s'accordent avec la thèse fonctionnaliste voulant que le progrès technologique influence positivement la scolarisation, mais sont forcés d'admettre son caractère incomplet. L'intérêt de la classe dominante à perpétuer sa supériorité conduit à l'allongement progressif de la scolarisation. La théorie de la reproduction telle que développée par Bourdieu et Passeron (1964 et 1970) visait initialement à expliquer la persistance des inégalités d'accès aux études supérieures depuis la démocratisation du système scolaire des années 1960. Ici, le modèle de Collins (1971) utilise cette théorie pour expliquer les forces qui ont conduit à l'expansion graduelle de la scolarisation.

CONCLUSION : DES APPRENTISSAGES POUR LA RECHERCHE EN COURS

Dans la première partie de ce chapitre, nous avons exposé trois conceptions de l'école en sociologie : l'école à titre d'instance de socialisation (avec Durkheim), l'école comme instrument d'égalité sociale (avec notamment Parsons) et l'école reproductrice des classes sociales (avec Bourdieu et Passeron). À la lumière des deux dernières conceptions, nous sommes à même de présumer, pour la ville de Québec au tournant du XXe siècle, que l'accès à l'école variait en fonction de la classe sociale. En effet, tant la voie des fonctionnalistes que celle des tenants du conflictualisme de la sociologie de l'éducation, s'entendent sur la présence d'inégalité des chances devant l'éducation; à la seule différence -mais combien importante- que les premiers trouvent dans la réforme scolaire une solution au problème, alors que les seconds perçoivent cette réforme comme un simple moyen de perpétuer les rapports de classes. À la lumière de ces deux perspectives, en étudiant la période qui précède l'instauration de la réforme scolaire, nous devrions observer que les enfants appartenant à la classe laborieuse accèdent à l'école en moins grand nombre.

Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous avons exploré les forces de l'expansion de la scolarisation. Si le passage généralisé sur les bancs d'école est généralement attribué à l'entrée dans l'ère industrielle (section 1.2.1), nous avons mis en évidence des argumentations contraires.

D'abord, il appert que les transformations économiques ne sont pas toujours à la source de l'expansion de la scolarisation. Parfois, l'expansion de la scolarisation précède la modernité économique (Todd, 1984). Parfois, des contraintes obligent les familles, même en milieu urbain industriel, à recourir au travail des enfants, que ce travail soit productif (Walters et O'Connell, 1988) ou domestique (Marcoux, 2003). À cet égard, la littérature nous apprend qu'il importe dans notre étude de tenir compte de l'organisation familiale. Dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle, les familles se caractérisent-elles par l'économie familiale salariale, deuxième type de Tilly et Scott (1978), les obligeant à retirer leurs enfants de l'école pour les mettre au travail et, ainsi, assurer la survie de la famille? Les trois aspects d'ordre économique susceptibles d'influer la présence des enfants en classe selon Walters et O'Connell (1988) devront être évalués pour la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Dans quelle mesure les changements économiques que connaît la ville de Québec dans le dernier tiers du XIXe siècle sont susceptibles d'influencer la fréquentation scolaire des enfants? De même, à l'instar de Marcoux (2003), nous devons étudier la fréquentation scolaire non seulement à l'échelle de la ville de Québec, en regard de l'économie en place, mais à l'échelle des familles. De fait, nous devons accorder une attention particulière à la charge de travail domestique qui pouvaient incomber aux enfants au sein de leur famille. À ce chapitre, il s'agira de vérifier si les caractéristiques familiales, telles que le nombre d'enfants par famille, influent sur la fréquentation de l'école.

À la section 1.2.3, nous avons proposé que la tradition culturelle puisse motiver ou freiner le développement de la scolarisation, sans que l'entrée dans l'ère industrielle n'y change quoique ce soit (Meyer et al., 1979). Précisément, nous avons fait valoir, à l'instar de Weber (1964), l'importance que peut prendre l'appartenance religieuse. Dans cette perspective, notre étude devra permettre d'évaluer si les comportements en matière de scolarisation des enfants varient en fonction de la religion. Dans quelle mesure les individus de religion protestante sont-ils plus enclins à la scolarisation des enfants que ceux de religion catholique?

À la lumière de ces constatations à propos de l'effet mitigé de l'industrialisation sur la scolarisation, nous postulons donc que la réalité est plus complexe que celle proposée par la typologie polarisante qui oppose la période qui précède l'industrialisation à celle qui la poursuit. Le passage d'une société traditionnelle -caractérisée par une fécondité élevée, par l'importance du rôle économique des enfants au sein des familles et par la faible fréquentation scolaire- à une société industrielle -caractérisée par une faible fécondité, la dissolution du rôle économique des enfants au sein des familles et l'investissement dans la scolarisation- ne s'est pas produit dans un court laps de

temps. Nous devons prendre en cause les éléments de ce contexte de changement dans la ville de Québec et en évaluer l'impact sur la scolarisation.

De surcroît, nous partons du principe que les comportements en matière de fréquentation scolaire sont régis par une rationalité, dans la mesure où la non-fréquentation scolaire n'est pas induite par une mauvaise volonté des parents. Ainsi, la littérature propose que la marge de manœuvre des parents soit compromise par des conditions démographiques, sociales et économiques. La scolarisation des enfants répond à une stratégie familiale. Notre objectif doit consister à faire émerger les formes que peut prendre cette stratégie.

Enfin, ce tour d'horizon théorique fait valoir l'importance d'accorder une attention particulière à la scolarisation différentielle. En effet, la mise en scène des forces de l'expansion de la scolarisation (section 1.2) débouche sur la présence de différences entre certains sous-groupes de la population : différences selon la classe sociale et selon la religion. Or, pourquoi à un moment fixe, certaines familles sont plus disposées que d'autres à investir dans la scolarisation de leurs enfants? Est-ce, comme le prétend Collins (1971), un moyen employé par les familles mieux nantis de maintenir leur supériorité? Le chapitre suivant tâche précisément de rendre compte des différentes perspectives mises de l'avant aux États-Unis et en Ontario pour expliquer la scolarisation différentielle durant la période qui a précédé la démocratisation du système de l'éducation. Cette revue nous permettra de cerner l'horizon des pistes d'explication possibles.

CHAPITRE 2 – LES ÉCRITS SUR LA SCOLARISATION DIFFÉRENTIELLE AU TOURNANT DU XXE SIÈCLE: LA REPRODUCTION ENTRE LA CULTURE ET L'ÉCONOMIE

Un fructueux courant de recherche sur les déterminants de la scolarisation au XIXe siècle s'est développé aux États-Unis. Certes, les États-Unis ont représenté un terrain propice aux travaux sur la scolarisation différentielle puisque, depuis l'esclavage des Noirs africains aux importants flots migratoires européens du XIXe siècle, diverses communautés culturelles s'y trouvaient. Les études réalisées ont mis en relief la variété des comportements en matière de fréquentation scolaire. Les écarts observables selon le groupe ethnique, qui s'ajoutent aux écarts selon la classe sociale, ont suscité un questionnement. Des chercheurs américains se sont donc attardés à expliquer les différences de comportements en matière de scolarisation. De telles entreprises ont également vu le jour en Ontario. Ces études empiriques sur la scolarisation différentielle constituent un solide courant de recherche dont il faut certes nous inspirer pour notre étude de la fréquentation scolaire dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle.

En territoire québécois, les observateurs de la scolarisation, tant historiens que sociologues, mettent en évidence l'écart que les Canadiens français semblent maintenir avec les Canadiens anglais, notamment avec ceux de l'Ontario. Certes, et nous l'avons noté en introduction, les études empiriques sur les déterminants de la fréquentation scolaire au Canada français manquent. Quoiqu'il en soit, il est nécessaire d'exposer les voies interprétations des comportements des Canadiens français en matière de scolarisation qui se dégagent de la littérature québécoise.

Tout compte fait, trois principaux modèles d'interprétation émergent des travaux consultés, soit des études empiriques étrangères ou de la littérature québécoise. Le premier, le modèle culturel, s'appuie sur les caractéristiques culturelles, c'est-à-dire sur les traditions, les croyances, les valeurs d'une communauté pour expliquer sa propension à envoyer ou non les enfants à l'école. Le deuxième, le modèle socio-économique, insiste par moment sur les nécessités économiques des immigrants moins compatibles avec la scolarisation des enfants, par moment sur les conditions sociales entourant l'immigration, comme la barrière linguistique. Enfin, le troisième modèle met sur la sellette la théorie de la reproduction sociale, non sans offrir un solide point d'attache à la théorie des non moins connus Bourdieu et Passeron.

2.1 MODÈLE CULTUREL

2.1.1 La culture américaine en opposition à la culture immigrante

Des chercheurs (dont Bowles et Gintis, 1976; Ralph et Rubinson, 1980) ont questionné les faibles taux de fréquentation scolaire des communautés immigrantes par rapport aux Américains d'origine au XIXe siècle. Une voie d'interprétation s'est construite autour de l'idée voulant que la culture américaine s'oppose aux cultures des communautés immigrantes. En ce sens, l'école publique serait apparue aux immigrants comme une menace à leurs traditions culturelles.

Dans cette perspective, Bowles et Gintis (1976) soutiennent le rôle de l'école publique dans l'assimilation des immigrants aux États-Unis. Selon eux, les élites américaines auraient déployé des efforts considérables pour veiller au développement de l'éducation publique dans le but de mieux contrôler l'arrivée massive d'étrangers. C'est ainsi que l'école publique apparaît comme un moyen d'imposer la culture américaine aux immigrants. Ce raisonnement permet à Bowles et Gintis (1976) de donner un sens au fait qu'il observe que la montée de l'immigration s'est accompagnée d'une bureaucratisation de la scolarisation. Si les communautés culturelles immigrantes affichent de faibles taux de fréquentation scolaire, c'est qu'elles sont réticentes à renier leur culture d'origine et à intégrer la culture américaine.

Néanmoins, Ralph et Rubinson (1980) contredisent ce raisonnement. Pour eux, la présence grandissante des immigrants aux États-Unis aurait conduit non pas au développement de l'éducation publique, mais à la mise en place d'écoles privées. Ils en arrivent à cette conclusion à la suite d'une analyse en parallèle des tendances relatives au nombre d'immigrants sur le territoire et celles relatives à la répartition des écoliers entre les écoles publiques et privées. Entre 1890 et 1970, quatre périodes sont mises en évidence, chacune d'elles se caractérisant par la prééminence ou la faiblesse du secteur public par rapport au secteur privé. La première période, de 1890 à 1924, correspond aux années où la présence d'immigrants est la plus forte. Pour que la perspective de Bowles et Gintis (1976) soit confortée, cette époque devrait s'accompagner de l'expansion du réseau d'enseignement public. En réalité, c'est l'inverse qui se produit : la forte immigration du tournant du XIXe siècle a fait chuter le taux de fréquentation scolaire dans les écoles publiques et augmenter celui des écoles privées. Quoi qu'il en soit, Ralph et Rubinson (1980) renvoient aussi à l'idée que les immigrants se perçoivent en opposition au groupe établi pour expliquer leur observation. Pour ce faire, ils s'appuient sur le modèle du conflit de statut (Collins, 1971) selon lequel les comportements en matière de scolarisation répondent au jeu de compétition entre les groupes.

« A status-conflict view is consistent with our findings that the influx of immigration between 1890 and 1924 caused a decrease in the rate of growth of public schooling and an increase in the rate of growth of private schooling, as the threat to the dominant status could cause a restriction in the growth of public schooling, causing immigrant status groups to concentrate in private schools » (Ralph et Rubinson, 1980: 953).

Certes, les écoles paroissiales, dont le réseau privé est composé, se révélaient propices à la scolarisation des enfants étrangers aux États-Unis au cours du XIXe siècle. D'après Burns (1912 : 18), ce sont les catholiques qui étaient les plus sensibles à la menace de la culture américaine par le biais de l'éducation publique. Ce constat est repris par Jacobs et Greene (1994) qui soulignent la tendance particulièrement forte des Canadiens français immigrés aux États-Unis au tournant du XXe siècle à développer leur propre réseau d'écoles avec des enseignants venus expressément du Canada (Jacobs et Greene, 1994 : 214).

Ainsi, l'augmentation du nombre d'immigrants aux États-Unis au XIXe siècle aurait entraîné soit le développement de l'éducation publique (Bowles et Gintis, 1976), soit la mise en place d'écoles privées (Ralph et Rubinson, 1980). Qu'importe cependant le constat observé: quoique opposés, les deux sont expliqués par le même fait, soit que la fréquentation des écoles publiques par les enfants d'origine étrangère renvoie à une adhésion à la culture américaine ou, en d'autres termes, à une acculturation.

2.1.2 À chaque culture sa représentation de la scolarisation

L'idée selon laquelle les immigrants auraient craint de perdre leurs traditions en envoyant leurs enfants à l'école publique s'appuie sur une opposition entre les Américains et les groupes immigrants. Olneck et Lazerson (1974) mettent en doute cette opposition. Selon eux, force est de reconnaître que l'expérience immigrante en matière de scolarisation, plutôt qu'être homogène, varie d'un groupe ethnique à l'autre. Grâce à une étude comparative des Italiens et des Juifs immigrés aux États-Unis à la fin du XIXe siècle, ils mettent en évidence un écart fort prononcé entre les processus de scolarisation privilégiés au sein de chacune de ces communautés. Ils expliquent ces différences par les valeurs culturelles propres à chaque groupe immigrant.

While tied to immediate social and economic circumstances, these capacities and beliefs also reflect differing cultural values based in part on group histories and traditions. What different groups think about learning, schools, and teachers, how they see public institutions in general, their belief in opportunity and confidence in individual effort, and the character of the demands placed on children are not simply the effects of economic level (Olneck et Lazerson, 1974: 472).

Ainsi, « Russian Jewish culture prepared that group to fare very well in terms of educational success, and [...] Southern Italian culture was at odds with the demands of formal schooling in America » (Olneck et Lazerson, 1974: 472). Kessner (1977) s'est aussi attardé au fait que les Juifs de New York étaient plus portés que les Italiens à scolariser leurs enfants. Comme Olneck et Lazerson, il fait valoir l'impact de la culture. Les Juifs, contrairement aux Italiens, reconnaissaient la valeur de l'éducation pour gravir l'échelle sociale. À l'inverse, les parents italiens voyaient leurs enfants uniquement comme des ressources économiques. L'école représentait en fait une menace à leur autorité sur leur progéniture.

Le modèle culturel soutient que l'investissement d'une communauté dans la scolarisation dépend de la valeur culturelle qu'elle accorde à l'éducation. Chaque groupe culturel possède sa représentation de l'éducation, laquelle détermine ses choix en matière de scolarisation des enfants.

2.1.3 Au Québec : la culture canadienne française et la foi chrétienne mises sur la sellette

Dans cette foulée, l'idée que la culture canadienne française conditionnait le peuple à l'ignorance est véhiculée dans la littérature québécoise. La culture et le catholicisme sont continuellement pointés du doigt pour expliquer la situation scolaire moins envieuse chez les Canadiens français comparativement aux immigrants du Québec et aux Canadiens anglais.

La tradition communautaire des Canadiens français

Léon Gérin est un des rares contemporains à avoir proposé une lecture sociologique du niveau d'instruction au Canada français. Dans trois articles rédigés à l'aube du XXe siècle, il prend appui sur les données censitaires de 1891 pour mettre en évidence le fait que le plus haut taux d'analphabétisme au Canada est trouvé dans la province de Québec. Certes, Gérin étudie l'alphabétisation, mais l'interprétation qu'il soumet vaut tout autant pour la scolarisation. Il développe ce qu'il appelle une « loi naturelle du développement de l'instruction populaire ». Quoique imparfaite, et ce du seul fait qu'elle ose revêtir le caractère de « loi », cette analyse demeure astucieuse et mérite certes notre attention.

Dans son premier pamphlet de 1897, Gérin fait valoir l'influence du régime de travail sur le niveau d'instruction. Ainsi, démontre-t-il, le taux d'alphabétisation varie en fonction du niveau d'instruction nécessaire à l'exécution des activités économiques prépondérantes dans une région. Par exemple, la pêche maritime, l'exploitation forestière et minière ainsi que le défrichement requièrent peu

d’instruction, ce qui explique que la proportion d’analphabètes est particulièrement élevée dans les comtés où l’économie repose essentiellement sur ces secteurs. À l’inverse, les régions dont l’économie est basée sur les activités commerciales affichent des taux d’illettrés très faibles du fait que celles-ci exigent un certain niveau d’instruction. Cette première partie de l’explication de Gérin se conforme au modèle socio-économique.

Or, Gérin n’en demeure pas là : en 1897, il conclut que « l’influence du régime du travail sur le développement de l’instruction populaire se trouve [...] surabondamment établie. [...] Et pourtant, tout n’a pas été expliqué » (Gérin, 1897 : 479). De fait, Gérin entreprend de démontrer, dans ses deux articles suivants, que le principal déterminant du niveau d’instruction, le régime de travail, fait parfois défaut. Ce sont les cas d’exception de cette règle qui donne en fait naissance au second facteur explicatif : la tradition culturelle des communautés. C’est donc au sein de cette seconde partie que Gérin met en application le modèle culturel. Grâce à une typologie des traditions culturelles, Gérin distingue deux types de culture : le communautarisme et le particularisme. Ceux-ci sont respectivement associés aux Canadiens français et aux Canadiens anglais. Selon Gérin, les Canadiens français maintiennent une tradition communautariste fondée sur la dépendance, l’apathie civique, la timidité et la routine. À l’opposé, les Canadiens anglais seraient guidés par une tradition particulariste misant sur l’esprit d’entreprise, l’hardiesse, la combativité et l’initiative personnelle. Ces deux types de tradition culturelle se manifestent selon lui dans trois ordres de faits : au niveau familial (par les valeurs inculquées dans l’éducation des enfants), dans la société civile (par l’apathie ou l’efficacité à développer des organisations collectives locales) et au niveau idéologique (par les orientations empruntées par les élites, notamment au niveau scolaire).

Tableau 1
Typologie des traditions culturelles construite par Léon Gérin (1897 et 1898)

	Traditions culturelles	
	Communautariste Cas de figure : Canadiens français	Particulariste Cas de figure : Canadiens anglais
Éducation des enfants	Obéissance, docilité, piété, dépendance	Débrouillardise, confiance en soi, goût du succès, initiative personnelle
Organisation civique	Apathie civique, passivité et inefficacité	Civisme actif
Rôle des élites	Système scolaire mésadapté à la société moderne, instruction comme propagande religieuse et comme moyen d’assurer le renouvellement du clergé	Système scolaire organisé

Source : Compilation de l’auteur.

Dans ces conditions, Gérin soutient que les Canadiens anglais sont davantage conscients de l’importance de l’éducation comme moteur de mobilité sociale ascendante. À preuve, avance-t-il, les commerçants et les chefs d’entreprise anglais ne proviennent pas des couches supérieures de la

société, mais bien des milieux modestes. L'ascension de ces Canadiens anglais dans l'échelle sociale proviendrait de leur volonté de dépassement, laquelle les aurait conduit à investir dans la scolarisation. Charland (2000) reprend l'idée de Gérin et la résume en ces termes : « [...] la population de langue anglaise et de religion protestante connaissait des taux de fréquentation scolaire plus élevés, cela [...] à cause des valeurs favorisant l'éducation [...] » (Charland, 2000 : 351). Dans un sens similaire, l'histoire économique du Québec est marquée par la supériorité des anglophones, supériorité qui tire sa source semble-t-il de la culture. Par exemple, Ouellet renvoie à la mentalité des anglophones qui faisait qu'ils « progressent plus vite que les francophones » (Ouellet, 1971 : 285).

Dans une certaine mesure, cette idée est reprise par Bouchard (1986 et 1996, de même que dans son article avec Gaffield : Gaffield et Bouchard, 1989). Selon lui, la tradition communautaire caractérisait non pas tant les Canadiens français comme chez Gérin, mais les milieux ruraux du XIXe siècle. À preuve : même les campagnes ontariennes n'y échappent pas à la même époque (Gaffield et Bouchard, 1989). Bouchard soutient, comme Gérin, que cette culture communautaire - qu'il nomme généralement la culture de la solidarité- freine l'allongement de la scolarisation. Toutefois, il prétend, et ce en contradiction avec Gérin, que ce même trait encourage la généralisation d'une instruction de base.

En fait, tenants de l'histoire sociale, Gaffield et Bouchard (1989) amorcent une réflexion sur l'importance graduelle que prend l'école au sein des familles rurales de l'Ontario et du Québec du XIXe siècle. Pour eux, « the dynamics of family reproduction weighed heavily on the development of literacy and primary education » (Gaffield et Bouchard, 1989: 209). Leur raisonnement s'appuie sur le concept de reproduction familiale, compris comme « l'ensemble des aménagements ou des dispositions -pouvant éventuellement prendre la forme de véritables stratégies- au gré desquelles, à chaque génération, les couples paysans disposaient de leurs avoirs (fonciers, mobiliers) en faveur de leurs descendants immédiats tout en servant des intérêts variés, souvent divergents » (Bouchard, 1996 : 159). Le principal intérêt desservi par la reproduction familiale en milieu rural était d'assurer conjointement l'avenir des enfants et la sécurité des parents vieillissants. En contexte de peuplement, et aussi longtemps que des terres sont disponibles, cette reproduction était assurée par l'établissement des garçons sur des terres et le mariage des filles à des fils d'agriculteurs (Gaffield et Bouchard, 1989 : 212 de même que Bouchard, 1996 : 200). Ce système de reproduction était ainsi fondé sur le principe d'égalité entre les enfants dans la mesure où les parents cherchaient à établir tous leurs enfants. De plus, il reposait sur la solidarité communautaire : une règle implicite obligeait les enfants à sacrifier des années de travail à la famille en retour de leur établissement sur des terres.

Bouchard (1986) en traite comme d'une *culture de la solidarité* où les intérêts individuels sont subordonnés aux intérêts familiaux.

Or, au fur et à mesure que le terroir s'emplit, cette forme de reproduction devient de moins en moins possible : la terre familiale ne suffit pas à établir tous les fils. Par conséquent, le nombre d'exclus de la terre augmente. De profondes transformations s'ensuivent. Du lot, notons la vente du bien familial à un enfant dont les profits sont répartis entre les enfants, la baisse de la fécondité, mais aussi l'intégration de la scolarisation dans le processus d'héritage. « Changing demographic and social conditions were, indeed, encouraging families to extend provisions for schooling within their strategies of inheritance » (Gaffield et Bouchard, 1989: 207).

Recevoir une scolarisation de base fait donc partie de l'héritage d'un enfant au XIXe siècle selon Gaffield et Bouchard (1989). Toutefois, la transmission de cet héritage répond aux mêmes exigences que la transmission de la terre. Sont en effet respectés le principe d'égalité entre les enfants et l'idéologie de la solidarité familiale. De fait, une instruction de base est offerte à tous les enfants de la famille alors que l'investissement dans la scolarisation de l'un d'eux est jugé nuisible à la dynamique communautaire. Bouchard est explicite à cet égard dans un autre article :

[...] l'individualisme est une trahison : [...] la fille qui prolonge des études jugées inutiles [est] réprimandé[e] [...]. La culture de la solidarité constituait en même temps un puissant obstacle au changement, en particulier à la mobilité sociale. Elle installait en porte-à-faux, en instance de désertion, celui qui voulait quitter sa condition et modifier ses rapports avec son milieu (Bouchard, 1986 : 63-64).

Avec ce raisonnement, Gaffield et Bouchard cherchent à démontrer que les tendances relatives à l'alphabétisation et à la scolarisation des enfants sont liées aux exigences imposées par le système de reproduction familiale. Ils proposent que ce système en vigueur dans les sociétés rurales ait intégré la scolarisation au sein du processus d'héritage. Le changement social, impliquant la généralisation de la scolarisation de base, n'est donc pas marqué d'une coupure, mais s'inscrit plutôt dans un processus continu. Or, c'est l'investissement dans la scolarisation qui est freiné par la culture de la solidarité.

L'idéologie religieuse

De surcroît, maints auteurs ont mis en cause l'idéologie religieuse pour donner sens à la faible instruction des Canadiens français. Cette idéologie religieuse a certes influencé le développement du réseau scolaire, mais elle a aussi imprégné les valeurs véhiculées dans la population. Selon cette

perspective, le catholicisme aurait défavorisé l'éducation des masses tandis que le protestantisme aurait contribué à faire valoir l'importance de l'alphabétisation.

Idéologie dominante dans la société canadienne française de l'époque⁴, le conservatisme et ses principaux défenseurs, dont le clergé, freinaient dans une certaine mesure l'expansion de la scolarisation. Dans cette perspective, Fahmy-Eid (1978) fait valoir que l'idéologie conservatrice du clergé catholique au milieu du XIXe siècle refusait les valeurs démocratiques en matière de scolarisation. Selon elle, l'éducation revêt dans l'idéologie conservatrice un caractère distinct selon la classe sociale des individus, mettant de l'avant le respect de la volonté de la Providence en matière de destinée sociale. « Le discours éducatif dominant reviendra donc fréquemment sur les méfaits de tout système d'enseignement risquant d'entraîner un 'déplacement social' » (Fahmy-Eid, 1978 : 169).

Selon cette perspective, l'éducation profane donnée à un enfant provenant de la classe populaire pouvait même s'avérer dangereuse. D'une part, cet enfant pourrait devenir inapte à effectuer le travail pour lequel il est destiné. D'autre part, il serait susceptible de développer du mépris à l'égard de sa classe sociale d'origine. À cet effet, un article paru dans le journal *Le Nouveau Monde* de 1868 est particulièrement éloquent.

Avec un tel enseignement [religieux] point de déplacement social à craindre, point de déclassement à redouter. [...] L'Homme de Dieu lui dira [à l'enfant du peuple, le pauvre] que la Providence ne lui donne pas ces bienfaits [de l'éducation] ni en vain, ni pour lui faire mépriser sa condition... il ne doit point en abuser pour arriver à jouir à tout prix, ni pour conspirer contre les grands et les riches [...] (Le Nouveau Monde, 22 juillet 1868, cité par Fahmy-Eid, 1978 : 171).

Cette analyse conduit Fahmy-Eid à conclure que l'idéologie des catholiques conservateurs aurait contribué « à ralentir sinon à arrêter les tentatives visant à rendre l'éducation plus accessible aux classes populaires » (Fahmy-Eid, 1978 : 160-161).

⁴ Certes, l'idéologie libérale trouvait déjà à l'époque des défenseurs, lesquels servaient une chaude lutte aux conservateurs. Dans le domaine de l'enseignement, certaines idées libérales ont même triomphées (Charland, 1987). Mais le courant libéral est resté en marge de la société durant le XIXe siècle.

Cette position des catholiques conservateurs à l'égard de l'éducation des masses serait liée au fait que le catholicisme favorise l'éducation religieuse par l'intermédiaire du clergé (Greer, 1978 : 333-334). En effet, contrairement aux religions protestantes, le catholicisme n'encourage pas tant l'appropriation individuelle des lectures Saintes, mais l'obéissance et le respect face au clergé. Du même coup, ceci expliquerait pourquoi le réseau catholique accorde une priorité à l'enseignement supérieur : pour le clergé catholique, alors en charge de l'éducation, il était plus important d'investir dans l'enseignement supérieur pour former de nouveaux clercs que dans l'enseignement élémentaire pour alphabétiser le peuple (notamment, Ouellet, 1972 : 296). En ce sens, les auteurs postulent l'influence négative de l'Église catholique sur l'éducation élémentaire. L'idée est reprise par Charland : « [...] puisque les membres du clergé devaient servir d'intermédiaire entre les croyants et ces textes [lectures Saintes], l'Église catholique semble s'être toujours intéressée d'abord à la formation des clercs dans les collèges plutôt qu'à l'éducation des masses populaires dans les écoles communes » (Charland, 2000 : 40-41). Le clergé a néanmoins encouragé, dans une certaine mesure, la généralisation d'une scolarisation de base puisque les enfants devaient être à l'école pour faire leur première communion (Marshall, 1996 : 15). Mais il souhaitait limiter la scolarisation des masses à une éducation religieuse et les éloigner d'une éducation qui leur aurait permis de s'élever dans l'échelle sociale. C'est en ce sens que Robert et Tondreau (1997) prétendent que le réseau catholique, parce qu'il glorifie le travail agricole et veille à la défense de la langue française, ne favorise pas la scolarisation des francophones (Robert et Tondreau, 1997 : 51-52). Guidé par l'idéologie catholique, le clergé aurait ainsi favorisé le développement de l'enseignement supérieur pour une minorité qui allait veiller au renouvellement des élites religieuses.

Réciproquement, la plus grande importance qu'accordent les protestants à la scolarisation s'appuierait sur les idéologies véhiculées par le protestantisme. Dans cette perspective, la religion protestante prône un contact direct avec l'Ancien et le Nouveau Testament pour accéder à l'enseignement religieux. L'intervention d'une autorité religieuse n'est pas mise de l'avant : la lecture individuelle des textes religieux est valorisée. C'est en ce sens qu'est développée l'idée que les protestants accordent un plus grand crédit à l'alphabétisation des masses : l'idéologie protestante considérait l'importance d'apprendre à lire pour, ainsi, être à même de faire fi de l'intermédiaire d'un tiers dans le cadre de l'éducation religieuse (Gérin, 1898; Greer, 1978 ; Charland, 2000; Verrette, 2002). Charland reprend l'idée en ces termes, laquelle viendrait précisément expliquer les plus hauts taux de fréquentation scolaire chez les protestants.

Enfin, à cause justement de l'importance de permettre aux individus de se pencher sur les livres saints, les protestants ont attaché une bien plus grande importance à la scolarisation de leurs enfants que les catholiques. L'alphabétisation était un préalable à

l'accomplissement de ce devoir. Tout au long du XIXe siècle, la fréquentation scolaire tout comme l'alphabétisation des protestants s'avéraient plus élevées que celles des catholiques (Charland, 2000 : 40-41).

Cette influence négative de la religion catholique sur la scolarisation des Canadiens français se fait l'écho de la thèse wéberienne sur l'éthique protestante. De même, elle s'inscrit en conformité avec le raisonnement défendu par Meyer et al. (1979) pour expliquer les taux de fréquentation scolaire plus élevés dans les milieux ruraux des États-Unis du XIXe siècle (voir la section 1.2.3 pour plus de détails).

2.1.4 Critique du modèle culturel

Le modèle culturel est notamment critiqué par les tenants du modèle socio-économique pour qui les conditions économiques sont plus déterminantes que la valeur culturelle accordée à l'éducation. Un de ceux-ci, Lieberman (1980) a tâché de démontrer la faiblesse du modèle culturel pour expliquer les différents modèles de scolarisation aux États-Unis. Dans son ouvrage intitulé *A Piece of the Pie*, il entreprend d'expliquer pourquoi le cheminement des Noirs américains diffère d'autres communautés résidant aux États-Unis. Son attention se pose tour à tour sur le pouvoir politique, l'éducation, les modèles résidentiels et les occupations. Selon lui, le modèle culturel implique un raisonnement circulaire, stérile à la compréhension des comportements, notamment ceux en matière de scolarisation des enfants.

Cultural and normative explanations often rest on a deceptive form of circular reasoning [...]. Why are two or more groups different with respect to some characteristic or dependant variable? Presumably they differ in their values or in some norm. How do we know they differ in their values or norms? The argument then frequently involves using the behavioural attribute one is trying to explain as the indicator of the normative or value difference [...]. Obviously racial and ethnic groups may differ from one another in their values and norms, but an independent measure of such values and norms must be obtained to justify such an explanation. [...] Fortunately one can do a certain amount of reasonably rigorous work in respect to education (Lieberman, 1980: 8-9).

Selon le raisonnement de Lieberman, le modèle culturel tendrait à expliquer l'effet par la cause : la scolarisation différentielle selon l'appartenance culturelle est attribuable aux différences entre les cultures. Par cette critique, Lieberman cherche à faire valoir que d'autres variables doivent expliquer la scolarisation différentielle. C'est en ce sens que le modèle socio-économique apparaît venir à la rescousse du modèle culturel.

2.2 MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le modèle socio-économique s'attarde aux conditions de vie difficiles des familles pour expliquer le faible investissement dans la scolarisation des enfants. Les indicateurs mis en évidence varient d'une étude à l'autre. Tel que nous le constaterons, chacun d'eux demeure critiquable, généralement du fait qu'il semble opérer de façon directe sur la situation économique des familles.

Si les auteurs du modèle culturel font valoir l'unité de chaque culture, ceux du modèle socio-économique prennent la famille comme unité d'analyse. C'est la famille qui est au cœur des décisions en matière de mise au travail ou de scolarisation des enfants. Les ressources familiales apparaissent déterminantes pour orienter dans un sens ou dans l'autre l'occupation des enfants.

2.2.1 La contribution des enfants au revenu familial

Davey (1978) est probablement l'auteur qui a étudié le plus précisément l'effet du travail sur la scolarisation des enfants, étude rendue compte dans l'article intitulé *The rhythm of work and the rhythm of school*. À partir des rapports annuels du Surintendant de l'instruction publique de la province de l'Ontario, Davey analyse les inscriptions et l'assistance moyenne à l'école des enfants de 5 à 16 ans entre 1851 et 1871. Il remarque que si les inscriptions dans les écoles augmentent à travers la période étudiée, la fréquentation scolaire demeure une activité à temps partiel pour la majorité des enfants. Davey soutient que leurs absences de l'école se traduisent par leurs présences au travail. À preuve, l'assistance scolaire est moins régulière durant les crises économiques alors que la contribution des enfants au sein des familles se révèle d'autant plus nécessaire. Ce fut le cas notamment en Ontario à la fin de la décennie 1850 (Davey, 1978 : 229). De plus, dans les milieux ruraux, la présence en classe est plus régulière en hiver alors que les enfants sont libérés des travaux agricoles. Les milieux ruraux se caractérisent donc par des absences saisonnières de l'école (en automne et au printemps).

À la lumière de ces constatations, Davey dément la croyance selon laquelle les parents étaient réfractaires à l'instruction de leurs enfants au XIXe siècle. En fait, ce sont les nécessités économiques et les conditions de vie qui obligeaient les familles à retirer par moment leurs enfants de l'école. D'ailleurs, l'évolution graduelle des inscriptions scolaires à travers le XIXe siècle confirme que les parents étaient désireux d'instruire leurs enfants. « It was not that parents did not want to send their children to school –the almost universal enrolments deny that- rather the rigour and the rhythm of work made it difficult to keep them there for sustained periods of time » (Davey,

1978: 247). Ce discours est d'ailleurs repris de façon explicite dans l'analyse qu'il réalise en collaboration avec Katz pour le même espace-temps.

Schoolmen often attributed the poor achievement of working-class children to their irregular attendance. And they blamed that on the neglect indifference, and carelessness of their parents. However, these moralistic explanations missed the point: the connection between the rhythm of work and the rhythm of school. Those factors which contributed to poverty and economic insecurity –trade depressions, crop failure, transient work patterns, and seasonal unemployment- largely determined the irregularity of attendance in Hamilton and, indeed, throughout the province (Katz et Davey, 1978: S111).

À la section 2.2.5, qui traite spécifiquement de la façon dont le modèle socio-économique a été défendu au Québec, nous verrons que la littérature québécoise a utilisé une argumentation similaire pour expliquer la faible propension des Canadiens français aux études.

2.2.2 L'effet de la taille de la famille

Si l'on s'en tient à la perspective de Davey sur la contribution des enfants au revenu familial, il serait de mise de trouver une relation entre la scolarisation et le nombre d'enfants dans la famille. L'influence de la taille de la famille sur la fréquentation scolaire repose en fait sur l'idée qu'en période pré-industrielle, la fécondité élevée dessert l'intérêt économique des familles. Ce raisonnement rejoint la thèse de Caldwell (1975) selon laquelle le flux des richesses dans une famille avantage les parents grâce au service familial rendu par les enfants. Ainsi, les enfants, quoique nombreux, sont loin de constituer un fardeau : ils travaillent pour leurs parents jusqu'à leur mariage. Si une fécondité élevée est maintenue, avance Caldwell, c'est donc que les enfants contribuent économiquement au revenu familial. En ce sens, la famille nombreuse en période pré-industrielle implique une participation active des enfants au revenu familial. C'est d'ailleurs la perspective que tendent à mettre de l'avant Horan et Hargis (1991) dans leur étude portant sur les États-Unis en 1890. Pour eux, le nombre d'enfants dans la famille est un indicateur du niveau de demande pour les ressources familiales. Il en ressort que plus le nombre d'enfants dans la famille est élevé, plus la pression pour que les enfants soient mis au travail est forte. Ce résultat confirme leur hypothèse générale selon laquelle un haut niveau de ressources familiales (revenu familial élevé) et une faible demande pour ces ressources (peu d'enfants) sont associés à un haut taux de fréquentation scolaire et une faible participation des enfants sur le marché du travail.

Mais, dans un autre ordre d'idées, la baisse de la fécondité est parfois associée à la montée de l'individualisme. Les parents développent des aspirations de plus en plus grandes pour les quelques

enfants qu'ils mettent au monde; aspirations qui se traduisent notamment dans un investissement plus important dans la scolarisation. Katz (1972) résume en ces termes l'influence de la taille des familles sur la scolarisation: « [c]ontemporary research emphasizes the connection between a small family size and educational achievement, and that finding accords well with popular stereotypes of ambitions and aspiring parents restricting the size of their families » (Katz, 1972: 440).

Deux interprétations sont donc envisageables à l'égard de l'effet de la taille de la famille sur la scolarisation. En suivant l'idée que les enfants détiennent un rôle économique important au sein des familles, nous pouvons présumer que les familles qui se caractérisent par une faible fécondité font face à un manque à gagner. Les familles ayant peu d'enfants sont en ce sens privées d'une importante contribution. Pour assurer leur survie, elles doivent mettre leurs quelques enfants très tôt au travail. À l'opposé, les familles dont la fécondité est faible peut révéler l'intégration d'une autre rationalité; en l'occurrence l'élévation des aspirations formulées à l'égard des enfants. Dans ce second sens, la survie des petites familles ne reposerait pas sur la participation des enfants aux travaux domestiques et les parents auraient l'opportunité d'investir dans leur scolarisation.

Or, très peu d'études empiriques ont tâché d'évaluer l'effet de la fécondité sur la fréquentation scolaire. De surcroît, celles qui s'y sont attardées parviennent à des résultats divergents. D'abord, l'analyse de Katz (1972 : 441-442) oblige à conclure que les enfants de familles nombreuses sont en proportion plus élevée à visiter les bancs d'école. Katz suggère deux modèles d'interprétation. En premier lieu, il propose que l'école soit utilisée comme une garderie : en y envoyant leurs enfants, les parents se libèrent de cette charge pour travailler. Dans les familles pauvres notamment, cette pratique pouvait permettre aux mères de travailler. Donc, en ce sens, la fréquentation scolaire est associée aux familles nombreuses et pauvres. Katz remarque cependant que les familles fortunées ont tendance à privilégier une fécondité élevée. Dans ces conditions, il relie en deuxième lieu les familles nombreuses à la richesse et avance que la fréquentation scolaire est dès lors associée à la richesse économique. En bref, pour Katz, la relation entre la taille de la famille et la scolarisation est médiatisée par le niveau économique des familles. C'est la richesse qui apparaît ainsi plus déterminante pour expliquer l'investissement dans la scolarisation que la taille des familles.

À l'inverse, l'analyse multivariée de Denton et George (1974a) suggère que le nombre d'enfants par famille n'est pas déterminant de la fréquentation scolaire en Ontario en 1871. Dans la réplique de Katz (1974), celui-ci explique la divergence de ses résultats avec ceux de Denton et George par le fait que ces derniers étudient une région comprenant des milieux ruraux. Or, avance Katz, l'envoi des enfants à l'école chez les familles pauvres et nombreuses ne prévaut que pour la ville. « [Denton

et George] do not find [...] that a large family in certain circumstances sent more of their children to school. Now my expectation is that this was the case in urban areas where schools were used as baby-sitters, especially by poor families. I would not expect it to be the case in the country » (Katz, 1974: 223). Pour défendre cette avancée, Katz s'appuie sur l'étude de Calhoun (1973), laquelle faisait valoir que les grandes familles urbaines de New York au milieu du XIXe siècle investissaient dans la scolarisation des enfants. Cette tendance n'était toutefois pas observable chez les grandes familles rurales.

2.2.3 Le niveau économique des familles et ses indicateurs

En 1972, Katz entreprend d'identifier qui fréquentait l'école à Hamilton, ville de l'Ontario, en 1851 et en 1861 à partir des données censitaires. Il émet l'hypothèse que les modèles de scolarisation reflètent les décisions familiales. Dans cette perspective, il suggère que le degré de richesse des familles influence la prise de décision à cet égard. La présence et le nombre de domestiques lui apparaissent tout indiqué pour évaluer l'effet du statut économique. Son raisonnement s'appuie sur Hobsbawm (1969 : 157) et sur Foster (1968 : 299) qui ont étudié la Grande-Bretagne au XIXe siècle. Pour Hobsbawm, l'emploi d'un domestique est un indice du statut de classe. Quant à Foster, il soutient que la présence de deux domestiques ou plus dans la famille signifie sa supériorité économique. Quoi qu'il en soit, les analyses statistiques de Katz confirment la relation entre la présence et le nombre de domestiques dans la famille et la fréquentation scolaire des enfants. Ainsi, les taux de fréquentation scolaire sont plus élevés dans les familles qui emploient au moins un domestique (Katz, 1972 : 439). Sur cette base, il conclut que la fréquentation scolaire est influencée par le niveau de richesse : « [i]t was poverty that accompanied labouring status and not Catholicism or Irish birth that did most keep children out of school » (Katz, 1972: 444).

Notons au passage que dans la littérature consultée, la présence de domestiques n'est interprétée que comme un indice de richesse ou de classe sociale. Jamais la libération, même partielle, des enfants de leur rôle (productif ou domestique) que peut impliquer la présence d'une aide domestique n'a été prise en compte dans la littérature consultée. Pourtant, si ce sont les familles les plus fortunées qui peuvent engager sous leur toit une aide pour les travaux ménagers, cette aide doit nécessairement réduire la contribution que doivent fournir les enfants.

Denton et George (1974a) évaluent également les déterminants de la fréquentation sensiblement sur le même territoire que Katz (1972) et Davey (1978) : Wentworth, une région de l'Ontario qui inclut en majeure partie la ville de Hamilton. L'étude se base sur l'observation d'environ 1000 enfants âgés

entre 10 et 16 ans au recensement de 1871. Pour évaluer l'influence des conditions économiques, Denton et George utilisent la classification occupationnelle développée par Blishen (1967). Cette classification distingue cinq catégories professionnelles; la première regroupe les occupations qui exigent un haut niveau de scolarité et qui génèrent des salaires élevés alors que la dernière correspond aux métiers non qualifiés et faiblement rémunérés (Denton et George, 1974a : 225). Leurs résultats confirment ceux de Katz (1972) : plus le statut économique du chef de famille est élevé, plus les enfants sont susceptibles de fréquenter l'école.

Katz's conclusion that wealth and occupation influenced school attendance is borne out by our study. Although wealth data have not been used in this study, occupation data, as a proxy for socio-economic status, were available. Occupation of father appears to have a strong influence on school attendance. [...] The general pattern of the regression coefficients indicates that the probability of school attendance is greater the higher the father's occupation on the index scale (Denton et George, 1974a: 229).

Souhaitant faire valoir l'importance des conditions socio-économiques sur la possibilité d'investir dans la scolarisation des enfants, Katz et Davey (1978b) ont entrepris d'évaluer l'influence de l'occupation du chef de famille et du rang économique pour la ville de Hamilton en Ontario en 1851, 1861 et 1871. Malheureusement, les indicateurs qu'ils utilisent sont trop peu expliqués pour permettre aux lecteurs une adéquate compréhension⁵. Quoi qu'il en soit, les analyses statistiques de Katz et Davey conduisent à des écarts manifestes selon ces indices de la situation socio-économique des familles : « [o]ccupational as well as economic rank affected the school attendance of 13-16 year olds » (Katz et Davey, 1978b : 280).

Certes, ni Denton et Georges (1974), ni Katz et Davey (1978b) ne nient la scolarisation différentielle selon l'appartenance culturelle, généralement déterminée par le lieu de naissance, le groupe ethnique et la religion. En effet, certaines communautés culturelles de l'Ontario au XIXe siècle semblent plus disposées que d'autres à investir dans la scolarisation de leurs enfants. Les Catholiques et les Irlandais fréquentent moins l'école alors que les Écossais, les Presbytériens et les Méthodistes se démarquent par des taux de fréquentation scolaire particulièrement élevés. Toutefois, les variables culturelles (la religion et le groupe ethnique) n'ont qu'un effet modéré sur la fréquentation scolaire d'après les résultats de Denton et George (1974a). Les quelques différences observées en ce qui a trait à l'appartenance culturelle ne se traduisent pas par des modèles de scolarisation fort diversifiés entre les communautés culturelles. « There was some moderately strong evidence to indicate that

⁵ Le rang économique, basé sur la valeur de l'habitation, distinguent six niveaux, tout comme la classification des occupations, non présentée dans l'article.

parents' birthplace may be important but none to suggest any significant influence on the part of religion or ethnic origin » (Denton et George, 1974a: 230). Ainsi, pour Denton et George, le statut socio-économique de la famille, déterminé par l'occupation du père, est plus déterminant que l'appartenance à une culture ou la croyance religieuse. En revanche, les travaux de Davey (1978) et de Katz (1972) –de même que ceux qu'ils réalisent conjointement (Katz et Davey, 1978a et 1978b)– soutiennent que ces différences selon la religion et le lieu de naissance ne seraient en fait qu'un produit du statut socio-économique : « [...] class, defined here as wealth, counted more than either religion or ethnicity in school attendance. It was poverty that accompanied labouring status and not Catholicism or Irish birth that did most keep children out of school » (Katz, 1972: 444). De fait, les différences culturelles sont non significatives chez Denton et Georges alors que Katz et Davey les associent aux différences socio-économiques.

Pour Horan et Hargis (1991), il est clair que le salaire du chef de famille ainsi que le salaire des autres membres de la famille influe sur la fréquentation scolaire des enfants. C'est en fait, tel que nous l'avons vu précédemment, le rapport entre les ressources économiques de la famille et la demande pour ces ressources au sein de la famille (nombre d'enfants dans la famille) qui détermine si la pression pour la mise au travail des enfants est forte ou non. Plus les ressources offertes par la famille sont élevées (revenu familial élevé) et plus la demande pour ces ressources est faible (peu d'enfants dans la famille), plus les enfants seront susceptibles de visiter les bancs d'école. Donc, chez Horan et Hargis, la fréquentation scolaire des enfants est largement déterminée par le niveau économique des familles.

2.2.4 La situation précaire des nouveaux immigrants

Aux États-Unis, la fréquentation scolaire moins répandue au sein des communautés immigrantes a souvent été expliquée par les conditions socio-économiques difficiles associées à l'immigration. Au premier chef, ce sont les difficultés socio-économiques qui sont mises de l'avant. Dans un second ordre d'idées, la barrière linguistique est mise en cause : l'ignorance de la langue utilisée aux États-Unis, l'anglais, éloigne certaines communautés culturelles des services publics, y compris l'école.

L'association entre difficultés socio-économiques et immigration est théorisée par Hogan (1978). En fait, ce dernier soutient que les familles immigrantes traversent trois étapes économiques cruciales, l'une par génération : « [...] 1) poverty, 2) necessity of economic protection against the vicissitudes of the wage labor system (homeownership was the first and primary line of defense, 3) economic necessity of education to gain a job » (Hogan, 1978: 244). La première génération d'immigrants est

associée à la pauvreté. Par conséquent, elle oblige les familles à recourir au travail des enfants pour assurer leur survie. La scolarisation est alors loin d'être prioritaire. À la seconde génération, les familles misent sur leur sécurité économique, leur protection contre les imprévus (c'est-à-dire contre l'irrégularité du travail, les bas salaires, la maladie, etc.). Selon Hogan, c'est principalement en devenant propriétaire d'une résidence qu'elles y parviennent. Or, l'achat d'une propriété exige certains sacrifices, dont la scolarisation des enfants. En effet, à cette étape, les enfants continuent d'être mis très tôt au travail pour contribuer au paiement de l'hypothèque. Ce n'est qu'une fois la protection économique assurée, lors de la troisième génération d'immigrants, que les familles peuvent investir dans la scolarisation de leurs enfants.

[...] These foreign-born children went to work because of dire poverty; in later years, the native-born children of foreign parentage went to work in order to help their parents purchase a home [...] Later still, the immigrant family kept their children at school longer in order to enhance the value of their children's labor power in the wage labor market (Hogan, 1978: 236).

L'analyse de Walters et O'Connell (1988) va dans le même sens. La situation économique difficile des immigrants oblige les familles à recourir au travail des enfants. D'ailleurs, pour eux, ce sont précisément les conditions économiques qui expliqueraient les faibles taux de scolarisation chez les immigrants en territoire américain. « Nativity/race differences in enrolment rates may have been a function of relative poverty and, thus, the greater need among blacks and immigrants for child labor [...] » (Walters et O'Connell, 1988: 1146).

Quoi que ce raisonnement apparaisse cohérent, il est empreint d'une faiblesse. L'absence de preuve à l'appui nous gêne. En effet, ni Hogan ni Walters et O'Connell ne cherchent à démontrer que le niveau économique des immigrants est réellement plus faible et que leur utilisation du travail juvénile est plus fréquente que les Américains d'origine. De fait, ils prennent pour acquis que tous les immigrants font face à des difficultés économiques. Par conséquent, la possibilité d'une variété de situation immigrante est mise au rancart. Certes, les tenants du modèle culturel (dont Olneck et Lazerson, 1974) voient d'un mauvais œil ce raisonnement : les conditions d'immigration ne sont pas les mêmes pour toutes les communautés.

Or, l'étude de Jacobs et Greene (1994) vient pallier cette faiblesse. À partir des données du recensement américain de 1910, ces chercheurs mesurent les effets de divers facteurs sur la scolarisation des enfants âgés de 5 à 18 ans provenant de seize communautés culturelles (dont les Américains d'origine, les Noirs américains et les Canadiens français). Malgré les différences qu'ils observent en ce qui a trait à la fréquentation scolaire des adolescents de groupes ethniques distincts,

ils attribuent la primauté aux variables économiques. Leur position s'appuie sur un certain nombre d'observations; notamment sur le fait que les différences entre les communautés culturelles s'atténuent lorsque les variables économiques sont contrôlées : « [...] the extent to which differences in schooling between race and ethnic groups were the result of differences in social and economic resources. Differences across groups diminished when control variables were added to the analysis [...] » (Jacobs et Greene, 1994: 255).

Ces ressources qui diminuent l'effet de la culture sont de deux ordres. D'une part, les ressources strictement économiques correspondent à la propriété et à l'occupation du chef de famille. Les enfants dont le chef est propriétaire d'une maison ou dont le chef occupe une profession de cols blancs ont une probabilité plus élevée d'être scolarisés que les enfants dont le chef est non-propriétaire ou occupe un métier de cols bleus. D'autre part, les ressources sociales renvoient à la proximité des groupes immigrants avec la culture américaine. Il s'agit principalement de l'alphabétisation des parents et leur connaissance de la langue anglaise qui, selon Jacobs et Greene, en rendent compte. Ici, le raisonnement de Jacobs et Greene mérite notre attention. En effet, le fait que les parents sachent lire et écrire n'est pas perçu comme une prédisposition aux bienfaits de l'instruction, mais comme une caractéristique qui facilite leur accès aux services publics de la société américaine : « [w]e view parental literacy less as a cultural trait and more as a social resource facilitating access to and use of public services » (Jacobs et Greene, 1994: 218).

En bref, sans nier l'influence de la culture, Jacobs et Greene (1994) accordent la primauté aux variables économiques. Cette position rejoint celle de Lieberman (1980) concernant les Noirs d'Amérique. Nous avons vu que Lieberman a critiqué avec ferveur le modèle culturel, qualifiant de circulaire le raisonnement que celui-ci promeut. Lieberman a également fait valoir que la fréquentation scolaire moins répandue chez les Noirs n'était pas dû à leur culture, mais bien à leur condition socio-économique. La discrimination auxquels les Noirs faisaient face sur le marché du travail les empêchait de concevoir la scolarisation comme un moyen d'améliorer leur situation. S'accordant avec cette idée, Perlmann (1987) résume en ces termes la conclusion de Lieberman: « Blacks who received poorer jobs were less able to invest in their children's schooling. Discrimination in the job market and its relationship to the size and timing of the black migration are important parts of the explanations of black economic conditions » (Perlmann, 1987: 55).

2.2.5 Au Québec : la faible industrialisation et les emplois non qualifiés

En territoire québécois, le modèle socio-économique est également mis de l'avant pour expliquer les taux de fréquentation scolaire plus faibles chez les Canadiens français. Toutefois, plus qu'aux conditions économiques difficiles des familles, c'est à la structure de l'emploi que les auteurs attribuent la faible propension des Canadiens français aux études. En fait, tout se passe comme si la structure économique du Québec avait maintenu l'inutilité de la scolarisation. L'école est donc prise dans son sens fonctionnel : elle sert les besoins de l'économie. C'est cette dernière qui propulse ou retarde l'expansion de la place de l'école au sein de la société. Hamel (1981) reprend, dans une certaine mesure, cette thèse. En fait, Hamel met en évidence les intérêts des groupes dominants, les entrepreneurs notamment, à lutter contre l'obligation scolaire. Elle explique que l'économie québécoise a longtemps reposé sur les industries légères (textile, tabac, chaussure), plus longtemps du moins que nos voisins ontariens. Ce secteur ne nécessitait pas de recourir à des travailleurs qualifiés. Dans ces conditions, parce qu'ils tiraient profit du travail juvénile, les capitalistes industriels étaient nombreux à vouloir maintenir les enfants hors de l'école.

Certes, l'agriculture d'auto-subsistance (en milieu rural) et les industries légères (en milieu urbain) telles que les manufactures de textile, de chaussure et de tabac ont longtemps occupé une place privilégiée dans l'économie québécoise. En fait, ces secteurs de l'économie ont été prépondérants jusque dans les années 1940 (Linteau et al., 1989 : 30, 34-35). Ce contexte distingue le Québec de son voisin de l'Ouest. En effet, l'Ontario se consacre plus rapidement que le Québec à l'industrie lourde (Linteau et al, 1989 : 434). L'industrie légère et l'agriculture se caractérisent par des besoins plus restreints en terme de qualification de main d'œuvre, ce qui expliquerait l'absence d'une nécessité de se scolariser pour assurer sa survie et celle de sa famille. « Confiné à l'exercice de petits métiers ou à des rares carrières, l'homme du peuple s'est facilement persuadé de l'inutilité de savoir lire et écrire, pour forger, manier le rabot, labourer la terre [...] » (Groulx, 1979, t. 1 : 120 cité dans Verrette, 2002 : 77).

Dans le même ordre d'idées, c'est parce que la demande de main d'œuvre non qualifiée est élevée que le travail juvénile est fréquent. Ce rôle économique qu'acquièrent précocement les enfants fait obstacle à leur scolarisation, expliquant le manque d'assiduité et de persévérance scolaire chez les enfants du Québec. Cette idée, qui s'inscrit en conformité avec l'analyse de Davey (1978) pour l'Ontario, est corroborée par les rapports d'inspecteurs d'école du milieu du XIXe siècle (Dufour,

1996 : 235). D'après les observations qui en sont faites, le travail que les enfants fournissent à leur famille constitue le principal motif d'absentéisme en classe⁶.

Les industries se caractérisent par une faible capitalisation, l'embauche d'une main d'œuvre abondante et bon marché, et souvent, par un travail saisonnier, ce qui force les familles à devoir recourir à plusieurs salaires pour survivre. Les enfants, bouches inutiles ou coûteuses, sont vite mis à contribution. Il n'est pas question de faire d'investissement à long terme dans l'éducation (Verrette, 2002 : 81).

Ce raisonnement rejoint les études sur les milieux urbains du Québec en voie d'industrialisation qui rendent compte de l'importance du travail des enfants pour la survie des familles. Copp (1974) fait valoir qu'au moins deux membres par famille devaient travailler contre rémunération pour assurer la survie de la famille à Montréal au début du XXe siècle, soit la femme ou un enfant en plus du chef de famille (Copp, 1974 : 31). De même, l'étude de Rouillard (1974) portant sur les travailleurs de coton de l'ensemble du Québec entre 1900 et 1915 en arrive à la même conclusion: sans le travail des enfants à l'usine, la famille met en jeu sa survie. Par ailleurs, Marcoux (2003) insiste quant à lui sur une autre forme de contribution des enfants qui pouvait aussi limiter leur scolarisation: leur participation aux travaux domestiques⁷.

En bref, l'économie de Québec, par l'importance qu'elle accorde aux secteurs de la chaussure et du cuir, aurait conduit à une forte demande pour une main d'œuvre non qualifiée (Hamel, 1981 : 150). Dès les dernières décennies du XIXe siècle, l'industrialisation au sein des manufactures aurait généré des emplois enfantins plus que d'avoir élevé le niveau de qualifications requises pour œuvrer sur le marché du travail. Les protestations de travailleurs qualifiés qui se sentent menacés par l'implantation du travail mécanisé viennent appuyer cette argumentation.

Ce raisonnement fournit certes un élément de réponse à l'écart entre l'Ontario et le Québec en matière de fréquentation scolaire. Toutefois, il ne parvient nullement à expliquer les différences entre les Canadiens français et d'autres communautés culturelles observables sur un même territoire. Par exemple, l'étude de Jacobs et Greene (1994) met en évidence les taux de fréquentation scolaire de seize communautés culturelles aux États-Unis d'après les données censitaires de 1910. Les résultats révèlent que, chez les enfants âgés de 14 à 18 ans, les Canadiens français fréquentent l'école dans la plus faible proportion parmi toutes les communautés culturelles étudiées, y compris les Noirs américains. Là, les différentes communautés culturelles du territoire participent à la même

⁶ Notamment, d'après le Journal du Surintendant de l'Instruction Publique du 31 mai 1854.

⁷ Voir la section 1.2.2 pour plus de détails sur les avancées de Marcoux (2003).

économie. Comment, dans ces conditions, justifier que la structure de l'emploi n'entraîne pas le même rapport à la scolarisation chez les diverses communautés culturelles?

2.3 CONCILIATION DES MODÈLES CULTUREL ET SOCIO-ÉCONOMIQUE : MARIAGE RÉUSSI OU FORCÉ?

Certains auteurs américains (Hogan, 1978; Perlmann, 1987 et 1988) ont entrepris de réconcilier les deux modèles qui s'opposent. Leurs analyses tâchent de rendre compte de l'effet conjoint de la culture et des conditions économiques sur les comportements en matière de scolarisation des enfants.

Pour sa part, Hogan (1978) s'affiche clairement à l'encontre des théories qui le précèdent. Il émet l'hypothèse que les comportements en matière de scolarisation des immigrants aux États-Unis reposent sur l'interaction entre le système de production économique (*wage labor system*) et les traditions culturelles. « [T]he educational behavior was not the outcome of some vague process of modernization, or some form of ideological imposition, or some purely instrumental attitude to education, but primarily a response, mediated by cultural traditions, to the class structure of social relations of American society » (Hogan, 1978: 231).

Hogan approuve ainsi la relation entre les conditions économiques et les comportements en matière de scolarisation, mais soutient que la culture agit à titre de médiatrice : « a cultural mediation of the class experience of immigrants » (Hogan, 1978 : 231). Pour lui, tout se passe comme si la culture propre à chaque groupe d'immigrants induit une adaptation particulière à la structure de l'emploi américaine. Autrement dit, l'accommodation particulière de chaque communauté à la structure de l'emploi des États-Unis est fonction de sa culture. Les comportements en matière de scolarisation ou de mise au travail des enfants révèlent le type d'accommodation privilégié au sein d'une communauté culturelle.

De fait, Hogan admet, comme maints auteurs, que la scolarisation des enfants entre en concurrence avec leur mise au travail et, du même coup, avec leur contribution au revenu familial. Le rôle économique des enfants est nécessaire lorsque la famille fait face à la pauvreté ou qu'elle fait des sacrifices pour assurer sa sécurité économique. Dans ces deux circonstances, les enfants sont retirés de l'école pour être mis au travail. Les comportements en matière de scolarisation relèvent donc largement du conflit économique entre la survie quotidienne des familles et la scolarisation des enfants, donc entre la présent et l'avenir. À ce conflit d'ordre économique s'ajoute toutefois un conflit culturel : la scolarisation contribue ou menace la solidarité ethnique. « Depending on ethnic traditions and experiences, different ethnic groups were characterized by a variety of expectations

reflecting their varying assessments of the effect of education upon ethnic solidarity [...] » (Hogan, 1978: 245).

Ici, Hogan se détache peu à peu de sa proposition initiale, accordant une prépondérance à l'effet de la culture. D'abord, Hogan reprend l'idée soutenue par Bowles et Gintis (1976) de même que Ralph et Rubinson (1980) voulant que la scolarisation des immigrants implique une relative assimilation à la culture américaine (voir la section 2.1.1). Il ajoute toutefois que l'immigration suppose un renforcement des traditions culturelles : toute communauté immigrante tendrait à préserver son identité culturelle en territoire étranger. Suivant ce raisonnement, si une communauté se démarque par une culture peu portée à la scolarisation, les conditions économiques difficiles induites par son immigration vont renforcer son détachement vis-à-vis la scolarisation. À l'opposé, si la culture d'un groupe d'immigrants reconnaît la valeur de l'éducation, celui-ci fait face à un dilemme : maintenir sa tradition culturelle en encourageant la scolarisation des enfants, et ce malgré les difficultés économiques rencontrées (et risquant du même coup une perte éventuelle de son identité culturelle en envoyant les enfants dans des écoles publiques), ou s'éloigner de sa culture pour parer à sa situation économique en mettant au travail les enfants. Hogan illustre son raisonnement grâce à deux groupes d'immigrants de Chicago au tournant du XXe siècle: les Slaves et les Juifs, les premiers étant l'exemple du renforcement de la tradition peu portée à l'éducation et les seconds étant l'exemple du dilemme entre leur culture favorable à la scolarisation et leurs conditions économiques difficiles. « Immigrant educationally-related behaviour [...] was a creative, active response or behaviour on to wage labor society, and in the process of doing so, immigrant group created a recognizable working class culture with distinctive values, expectations and patterns of behaviour » (Hogan, 1978: 260).

Si intéressante soit-elle, la théorie de Hogan demeure critiquable. Notamment, il est décevant que l'illustration avec le cas des Juifs et des Slaves évoque uniquement l'effet des traditions culturelles sur les comportements en matière de scolarisation, en mettant au rancart le jeu des conditions économiques dont Hogan soutient pourtant l'influence.

Quelques années plus tard, Perlmann (1987 et 1988) entreprend à son tour de réconcilier le modèle socio-économique et le modèle culturel. Comme les tenants du modèle culturel, il insiste sur le fait que la valeur accordée à l'éducation varie d'un groupe ethnique à l'autre. Seulement, il revoit l'explication culturelle en y ajoutant l'effet des conditions de vie. Selon sa perspective, chaque communauté culturelle ferait face à un rapport particulier entre la scolarisation et le marché de l'emploi. Un groupe sera plus ou moins favorable à la scolarisation en raison à la fois de sa culture et

du type d'emplois généralement occupés par son groupe. Perlmann (1987) analyse plus particulièrement le cas des Italiens et des Noirs américains. Il prétend que si les Italiens n'investissaient pas dans l'éducation de leurs enfants, c'est que les emplois qu'ils occupaient sur le marché du travail n'exigeaient pas de longues études, tout en leur assurant de bonnes conditions économiques. Alors qu'ils étaient avantagés économiquement sans scolarisation, comment les Italiens pouvaient-ils voir l'importance d'une scolarisation plus poussée? Ce n'est en fait que lorsque l'éducation deviendra nécessaire pour occuper leurs emplois que les Italiens encourageront la fréquentation scolaire de leurs enfants. La situation des Noirs est toute autre, nous dit Perlmann. Le marché du travail américain au tournant du XXe siècle était particulièrement discriminatoire à l'endroit des Noirs. Les enfants, comme les adultes, avaient de très faibles opportunités d'emploi. Cette exclusion du marché du travail aurait pu entraîner une hausse de la scolarisation des Noirs, les enfants étant disponibles pour fréquenter l'école. Or, « because of that long-term cultural legacy » (Perlmann, 1987), les Noirs ont réagi autrement. Qu'ils soient scolarisés ou non, ils étaient convaincus de ne pouvoir accéder à une meilleure position sociale. Autrement dit, les Noirs américains étaient conscients de la discrimination dont ils étaient victimes et le fait d'acquérir de l'instruction ne pouvait rien y changer. En bref, Perlmann réfute le modèle culturel et soutient plutôt que l'effet de la culture s'ajoute à l'effet des conditions socio-économiques.

Ainsi, Perlmann (1987 et 1988) évite de trancher entre les deux perspectives en soulignant l'influence combinée des deux ordres de faits. Toutefois, une certaine ambiguïté caractérise sa thèse. Tel que Jacobs et Greene (1994 : 215-216) le soulignent, l'interprétation de la thèse de Perlmann varie selon l'auteur. En effet, le résumé que Steinberg (1990) en fait relève la persistance de l'effet des conditions socio-économiques sur la scolarisation. Olneck (1990), quant à lui, conclut que l'analyse de Perlmann vient confirmer l'importance de la tradition culturelle. Notons par ailleurs que l'argumentation de Perlmann ne semble pas convaincante aux yeux de Olneck (1990) : l'interaction entre l'effet des conditions socio-économiques et l'effet de la culture lui semble absente de l'argumentation de Perlmann.

[...] cultural factors have independent effects separable from the effects of structural location, and that ethnicity, as well as social class, is an important 'fault line' in society. Perlmann's multivariate models, like those of legions of sociologists, embody this logic of additive effects, and Perlmann's empirical results sustain his contentions. However, Perlmann is well aware that estimating the separate effects of cultural and structural factors does not elucidate how these factors work together [...] (Olneck, 1990: 185).

2.4 MODÈLE DE LA REPRODUCTION SOCIALE

2.4.1 La reproduction des classes sociales

Les analyses de Katz (1972 et 1974) de même que celles qu'il réalise avec Davey (Katz et Davey, 1978a et 1978b) mettent en relation les modèles de scolarisation et les conditions socio-économiques. Or, bien plus que de faire valoir l'importance du travail des enfants au sein des familles moins fortunées, ils font appel à la thèse de la reproduction sociale pour expliquer la scolarisation différentielle en Ontario au XIXe siècle. Pour eux, les parents des classes laborieuses ne seraient pas enclins à encourager leurs enfants à s'investir dans une longue scolarisation du fait que les emplois qu'ils seront appelés à occuper n'en exigent pas. Ainsi, tout se passe comme si une reproduction à l'identique se perpétuait d'une génération à l'autre : les enfants tendraient à conserver la même position sociale que leurs parents. « [T]he increased connection between schooling and employment perceived by parents of the capitalist class and to the attractiveness of work-opportunities which did not require prolonged schooling to the children of the working-class » (Katz et Davey, 1978b: 280).

Dans cette perspective, l'expansion de l'école et la généralisation de la fréquentation scolaire ne parviennent pas à réduire les effets de la classe sociale. Bien plus, l'école ouverte aux enfants de toutes les classes sociales maintient, soutiennent Katz et Davey, le fossé entre les classes sociales. Leurs analyses les conduisent à conclure à la persistance de la reproduction sociale. « [T]he rise in school attendance did not destroy –or even seriously alter– the connection between education and class. In this way education has helped to sustain and reproduce the class relations of a capitalist society » (Katz et Davey, 1978b: 292).

Despite the dramatic rise in school attendance among every group, the affluent were as far ahead at the end of the decade as they had been at its beginning. Insofar as schooling affects social mobility, the life chances of a poor boy had not increases very much, if at all. Extensions of educational facilities [...] served primarily to enable the affluent to retain their favored position. [...] Still, for the most part schooling reflected and reinforced the class structure of this mid-nineteenth-century Canadian city (Katz, 1972: 445).

De surcroît, même l'influence des variables démographiques qu'ils observent sur la scolarisation serait en fait le reflet de la reproduction sociale. Pour Katz et Davey (1978), la relation qu'ils observent entre le mariage précoce et l'analphabétisme s'explique en fait par une variable antérieure : la classe sociale. C'est au sein des classes laborieuses que l'on tend à se marier à un âge précoce et que les enfants sont retirés de l'école de façon prématurée. Ainsi, ce n'est pas l'âge au

mariage qui influe sur le niveau d'instruction, mais bien la classe sociale : « [...] the increasingly early marriage of the laborers and the illiterates reflects the proletarianization of the unskilled workforce » (Katz et Davey, 1978a: S113).

Ainsi, tout se passe comme si les caractéristiques des classes sociales laborieuses (mariage précoce et faible instruction) se reproduisaient de génération en génération.

[...] schooling could not be expected to do very much to promote social mobility. [...] Children of nonmanual workers generally entered nonmanual occupations. If schooling had become increasingly necessary for entrance into clerical or commercial jobs, then affluent parents used the expanded educational facilities to prepare their sons to retain their customary occupational advantage. Similarly, they most likely used schools to prepare their daughters for the one genteel occupation just opening to women, namely, teaching (Katz et Davey, 1978a: S115).

En ce sens, toutes les différences observables selon l'occupation du chef de famille constituent une preuve de la reproduction sociale. Fuller (1983) résume ainsi ce raisonnement: « [...] if public school advocates sought to « properly socialize » working-class youth, as claimed by some revisionists, educators were not very successful until after 1920. The large majority of youth from blue-collar families remained in the labor force, especially in the industrial northeast » (Fuller, 1983: 154).

Dans cette même perspective, les différences culturelles sont également interprétées grâce à la théorie de la reproduction sociale. C'est l'association des Catholiques aux classes laborieuses et celle des protestants aux classes dominantes qui rendent intelligibles la scolarisation moindre chez les Catholiques. « By 1871 ethnic distinctions had diminished in importance, and class counted for more. By then the main distinction in teenage attendance separated the Irish Catholic young people from the high attendance of Canadian Protestants, but these differences were mainly a product of class » (Katz et Davey, 1978a: S103). « Catholics were not especially unlikely to attend school when other factors were controlled. [...] The concentration of Catholics in jobs at the lowest ranks of the working class can obscure the separate influence of religion and occupation » (Katz et Davey, 1978b: 279).

Or, le modèle de la reproduction sociale est mis à l'épreuve par Perlmann (1985). Dans le cadre d'une de ses études sur les déterminants de la fréquentation scolaire aux États-Unis au cours du XIXe siècle, ce dernier s'attarde aux caractéristiques individuelles des enfants. Il tâche de démontrer que les performances scolaires des enfants influencent leur famille à investir dans leur scolarisation. Pour ce faire, il compare l'accès aux études secondaires selon les résultats scolaires : « students

whose ninth grade point average (GPA) was above C and [...] those whose GPA was C or lower » (Perlmann, 1985 : 592). Il observe ainsi la probabilité d'accéder au *high school* est plus élevée parmi les enfants dont le GPA est supérieur, et ce qu'importe les conditions socio-économiques de la famille et la classe sociale d'origine : « [...] many families with comparable material resources in each ethnic group chose whether or not to keep a child in school on other grounds, those related to individual differences reflected in grades » (Perlmann, 1985: 608).

The academic grade probably reflect, however imperfectly, important individual differences among children independent of such factors as social class, ethnicity, and family size and structure. Those differences include intelligence, work habits, interest in schooling, other personality traits, and probably other qualities. [...] a child's success in obtaining good grades could encourage parents to keep that child in school (Perlmann, 1985 : 605).

Perlmann revient ici à la perspective fonctionnaliste de la société méritocratique voulant que les plus méritants soient appelés à occuper les positions les plus influentes de la sphère économique. Certes, il ne dément pas l'effet de la classe sociale sur les probabilités d'accès à des études supérieures, mais démontre que des facteurs méritocratiques sont également à l'œuvre.

It would be a cruel misreading of the Providence data to conclude that social class and other social background factors were not important. They were. But individual student characteristics had a surprisingly large role to play as well, larger than that of the best single proxy for social class and almost as large as the combined role of the six social background factors measured here (Perlmann, 1985: 606).

2.4.2 Au Québec : reproduction sociale ou culturelle?

Dans la littérature québécoise, la thèse de la reproduction est aussi mise de l'avant pour expliquer la scolarisation différentielle entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. Ici aussi, c'est l'occupation professionnelle qui est généralement prise en compte pour rendre compte de la classe sociale.

Pour défendre le modèle de la reproduction, les auteurs s'appuient sur le fait que les Canadiens français soient surreprésentés dans les catégories d'emplois les moins exigeants en terme de critère d'embauche. Réciproquement, affirment-ils, les anglophones se démarquent par leur qualité sociale : les anglophones exercent des professions de fonctionariat et de commerçants qui nécessitent une scolarisation plus longue. C'est cette différence de classe sociale qui expliquerait la scolarisation différentielle (notamment, Bernier et Boily, 1986; Ouellet, 1997 de même que Verrette, 2002). L'inégalité des forces économiques entre les groupes ethniques est en cause et celle-ci semble

toujours manifestes au début des années 1930, si l'on se fie à Bernier et Boily (1986 : 208). Dans cette perspective, tout se passe comme si la reproduction sociale se superposait à une reproduction culturelle : la concentration des Canadiens français dans les classes sociales inférieures tend à se perpétuer de génération en génération.

Or, Greer (1978) remet en question cette interprétation qui veut que la faible scolarisation des Canadiens français relève de leur appartenance à la classe laborieuse. Étudiant les taux d'alphabétisation au Québec au XIXe siècle, Greer remarque en effet qu'au sein d'une même catégorie d'emploi, des divergences s'observent selon l'origine ethno-religieuse. Par exemple, les fermiers anglophones sont plus enclins que les fermiers francophones à scolariser leurs enfants. Greer soutient que des différences de scolarisation persistent entre les communautés culturelles à l'intérieur d'une même occupation; le fait que les Canadiens français soient surreprésentés dans celles qui sont moins propices à la scolarisation des enfants importe peu (Greer, 1978 : 332-333). Cette contre-thèse de Greer vient redonner du crédit au modèle culturel, lequel apparaît ici plus déterminant que le modèle de la reproduction.

CONCLUSION : LES APPLICATIONS POSSIBLES À NOTRE ÉTUDE EMPIRIQUE

Au cours de ce chapitre, nous avons vu que des études empiriques menées aux États-Unis et en Ontario se dégagent trois principales voies d'interprétation de la scolarisation différentielle : la culture, les conditions socio-économiques et la classe sociale. Un regard sur la littérature québécoise nous a également permis de cerner comment chacun de ces modèles a été mis de l'avant pour expliquer la scolarisation particulière des Canadiens français. Notre étude empirique devra servir à évaluer la prégnance de chacun de ces modèles dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle.

Insistons toutefois sur la particularité de la situation québécoise : les modèles qui impliquent la culture et la reproduction sociale s'entremêlent. En effet, la culture canadienne française est associée à la classe laborieuse vu la concentration des Canadiens français dans cette classe sociale. Or, les auteurs québécois n'ont pas cherché à mettre de l'ordre dans cet amalgame de conditions défavorables à la scolarisation, à l'exception de Greer (1978) qui l'a fait pour l'alphabétisation. Ici prend donc forme notre principal défi. Certes, les Canadiens français étaient sureprésentés dans la classe dominée. En revanche, ils n'étaient pas totalement exclus de la classe dominante. Nous croyons d'ailleurs que les données de recensement pour la ville de Québec disposent de suffisamment de Canadiens français pour en trouver dans toutes les couches sociales. Si tel est bien le cas, nous devons chercher à savoir si tous les Canadiens français se comportaient de la même

façon, qu'importe leur classe sociale, ou si des différences s'observent au sein de cette communauté culturelle en fonction de la classe sociale. Dans le premier cas, nous serons forcés de nous ranger vers le modèle culturel tandis que, dans le second, la théorie de la reproduction sociale se verrait confirmée.

Par ailleurs, les études sur la scolarisation différentielle menées aux États-Unis et en Ontario guident à plusieurs égards notre étude empirique. Notamment, celles-ci fournissent un portrait des variables susceptibles d'influencer la fréquentation scolaire. Nous pourrions nous en inspirer pour sélectionner les variables que nous mettrons à profit. Du nombre, nous retiendrons le nombre d'enfants par famille, la présence et le nombre de domestiques dans la famille, l'occupation du chef de famille, la religion et le groupe ethnique.

Quelques précisions doivent cependant être émises concernant ce choix de variables. Notons d'une part l'ambiguïté qui règne empiriquement au sujet des variables qui rendent compte de la classe sociale : celles-ci se confondent avec celles qui caractérisent les conditions socio-économiques. C'est généralement l'occupation du chef de famille de même que la présence et le nombre de domestiques dans la famille qui sont, dans les deux cas, utilisés. Par exemple, Denton et Georges (1974) utilisent l'occupation du chef de famille pour rendre compte du niveau économique alors que Katz (1972 et 1974) de même que Katz et Davey (1974a et 1974b) traitent cette variable comme un indice de la classe sociale. La présence de domestiques dans la famille est comprise parfois comme un signe de richesse (Foster, 1968 et Katz, 1972), parfois comme l'appartenance à la classe dominante (Hobsbawm, 1969). Dans la partie méthodologique, nous devons nous imposer de faire des choix parmi les perspectives qui nous précèdent. D'autre part, nous serons forcés d'écarter un certain nombre de variables pour lesquelles notre source de données ne nous fournit pas d'informations. Par exemple, nous ne pourrions traiter de la performance scolaire des enfants (comme l'a fait Perimann, 1985) puisque les recensements fédéraux utilisés n'en rendent pas compte. Par ailleurs, nous devons revoir la variable concernant le revenu du chef de famille puisque, tel que nous le verrons au chapitre 4, cette information n'est pas présente de façon systématique dans les recensements de 1871 et de 1901.

En outre, si inspirantes soient-elles pour notre étude en cours, les recherches américaines ne peuvent être transposées sans nuance au cas québécois. Et pour cause : au XIX^e siècle, deux différences de taille séparent les États-Unis de la ville de Québec. D'une part, tout immigrant en territoire américain, en raison de la précarité de sa situation, semblait faire face à des conditions économiques difficiles. Ce postulat de base est d'ailleurs au cœur de l'explication de Hogan (1978). Dans le cas

qui nous intéresse, Québec à la fin du XIXe siècle, la situation était toute autre. Certes, les Irlandais faisaient généralement partie, avec les Canadiens français, du prolétariat urbain alors que les Écossais et les Anglais occupaient souvent les couches supérieures de l'échelle sociale (Linteau et al., 1989). Ainsi, on ne peut prétendre que les Canadiens français jouissaient de meilleures conditions de vie que les communautés immigrantes.

D'autre part, une autre distinction marque le Québec. Celle-ci concerne l'effet de la langue. Jacobs et Greene (1994) traitaient de la connaissance de l'anglais comme de l'accès ou de l'ouverture des immigrants à la culture américaine. Dans cette perspective, les immigrants qui savaient l'anglais étaient plus enclins à envoyer leurs enfants à l'école. Dans le cas du Québec, nous sommes susceptibles d'observer cette même relation, mais pour des raisons différentes. En effet, les immigrants au Québec étaient généralement de langue anglaise. Or, au Québec du XIXe siècle, l'anglais était considéré comme la langue des affaires. La connaissance de l'anglais pouvait donc faciliter l'accès aux postes supérieurs. Il était donc possible que les opportunités d'emplois offertes aux anglais les encouragent à la scolarisation. Cette proposition devra être mise à l'épreuve dans notre étude empirique.

Les nombreuses particularités du cas québécois que nous venons de mettre en évidence rendent d'autant plus nécessaire un regard attentif au contexte étudié. C'est ce que nous nous proposons de faire au chapitre suivant.

CHAPITRE 3 - CONTEXTE HISTORIQUE ÉTUDIÉ: QUÉBEC AU TOURNANT DU XXE SIÈCLE

Dans un cadre de réflexion plus vaste, nous avons jusqu'ici cherché à comprendre les forces de l'expansion de la scolarisation et à mettre en relief les modèles d'interprétation de la scolarisation différentielle qui se dégagent de la littérature américaine, ontarienne et québécoise. À l'instar de ces lectures, force est d'admettre que la fréquentation scolaire est directement liée au contexte économique, social, culturel et politique. Nous ne pouvons ainsi entreprendre l'étude de la scolarisation dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle en esquivant les circonstances historiques dans lesquelles elle s'inscrit.

D'ailleurs, tel que nous l'avons mentionné en introduction, étudier cet espace-temps comporte plusieurs intérêts. Du nombre, l'entrée de la ville de Québec dans l'ère industrielle au tournant du XXe siècle permet d'en évaluer, dans une certaine mesure, l'effet sur la scolarisation. La présence non négligeable d'immigrants européens sur le territoire donne également l'opportunité d'évaluer comment les différents éléments culturels qui composent la population ont réagi à ces transformations. Seule une juste compréhension du contexte d'industrialisation et des circonstances d'immigration en territoire québécois permettra une analyse adéquate des modèles de scolarisation qui émergeront de l'étude empirique. Il est donc crucial de dresser un portrait du paysage socio-économique de la ville de Québec au XIXe siècle.

Qui plus est, l'offre institutionnelle apparaît jouer un rôle considérable sur la fréquentation scolaire effective. Différentes recherches l'ont fait valoir dont Dufour (1988) pour Montréal au début du XIXe siècle de même que Walters et al. (1990) pour les États-Unis en 1910. Nous nous attarderons donc au système scolaire qui était en vigueur à cette époque dans la province de Québec. En plus d'en décrire l'organisation, il s'agira de dresser un portrait de l'infrastructure scolaire qui était en place dans la ville de Québec. Les lois qui ont progressivement régi la fréquentation de l'école seront également identifiées, quoique certains auteurs américains (Landes et Solomon, 1972; Greene et Jacobs, 1992) aient fait valoir leurs effets secondaires sur la scolarisation effective des enfants.

3.1 CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA VILLE DE QUÉBEC

3.1.1 Configuration de la ville de Québec

Fondée en 1608 par Samuel de Champlain, la ville de Québec jouit d'un emplacement géographique enviable. Depuis l'Acte constitutionnel de 1791, Québec est constituée de la pointe du territoire qui

s'insère entre le fleuve Saint-Laurent et la rivière Saint-Charles. Parce qu'à l'époque il se situe le plus loin à l'intérieur du Canada, le port de Québec est le plus important de tout le pays. Québec représente donc la porte d'entrée et de sortie par excellence du bassin du Saint-Laurent. Le territoire de la ville prend graduellement de l'expansion. S'annexent successivement le quartier Saint-Sauveur (1889), le parc Victoria (1896) et le parc des Plaines d'Abraham (1901). La figure 1 présente la configuration de la ville de Québec à la fin du XIXe siècle.

Figure 1
Carte de la ville de Québec, 1891



Source: Paul Cousin (1891).

Trois reliefs caractérisent la topographie de la ville : la plaine le long de la rivière Saint-Charles, la colline et les basses terrasses. Rapidement, une division spatiale qui suit la hiérarchie sociale marque Québec. La population moins nantie est trouvée en basse-ville alors que les couches dominantes de la société occupent les quartiers de la haute-ville. « À Québec, on dirait même que les différences du niveau social correspondent à celles du niveau topographique, et qu’habiter la haute-ville ou la Grande-Allée confère une certaine supériorité » (Routhier, 1900 : 227). Ainsi, « [t]andis que la plupart des marchands, des professions libérales et des fonctionnaires habitent les hauteurs, le monde ouvrier, lui, reste dans la partie basse de la ville (Hare et al., 1987 : 278). Les quartiers Champlain, St-Pierre, Jacques-Cartier, St-Roch et St-Sauveur abritent donc en majeure partie les classes laborieuses tandis que l’élite se concentre dans les quartiers Montcalm et Saint-Louis.

3.1.2 La première moitié du XIXe siècle : la croissance de la ville de Québec

La ville de Québec détient le statut de capitale de l’Amérique du Nord britannique jusqu’en 1840, année où l’Acte d’union est adopté. Dès lors, la création d’un seul parlement complique l’attribution du titre de capitale nationale (Deschênes, 2001 : 169). Celui-ci passe successivement de Kingston (1841-1843), à Montréal (1844-1849), Toronto (1850-1851), Québec (1852-1855), encore à Toronto (1856-1859) pour revenir à Québec (1860-1865). Enfin, la reine d’Angleterre désigne officiellement la ville d’Ottawa en 1866. Avec la Confédération canadienne de 1867, la ville de Québec acquiert néanmoins le statut de capitale provinciale (Deschênes, 2001).

Au début du XIXe siècle, la ville de Québec tire largement profit de sa situation géographique. De fait, Québec est à cette époque la seule ville portuaire de l’Amérique du Nord à 1000 kilomètres à l’intérieur du continent (Hare et al., 1987 : 258). Les activités navales représentent la principale activité économique, laquelle crée de multiples emplois de débardeurs et contribue du même coup au développement des commerces environnants. Le commerce du bois occupe également une large part de l’économie de la ville. Avec ses nombreux chantiers maritimes, plus de 50 en fait dans la première moitié du XIXe siècle (Blanchard, 1935 : 205), la ville de Québec représente le plus important centre d’exportation du bois canadien. Des entrepreneurs de la ville investissent dans la construction de navires de bois, largement en demande en Angleterre. Les embarcations neuves sont donc envoyées vers les Iles Britanniques, pourvoyant du même coup ces régions en bois canadien.

Nourrie par la vigueur économique de la ville, la population de Québec est grandissante. Hare et al. (1987 : 192) évaluent qu’elle triple entre 1818 et 1851, l’estimant à 50 000 habitants au milieu du

siècle. À cette époque, la population de Québec est aussi importante que celle de Montréal. Le port de Québec accueille des milliers d'immigrants européens, dont un nombre non négligeable s'y établit. Cet important flot migratoire provient majoritairement d'Irlande où sévissait la famine (Grace, 2001). L'année la plus dévastatrice pour les Irlandais est sans aucun doute 1847 alors que le nombre d'immigrants irlandais à Québec est de loin le plus élevé de toute la période (Grace, 2001 : 180). Cette population irlandaise catholique, qui se concentrait dans le quartier Champlain (Grace, 2001 : 183), allait constituer une main d'œuvre considérable pour la construction navale et le commerce du bois (Rudin, 1986 : 87). Selon Linteau et al. (1989), les Irlandais arrivés en territoire québécois dans des conditions difficiles « sont, avec les Canadiens français, les premiers prolétaires du Québec » (Linteau et al, 1989 : 52-53).

Les Anglais et les Écossais ont aussi largement contribué à l'augmentation de la population. Certes, leur arrivée débute avant la Conquête britannique, mais elle s'intensifie avec la cession du territoire en 1763 (Rudin, 1986 : 43-44). Dès lors, un nombre non négligeable (mais non suffisant pour combler les attentes de l'administration coloniale britannique) de marchands, de commerçants et de soldats s'y installent (Rudin, 1986 : 45-52). C'est toutefois au XIXe siècle que le contingent d'arrivants écossais et anglais devient substantiel (en restant largement inférieur à celui d'Irlande), avec la fin des guerres napolitaines, la révolution industrielle et la crise en milieux agricoles (Rudin, 1986 : 61-62). Si quelques-uns étaient bien nantis, la majorité était plutôt démunie. Ces nouveaux venus allaient en fait constituer l'élite anglophone de la ville. Ils étaient en fait nombreux à exercer des fonctions de commerçants et de marchands, mais occupaient aussi des postes de ministres et des professions libérales. Un nombre non négligeable d'habitants des régions rurales en périphérie de la ville de Québec, attirés par le travail en milieu urbain, ont également contribué à l'augmentation démographique de la ville de Québec.

3.1.3 Le déclin de la ville de Québec: 1860-1870

Dès le début des années 1860, l'essor économique de la ville est sérieusement mis en péril par la rencontre d'un certain nombre d'événements. D'abord, les navires à vapeur et à coque de fer se substituent aux navires de bois, lesquels perdent rapidement en popularité (Drouin, 2001 : 187). N'étant pas outillée pour opérer une transformation complète de ses procédés de construction, Québec se voit ainsi forcée de délaisser cette activité qui se trouvait pourtant au cœur de son économie. Les emplois dans ce secteur chutent de façon draconienne : de 47 % en 1851, il ne reste que 13 % de la main d'œuvre de Québec qui oeuvre dans ce secteur vingt ans plus tard (Hare et al, 1987 : 265). D'autre part, le commerce du bois est également durement touché. Les tarifs

préférentiels dont jouissaient les colonies nord-américaines sont abolis par l'Angleterre en 1849. La majorité des exportations de bois sont redirigées vers les États-Unis. Cependant, le bois d'équarri qui faisait jusqu'ici la force de Québec perd peu à peu de la valeur au bénéfice du bois scié et travaillé. Or, Montréal sait mieux que Québec répondre à cette demande (Drouin, 2001 : 187).

Jadis avantagée par la ligne de transport maritime, la ville de Québec perd son titre de principal centre des échanges vers l'extérieur (Linteau et al. 1989 : 175). Désormais, c'est Montréal qui devient le lieu de prédilection pour l'arrivée et l'expédition de la marchandise. En effet, le transport par voie terrestre étant coûteux pour les hommes d'affaires montréalais, ces derniers entreprennent de faire creuser un chenal pour permettre aux navires de se rendre directement dans leur centre urbain. Ce projet se concrétise en 1865 et il est lourd de conséquences pour Québec : l'activité maritime y chute de façon marquée. Qui plus est, le privilège de Montréal est accentué par le réseau ferroviaire. Le pont Victoria, érigé en 1859, rattache directement le port de Montréal au chemin de fer de la Rive Sud, lequel facilite les échanges avec l'Ontario et les États-Unis (Drouin, 2001 : 188). Pour sa part, la ville de Québec n'a accès que tardivement au réseau ferroviaire, ce qui ralentit largement le développement de son économie. Mis en place en 1855, le réseau de la rive sud ne rejoindra Québec qu'en 1917, de sorte que c'est la ville de Lévis qui, par son point d'attache au transport ferroviaire, en profitera plus tôt et connaîtra une expansion notable à cette hauteur du fleuve Saint-Laurent. Tout compte fait, Montréal devient donc le lieu de prédilection pour l'échange de marchandises avec nos voisins de l'Ouest et du Sud.

En bref, l'économie de la ville de Québec est durement ébranlée par la remise en question de ces deux principaux secteurs d'activité de même que par l'action conjointe de son exclusion de la voie ferroviaire et l'expansion du port de Montréal. Ce ralentissement économique n'est pas sans effet sur les mouvements de population. Il entraîne en effet le départ de nombreux ouvriers de l'industrie du bois et de la construction navale, lesquels se tournent vers le Haut-Canada et les États-Unis en quête de travail (Blanchard, 1935 : 235). De ce lot, les Irlandais sont nombreux (Rudin, 1986 : 88; Rivet, 1969 : 64). Par ailleurs, avec la perte de son statut de capitale nationale, en 1866, Québec voit partir une partie importante de l'élite anglophone en direction de Ottawa. De même, la garnison britannique qui occupait la ville rentre en Angleterre au début des années 1870, du fait qu'avec la Confédération la défense du pays devient une responsabilité du gouvernement fédéral. Hare et al. (1987) évaluent que la garnison représente 15 % de la population de la ville à la fin du 18^e siècle et que cette proportion chute à 2 % après la Confédération.

3.1.4 Le renouvellement de la population et la réorientation économique : 1870-1900

Malgré le départ de la garnison, d'une partie de l'élite et d'un nombre non négligeable d'ouvriers sans emploi, la population de la ville de Québec stagne plutôt que de décroître entre 1870 et 1900. Cette tendance est due principalement aux migrations en provenance des régions agricoles environnantes de la ville de Québec (Saint-Hilaire et Marcoux, 2001 : 175). Les conditions difficiles vécues en milieu rural, le manque de terres disponibles et les crises agricoles, motivent les familles à s'installer en ville. Saint-Hilaire et Marcoux (2001 : 174) estiment qu'entre 1871 et 1901, c'est près de 80% des citoyens qui quittent la ville de Québec, émigration compensée par l'immigration modérée des Canadiens français. Par conséquent, ces mouvements de départs et d'arrivée homogénéise le paysage culturel de la ville de Québec. Saint-Hilaire et Marcoux estime que la part des groupes anglophones dans la ville passe de 40 à 16% de 1861 à 1901 (Saint-Hilaire et Marcoux, 2001 : 177). Les données censitaires de 1871 et de 1901 reprises au tableau 2 corroborent ce constat.

Tableau 2
Population de la ville de Québec
et répartition selon le groupe ethnique
1871 et 1901

	1871	1901
Population totale	61 259	68 841
Française	66,8%	82,8%
Irlandaise	21,2%	8,7%
Anglaise	7,9%	5,3%
Écossaise	3,2%	1,8%
Autres origines	1,1%	1,4%

Source : Exploitation des données de recensement de 1871 et de 1901.

Par ailleurs, comme le note Courville (2001), le déclin économique de la ville dans les années 1860 n'est que passager : la reprise économique se fait sentir dès 1871. C'est en prenant appui sur les activités artisanales que Québec parvient à se réorienter. Cordonniers, forgerons, charpentiers et menuisiers oeuvraient déjà dans la ville au milieu du XIXe siècle, mais ils restaient en marge de l'économie. Graduellement, l'industrie du cuir et celle de la chaussure prennent de l'expansion. Utilisant un système de production en série, des manufactures de chaussures sont implantées dans la ville. L'introduction du travail mécanisé à Québec dans ces secteurs se produit en 1864, laquelle est attribuable à Guillaume Bresse et aux frères Côté (Courville, 2001 : 204). Parce que les manufactures généraient des emplois d'ouvriers et de journaliers, les artisans se sont sentis menacés. Devant les protestations, les frères Côté ont préféré quitter Québec pour implanter leur usine à St-Hyacinthe. En revanche, Bresse ouvre une manufacture de chaussures qui emploie, en 1871, plus de

200 ouvriers (Courville, 2001 : 2004). Hamelin et Roby (1971 : 269) estiment qu'en 1873 plus de 2 000 personnes sont employés dans sept manufactures de chaussures. En 1901, le nombre de travailleurs de ce secteur augmente à 3 838 et 35 établissements sont recensés (Larocque, 1970 : 9). La production de chaussures, accélérée par la mécanisation, entraîne sur sa lancée une demande accrue pour le cuir. L'essor des tanneries s'ensuit. Larocque (1970) en compte 27 pour l'année 1901 et celles-ci emploieraient 512 travailleurs (Larocque, 1970 : 9). L'estimation de Courville (2001) est plus généreuse : ce serait non moins que la moitié de la main d'œuvre de Québec en 1901 qui serait engagée dans l'industrie du cuir, c'est-à-dire l'équivalent de 4 800 emplois (Courville, 2001 : 205). En dépit de ces évaluations différentes, retenons que les emplois dans la ville de Québec se concentrent à la fin du XIXe siècle dans un nombre limité d'établissements dont la valeur de production est d'autant plus élevée. Les manufactures s'érigent sur les berges de la rivière Saint-Charles, inoccupées depuis la fermeture des chantiers maritimes (Larocque, 1970 : 17). Le quartier Saint-Roch notamment devient au cœur des industries de chaussures et se voit entouré des tanneries (Larocque, 1970 : 19).

D'autres secteurs économiques se développent à Québec, permettant à la ville de se munir d'une économie beaucoup plus diversifiée qu'au milieu du XIXe siècle. Du lot, notons le textile, la fourrure et le tabac (Larocque, 1970 : 10-11). L'industrie du vêtement occuperait environ 20 % de la main d'œuvre de Québec en 1901 (près de 2000 emplois) (Courville, 2001 : 205). Appartenant à ce secteur, l'usine Dominion Corset, fondée en 1866, engage une main d'œuvre majoritairement féminine (Courville, 2001 : 201). De l'industrie du tabac, soulignons la compagnie de Houde (fondée en 1841) et la Rock City Tobacco (fondée en 1899) (Courville, 2001 : 202). Le commerce de détail prend également de l'expansion au cours des dernières décennies du XIXe siècle. Le commerce alimentaire, grâce aux différents marchés publics en place dans la ville, de même que le commerce des vêtements, dont le magasin Paquet et Laliberté, s'ajoutent à l'économie de Québec (Paré, 2001; Larocque, 1970 : 15).

Québec entre donc lentement mais sûrement dans l'ère commerciale et industrielle. Cette reprise économique de la ville est d'ailleurs renforcée par son rattachement au réseau ferroviaire de la rive Nord en 1879. Certes, Québec n'est plus au cœur des échanges avec l'étranger mais devient un pôle économique important pour l'est du pays (Drouin, 2001 : 189). « Quand les Montréalais investissent dans un chemin de fer transcontinental ou discutent d'affaires avec un New-Yorkais, les Québécois investissent dans un chemin de fer local ou parlent d'affaires avec un Beauceron ou un Gaspésien » (Hamelin et Roby, 1971 : 297).

3.2 LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT, LES LÉGISLATIONS ET L'INFRASTRUCTURE SCOLAIRE

Au Québec, l'État a consolidé ses interventions dans la sphère privée (famille et éducation) au moment de la croissance économique générée par la Deuxième guerre mondiale. Auparavant, très peu d'actions étatiques sont venues influencer le secteur de l'éducation, lequel relève largement des communautés religieuses. Certes, en 1867, le Premier ministre de la province de Québec (et ancien Surintendant de l'Instruction publique), Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, créé un Ministère de l'Instruction publique (MIP) faisant de l'éducation une responsabilité de l'État. Mais ce ministère est aboli dès 1875⁸ et ne sera rétabli qu'en 1964, avec la commission Parent. De fait, les structures du système scolaire apparaissent relativement stables entre 1875 et le milieu du XXe siècle.

Créé en 1856, le Conseil de l'Instruction publique (CIP) administre le système d'enseignement sous l'autorité d'un surintendant nommé. Durant sa courte existence, le ministre de l'Instruction Publique supplée à la surintendance, transférant du même coup l'autorité à un représentant élu. La loi de 1869 divise le CIP en deux comités confessionnels : l'un catholique et l'autre protestant. Le pouvoir de chacun des comités sur les écoles placées sous leur juridiction respective est considérable. Chaque comité assure principalement la classification des écoles, l'approbation du matériel pédagogique, la majeure partie des réglementations relatives au fonctionnement des écoles et la distribution des subventions (Charland, 2000 : 161). Le clergé exerce son pouvoir au sein du comité catholique où il occupe la moitié des sièges. En effet, les sept évêques de la province de Québec siégeaient d'office au comité catholique. Sept membres laïques constituaient par ailleurs le comité protestant (Charland, 2000 : 110). Avec la mise en place des comités confessionnels, le rôle du Surintendant de l'Instruction publique est amoindri. Siégeant sur chacun des comités⁹, celui-ci assure les échanges entre le CIP et le gouvernement. L'éducation relève donc directement des deux comités confessionnels, conduisant à la célébration de deux victoires : le clergé catholique se réjouit que leur mainmise sur le secteur de l'éducation soit ainsi assurée alors que les protestants se félicitent d'avoir obtenu une totale indépendance dans la gérance de leur réseau. En bref, le système de l'éducation est un véritable « régime des deux solitudes scolaires » (Charland, 2000 : 101).

⁸ Le comité catholique était dérangé par la présence du MIP qui menace son hégémonie. Du côté protestant, on se méfiait toujours du catholicisme « que ce soit derrière le gouvernement du Québec ou sous les traits des évêques du comité catholique » (Rudin, 1986 : 238). En 1875, la démission de Chauveau et la montée de l'aile conservatrice au pouvoir conduiront à l'abolition du MIP. Le principal argument en faveur de cette abolition du MIP était le suivant : à cause de la dimension morale qu'il comporte, le domaine de l'éducation est trop important pour être laissé entre les mains des politiciens. Pour plus de détails, consulter Audet (1971 : 115-119) de même que Charland (2000 : 109-113).

⁹ Mais n'avait le droit de vote que dans le comité de sa confession religieuse (Charland, 2000 : 110).

Quoi qu'il ne s'ingère pas dans l'instruction publique, l'État contribue à son financement dès le développement du réseau scolaire. En fait, le financement en éducation provient de trois sources : les rétributions mensuelles des parents, la taxe scolaire et les subventions gouvernementales. En 1874, chacune de ces sources assurait respectivement 50, 30 et 20% du budget en éducation, budget qui se chiffre à un million et demi (Linteau et al., 1989 : 272).

Les rétributions mensuelles entrent en vigueur avec la loi de 1841. De fait, les parents doivent verser une cotisation mensuelle pour chacun de leurs enfants qui fréquentent l'école. Les sommes exigées varient selon l'année et la municipalité. Pour l'école élémentaire, la rétribution mensuelle s'évalue entre 0,05\$ et 0,50\$ par enfant alors qu'elle pouvait être supérieure au sein des écoles modèles et des académies. Le maximum que pouvaient exiger les académies est cependant fixé à 1,50\$ par la loi de 1888 (Charland, 2000 : 172). En dépit de ces règles de financement, les parents les plus défavorisés pouvaient bénéficier d'une exemption, mais la véritable gratuité scolaire ne fût instaurée qu'en 1944.

Par ailleurs, les lois scolaires des années 1840 accordent un rôle important aux commissions scolaires en matière de financement. Les commissaires élus reçoivent les subventions de l'État en fonction de la population d'enfants de 5 à 15 ans de chaque municipalité¹⁰. Ils obtiennent également le droit de prélever l'impôt foncier, c'est-à-dire une taxe obligatoire sur les biens fonciers payable mensuellement pour chaque enfant entre 7 et 14 ans, qu'il fréquente ou non l'école. Toutefois, la perception d'une taxe scolaire a soulevé une violente campagne d'opposition, que l'on appelle la « Guerre des Éteignoirs »¹¹. Non pas que les Canadiens français étaient contre la scolarisation des enfants, mais certains éprouvaient des difficultés à concevoir l'obligation de payer pour quelque chose qu'ils obtenaient gratuitement auparavant. En certains lieux, des actes de violence ont été posés: émeutes, harcèlement des instituteurs, bris et incendies des écoles¹². La Guerre des Éteignoirs renvoie donc aux excès d'une minorité qui ont surtout marqué l'année 1850. Quoi qu'il en soit -et quoique certains en disent¹³-, cette résistance qui a duré quelques années est restée un phénomène isolé. « Les Éteignoirs n'ont toujours été qu'une infime minorité qui a fait tellement de bruit qu'on serait porté à croire que leur guerre a engagé tout le peuple. [...] Ils ont aussi travaillé dans presque tous les districts ce qui a donné l'apparence d'un mouvement général dans notre province » (Fournier, 1954: 35).

¹⁰ Le recensement de la population scolaire est à la charge des secrétaires-trésoriers.

¹¹ On nomme « les Éteignoirs » ceux qui ont contesté la loi scolaire de 1846.

¹² Un récit historique de ces actes de violence est disponible dans Fournier, 1954 : 25-30.

¹³ Par exemple, Audet (1971 : 59) note que « les populations se montrèrent antipathiques à tout système d'écoles officielles » et la liste des « régions où cette lutte fut la plus violente » est longue.

Peu à peu, l'opposition des Éteignoirs s'atténue. Avec l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, les taxes scolaires sont désormais réparties entre les deux comités confessionnels selon la religion des contribuables. Ainsi, le réseau catholique bénéficie de la taxe scolaire payée par les propriétaires catholiques alors que la taxe scolaire prélevée des propriétaires protestants renfloue les coffres du réseau scolaire protestant. Du fait que les protestants sont proportionnellement plus nombreux que les catholiques à posséder des biens fonciers, ce règlement donne naissance à une forte inégalité : les écoles protestantes obtiennent plus d'argent que les écoles catholiques (Linteau et al., 1979a : 271 de même que Charland, 2000 : 107). À la fin du XIXe siècle, le cardinal Taschereau estime que « la répartition existante accorde aux Protestants un tiers des fonds à distribuer, tandis que la répartition établie d'après la population réduirait ce chiffre à un septième » (cité dans Linteau et al., 1979a : 272). Les Protestants ont donc un intérêt financier à préserver l'indépendance de leur réseau scolaire. C'est d'ailleurs selon le même raisonnement qu'ils chercheront à exclure de leur réseau les immigrants juifs, généralement plus pauvres, donc moins nombreux à se prévaloir d'une propriété.

La répartition des effectifs enseignants entre les réseaux catholique et protestant suit, à peu de choses près, la répartition de la population selon la religion. À la fin du XIXe siècle, d'après les données censitaires et du rapport du Surintendant de l'instruction publique, 89% de la population est catholique, laquelle est desservie par 85% des instituteurs qui dispensent une instruction de base (au sein des écoles élémentaires, modèles et académiques) (tableau 3).

Tableau 3
Population catholique et protestante
Province de Québec, 1891

	Population (1891)		Instituteurs(trices) (1901)		Élèves (1901)	
	N	%	N	%	N	%
Francophones	1 245 494 ³	83,7%				
Anglophones	243 041 ¹	16,3%				
<i>de religion protestante</i>	171 686 ¹	11,5%				
<i>de religion catholique</i>	71 355 ¹	4,8%				
Total	1 488 535 ²	100,0%	9 849 ⁴	100,0%	311 253 ⁴	100,0%
Total catholique	1 316 849 ³	88,5%	8 371 ⁴	85,0%	274 679 ⁴	88,2%
Total protestant	171 686 ³	11,5%	1 478 ⁴	15,0%	36 574 ⁴	11,8%

¹Rudin, 1986 : 100.

²Linteau et al., 1989 : 26.

³Compilation de l'auteur.

⁴RSIP, 1901 : viii -ix; comprend le total des écoles élémentaires, modèles et académiques.

3.2.1 Le réseau scolaire catholique

Une certaine hétérogénéité caractérise le réseau catholique du fait que celui-ci intègre les immigrants catholiques de langue anglaise, principalement des Irlandais. Des classes de langue anglaise étaient organisées dans certaines écoles catholiques françaises expressément pour cette clientèle irlandaise (Rudin, 1986 : 241). Cependant, l'enseignement y était la plupart du temps dispensé par un personnel enseignant canadien français. La présence d'écoles irlandaises dans certaines régions où les immigrants irlandais étaient suffisamment nombreux pour s'organiser est également à noter. La réunion des Irlandais et des Canadiens français au sein du réseau scolaire, du fait qu'ils partagent la même religion, n'en effaçait pas pour autant leur distinction, tel qu'en témoigne Falardeau (1953) : « [...] il n'y a pas si longtemps à Québec, on disait que quelqu'un qui, le dimanche, assistait à la messe à l'église catholique de Saint-Patrice qu'il allait à la messe chez les Protestants » (Falardeau, 1953 : 30).

Les enfants entraient à l'école à des âges variés, parfois à 4-5 ans, parfois à un âge plus tardif. La régularité de la présence en classe était loin d'être uniforme. Dans ces conditions, une année de fréquentation scolaire était souvent loin d'équivaloir à une année scolaire. Qui plus est, les expériences scolaires étaient d'autant plus diversifiées du fait que l'organisation scolaire proposait de multiples niveaux dont le passage de l'un à l'autre était complexe.

L'école élémentaire, communément appelée la petite école, était généralement d'une durée de quatre ans. Au départ, le programme élémentaire correspond aux quatre premières années scolaires. Un cours modèle et un cours académique suivaient l'élémentaire, faisant office d'enseignement intermédiaire ou secondaire. Ces cours s'adressaient principalement aux enfants ayant déjà suivi ailleurs un cours élémentaire mais, dans les faits, les écoles modèles et académiques dispensaient également le cours élémentaire. Le cours modèle était d'une durée de trois ans en 1879 (représentant la 5^e, la 6^e et la 7^e années) alors que le programme de 1889 le comprimait à deux ans (représentant la 5^e et la 6^e années). Le cours académique, quant à lui, était d'une durée de deux ans (représentant la 8^e et la 9^e années et, à compter de 1889, la 7^e et 8^e années).

Les écoles élémentaires, modèles et académiques pouvaient se classer dans trois catégories : indépendantes, sous contrôle des commissions scolaires, ou en partie indépendante, en partie sous contrôle des commissions scolaires. Cette classification reflétait en fait la nature du financement obtenu par les établissements. Les écoles publiques étaient regroupées sous l'étiquette « sous contrôle » alors que les écoles privées, lesquelles exigeaient des frais supplémentaires aux parents,

étaient appelées « indépendantes ». Il s'agissait principalement de collèges masculins et de pensionnats de filles. Quant aux écoles qui offraient les deux types d'enseignement, privé et publique, elles étaient en partie sous contrôle et en partie indépendantes. Les pensionnats de filles entraient généralement dans cette catégorie du fait que les congrégations religieuses qui en avaient la charge jumelaient à leur école publique un pensionnat pour les élèves engagées dans une scolarité plus longue (Dumont et Daigle, 1986 : 194).

Réservées aux garçons, la formation offerte par les collèges industriels de même que la formation commerciale dispensée par les collèges classiques pouvaient remplacer celle des écoles académiques. En effet, l'enseignement professionnel d'une durée de trois ans dispensé dans les collèges industriels et dans les collèges classiques pouvait conduire au collège classique et, après coup, à l'université (Charland, 2000 : 262). L'école normale, quant à elle, visait à former des instituteurs et des institutrices. Elle était réservée aux élèves qui avaient au préalable complété leur cours élémentaire et qui possédaient un certificat de moralité, lequel était octroyé par les curés et les ministres du culte. Un examen d'admission contrôlait également l'accès. Seuls les élèves âgés de 16 ans et plus y étaient admissibles. L'école normale ne permettait pas d'accéder à l'université; seuls les collèges classiques pouvaient y mener. L'enseignement offert dans les collèges classiques était généralement de huit ans. Il visait l'apprentissage du latin, de l'histoire, de la géographie et de la philosophie. La région de Québec pouvait à cet égard compter sur le Petit séminaire de Québec (fondé en 1668) et sur le Collège de Lévis (fondé en 1853). L'université Laval, fondée en 1852 par Mgr Bourget et le Séminaire de Québec, est la première université à desservir les Canadiens français. Quatre facultés seront mises sur pied: la médecine, le droit, la théologie, et les arts (Audet, 1971 : 147).

Dans ces conditions, le réseau catholique maintient des filières distinctes selon le genre. La formation offerte dans les collèges industriels, réservée aux garçons, peut mener à l'université si elle est suivie d'un passage au collège classique. Du côté des filles, les seuls enseignements professionnels possibles, en plus de celui de l'école normale, sont desservies par des écoles ménagères et des instituts familiaux. Aucune de ces formations ne peut toutefois permettre aux filles d'accéder à l'université. Dufour (1997 : 61-64) insiste sur la particularité de l'éducation réservée aux filles. « Un programme d'étude limité, où dominant la religion, les sciences humaines et l'enseignement des arts domestiques, suffit donc aux filles. Une instruction plus poussée, classique ou universitaire, est dès lors exclue [...] » (Dufour, 1997 : 61). Lalou (1993) évoque aussi la division sexuelle qui caractérise le réseau catholique, en soulignant le rôle ambiguë de l'école sur l'émancipation des femmes au Québec. Il remarque que la relation empiriquement observable entre

l'instruction des femmes et la limitation des naissances est généralement interprétée par le fait que le système scolaire participe à la diffusion de valeurs modernes. Or, soutient-il, l'instruction au Québec n'aurait pas eu autant de pouvoir sur la baisse de la fécondité : l'éducation des filles visait à former des mères et des épouses parfaites. Par conséquent, même si « [...] l'école du Québec, comme toutes les écoles du monde, a donné aux femmes les outils de leur émancipation [...], [...] elle a dispensé aussi, en tant qu'institution sociale et religieuse, l'idéologie de leur soumission » (Lalou, 1993 : 252).

Figure 2
L'échelle scolaire du réseau catholique selon l'âge
Québec, seconde moitié du XIXe siècle

	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
École élémentaire			■	■	■	■	■										
École modèle			■	■	■	■	■	■	■								
École académique			■	■	■	■	■	■	■	■	■						
Collège industriel										■	■	■					
Collège classique																	
École normale (durée variable selon le brevet)																	
Université																	

Source : Charland, 2000 : 263.

Sur le territoire de la ville de Québec, deux principales congrégations religieuses catholiques prennent en charge l'éducation des enfants : les Frères des écoles chrétiennes pour les garçons et les Sœurs de la Charité pour les filles. À ces congrégations s'ajoutent les Sœurs du Bon Pasteur, les Sœurs de la Congrégation Notre-Dame et les Frères Saint-Vincent qui ont tenu quelques écoles. D'après le rapport du Surintendant de l'Instruction Publique (RSIP) de 1901, la cité de Québec compte 22 écoles élémentaires catholiques. La mixité prévaut au sein de chacune d'elles (988 garçons et 728 filles). Cette même source recense 14 écoles modèles (7 réservées aux garçons, 11

aux filles et 3 mixtes) et 5 académies (une réservée aux garçons, 3 aux filles et une mixte) (RSIP, 1901 : 194-195 et 198-199)¹⁴.

Le nombre d'élèves estimé varie quelque peu d'une distribution à l'autre. D'abord, les 22 écoles élémentaires accueillent 1 716 élèves en 1899-1900 (RSIP, 1901 : 190-191). Les statistiques concernant les écoles modèles et les académies évaluent respectivement le nombre d'élèves à 5 668 (RSIP, 1901 : 194-195) et à 1 856 (RSIP, 1901 : 198-199), tandis que le rapport des écoles modèles et académiques subventionnées évalue ces nombres à 5 082 et à 3 010 (RSIP, 1901 : 268-271). Nous pouvons donc estimer, à la lumière des données du RSIP, qu'environ 40 écoles occupaient la ville de Québec au tournant du XXe siècle et que celles-ci offraient un enseignement à environ 9 500 enfants.

Tableau 4
Le nombre d'écoles catholiques et le nombre d'élèves
Cité de Québec, 1899-1900

	Nombre d'écoles		Nombre d'élèves	
	Statistiques générales ¹	Résumé des rapports des écoles subventionnées ²	Statistiques générales ¹	Résumé des rapports des écoles subventionnées ²
Écoles élémentaires	22		1 716	
Écoles modèles	14	16	5 668	5 082
Écoles académiques	5	5	1 856	3 010
Total	41	43	9 240	9 808

¹ Pour l'élémentaire : RSIP, 1901 : 190-191; pour les écoles modèles : RSIP, 1901 : 194-195; pour les académies : RSIP, 1901 : 198-199.

² RSIP, 1901 : 268-271.

Note : Aucune définition de ces deux catégories (statistiques générales et résumé des rapports des écoles subventionnées) n'est disponible dans le RSIP. Étant donné l'écart tout de même faible entre les nombres, nous les utilisons simplement à titre d'indicateur.

¹⁴ Cependant, le rapport des écoles modèles et académiques subventionnées, présenté dans le même document liste plutôt 16 écoles modèles (7 réservées aux garçons, 7 aux filles et 2 mixtes) (RSIP, 1901 : 268-271).

Tableau 5
Les écoles modèles et les académies catholiques subventionnées
Cité de Québec, 1899-1900

Communauté religieuse	Établissement	Type d'institution	Genre de la clientèle	Catégorie	Nombre d'élèves		Nombre d'instituteurs		Rapport élèves / instituteurs
					Total	Instruction gratuite	Total	Laiques	
Frères des écoles chrétiennes	Académie commerciale	Académie	Garçons	Indépendante	373	10	14	0	27
	Société d'Éducation St-Jean-Baptiste	Modèle	Garçons	Sous contrôle	543	0	7	5	78
	Haute-Ville-St-Patrice	Modèle	Garçons	Sous contrôle	297	0	8	0	37
	St-Roch (Modèle)	Modèle	Garçons	Sous contrôle	1 139	368	20	3	57
	St-Sauveur (modèle)	Modèle	Garçons	Sous contrôle	924	150	14	6	66
Frères St-Vincent	L'Œuvre du patronage	Modèle	Garçons	Sous contrôle	380	320	7	0	54
Sœurs du Bon Pasteur	Bon Pasteur	Académie couvent	Non précisé	En partie	435	96	31	0	14
Sœurs Congrégation	St-Roch (Académie)	Académie couvent	Non précisé	En partie	1 049	633	32	1	33
	St-Sauveur (Académie)	Académie couvent	Non précisé	En partie	1 046	431	22	2	48
Sœurs de la Charité	Sœurs de la Charité	Académie couvent	Non précisé	Indépendante	107	3	7	0	15
	Sœurs de la Charité Orphelinat	Modèle	Mixte	Indépendante	366	300	12	1	31
	Sœurs de la Charité Garçons	Modèle	Garçons	Indépendante	178	4	11	0	16
	Sœurs de la Charité Des Glacis	Modèle	Filles	Sous contrôle	113	18	4	0	28
	Notre-Dame de Lourdes	Modèle	Filles	En partie	224	29	7	0	32
	École St-Jean-Baptiste	Modèle	Filles	En partie	369	42	6	0	62
	École du Sacré Cœur (Palais) garçons	Modèle	Garçons	Sous contrôle	112	63	3	0	37
	École du Sacré Cœur (Palais) filles	Modèle	Filles	Sous contrôle	125	77	3	0	42
	École Notre-Dame des Anges	Modèle	Filles	En partie	120	19	6	0	20
	Cap-Diamant	Modèle	Filles	Sous contrôle	81	20	3	0	27
Notre-Dame de la Garde	Modèle	Filles	Sous contrôle	79	21	2	1	40	
Aucune	École de Mme V. Côté	Modèle	Mixte	Sous contrôle	32	10	3	3	11

Source : RSIP, 1901 : 268-271.

Or, le nombre d'élèves qui suivent le cours élémentaire est beaucoup plus élevé que ne le laisse entendre le nombre d'élèves dans les écoles élémentaires. En effet, comme nous l'avons souligné, les écoles modèles et académiques offraient également le cours élémentaire. Le RSIP le confirme par le nombre considérable d'élèves des écoles modèles et des académies ne suivant pas l'un ou l'autre de ces cours. En fait, la grande majorité de la clientèle de ces écoles semble en être au premier

niveau de scolarisation. En ajustant le nombre d'élèves au niveau scolaire et non au type d'écoles fréquentées, nous pouvons avancer que 85,6% des élèves étaient inscrits au cours élémentaire. Seulement 11,3% étaient inscrits au cours modèle et 3,2% au cours académique.

Tableau 6
Le nombre d'élèves des écoles élémentaires, modèles et académiques catholiques
selon le cours suivi
Cité de Québec, 1899-1900

	Cours élémentaire ¹	Cours modèle ²	Cours académique ³	Total
Total des élèves	7 907	1042	291	9 240

¹ Élèves des écoles élémentaires + élèves des écoles modèles et académiques inscrits au cours élémentaire.

² Élèves des écoles modèles et académiques inscrits au cours modèle.

³ Élèves des écoles modèles et académiques inscrits au cours académique.

Source : RSIP, 1901 : 190-191 et 224.

Les données du RSIP concernant les écoles catholiques ont le défaut de noyer la masse des anglophones catholiques, largement irlandaise. Toutefois, un seul des tableaux présentés permet d'en estimer l'importance. Celui-ci comporte tout de même une imprécision : il confond la confession religieuse des élèves inscrits dans les écoles élémentaires. Nous avons donc été forcés d'estimer la part d'élèves anglophones dans les écoles élémentaires catholiques en soustrayant au total des élèves des écoles élémentaire le nombre d'élèves de l'école élémentaire protestante. Le résultat est présenté au tableau suivant : 11,2% des élèves des écoles élémentaires catholiques sont de langue maternelle anglaise. Dans les écoles modèles et les académies catholiques, cette proportion s'évalue à 9,9 %. Ainsi, près de 900 élèves de langue anglaise fréquentaient en 1899-1900 des écoles catholiques.

Tableau 7
Le nombre d'élèves dans les écoles catholiques selon la langue maternelle des élèves
Cité de Québec, 1899-1900

	Élèves de langue française	Élèves de langue anglaise	Total	Part d'anglophones dans le réseau catholique
Écoles élémentaires catholiques ¹	1 524	192	1 716	11,2%
<i>Écoles élémentaires catholiques et protestantes</i>	1 524	520	2 044	
<i>École élémentaire protestante</i>	0	328	328	
Écoles modèles et académies catholiques	6 844	680	7 524	9,9%
Total des écoles catholiques	8 368	872	9240	9,4%

¹ Élèves des écoles élémentaires catholiques et protestantes – élèves de l'école élémentaire protestante.

Source : RSIP, 1901 : 218-227.

À la lumière des données présentées par Rivet (1969 : 47-50), lesquelles sont tirées de la Chronique des Pères Rédemptoristes¹⁵, les enfants irlandais de la ville de Québec ne se concentraient pas dans un nombre limité d'écoles. Les garçons d'origine irlandaise fréquentaient l'école St-Patrice (ouverte en 1849), celle de la rue Champlain (fondée en 1851), l'Académie de l'Anse Sharples (fondée en 1866) et l'Académie commerciale (fondée en 1862). Quant aux filles irlandaises, elles ne disposaient pas, comme leurs homologues masculins, de collège autonome. Elles se répartissaient donc dans les collèges de la ville, au sein de classes spéciales (Rivet, 1969 : 81)¹⁶. En 1871, ce sont principalement les Frères des écoles chrétiennes et les Sœurs de la Charité qui prennent en charge l'éducation des irlandais de Québec (voir le tableau 8). L'école secondaire irlandaise *St-Patrick Select and Commercial Academy* est fondée en 1877. Si 330 élèves y sont inscrites la première année, plus de 1000 y sont recensés à chaque année jusqu'au début des années 1890 (Rivet, 1969 : 49).

Tableau 8
Le nombre d'élèves d'origine irlandaise selon l'école
Cité de Québec, 1871

	Total
École de Cap Diamant	
Frères des Écoles chrétiennes	208
Sœurs de la Charité	146
Académie, rue Elgin	183
Frères des Écoles chrétiennes, rue Glacis	180
Sœurs de la Charité, Haute-Ville	120
École du Bon Pasteur (filles)	Nd
École des Ursulines (est)	87
Écoles à la frontière de Sillery	29
École privée de Mme Dalberg, rue Petit Champlain	23
École privée de Mr et Mme Sheehan, rue Petit Champlain	5
Autres	208
Total des élèves	1 189

Source : Rivet (1969 : 48), d'après la Chronique des Rédemptoristes de 1877.

¹⁵ Arrivés à Québec en 1874, la congrégation des Pères Rédemptoristes était destinée à toute la communauté catholique de langue anglaise (Rivet, 1969 : 43).

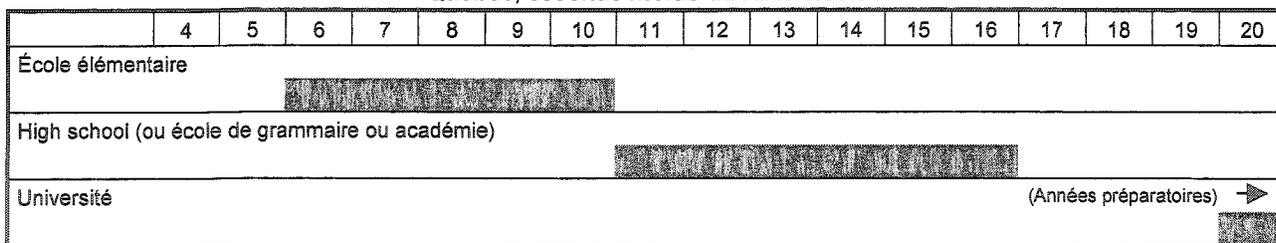
¹⁶ Un collège destiné aux filles irlandaises est mis sur pied en 1935 dans une résidence privée de l'avenue Salaberry, l'école Léonard, prise en charge par les Sœurs de Charité d'Halifax.

3.2.2 Le réseau scolaire protestant

Le réseau protestant se caractérise par une forte hétérogénéité. Les confessions anglicane, presbytérienne, méthodiste, et autres regroupent chacune trop peu d'individus pour ériger un système scolaire indépendant. Tous les non-catholiques sont ainsi forcés de joindre le réseau scolaire protestant. La conséquence est de taille : ce réseau évite toute référence à un dogme et à un clergé particulier. De fait, le programme protestant ne comprenait qu'un enseignement de l'histoire sainte, à défaut de cours religieux sectaires (Charland, 2000 : 239).

Le cheminement scolaire au sein du réseau protestant s'amorce par trois types d'écoles, *primary schools*, *intermediate schools* et *senior schools*, chacune d'elle d'une durée de deux ans. Les deux premiers niveaux correspondent au cours élémentaire catholique tandis que le troisième équivaut, à peu de chose près, au cours modèle. Un véritable programme élémentaire est instauré en 1882 (Charland, 2000 : 237). Quant au niveau secondaire, une ambiguïté est perceptible en ce qui a trait aux termes utilisés, tel que le souligne Charland (2000 : 256). Quoi qu'il en soit, les académies, les écoles de grammaire ou les *high schools* dispensent sensiblement le même enseignement. Celui-ci comprend trois niveaux : junior, intermédiaire et sénior. Mais les *high schools* publics, sous le contrôle des commissions scolaires, dominent rapidement, donnant un accès direct à l'université.

Figure 3
L'échelle scolaire du réseau protestant selon l'âge
Québec, seconde moitié du XIXe siècle



Source : Charland, 2000 : 263.

Si l'on se fie au RSIP, les Protestants de la ville de Québec disposaient au tournant du XXe siècle d'une école élémentaire mixte et de deux académies, l'une réservée aux filles et l'autre aux garçons. Ces trois établissements accueilleraient au total environ 550 élèves : 328 élèves à l'école élémentaire (188 garçons et 140 filles) et 218 élèves dans les académies (113 filles et 105 garçons). Or, comme au réseau catholique, les élèves inscrits dans les académies pouvaient poursuivre une formation élémentaire. D'après le RSIP, 69,6% des élèves du réseau protestant étaient inscrits au cours élémentaire, 22,9% au cours modèle et 7,5% au cours académique.

Tableau 9
Le nombre d'élèves des écoles élémentaires et académiques protestantes
selon le cours suivi
Cité de Québec, 1899-1900

	Cours élémentaire ¹	Cours modèle ²	Cours académique ³	Total
Total des élèves	383	126	41	550

¹ Élèves de l'école élémentaire + élèves des écoles académiques inscrits au cours élémentaire.

² Élèves des écoles académiques inscrits au cours modèle.

³ Élèves des écoles académiques inscrits au cours académique.

Source : RSIP, 1901 : 200 et 226.

3.2.3 Les législations relatives au travail des enfants et à la scolarisation

Au Québec, la fréquentation scolaire chez les enfants de 6 à 14 ans ne devient obligatoire qu'en 1943, ce qui est particulièrement tard si l'on compare avec la France (1882) et l'Ontario (1891) (Hamel, 1984 : 41). Le Québec est d'ailleurs la dernière province du Canada à se doter d'une telle loi (MacLean, 1937 : 17), après une lutte qui a duré environ 70 ans (Audet, 1959).

En 1851, les démocrates radicaux manifestent leur intérêt pour une éducation la plus répandue possible, mais ce n'est qu'en 1875 que le principe de la fréquentation scolaire obligatoire est proposé pour la première fois à l'Assemblée législative (Fahmy-Eid, 1978). C'est Honoré Mercier qui s'en fait le défenseur tant qu'il est dans l'opposition. En effet, une fois élu au pouvoir, en 1887, Mercier n'ose plus imposer l'obligation scolaire craignant d'ameuter les ultramontains et décevoir la fraction conservatrice de son parti (Charland, 2000 : 116). L'idée est toutefois reprise au sein d'organisations ouvrières et un débat naît dans les journaux (Hamel, 1984). Trois requêtes sont d'ailleurs formulées à l'Assemblée (en 1892, en 1901 et en 1912¹⁷) mais elles sont à chaque fois rejetées par la majorité conservatrice. Ce n'est que dans les années 1930 que le débat reprend de façon plus sérieuse. Et pour cause : l'encyclique de Pie XI approuve les interventions de l'État qui défendraient le principe d'obligation scolaire. Les discours en faveur de ce principe se multiplient. Le Parti libéral prend le pouvoir aux élections de 1939, parti auquel est associé T.D. Bouchard, fervent défenseur de la fréquentation scolaire. Le Surintendant de l'Instruction publique ouvre une étude sur le sujet en 1941, invitant les groupes d'intérêt à faire valoir leur point de vue. Le principe de l'obligation scolaire est accepté à la fin de l'année 1942 et le projet de loi est mis en application l'année suivante.

¹⁷ C'est le Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique qui, en 1912, avait demandé l'adoption de l'obligation scolaire pour les enfants protestants.

Cette loi de 1943 « impose, sous peine d'amende pour les parents, la fréquentation scolaire des enfants de 6 à 14 ans et abolit les frais de scolarité à l'école publique élémentaire » (Linteau et al., 1989 : 102).

Mais à défaut d'une loi sur l'obligation scolaire, le Québec a fait adopter des lois interdisant le travail des enfants (Hamel, 1984). En 1885, l'âge minimum pour travailler au sein d'une entreprise de 20 employés et plus est fixé à 12 ans chez les garçons et à 14 ans chez les filles. En 1888, des inspecteurs seront nommés pour faire respecter cette loi. Or, ils ne seront que trois à couvrir l'ensemble de la province du Québec. L'âge minimum s'élève à 13 ans chez les garçons en 1903. Cependant, le travail juvénile ne se limitait pas à celui auquel profitaient les grandes entreprises : la participation à l'entreprise familiale et la contribution aux tâches domestiques, qui incombaient souvent aux enfants, restaient libérés de toute législation (Marcoux, 2003). Ajoutons qu'en 1907, les propriétaires de manufactures sont tenus légalement de n'embaucher que des enfants qui savent lire et écrire. Si des enfants analphabètes de moins de 16 ans travaillent pour eux, ils sont contraints, selon la même loi, de fréquenter les écoles du soir, lesquelles dispensaient le cours élémentaire. Toutefois, dans la ville de Québec, ces écoles du soir n'ont été effectives que pendant quelques mois : d'octobre à février 1911 selon *La Gazette du travail* (Larocque, 1970 : 95).

Par ailleurs, les lois visant à contrôler le travail juvénile pouvaient être contournées. Larocque note à ce propos que seulement 20 garçons de 12-14 ans sont inscrits dans les registres de travailleurs dans l'industrie de la chaussure en 1900 (Larocque, 1970 : 87), tel que le confirme le rapport de l'inspecteur de manufactures P.J. Jobin : « Dans chacun de ces cas j'ai constaté que ces enfants n'étaient pas inscrits sur le rôle-de-paie, mais qu'ils avaient été amenés à ces manufactures par leurs pères et mères qui y sont eux-mêmes employés pour les aider dans la confection d'une partie de la chaussure payée à tant le morceau » (RCTP, 1900 : 145, cité dans Larocque, 1970 : 87).

CONCLUSION : DES LIGNES DIRECTRICES POUR L'ÉTUDE EMPIRIQUE

Au cours de ce chapitre, nous avons décrit le contexte historique de la ville de Québec au tournant du XIXe siècle. Nous y avons constaté la transformation de l'économie de la ville qui eut cours entre 1870 et 1900, laquelle se caractérise par l'expansion et l'industrialisation des secteurs de la chaussure et du cuir. En effet, les années 1870 se caractérisent par un entre-deux : la fin du déclin économique et l'amorce de la reprise. Les opportunités d'emplois pour les enfants peuvent en avoir été durement touchées: si les emplois se faisaient rares, on devait privilégier les adultes aux enfants pour les combler. En revanche, la fin du siècle est marquée par l'entrée dans l'industrialisation. Or,

cette entrée s'appuie principalement sur les industries légères (chaussure et cuir) susceptibles de conduire à une forte demande pour des emplois non qualifiés (emplois que même les enfants peuvent combler). Ces deux conjonctures économiques distinctes peuvent donc avoir joué inversement sur la scolarisation : la première en l'encourageant, la deuxième en jouant en sa défaveur. Cette avancée est d'ailleurs conforme aux travaux sur le Québec urbain du XIXe siècle qui font montre de l'importance du travail des enfants pour les familles ouvrières (dont Copp, 1974). De fait, il nous apparaît incontournable d'évaluer l'impact des transformations économiques que connaît la ville de Québec sur la fréquentation scolaire. Suivant les traces de Zelizer (1985), Walters et O'Connell (1988) de même que Katz et Davey (1978), nous soumettons l'idée suivante : considérant que l'industrialisation des secteurs de la chaussure et du cuir génère des emplois pour une main d'œuvre infantile, celle-ci devrait influencer l'évolution des taux de fréquentation scolaire entre 1871 et 1901. Cette proposition devra être explicitée par une hypothèse de recherche dans la suite de nos travaux.

D'autre part, nous avons vu que l'organisation du secteur d'enseignement se distingue par une double différenciation : une différenciation religieuse -entre catholiques et protestants- de même qu'une différenciation sexuelle -entre garçons et filles-. De fait, il devient d'autant plus nécessaire, d'une part, de faire une comparaison entre l'appartenance religieuse et, d'autre part, de traiter distinctement des garçons et des filles. Cette dernière avenue se révèle d'autant plus pertinente lorsque l'on prend pour acquis, à l'instar notamment de Marcoux (2003), que le rôle des enfants au sein des familles pouvait varier en fonction du genre.

DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE EMPIRIQUE

La seconde partie de ce mémoire traite exclusivement de l'étude empirique portant sur la fréquentation scolaire dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Trois chapitres la composent.

Le chapitre 4 expose notre méthodologie. Les hypothèses de travail qui ont guidé notre analyse y sont exposées. Après avoir présenté notre source de données, les recensements fédéraux de 1871 et de 1901, nous définissons les variables que nous avons retenues. Enfin, nous détaillons la démarche que nous avons empruntée pour réaliser l'analyse statistique.

Au chapitre 5, nous mettons à profit un regard croisé sur l'évolution de la fréquentation scolaire et de l'occupation d'un emploi entre 1871 et 1901 chez les enfants de manière à vérifier l'impact de l'industrialisation de la ville de Québec sur leur occupation. Cette analyse est menée en distinguant les filles et les garçons.

Enfin, le chapitre 6 se penche sur la scolarisation différentielle. Grâce à une analyse descriptive, nous nous attardons d'abord aux variations observables en fonction des variables relatives à la culture, aux conditions socio-économiques et à la classe sociale. Ensuite, nous exposons les résultats de l'analyse de régression multiple. En contrôlant l'ensemble des variables à l'étude, nous sommes à même de vérifier l'effet respectif de chacune d'entre elles. Par conséquent, nous serons à cette étape en mesure de cerner le modèle explicatif qui paraît le plus déterminant de la fréquentation scolaire dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle.

CHAPITRE 4 - ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

À la lumière des travaux antérieurs, il nous est apparu pertinent d'entreprendre l'étude de la fréquentation scolaire dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Notre questionnement est double. D'une part, de quelle manière l'industrialisation qui a cours à Québec entre 1871 et 1901 influe-t-elle sur la scolarisation des enfants? D'autre part, pourquoi certaines familles urbaines sont plus disposées que d'autres à envoyer leurs enfants à l'école? De fait, nous cherchons à mettre à l'épreuve les modèles d'interprétation qui se dégagent de la littérature, américaine et québécoise : les modèles de scolarisation privilégiés par les familles répondent-ils à des nécessités économiques, obéissent-ils à la reproduction des classes sociales ou, plutôt, sont-ils le reflet de la tradition culturelle?

4.1 OBJECTIFS ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

En limitant notre étude à un territoire bien circonscrit, la ville de Québec, nous contournons le problème soulevé par Walters et al. (1990) concernant l'offre institutionnelle (*supply*)¹⁸. Au Québec, comme nous l'avons souligné à la section 3.2, les infrastructures en matière d'éducation publique étaient divisées entre les réseaux catholique et protestant. Toutefois, au sein de chacun de ses réseaux, nous présumons que tous les enfants de la ville de Québec avaient accès à l'école; la ville ne représentant pas une zone géographique suffisamment étendue pour que nous puissions croire que certains habitants ne disposaient pas d'une école à proximité de leur lieu de résidence.

Dans les études empiriques consultées, deux modèles d'analyse prévalent. L'un (notamment mis de l'avant par Fuller (1983) de même que par Walters et O'Connell (1988)) consiste en une analyse macro-sociologique qui se base sur l'unité régionale. Les taux de fréquentation scolaire sont observés selon les caractéristiques de la région, comme le niveau d'urbanisation, la structure de l'emploi, les dépenses en éducation, la proportion d'immigrants, etc. L'autre (préconisé dans la majorité des études) privilégie une analyse micro-sociologique prenant la famille comme unité d'analyse. Dans ce second cas, il s'agit d'évaluer les probabilités d'un enfant de fréquenter l'école selon les caractéristiques de sa famille, dont le nombre d'enfants, l'occupation du père, le groupe ethnique du père, etc. Dans le cadre de cette étude, nous mettons de l'avant le second modèle.

¹⁸ À cet effet, Walters et al. (1990) soutiennent que les études sur les déterminants de la scolarisation ont, à tort, omis l'influence des infrastructures scolaires et des dépenses en éducation. Ces variables relatives à l'offre institutionnelle constitueraient un facteur explicatif des différences en matière de fréquentation scolaire entre les pays du Nord et ceux du Sud des États-Unis.

En dépit de ce choix méthodologique, un regard macro-sociologique est tout de même requis. En comparant les taux de fréquentation scolaire à deux moments historiques distincts, en 1871 et en 1901, nous croyons être à même de cerner si l'industrialisation en cours durant cette période a joué ou non en faveur de la scolarisation. À cet effet, nous avançons l'hypothèse que l'implantation graduelle de manufactures dans la ville de Québec à la fin du XIXe siècle, retirant peu à peu les artisans de leur atelier pour les intégrer à l'usine, a du même coup augmenté les opportunités d'emplois pour les enfants. Dans cette perspective, la participation des enfants à la survie de la famille serait donc passée peu à peu de la sphère privée à la sphère publique. Sous l'autorité des dirigeants d'entreprise, l'articulation entre la contribution familiale et la fréquentation de l'école n'était plus, croyons-nous, aussi aisée que lorsque les enfants participaient aux activités de la maisonnée. Si notre raisonnement est juste, et que le marché du travail implique une coupure plus radicale avec l'école, la fréquentation scolaire devrait tendre, en 1901 plus qu'en 1871, à se concentrer sur un nombre d'années limité. De surcroît, si notre raisonnement se révèle adéquat, la fréquentation scolaire à un âge avancé devrait même être plus rare en 1901 qu'en 1871.

Par ailleurs, la littérature consultée rend compte de la forte différenciation entre les filles et les garçons. D'une part, les tâches attribuées aux enfants tendent à calquer la **division sexuelle** : les filles étaient davantage investies dans les travaux domestiques alors que les garçons occupaient plus souvent la sphère publique (notamment, Marcoux (2003) et Hamel (1981) pour le Québec de même que Greene et Jacobs (1992 : 35) pour les États-Unis). Dans ces conditions, nous croyons que l'effet de l'industrialisation de la ville de Québec à la fin du XIXe siècle sur l'accroissement des taux d'occupation d'un emploi ne se manifeste que chez les garçons. D'autre part, nous avons vu à la section 3.2 (avec Dufour (1997) et Lalou (1993)) que le réseau catholique restait relativement fermé à l'instruction avancée des filles: l'enseignement offert à celles-ci visait essentiellement à en faire des épouses et des mères de famille modèles. Sur cette base, nous croyons que les filles étaient désavantagées sur le plan de la scolarisation. Nous soumettons donc l'hypothèse que les familles de Québec tendaient à investir davantage dans la scolarisation des garçons que dans celle des filles.

Comme en font foi les modèles d'interprétation de la scolarisation différentielle aux États-Unis et en Ontario (chapitre 2), les indicateurs du niveau de richesse et de la classe sociale ont tendance à se confondre. Le revenu du chef de famille, ou l'ensemble de ceux des membres de la famille (Horan et Hargis, 1991), rend généralement compte de la situation socio-économique de la famille. La taille de la famille s'y joint parfois, un nombre élevé d'enfants étant pris soit comme un signe de richesse (Katz, 1972 et 1974), soit comme une demande supérieure de ressources pour assurer la survie de la famille qui générerait une plus grande pression pour que les enfants contribuent au revenu familial

(Horan et Hargis, 1991). Mais l'occupation du chef de famille et la présence de domestiques dans la famille sont utilisés de part et d'autres. Denton et George (1974) utilisent l'occupation du chef de famille pour rendre compte du niveau économique alors que Katz (1972 et 1974) de même que Katz et Davey (1974a et 1974b) traitent cette variable comme un indice de la classe sociale. La présence de domestiques dans la famille est comprise parfois comme un signe de richesse (Foster, 1968 et Katz, 1972), parfois comme l'appartenance à la classe dominante (Hobsbawm, 1969). Dans le cadre de la présente recherche, nous devons faire des choix parmi ces perspectives qui nous précèdent.

Nous avançons l'hypothèse que la **taille de la famille** influence la fréquentation scolaire. Nous croyons qu'en milieu urbain québécois au tournant du XXe siècle, plus le nombre d'enfants dans la famille est élevé, plus la pression pour que ces enfants soient mis au travail (productif ou domestique) est forte. Cette avancée s'appuie sur l'analyse de Horan et Hargis (1991). De fait, nous prenons une distance vis-à-vis la perspective de Katz (1972 et 1974) voulant que les familles nombreuses en milieu urbain scolarisaient davantage leurs enfants, soit parce qu'elles étaient fortunées, soit parce qu'elles utilisaient les écoles comme des garderies. Certes, les enfants en bas âge représentent un certain poids pour la famille : en plus de ne pas être productifs, ils exigent que l'on s'occupe d'eux. Leur garde incombe d'ailleurs souvent aux enfants plus âgés (Marcoux, 2003 : 143). De fait, le nombre d'enfants en bas âge semble témoigner, dans une certaine mesure, de la pression plus ou moins forte qui pèse sur les enfants pour que ceux-ci participent aux activités de la maisonnée (Hogan et Hargis, 1991). Un nombre élevé d'enfants dans la famille sera donc plutôt compris comme une demande élevée de ressources pour assurer la survie de la famille et, du même coup, d'un plus faible investissement dans la scolarisation.

À défaut de données fiables concernant le revenu du chef de famille, tel que nous le verrons à la section traitant des informations contenues dans les recensements fédéraux (section 4.3.4), nous chercherons à évaluer le lien entre le **nombre de revenus dans la famille** et la fréquentation scolaire. Cette entreprise n'a jamais été, à notre connaissance, véritablement mise à profit dans les recherches antérieures. Quoiqu'il en soit, la prise en compte de cette variable s'inscrit dans le raisonnement de Horan et Hargis (1991), lesquels additionnaient les revenus de chacun des membres de la famille pour évaluer le niveau économique de la famille. Nous postulons qu'un nombre élevé de revenus dans la famille, plus qu'un signe de richesse, manifeste des difficultés économiques obligeant la contribution de plusieurs membres. De fait, nous avançons l'hypothèse d'une relation négative entre le nombre de revenus dans la famille et la fréquentation scolaire.

À l'instar du modèle culturel, nous formulons l'hypothèse que des différences s'observent selon l'appartenance culturelle. Les Canadiens français, identifiés par leur origine française et leur appartenance à la religion catholique, investiraient moins dans la scolarisation des enfants que les autres communautés culturelles occupant le territoire, soit les Irlandais, en majorité catholique, et l'ensemble des Protestants, majoritairement Écossais presbytériens et Anglais anglicans.

Enfin, nous utiliserons deux variables pour rendre compte de la classe sociale dans le cadre de cette étude: l'occupation du chef de famille (à l'instar de Katz, 1972 et 1974 de même que de Katz et Davey, 1978a et 1978b) et la présence de domestique oeuvrant dans la famille (à l'instar de Hobsbawm, 1969). Seront considérés comme appartenant à la classe dominante, les enfants dont le chef de famille exerce un **emploi spécialisé**¹⁹ et ceux dont la famille se prévaut de l'aide d'un domestique. Suivant la loi de la reproduction sociale, nous croyons que les familles de la classe dominante investissent dans la scolarisation de leurs enfants pour que ceux-ci occupent à leur tour cette position sociale privilégiée.

En résumé, nous formulons six hypothèses de travail auxquelles notre analyse des données tâchera de répondre.

- Hypothèse 1 : l'effet négatif de l'industrialisation à la fin du XIXe siècle sur les taux de fréquentation scolaire des garçons;
- Hypothèse 2 : la scolarisation différentielle entre garçons et filles, à l'avantage des premiers, et ce autant en 1871 qu'en 1901;
- Hypothèse 3 : la propension plus grande des familles nombreuses à retirer leurs enfants de l'école pour les mettre au travail;
- Hypothèse 4 : la fréquentation scolaire moins répandue chez les enfants dont la famille bénéficie de plusieurs revenus, signe qu'elle fait face à des difficultés économiques;
- Hypothèse 5 : la scolarisation moins répandue chez les Canadiens français que toute autre communauté culturelle;
- Hypothèse 6 : l'effet de la reproduction sociale: la scolarisation plus répandue chez les enfants dont le chef de famille exerce un emploi qualifié et ceux dont la famille engage un domestique.

¹⁹ Nous entendons par emplois spécialisés, ceux compris dans la classe des services, dans la classe des travailleurs non manuels, dans la classe des petits entrepreneurs ou dans la classe des travailleurs qualifiés, par opposition à ceux compris dans la classe des travailleurs manuels semi ou non qualifiés et dans la classe des travailleurs du secteur primaire. Voir la section 4.3.3 pour plus de détails.

Ainsi, les hypothèses 3 à 6 rendent compte des variations susceptibles d'être trouvées en fonction des variables relatives à la situation socio-économique (hypothèses 3 et 4), à l'appartenance culturelle (hypothèse 5) et à la classe sociale (hypothèse 6). Or, en dépit des effets de chacune de ces variables, nous croyons qu'un des trois modèles exposés au chapitre 2 aura prépondérance sur les deux autres pour expliquer la scolarisation différentielle dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle. De fait, la formulation d'une dernière hypothèse s'impose. À l'instar de Katz et Davey, nous soumettons l'hypothèse que le modèle de la reproduction sociale aura plus de prégnance que les modèles socio-économique et culturel pour expliquer les variations observables dans les taux de fréquentation scolaire. Ainsi, une fois contrôlées toutes les variables prises en compte, l'effet de la classe sociale sera plus significatif, présumons-nous, que l'appartenance culturelle et que les conditions socio-économiques.

4.2 UNE SOURCE DE DONNÉES PRIVILÉGIÉE: LES RECENSEMENTS CANADIENS

4.2.1 Les sources de données relatives à la fréquentation scolaire et leurs limites

Les deux principales sources de données disponibles pour mesurer la fréquentation scolaire à l'époque sont les recensements fédéraux, conduits à chaque décennie, et les Rapports du Surintendant de l'Instruction Publique (RSIP), publiés annuellement²⁰. La littérature contemporaine reprend abondamment ces données historiques sur la fréquentation scolaire. Cependant, les auteurs peu initiés aux statistiques, mais friands de chiffres, véhiculent trop souvent les données sans en préciser le sens réel. Cette difficulté s'amplifie au gré du temps : nous nous retrouvons avec une panoplie de chiffres dénués de toute signification.

Dufour (1996) soulève cette difficulté d'interprétation qu'entraîne le manque de précision sur la signification des indicateurs présentés. Nous pouvons en effet proposer quatre interprétations possibles du taux de fréquentation scolaire : 1) tous les enfants inscrits durant l'année scolaire, 2) tous les enfants ayant fréquenté l'école pendant au moins une journée, 3) tous les enfants présents lors de la journée du recensement, ou 4) tous les enfants qui fréquentent régulièrement l'école. De surcroît, dans le cas de la dernière option, combien de jours un enfant doit-il fréquenter l'école pour être considéré parmi ceux qui la fréquentent régulièrement?

²⁰ Soulignons qu'une recherche dans les fonds d'archives de deux congrégations religieuses de Québec impliquées à l'époque dans l'enseignement (les Sœurs de la Charité de Québec et les Sœurs du Bon Pasteur) nous a permis de constater que les cahiers de présence que pouvaient compiler les enseignantes de l'époque n'ont pas été conservés. De fait, il devient impossible d'utiliser ce genre de sources pour dresser un portrait de la fréquentation scolaire au XIXe siècle.

Seul le retour aux sources historiques permet de contourner cette confusion. Or, ce retour constitue un périple qui exige de la prudence. La fiabilité des données a d'ailleurs été mise en doute par plusieurs auteurs. Ouellet (1984) est l'un de ceux qui a le mieux documenté ce problème.

Rapports du Surintendant de l'Instruction Publique

Examinons d'abord les Rapports du Surintendant de l'Instruction Publique, publiés à chaque année depuis 1841 (Ouellet, 1984). Le doute concernant la fiabilité des données qui y sont présentées se pose pour la population en âge d'aller à l'école et pour l'assiduité des enfants. Le Département de l'Instruction publique et les inspecteurs d'école sont soupçonnés de protéger les intérêts du parti au pouvoir en sous-dénombrant volontairement la population en âge scolaire, créant ainsi l'illusion que la population se scolarisait massivement. C'est d'ailleurs pour éviter ce biais possible que Ouellet (1984) préconise l'utilisation des recensements fédéraux pour comptabiliser la population en âge d'aller à l'école.

Les RSIP intègrent également les relevés des commissaires sur le nombre d'élèves et leur assiduité. Or, les secrétaires-trésoriers des commissions scolaires, en charge des compilations pour leurs écoles respectives, avaient avantage à gonfler les taux de présence des élèves. Selon les lois relatives à l'éducation en vigueur au XIXe siècle, la présence en classe des enfants est une condition essentielle au versement de la subvention gouvernementale aux écoles. Il devient en ce sens plausible que les commissaires aient élevé intentionnellement les taux de présence pour conserver leur subvention (Dufour, 1996).

Recensements fédéraux

Dans le même ordre d'idées, des auteurs ont maintenu que rien n'assure la rigueur des recenseurs travaillant aux recensements fédéraux. Le zèle diffère d'un individu à l'autre, laissant la possibilité que certaines données colligées puissent être plus ou moins justes. Qui plus est, la véracité des informations transmises par les chefs de famille peut être suspecte. Les lois interdisant le travail des enfants peuvent avoir forcé des parents à faire une fausse déclaration à propos de leur enfant. Rappelons que depuis 1885 l'âge minimum pour travailler au sein d'une entreprise de 20 employés et plus est de 12 ans pour les garçons et de 14 ans pour les filles²¹. Le fait que seuls trois inspecteurs étaient mandatés pour vérifier son application pour l'ensemble du Québec rendait d'autant plus facile de contrevenir à la loi. Donc, par crainte de ces lois, les parents pouvaient soutenir que leur

²¹ En 1903, l'âge minimum est baissé à 13 ans chez les garçons.

enfant avait fréquenté l'école durant l'année alors que celui-ci travaillait plutôt illégalement. Ou, encore, la ruse pouvait consister à élever l'âge des enfants pour rendre leur travail légal.

Quoi qu'il en soit, et à l'instar de Marcoux (2003), Charland (2000) et Ouellet (1984), les recensements canadiens se sont révélés une source de données suffisamment fiable pour que nous l'utilisions dans le cadre de cette étude. D'ailleurs, seule cette source de données permet d'évaluer l'influence familiale, socio-économique et culturelle sur la scolarisation des enfants; les rapports du Surintendant de l'Instruction publique ne comprennent que le nombre d'enfants par école à chaque année et ne nous informent en aucun cas de l'origine des enfants (caractéristiques familiales et classe sociale, etc.).

4.2.2 Les recensements canadiens de 1871 et de 1901

C'est en 1666 que le premier recensement a eu lieu auprès de la population canadienne. Celui-ci était supervisé par Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France. La conduite d'une telle entreprise est toutefois demeurée irrégulière durant les deux siècles suivants. En fait, ce n'est qu'en 1851 qu'est instaurée une loi commandant la réalisation d'un recensement à chaque décennie. La démarche relève au départ de la responsabilité du ministère de l'Agriculture. L'ampleur des recensements progresse d'une année à l'autre. Il appert, à cet effet, que les renseignements colligés depuis la Confédération, en 1867, gagnent en densité (Breton, 1975).

Retiendrons notre attention dans le cadre de cette étude, les recensements de 1871 et de 1901. Les compilations de chacun de ces recensements ont été publiées dans quatre volumes (celles de 1871 entre 1873 et 1876 et celles de 1901 entre 1902 et 1906). Quatre-vingt-douze ans après la collecte (soit en 1963 pour les données de 1871 et en 1993 pour celles de 1901), les données reproduites sur microfilm ont été accessibles, et ce en conformité avec la loi sur la protection des renseignements personnels (Canada, 1995 : 3). Ces données ont récemment été saisies sur support informatique dans le cadre du programme de recherche « Population et histoire sociale de la ville de Québec » (PHSVQ) du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ-Université Laval). Les étapes de la construction des bases de données et du travail de validation et des contrôles de cohérence sont clairement détaillées (Fleury, 1998, 2000 et 2001; Drouin et Laflamme, 2000), nous assurant que l'hasardeuse entreprise a été conduite avec toute la rigueur qu'il se doit. Les chercheurs responsables de ce projet, Messieurs Richard Marcoux et Marc Saint-Hilaire, ont généreusement accepté que nous mettions ces données au profit de notre étude.

La collecte des données

Les recensements de 1871 et de 1901 se sont, tous deux, déroulés aux mois d'avril et de mai de chacune des années. La responsabilité du recensement était assignée à trois classes d'officiers : les officiers en chef, les commissaires et les énumérateurs. Les officiers en chef recevaient les instructions directement du bureau de recensement à Ottawa, instructions qu'ils transmettaient aux commissaires. Chaque district de recensement était assigné à un commissaire qui y supervisait le travail des énumérateurs. Les commissaires avaient pour fonction « d'instruire les énumérateurs dans les détails de la prise du recensement tel que requis par les tableaux, réviser le travail quand il est fait, transmettre tous papiers au bureau du recensement avec lequel ils échangeront toute la correspondance nécessaire » (Blue, 1902 : xv). La collecte des renseignements de porte en porte était effectuée par les énumérateurs.

La division en district et en sous-districts de recensement correspondait, autant que faire se peut, aux divisions électorales (Blue, 1902 : xiv). En 1871 et en 1901, le territoire canadien était divisé en 206 districts et la ville de Québec en comptait 3 : Québec Centre, Québec Est et Québec Ouest. Les sous-districts ont peu changé entre 1871 et 1901, à l'exception de la Banlieue Centre qui passe en 1901 de Québec Est à Québec Centre (tableau 10).

Tableau 10
Districts et sous-districts de la ville de Québec, 1871 et 1901

District	Sous-district en 1871	Sous-district en 1901
Québec Centre	Quartier Montcalm	Quartier Montcalm Centre
	Quartier Du Palais	Quartier Du Palais
	Quartier Saint-Jean	Quartier Saint-Jean
	Quartier Saint-Louis	Quartier Saint-Louis
		Banlieue Notre-Dame-de-Québec
Québec Est	Quartier Jacques-Cartier	Quartier Jacques-Cartier
	Quartier Saint-Roch	Quartier Saint-Roch
	Quartier Saint-Roch Nord	Quartier Saint-Sauveur
	Quartier Saint-Roch Sud	Quartier Saint-Vallier
	Banlieue Centre	
Québec Ouest	Banlieue Sud	Banlieue Sud
	Quartier Champlain	Quartier Champlain
	Quartier Montcalm	Quartier Montcalm Ouest
	Quartier Saint-Pierre	Quartier Saint-Pierre

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Les informations recensées

Le recensement de 1871 comportait 211 questions réparties en 9 tableaux : les vivants, les morts, les établissements, les terres cultivées et leurs produits, le bétail et les produits animaux, les

établissements industriels, les produits des forêts, les navigations et pêcheries ainsi que les produits des mines. Plus dense que les précédents, le recensement de 1901 comprenait 561 questions regroupées en 11 tableaux. Outre les changements de vocables, ce sont deux nouveaux tableaux qui s'ajoutent à ceux de 1871: les produits des champs et les valeurs agricoles (tableau 11).

Tableau 11
Tableaux des recensements de 1871 et de 1901

1871	1901
1- Les vivants	1- Les vivants
2- Morts des derniers douze mois	2- Bâtiments et terres, églises et écoles
3- Établissements publics, propriétés immobilières et mobilières	3- Les décès
4- Terres cultivées et leurs produits	4- Terres à culture, fruits et plantations
5- Bétail, produit des animaux	5- Produits des champs
6- Établissements industriels	6- Bétail et produit des animaux
7- Produits des forêts	7- Valeurs agricoles
8- Navigation et pêcheries	8- Les manufactures
9- Produits des mines	9- Produits de la forêt et fourrures
	10- Les pêcheries
	11- L'industrie minière

Source : Fleury, 1998; Drouin et Laflamme, 2000.

Parce qu'il contient les caractéristiques sociodémographiques de la population, seul le tableau sur les vivants nous intéresse. Celui-ci comportait 23 questions en 1871 et 34 en 1901. Les principales informations colligées par individu sont présentées au tableau 12.

Tableau 12
Principales variables colligées, par individu, dans les recensements de 1871 et de 1901

1871	1901
Nom et prénom	Nom et prénom
Sexe	Sexe
	Couleur
	Relation avec le chef de ménage
Statut civil	Statut civil
Âge	Âge
Pays ou lieu de naissance	Pays ou lieu de naissance
	Année d'immigration
	Année de naturalisation
Origine selon la race ou la tribu	Origine selon la race ou la tribu
	Nationalité
Religion	Religion
Métier	Métier
	Statut d'emploi (rentier, patron, employé ou autonome)
	Gages provenant du métier
	Gages supplémentaires
Fréquentation de l'école durant la dernière année	Nombre de mois à l'école durant la dernière année
Capacité à lire	Capacité à lire
Capacité à écrire	Capacité à écrire
	Connaissance de l'anglais
	Connaissance du français
	Langue maternelle
Aveugle, sourd-muet, aliéné	Infirmités

Source : Fleury, 2000 et 2001.

Nous verrons, avec la section 4.3, les variables qui ont précisément retenu notre attention. Nous y précisons la signification de ces variables et le traitement que nous leur avons appliqué.

4.3 LES VARIABLES RETENUES

4.3.1 La fréquentation scolaire

Parmi les informations colligées par les recenseurs de l'époque, il était entre autres demandé si l'individu avait ou non fréquenté l'école au cours de la dernière année. C'est à partir de cette variable que nous sommes à même d'examiner l'évolution de la fréquentation scolaire, c'est-à-dire la proportion d'enfants qui fréquentaient l'école en 1871 et en 1901.

Cependant, aucune information ne nous permet de traiter du niveau de scolarité atteint par les enfants. Le recensement nous indique seulement si l'individu a fréquenté l'école durant la dernière année, non pas, si tel est le cas, à quel niveau scolaire il étudiait. De même, la fréquentation de l'école se distingue de l'alphabétisation : un enfant peut avoir fréquenté l'école sans que cette

fréquentation ne lui permette une maîtrise de la lecture et de l'écriture. Bien que le degré d'alphabétisation soit compilé dans les recensements fédéraux, nous n'en tiendrons pas compte dans notre étude. Certes, il aurait été pertinent de vérifier le degré d'alphabétisation en début d'analyse de manière à savoir si un enfant qui n'a pas fréquenté l'école durant l'année étudiée a tout de même reçu une scolarisation de base dans le passé. Cependant, cette variable ne sera pas utilisée en raison des erreurs qu'elle semble contenir, principalement pour le recensement de 1871 (Fleury, 2001 : 20 et 59).

Qui plus est, la variable concernant la fréquentation scolaire ne prend pas en considération la régularité des enfants en classe qui pouvait certes varier de l'un à l'autre. Le recensement de 1901 collige le nombre de mois durant la dernière année au cours desquels les enfants ont fréquenté l'école. Cependant, l'absence de cette variable dans le recensement de 1871 limite notre analyse à cet égard. Nous ne pourrions pas, en effet, vérifier l'évolution de la régularité en classe entre 1871 et 1901, mais seulement mettre en lumière, à titre indicatif, ce qu'il en était pour 1901.

4.3.2 Les variables relatives à l'appartenance culturelle

Quatre variables sont retenues pour rendre compte de l'appartenance culturelle : la religion, le lieu de naissance, le groupe ethnique et la langue maternelle. Pour chacune d'elles, nous utiliserons les caractéristiques du chef de famille pour rendre compte de l'appartenance culturelle des enfants. De fait, l'appartenance culturelle de l'enfant est déterminée par l'appartenance culturelle du chef de la famille à laquelle il appartient. Deux raisons nous ont amené à privilégier l'appartenance culturelle du chef de famille, généralement masculin, plutôt que celle de la mère. D'abord, une raison de faisabilité technique: dans plusieurs unités familiales, il nous est apparu difficile d'identifier la mère. Cette complexité devenait problématique pour le recensement de 1871 en l'absence de la variable nous informant de la relation de l'individu avec le chef de famille. Dans ces conditions, plus d'une femme par famille était susceptible d'être la mère des enfants et aucune information ne nous permettait avec certitude de faire un choix entre celles-ci. D'autre part, une raison logique rend ce choix rassurant : dans la ville de Québec au XIXe siècle, peu de mariages mixtes entre les communautés culturelles étaient, somme toute, conclus (Goulet, 2002). Ainsi, privilégier les informations relatives au père ou à la mère risquait peu de changer la donne.

Ces quatre variables retenues (le lieu de naissance, la langue maternelle, le groupe ethnique et la religion du chef de famille) seront d'abord traitées distinctement l'une de l'autre pour en vérifier l'effet respectif sur la fréquentation scolaire. Par la suite, nous regrouperons la religion et le groupe

ethnique pour constituer une variable supplémentaire qui, elle, rendra compte précisément du groupe ethno-religieux. Voici brièvement la description de ces variables telles que comprises par les recensements de l'époque.

Le lieu de naissance

Le lieu de naissance précise le pays où est né l'individu, dans le cas où il est né en dehors du Canada. Si toutefois la personne est née au Canada, c'est la province qui est colligée. Ainsi, pour les individus nés au Québec, l'indication *Québec* est trouvée. Pour notre étude, six modalités rendront compte du lieu de naissance : Québec, Irlande, États-Unis, Écosse, Angleterre et autres. Étant donné les flots migratoires qu'a connus la ville de Québec, très peu d'habitants sont nés hors Québec en 1901. Par conséquent, l'utilisation que nous pouvons donc faire de cette variable est limitée.

Le groupe ethnique

Ce que nous nommons *groupe ethnique* renvoie à la variable des recensements appelée « origine selon la race ou la tribu ». D'après les indications relatives à la collecte des données, l'origine provient du père et non de la mère.

Parmi les blancs, l'origine selon la race ou la tribu est tirée du père, tel que Anglais, Écossais, Irlandais, Gallois, Français, Allemand, Italien, Scandinave, etc. Il faut avoir soin, toutefois, de ne pas appliquer les termes « Américain » ou « Canadien » dans le sens de race, vu qu'il n'y a pas de races d'hommes ainsi appelées (Blue, 1902 : xix).

Pour les fins de notre étude, cinq modalités sont retenues, soit les origines française, irlandaise, écossaise, anglaise et autres.

La religion

L'information concernant la religion a été regroupée en trois catégories pour les fins de cette étude: catholique, protestant et autres. Certes, la religion protestante n'est pas homogène; elle regroupe une variété de sectes protestantes. Or, dans les données censitaires, la dénomination associée à la religion protestante n'est pas systématiquement précisée : en effet, un nombre non négligeable de cas est trouvé où seule l'indication *protestant* est fournie. Par ailleurs, le poids de certaines catégories de sectes protestantes est trop faible pour en conduire à une analyse significative. De fait, précisons qu'à Québec à la fin du XIXe siècle, les Protestants sont en majorité presbytériens et méthodistes. Les autres dénominations demeurent largement minoritaires, et donc nullement significatives. Il s'agit des dénominations suivantes : Église d'Angleterre, Église d'Écosse, Wesleyan methodist, baptiste, épiscopal, reformed presbyterian et kirk.

La langue maternelle

Quant à la langue maternelle, seulement le recensement de 1901 en rend compte. Nous nous pencherons tout de même sur cette variable vue l'importance que pouvait prendre à l'époque la connaissance de l'anglais pour accéder aux postes supérieurs de l'échelle sociale. Trois modalités sont retenues : le français, l'anglais et les autres langues maternelles.

Le groupe ethno-religieux

En combinant le groupe ethnique et la religion, trois groupes seront distingués : les Français catholiques (essentiellement Canadiens français), les Irlandais catholiques et l'ensemble des Protestants. Le faible nombre de Protestants dans la ville de Québec oblige leur regroupement dans une même catégorie pour qu'elle atteigne un poids significatif. Quoi qu'il en soit, soulignons que, grâce à la présence de deux communautés culturelles catholiques, nous pourrions évaluer l'effet distinct de l'origine culturelle sur la scolarisation par rapport à l'effet de la religion.

4.3.3 Les variables relatives à la classe sociale

Pour rendre compte de la classe sociale, nous utilisons deux variables distinctes : l'occupation du chef de famille et la présence de domestiques dans la famille. Ce choix est conforté par la littérature (Katz, 1972 et 1976, Katz et Davey, 1978a et 1978b, de même que Hobsbawm, 1969).

L'occupation du chef de famille

Dans les recensements fédéraux à notre disposition, deux classifications nous informent de l'occupation du chef de famille, en plus de l'énoncé du métier : l'occupation selon la classification nationale des professions et l'occupation selon le schème des classes de Erikson, Goldthorpe et Portecarero (1979). Le regroupement des métiers selon ces deux classifications a été réalisé par le groupe de recherche « Population et histoire sociale de la ville de Québec » (PHSVQ). Des deux classifications, nous avons privilégié celle de Erikson, Goldthorpe et Portecarero (nommée la classification EGP) du fait que celle-ci est généralement utilisée pour définir la position sociale dans les études sur la mobilité sociale intergénérationnelle (De Sève, 1993). Construite à partir de l'énoncé du métier, cette variable permet de faire la distinction entre 1) les propriétaires des moyens de production et les employés, 2) les travailleurs manuels et non manuels, 3) les professions qualifiées et non qualifiées et 4) les secteurs d'emplois.

Originellement, la classification EGP comporte neuf grandes catégories. Toutefois, vu l'occupation de l'emploi dans la ville de Québec au XIXe siècle, nous avons été forcés de n'en retenir que sept. La classe des services regroupe les professionnels, les administrateurs, les superviseurs et les techniciens des petites et des grandes entreprises (ex: infirmière, policier). La classe des travailleurs non manuels correspond par exemple aux commis de magasin. La classe des petits entrepreneurs dans d'autres secteurs que primaire rassemble les petits propriétaires et les artisans. La classe des contremaîtres et des travailleurs manuels qualifiés est la plus importante en 1871 et en 1901. Elle renvoie, à titre d'exemple, aux ouvriers qualifiés. Les ouvriers non qualifiés sont quant à eux classés dans la catégorie suivante, celle des travailleurs manuels semi ou non qualifiés. Nous avons regroupé les entrepreneurs et les travailleurs du secteur primaire du fait qu'ils étaient très peu nombreux; trop peu en fait pour pouvoir tirer des conclusions à leur sujet. Les professions indéterminées ont été exclues de l'analyse vu leur faible nombre. Enfin, les chefs de familles sans emploi ont été identifiés.

L'emploi de domestiques

Tel qu'il s'en dégage de la revue de la littérature (Hobsbawm, 1969), la présence de domestiques dans une famille rend compte de sa position sociale favorable. Cette variable est construite grâce à deux autres variables. À partir du numéro du ménage, nous sommes à même de regrouper d'abord tous les membres d'un même ménage. Ensuite, à partir de la variable concernant la relation avec le chef de famille, nous avons identifié si des domestiques travaillent au sein de chaque ménage. Cependant, cette variable ne peut être construite que pour 1901 à cause de l'absence d'information sur la relation de l'individu avec le chef de famille dans le recensement de 1871. Trois modalités ont été distinguées : aucun domestique, un domestique et plus d'un domestique dans la famille.

4.3.4 Les variables relatives à la situation socio-économique

Pour les fins de cette étude, deux variables rendront compte de la situation socio-économique de la famille : le nombre d'enfants dans la famille et le nombre de revenus dans la famille. Ce choix méthodologique s'appuie sur la perspective de Horan et Hargis (1991).

Le nombre d'enfants dans la famille

Pour chaque famille, nous avons comptabilisé le nombre d'enfants de 15 ans et moins. Cette information paraissait pertinente pour évaluer, à l'instar de Horan et Harris (1991), l'ampleur des ressources nécessaires à la survie de la famille. Dans cette perspective, plus la famille est nombreuse, plus les ressources nécessaires à la survie de la famille sont importantes. Ainsi, cette

variable fournit un indicateur du niveau de ressources économiques nécessaires pour que soit assurée la survie familiale.

Pour construire cette variable, nous avons eu recours au numéro de famille qui permet d'associer tous les membres d'un même ménage. Ensuite, pour chaque famille, nous avons comptabilisé le nombre d'individus âgés de moins de 16 ans, même ceux qui n'étaient pas les enfants du chef de famille. Nous avons regroupé cette variable en quatre modalités : 1) aucun enfant de 15 ans et moins, 2) un ou deux enfant(s) de 15 ans et moins, 3) 3 ou 4 enfants de 15 ans et moins, 4) 5 enfants ou plus de 15 ans et moins.

Le nombre de revenus

À défaut de connaître systématiquement le revenu des individus qui occupent un emploi²² (Fleury, 1998), nous avons entrepris de comptabiliser le nombre de membres de la famille qui contribuent au revenu familial. Ainsi, nous pourrions évaluer si la probabilité qu'un enfant fréquente l'école est plus élevée lorsque plus d'un membre de la famille rapporte un salaire. Pour construire cette variable, nous avons eu recours au numéro de famille qui permet d'associer tous les membres d'un même ménage. Ensuite, pour chaque famille, nous avons comptabilisé le nombre de membres qui déclareraient une occupation sur le marché du travail. Ainsi, cette variable fournit un indicateur du niveau de ressources économiques disponibles pour assurer la survie de la famille. Cinq catégories ont été identifiées : les familles sans revenu, celles avec un revenu, deux revenus, trois revenus et quatre revenus ou plus.

4.4 LA DÉMARCHE DE TRAVAIL

Notre analyse des données censitaires de la ville de Québec comporte deux séquences distinctes. Dans chacune d'elle, nous avons limité notre étude aux enfants appartenant à une famille. Ce choix repose sur l'objectif même de notre recherche : analyser les déterminants de la fréquentation scolaire, dont les déterminants familiaux. Du recensement de 1871, nous avons retenu les enfants qui 1) appartiennent à une famille ayant à sa tête un chef de famille et 2) possèdent le même nom de famille que le chef de famille. Du recensement de 1901, nous avons retenu l'ensemble des enfants qui sont les enfants propres au chef de famille. Nous tâchons ainsi d'assurer, autant que faire se peut,

²² Plus précisément, les recensements fédéraux de 1871 et de 1901 colligent l'information concernant les gages provenant de l'occupation et les gages supplémentaires. Or, la déclaration du montant des gages ou du salaire n'est généralement compilée que pour les employés. En plus du nombre élevé de valeurs manquantes, des inscriptions illisibles ouvrent la voie à plusieurs biais d'interprétation (Fleury, 1998).

que le chef de famille est soit le père, soit la mère de l'enfant²³. Ceci dit, un nombre négligeable d'enfants ont pour cette raison été exclus de l'analyse, soit environ 1 000 enfants de 3 à 15 ans par année étudiée. Il s'agit d'enfants en institution (en orphelinat par exemple), d'enfants employés de la famille ou d'enfants dont le chef a un autre lien de parenté avec eux (oncle, grands-parents, etc.). La fréquentation scolaire de ces enfants n'est pas étudiée dans le cadre de notre recherche.

En premier lieu, nous analysons l'évolution générale de la fréquentation scolaire chez les 3 à 18 ans entre 1871 et 1901. Nous en ferons de même pour l'occupation d'un emploi. Cette démarche permettra essentiellement de vérifier si la fréquentation scolaire devient, entre 1871 et 1901, le lot d'une proportion plus élevée d'enfants.

En deuxième lieu, nous nous attardons à la scolarisation différentielle. Pour ce faire, nous avons ciblé le groupe d'âge le plus significatif, c'est-à-dire les âges auxquels la fréquentation de l'école est la moins certaine, soit entre 12 et 15 ans. Deux types d'analyse seront mises à profit. D'une part, une analyse descriptive permettra de vérifier la présence de variations selon diverses variables indépendantes, dont celles relatives à l'appartenance culturelle, aux conditions socio-économiques et à la classe sociale. D'autre part, nous mettrons à profit la méthode de la régression multiple pour évaluer l'effet respectif des diverses variables prises en compte. En d'autres termes, il s'agira à cette étape d'évaluer les déterminants de la fréquentation scolaire des enfants, et ce pour chaque année étudiée.

Plusieurs étapes ont toutefois précédé l'analyse des données censitaires. La première partie de cette section expose le travail de construction des fichiers de données. La seconde partie, quant à elle, présente la technique statistique que nous avons mise en profit, soit l'analyse de régression; pour en soulever d'une part la pertinence et, d'autre part, en préciser la procédure.

4.4.1 La construction des fichiers d'exploitation

Pour chaque année étudiée, 1871 et 1901, nous avons accès à un fichier SPSS recensant l'ensemble des habitants de la ville de Québec. À chaque individu est attribué un numéro de famille. Ce numéro nous a permis de constituer un fichier *familles* comprenant le nombre de membres dans la famille, le nombre de domestiques et le nombre d'enfants de 15 ans et moins. De même, grâce à cette variable, nous avons constitué un fichier *chefs de famille* au sein duquel étaient comptabilisées les

²³ Plus de 80% des chefs de famille sont de sexe masculin, tant en 1871 qu'en 1901.

informations relatives à chaque chef de famille²⁴. Ces deux sous-fichiers (*familles* et *chefs de famille*) ont par la suite été fusionnés et ajoutés au fichier principal de données de manière à obtenir un seul fichier d'exploitation par année. Chacun d'eux recense ainsi l'ensemble des individus de la ville de Québec avec, pour chacun de ces individus, les caractéristiques de la famille et les caractéristiques du chef de famille. Seuls ces fichiers rendaient possibles l'étude de la fréquentation scolaire des enfants selon les caractéristiques individuelles (dont l'âge et le genre), les caractéristiques familiales (dont la taille de la famille) et les caractéristiques du chef de famille (dont l'occupation et l'appartenance ethno-religieuse).

En 1871, nous recensons 61 259 individus et 12 577 familles²⁵. Mais 4 521 familles n'avaient pas d'enfant de 15 ans et moins. Donc, 8 056 familles sont à l'étude, lesquelles comprennent 19 175 enfants de 3 à 15 ans. De ces enfants, un certain nombre avait un nom de famille différent de celui du chef de famille. Parce que nous souhaitons étudier la fréquentation scolaire à l'échelle des familles, nous avons préféré les exclure et ne retenir que les enfants ayant un lien de parenté avec le chef de famille. Tout compte fait, ce sont 18 238 enfants de 3 à 15 ans qui sont retenus pour l'analyse des données censitaires de 1871.

En 1901, la population est plus nombreuse : près de 69 000 individus sont recensés, soit 12 870 familles. Or, 4 855 familles n'ont pas d'enfants de 15 ans et moins. Pour les 8 015 familles restantes, elles cumulent 18 891 enfants de 3 à 15 ans. Pour exclure les enfants qui ne vivent pas dans leur famille immédiate, nous avons accès en 1901 à la variable *Relation avec le chef de famille*. Celle-ci nous permet d'identifier 1 397 enfants âgés de 3 à 15 qui n'ont pas de chef de famille ou qui ne sont pas les enfants propres au chef de famille²⁶. Donc, 17 494 enfants entre 3 et 15 ans de la ville de Québec en 1901 ont été retenus.

4.4.2 L'emploi de la régression multiple

En premier lieu (section 6.1), nous mènerons une simple analyse descriptive de la fréquentation scolaire. Il s'agira d'évaluer les variations des taux de fréquentation scolaire selon les différentes variables indépendantes. Toutefois, cette opération ne suffira pas à rencontrer les objectifs du présent travail. En effet, il importe de considérer le fait que les variables indépendantes se chevauchent à

²⁴ Notamment la langue maternelle, la religion, le lieu de naissance et l'occupation.

²⁵ De ce nombre, nous avons exclu les institutions tel que les orphelinats.

²⁶ Enfants sans lien de famille avec le chef (domestique, employé ou autre) ou avec un autre lien de parenté (neveu, petit-enfant, etc.).

certains égards. Par exemple, les Canadiens français avaient tendance à se concentrer dans la classe laborieuse alors que les Écossais et les Anglais occupaient plus souvent des professions libérales. Il fallait donc privilégier une méthode qui puisse contrôler plus d'une variable à la fois dans le but d'identifier celles qui ont prédominance sur les autres. Si on retrouve de plus faibles taux de fréquentation scolaire chez les Canadiens français, est-ce du seul fait de leur appartenance culturelle ou est-ce parce qu'ils étaient proportionnellement plus nombreux que les autres groupes culturels à se trouver au bas de l'échelle sociale? En d'autres termes, est-ce la culture ou la classe sociale qui est plus déterminante de la fréquentation scolaire des enfants?

C'est pourquoi, en deuxième lieu (section 6.2), nous allons mettre à profit l'analyse de régression multiple pour étudier les déterminants de la fréquentation scolaire dans la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Les études empiriques menées sur le sujet en Ontario (Katz et Davey, 1978b de même que Denton et George, 1974a) et aux États-Unis (dont Jacobs et Greene, 1994) tendent d'ailleurs à privilégier cette méthode.

La régression mesure l'effet d'une variable indépendante sur une variable dépendante. Dans notre cas, la variable dépendante consiste au fait de fréquenter ou non l'école entre 12 et 15 ans. Les variables indépendantes sont nombreuses : elles renvoient notamment à l'occupation du chef de famille, son appartenance religieuse, son groupe ethnique, etc. Il s'agit, de fait, de variables nominales. Puisque la régression est une méthode statistique qui ne s'applique qu'aux variables d'intervalles et de rapport, le recours à la régression logistique est nécessaire. Ce type de régression permet l'utilisation de variables nominales parce qu'il suppose la transformation des variables en variables factices. Cette procédure est très courante en sciences sociales, comme l'explique Fox (1999).

L'inclusion de variables indépendantes dichotomiques nominales dans les analyses de régression et de corrélation est assez facile. La méthode est exactement la même que pour les autres variables. Mais les variables nominales qui ont plus de deux valeurs sont, elles, plus compliquées à manipuler. Elles doivent être transformés en variables factices avant d'être introduites dans le modèle de régression. Une variable factice n'a que deux valeurs, 0 et 1, 0 indiquant l'absence d'un attribut et 1 en indiquant la présence (Fox, 1999 : 333).

La procédure consiste en d'autres termes à transformer toutes les variables prises en compte de manière à ce que les modalités deviennent des variables. Par exemple, nous obtiendrons trois variables concernant la langue maternelle, soit « français », « anglais » ou « autres ». Les modalités

de ces nouvelles variables deviennent dichotomiques sous la forme d'un « oui ou non » : quelqu'un est soit de langue maternelle française, soit de langue maternelle autre que française.

Tout compte fait, l'analyse de régression multiple vise à contrôler une série de variables pour évaluer l'effet de chacune sur un phénomène. Plusieurs modèles sont construits, chacun étant composé d'un nombre plus élevé de variables indépendantes. D'un modèle à l'autre, nous pouvons évaluer si l'ajout d'une variable diminue ou augmente l'effet des autres variables sur le phénomène à l'étude. Ainsi, la prise en compte de plusieurs variables susceptibles d'influencer le phénomène permet, en fin de parcours, de cibler les variables les plus déterminantes du phénomène. À titre d'exemple, nous serons en mesure d'évaluer si le fait de contrôler l'occupation du chef de famille fait diminuer ou augmenter l'effet du groupe ethnique sur la probabilité de fréquenter l'école. Katz et Davey résumant ainsi l'utilité de cette démarche dans le contexte de l'étude de la scolarisation.

The purpose of the MCA [Multiple Classification Analysis] was to provide a figure which would express the relative contribution of each one of a set of independent [...] variables to school attendance and, second, to show the effect that each category of each factor [...] had upon attendance. As a result of the analysis we should be able to rank the importance of the factors (such as occupation, economic rank, ethnicity) and to make an estimate of the probability that, all other factors constant, any person with a particular characteristic [...] would have attended school » (Katz et Davey, 1978b: 275).

Rappelons-le : cette méthode d'analyse privilégiée pour étudier la scolarisation en Ontario et aux États-Unis n'a jamais été mise à profit dans le cas du Québec, malgré le fait qu'elle ait fait ses preuves. Seuls Dufour (1988), Charland (2000) et Marcoux (2003) ont entrepris de quantifier la fréquentation scolaire pour l'époque qui précède l'instruction obligatoire, respectivement pour Montréal en 1825 et 1835, pour St-Hyacinthe et St-Damase en 1851, 1871 et 1901 et pour Québec en 1901. Mais, dans ces trois cas, c'est une analyse descriptive qui a été mise de l'avant et le nombre de variables retenues est demeuré, somme toute, restreint. En privilégiant l'emploi de la régression multiple, notre entreprise vise donc à doter le Québec d'une analyse de la fréquentation scolaire similaire à celle disponible pour l'Ontario et les États-Unis.

CHAPITRE 5 – L'EFFET DE L'INDUSTRIALISATION SUR LA SCOLARISATION

Ce chapitre tente de répondre à un des deux objets de questionnement qui guident notre recherche, à savoir quel effet l'industrialisation a eu sur la fréquentation scolaire. Nous avons vu à la section 3.1 que la ville de Québec a connu de grands bouleversements dans la deuxième moitié du XIXe siècle, notamment en ce qui touche l'économie. L'année 1871 amorce la reprise économique alors que l'année 1901 se caractérise par l'entrée dans l'ère industrielle. Dans ces conditions, comment l'occupation des enfants (fréquentation scolaire et travail salarié) évolue-t-elle?

Pour en rendre compte, nous analyserons d'abord l'évolution des taux de fréquentation scolaire entre 1871 et 1901 pour les 3 à 18 ans, chez les filles et chez les garçons. Au passage, nous tenterons d'établir certaines comparaisons avec d'autres villes du Québec. Nous jetterons également un coup d'œil à la régularité de la présence en classe.

Quoi que la fréquentation scolaire soit au cœur de notre questionnement, nous ne nous y limiterons pas : notre regard se posera également sur le travail juvénile. Et pour cause : il importe de saisir si l'industrialisation qui eut cours a fait naître un nombre considérable d'emplois pour une main d'œuvre enfantine qui viendrait faire concurrence à la scolarisation. De fait, une juste compréhension de l'effet de l'industrialisation ne peut s'obtenir que grâce à un regard parallèle sur la fréquentation scolaire et sur le travail juvénile²⁷. Précisons à cet égard que, selon les données censitaires de l'époque, très peu nombreux étaient les enfants qui occupaient un emploi en même temps qu'ils fréquentaient l'école²⁸. Par conséquent, les taux de fréquentation scolaire et d'occupation d'un emploi ne se chevauchent pas.

Une fois étudiées la fréquentation scolaire et le travail juvénile pour l'ensemble de la ville de Québec, nous ferons état de la situation pour chacun des principaux groupes ethno-religieux qui composaient à l'époque la ville. Nous serons alors à même de cerner si chacun des groupes a réagit ou non de la même façon devant l'industrialisation de Québec.

²⁷ La variable utilisée pour évaluer l'occupation d'un emploi salarié chez les enfants est la même que celle qui nous permet de connaître l'occupation du chef de famille. Si un enfant déclare occuper un emploi salarié, quel qu'il soit, il est considéré comme étant au travail. Notons d'emblée que nous nous accordons avec Marcoux (2003) à l'effet que les enfants qui ne fréquentent pas l'école et qui n'occupent pas un emploi salarié ne sont pas nécessairement inactifs. Ceux-ci pouvaient avoir la charge de certains travaux domestiques. Aucune information dans les recensements ne nous permet cependant d'évaluer l'ampleur des activités domestiques qui accaparent les enfants.

²⁸ Soit moins de 1 %.

Rappelons brièvement que les données analysées ne concernent que les enfants propres au chef de famille. À la section 4.4, nous exposons les raisons qui fondent ce choix méthodologique et les conséquences, relativement minimes, qui en découlent. À chaque âge, il y a toujours approximativement au moins 600 filles et au moins 500 garçons étudiés, nous assurant la prise en compte d'un bassin significatif d'enfants. Le tableau suivant corrobore ces avancées.

Tableau 13
Nombre et proportion de filles et de garçons de 3 à 18 ans retenus pour l'étude
Ville de Québec, 1871 et 1901

	1871				1901			
	Filles		Garçons		Filles		Garçons	
	N	%	N	%	N	%	N	%
3 ans	744	97,3%	789	98,4%	761	97,0%	784	97,7%
4 ans	830	96,6%	794	98,7%	768	96,6%	756	96,4%
5 ans	745	97,6%	798	96,9%	765	95,4%	755	94,4%
6 ans	802	95,8%	821	97,8%	738	94,6%	758	93,3%
7 ans	716	95,7%	691	96,8%	753	93,9%	734	93,6%
8 ans	720	94,2%	765	96,9%	771	92,6%	727	91,5%
9 ans	677	94,5%	619	96,8%	695	93,4%	714	91,0%
10 ans	752	94,9%	835	97,1%	746	90,6%	746	88,2%
11 ans	607	94,2%	588	94,4%	643	90,2%	659	91,5%
12 ans	757	93,9%	831	96,1%	719	91,1%	684	92,5%
13 ans	702	90,2%	672	95,4%	747	90,0%	688	92,9%
14 ans	714	90,3%	771	91,4%	738	89,7%	686	93,0%
15 ans	761	86,6%	672	92,6%	710	82,8%	646	92,1%
16 ans	733	85,1%	711	88,7%	758	76,9%	674	89,2%
17 ans	769	79,5%	551	87,8%	794	71,7%	681	88,0%
18 ans	773	77,9%	604	83,4%	794	71,9%	683	83,3%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

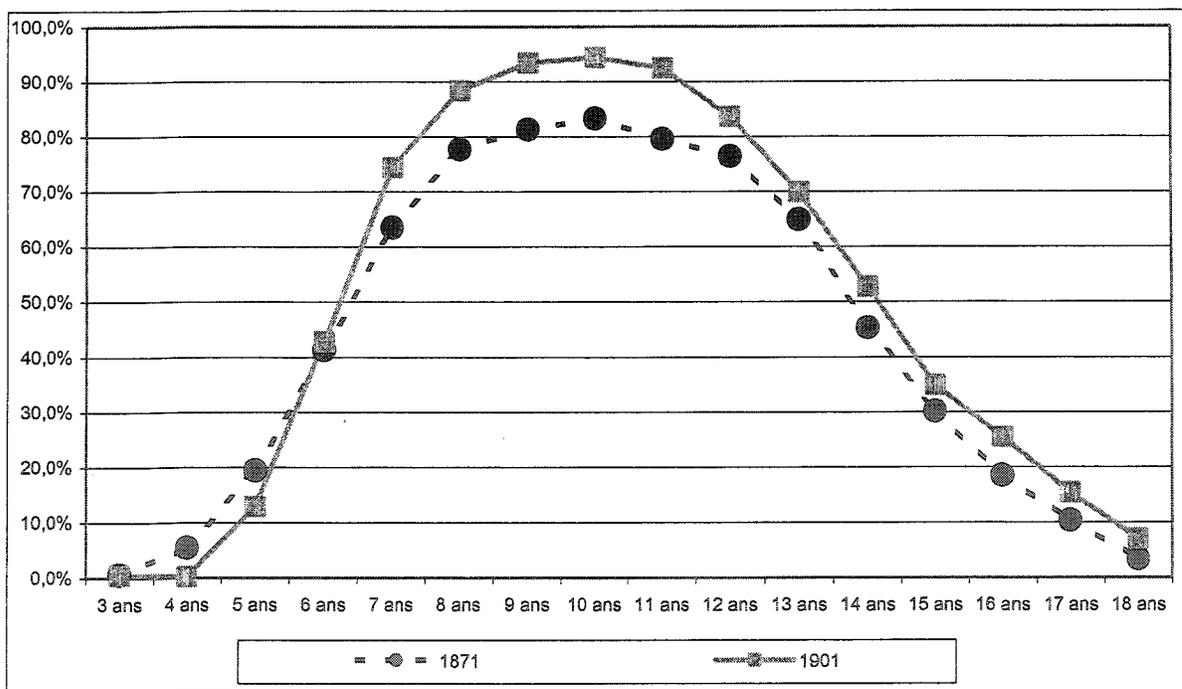
5.1 LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE

5.1.1 Les enfants de la ville de Québec

Chacun des deux graphiques qui suivent présente les taux de fréquentation scolaire aux deux années étudiées; le premier pour les filles, le second pour les garçons. Au graphique 1, on remarque que la courbe des taux de fréquentation scolaire des filles est stable entre 1871 et 1901. La fréquentation scolaire reste le lot d'une minorité des filles en très bas âge, soit jusqu'à 8 ans où le taux atteint un sommet. C'est entre 8 et 12 ans que le passage sur les bancs d'école apparaît l'occupation de la majorité des filles de Québec. Après ces âges, le taux de fréquentation de l'école baisse de façon draconienne : il franchit la barre du 50,0 % vers l'âge de 14 ans, et ce tant en 1871 qu'en 1901.

Quoi qu'il en soit, une évolution de la fréquentation scolaire se manifeste entre 1871 et 1901. Elle se concentre toutefois chez un groupe restreint de filles, soit chez celles ayant entre 7 et 11 ans. À ces âges, l'écart gagne plus de 10 points de pourcentage entre 1871 et 1901. Chez les filles âgées de 12 à 17 ans, le taux de fréquentation scolaire est également plus élevé en 1901 qu'en 1871. Toutefois, à ces âges, l'écart demeure inférieur à 10 points de pourcentage, généralement de l'ordre de 5 points de pourcentage. La baisse du taux de fréquentation scolaire à partir de l'âge de 12 ans demeure aussi draconienne en 1901 qu'en 1871; en 1901, la diminution s'effectue seulement à partir d'un sommet plus élevé. Ainsi, en 1901, le pourcentage des filles qui fréquentent l'école s'évalue à 83,7 % à 12 ans et à 34,9 % à 15 ans. En 1871, ces pourcentages s'évaluent respectivement à 76,4 % et 30,0 %. Enfin, aux âges extrêmes, soit entre 3 et 6 ans de même que vers 17-18 ans, aucun changement notable ne s'observe entre 1871 et 1901: l'écart demeure généralement inférieur à 5 points de pourcentage.

Graphique 1
Pourcentage des filles de 3 à 18 ans qui fréquentent l'école selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901



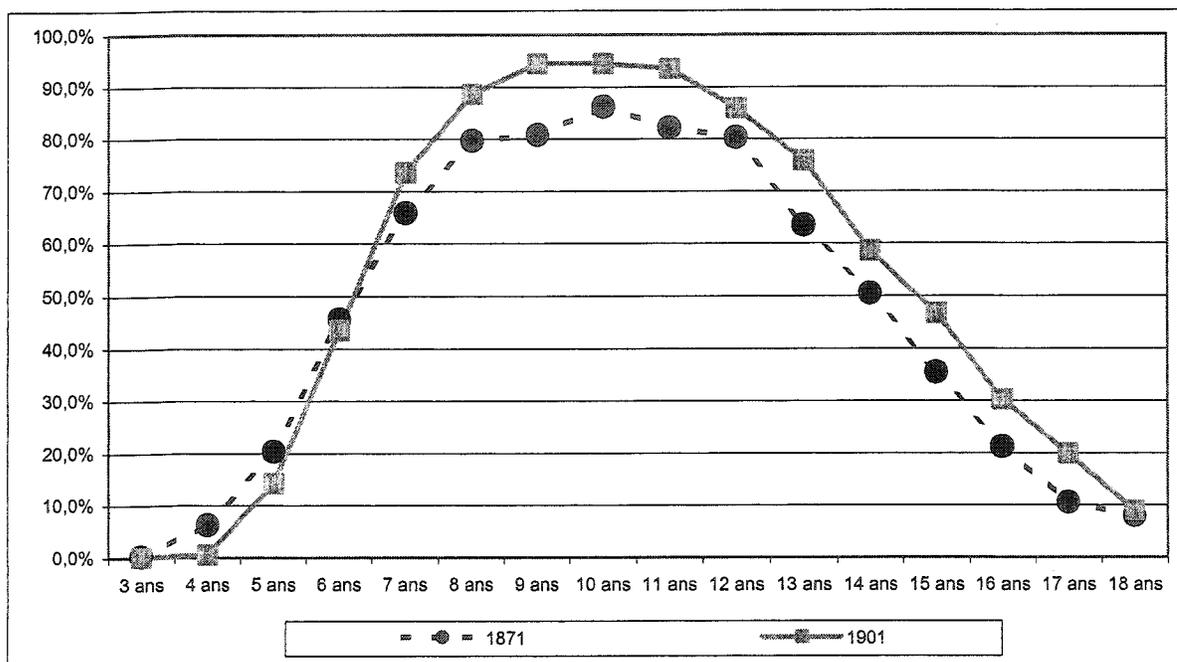
Note : Les données précises sont reproduites au tableau 14.
 Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Les courbes de la fréquentation scolaire selon l'âge chez les garçons se suivent également entre 1871 et 1901 (graphique 2). La fréquentation de l'école devient le lot de la majorité des garçons à partir de

7 ans. Entre 8 et 12 ans, la proportion de garçons à l'école atteint un sommet alors qu'elle subit une baisse régulière entre 13 et 18 ans.

Malgré tout, force est de constater que la proportion de garçons qui fréquentent l'école s'élève en l'espace de trente ans. Cette hausse semble se répartir sur un plus grand nombre d'âge que chez les filles, soit chez les 8 et 17 ans où l'écart entre 1871 et 1901 est toujours plus ou moins de 10 points de pourcentage, hormis chez les 12 ans.

Graphique 2
Pourcentage des garçons de 3 à 18 ans qui fréquentent l'école selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901



Note : Les données précises sont reproduites au tableau 14.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

En ce qui concerne précisément les différenciations sexuelles (tableau 14), il apparaît nettement que les garçons sont avantagés par rapport aux filles. Les taux de fréquentation scolaire, qu'importe l'âge et l'année étudiée, sont à quelques exceptions près, toujours plus faibles chez les filles. En 1871, l'écart entre les garçons et les filles apparaît plus prononcé à 14 et 15 ans alors qu'il dépasse les 5 points de pourcentage. En 1901, il se manifeste de façon marquée entre 13 et 16 ans, et il atteint près de 12 points de pourcentage chez les 15 ans.

Malgré cet écart entre les garçons et les filles, la fréquentation scolaire évolue de la même façon chez les uns et chez les autres entre 1871 et 1901. En bref, la fréquentation scolaire devient en 1901 d'autant plus certaine chez les enfants âgés entre 8 et 11 ans. On peut donc conclure pour la période étudiée à une généralisation de la fréquentation scolaire à ces âges. En revanche, l'allongement de la scolarisation demeure incertain. On remarque certes que la proportion d'enfants à l'école augmente entre 12 et 17 ans pendant les trente années observées, quoique légèrement somme toute. En vérité, l'allongement se fait sentir, et chez les garçons plus que chez les filles, sans qu'elle ne soit pleinement palpable. Ainsi, la scolarisation reste incertaine chez les enfants de 12 ans et elle est le lot d'une minorité dès que ceux-ci atteignent 16 ans. Les enfants de 12 à 15 ans constituent donc le groupe le plus à risque pour délaisser les bancs d'école.

Tableau 14
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles de 3 à 18 ans selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901

	1871					1901					Écart 1871-1901	
	Filles		Garçons		Écart garçons-filles	Filles		Garçons		Écart garçons-filles	Filles	Garçons
	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire		Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire			
3 ans	724	0,6%	776	0,3%	-0,3	738	0,4%	766	0,1%	-0,3	-0,1	-0,1
4 ans	802	5,5%	784	6,3%	0,8	742	0,3%	729	0,5%	0,3	-5,2	-5,7
5 ans	727	19,4%	773	20,3%	0,9	730	12,9%	713	14,2%	1,3	-6,5	-6,1
6 ans	768	41,3%	803	45,6%	4,3	698	42,7%	707	43,6%	0,9	1,4	-2,0
7 ans	685	63,5%	669	65,8%	2,3	707	74,4%	687	73,5%	-0,9	10,9	7,7
8 ans	678	77,7%	741	79,6%	1,9	714	88,4%	665	88,6%	0,2	10,6	8,9
9 ans	640	81,3%	599	80,8%	-0,4	649	93,4%	650	94,5%	1,1	12,1	13,7
10 ans	714	83,3%	811	86,2%	2,9	676	94,4%	658	94,5%	0,2	11,0	8,3
11 ans	572	79,5%	555	82,2%	2,6	580	92,4%	603	93,5%	1,1	12,9	11,4
12 ans	711	76,4%	799	80,2%	3,9	655	83,7%	633	85,9%	2,3	7,3	5,7
13 ans	633	64,9%	641	63,5%	-1,4	672	69,9%	639	75,9%	6,0	5,0	12,4
14 ans	645	45,3%	705	50,5%	5,2	662	52,7%	638	58,6%	5,9	7,4	8,1
15 ans	659	30,0%	622	35,4%	5,3	588	34,9%	595	46,7%	11,9	4,8	11,4
16 ans	624	18,4%	631	21,2%	2,8	583	25,4%	601	30,3%	4,9	7,0	9,0
17 ans	611	10,3%	484	10,5%	0,2	569	15,3%	599	19,9%	4,6	5,0	9,3
18 ans	602	3,3%	504	7,9%	4,6	571	7,0%	569	9,0%	2,0	3,7	1,0

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

5.1.2 Tentative de comparaison

La ville de Québec est-elle singulière en matière de scolarisation ou reflète-t-elle les tendances de l'ensemble du Québec? Telle est la question qui justifie de comparer au passage ces taux de fréquentation scolaire avec ceux d'autres régions pour la même époque. Pour ce faire, nous mettrons à profit les données de Charland (2000 : 356-357), lesquelles portent sur deux villes à proximité de Montréal : St-Damasse et St-Hyacinthe. En fait, la première est une paroisse agricole alors que la seconde est une ville en voie d'industrialisation, comme Québec. Toutes deux se démarquent cependant de Québec par l'homogénéisation du paysage culturel : la presque totalité de la population est d'origine canadienne française.

Le tableau 15 présente donc pour 1871 et 1901 les taux de fréquentation scolaire de trois régions du Québec : St-Damasse, St-Hyacinthe et Québec. En 1871, on remarque que St-Damasse, paroisse agricole, se distingue des deux villes en voie d'industrialisation, Québec et St-Hyacinthe, et ce à plusieurs égards. D'une part, la scolarisation en bas âge est plus fréquente à St-Damasse. À 7 ans par exemple, 80 % des enfants de St-Damasse vont à l'école alors que cette situation n'est le lot que de 63 % de ceux de St-Hyacinthe et 65 % de ceux de Québec. D'autre part, si scolarisation y est plus précoce, elle chute aussi à un âge moins avancé. Chez les enfants âgés de 11 ans, seulement 68 % fréquentent l'école à St-Damasse alors que cette proportion se chiffre à plus de 80 % dans les villes de Québec et de St-Hyacinthe. Dès l'âge de 14 ans, la fréquentation scolaire devient rarissime dans la paroisse rurale; elle n'est en fait le lot que de 7 % des enfants tandis qu'elle rejoint encore 35 % de ceux de la ville de St-Hyacinthe et 48 % de ceux de Québec.

Les villes de Québec et de St-Hyacinthe se ressemblent sur le plan de la fréquentation scolaire, à deux exceptions près. D'abord, la scolarisation apparaît plus généralisée entre 9 et 11 ans à St-Hyacinthe : les taux de fréquentation scolaire varient entre 86 % et 88 % alors qu'ils se situent entre 80 % et 85 % à Québec. Or, la scolarisation longue rejoint une proportion plus élevée d'enfants dans la ville de Québec. Chez les enfants de 13 ans, 64 % de ceux de Québec vont à l'école contre 49 % de ceux de St-Hyacinthe. Chez ceux de 14 ans, ces proportions s'évaluent respectivement à 48 % pour Québec et à 35 % pour St-Hyacinthe. Ces différences sont peut-être attribuables à la présence de groupes d'immigrants dans la ville de Québec qui font augmenter le taux de fréquentation scolaire à un âge avancé.

Trente ans plus tard, soit en 1901, les différences entre la ville et la campagne sont maintenues. Les taux de fréquentation scolaire en bas âge sont toujours plus élevés à St-Damasse : à 6 ans par

exemple, 80 % des enfants de St-Damasse vont à l'école contre 43 % à Québec et 56 % à St-Hyacinthe. En revanche, le passage à l'école s'est généralisée en 1901 à St-Damasse entre 9 et 11 ans. Mais la fréquentation scolaire chute toujours plus tôt en paroisse agricole qu'à la ville, soit vers 14 ans. En fait, la scolarisation après 14 ans est rarissime à St-Damasse. Par ailleurs, la similarité entre Québec et St-Hyacinthe se consolide en 1901, peut-être à cause de l'homogénéisation du paysage culturel de la ville de Québec. Entre 8 et 12 ans, la fréquentation de l'école s'est généralisée. Après 12 ans, les taux de fréquentation scolaire baissent de façon graduelle pour atteindre, à 16 ans, un peu moins de 30 %.

Les gains en matière de fréquentation scolaire entre 1871 et 1901 sont indéniables dans les trois régions observées. Or, ils apparaissent plus marqués dans la paroisse agricole que dans les deux villes. À St-Hyacinthe, la fréquentation scolaire paraît surtout s'être allongée, en raison des écarts plus prononcés en bas âge et en âges avancés qu'entre 8 et 11 ans. À l'inverse, la ville de Québec se démarque par la généralisation de la fréquentation scolaire entre 1871 et 1901 : les gains sont plus élevés entre 9 et 11 ans qu'en bas âge et en âges avancés.

Tableau 15
Taux de fréquentation scolaire des enfants de 5 à 17 ans selon l'âge
Villes de Québec, de St-Hyacinthe et de St-Damasse, 1871 et 1901

	1871			1901			Écart 1871-1901		
	Québec (1)	St-Hyacinthe (2)	St-Damasse (2)	Québec (1)	St-Hyacinthe (2)	St-Damasse (2)	Québec (1)	St-Hyacinthe (2)	St-Damasse (2)
5 ans	19,9%	16,4%	34,3%	13,5%	18,1%	54,0%	-6,4	1,7	19,7
6 ans	43,5%	36,0%	54,0%	43,1%	56,0%	80,0%	-0,3	20,0	26,0
7 ans	64,6%	63,0%	80,0%	74,0%	82,0%	92,0%	9,3	19,0	12,0
8 ans	78,7%	78,0%	77,0%	88,5%	88,0%	100,0%	9,8	10,0	23,0
9 ans	81,0%	86,0%	88,9%	93,9%	86,0%	89,0%	12,9	0,0	0,1
10 ans	84,9%	88,1%	82,0%	94,5%	96,3%	97,0%	9,6	8,2	15,0
11 ans	80,8%	87,0%	68,0%	93,0%	92,0%	93,0%	12,1	5,0	25,0
12 ans	78,4%	70,0%	61,0%	84,8%	88,0%	91,0%	6,4	18,0	30,0
13 ans	64,2%	49,0%	32,0%	72,8%	63,0%	60,0%	8,6	14,0	28,0
14 ans	48,0%	35,0%	7,0%	55,6%	60,0%	40,0%	7,6	25,0	33,0
15 ans	32,6%	26,0%	8,0%	40,8%	36,0%	12,0%	8,2	10,0	4,0
16 ans	19,8%	15,0%	1,0%	27,9%	28,0%	1,0%	8,0	13,0	0,0
17 ans	10,4%	8,0%	6,0%	17,6%	18,0%	1,0%	7,2	10,0	-5,0

(1) Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

(2) Source : Charland, 2000 : 356-357. Plusieurs données sont estimées à partir des données présentées graphiquement.

Tout compte fait, la fréquentation scolaire dans la ville de Québec ne semble pas singulière. Elle apparaît plutôt refléter adéquatement les tendances observables en milieu urbain québécois de la même époque. Ce résultat s'appuie sur les ressemblances dégagées entre les villes de Québec et de St-Hyacinthe.

5.1.3 Une fréquentation scolaire régulière?

D'après les données du recensement de 1901 concernant le nombre de mois au cours desquels l'école est fréquentée durant la dernière année, nous sommes à même d'établir que la fréquentation scolaire est généralement de 10 mois²⁹. Certains enfants ont toutefois fréquenté l'école pendant moins de 10 mois durant l'année. Nous avons associé ceux-ci à une fréquentation scolaire dite « irrégulière ». Sur cette base, nous avons entrepris de cerner l'ampleur de l'irrégularité de la présence en classe selon l'âge. Tel qu'en rend compte le tableau 16, il en ressort que la fréquentation régulière de l'école est favorisée à une fréquentation irrégulière, et ce à tout âge. En effet, la fréquentation scolaire irrégulière n'est le lot, dans le pire des cas, de 8,0 % des filles âgées de 6 ans et de 6,4 % des garçons âgés de 7 ans. Qui plus est, des constats similaires s'observent en ce qui touche la part des enfants qui fréquentent l'école de façon irrégulière parmi l'ensemble des enfants qui déclarent la fréquenter. De fait, cette proportion n'excède jamais 10 %, hormis chez les enfants âgés de 5 et 6 ans où entre 15 % et 25 % de ceux qui fréquentent l'école le font moins de 10 mois par année. Ajoutons néanmoins que, parmi les enfants qui fréquentent l'école, la part de ceux qui la fréquentent irrégulièrement tend à s'élever en âges avancés, soit vers 17 ans, mais cette proportion demeure négligeable.

²⁹ L'information concernant le nombre de mois passés à l'école durant l'année n'est pas disponible dans le recensement de 1871.

Tableau 16
Proportion d'enfants de 3 à 18 ans qui fréquentent l'école régulièrement et irrégulièrement selon l'âge
Ville de Québec, 1901

	Filles			Garçons		
	Taux de fréquentation scolaire		Part des élèves qui ont fréquenté l'école moins de 10 mois	Taux de fréquentation scolaire		Part des élèves qui ont fréquenté l'école moins de 10 mois
	Présence irrégulière (moins de 10 mois)	Présence régulière (10 mois et plus)		Présence irrégulière (moins de 10 mois)	Présence régulière (10 mois et plus)	
5 ans	3,0%	9,3%	24,4%	3,2%	10,4%	23,7%
6 ans	8,0%	34,2%	19,0%	6,2%	36,5%	14,6%
7 ans	5,7%	68,0%	7,7%	6,4%	66,1%	8,8%
8 ans	5,0%	83,1%	5,7%	5,3%	82,6%	6,0%
9 ans	4,2%	88,8%	4,5%	3,1%	90,9%	3,3%
10 ans	4,0%	89,6%	4,3%	2,6%	91,6%	2,7%
11 ans	3,1%	88,8%	3,4%	3,2%	89,9%	3,4%
12 ans	4,0%	79,2%	4,8%	3,8%	82,0%	4,4%
13 ans	2,8%	67,1%	4,0%	3,3%	72,5%	4,3%
14 ans	3,3%	48,5%	6,4%	3,9%	54,1%	6,8%
15 ans	2,6%	32,1%	7,4%	2,4%	44,0%	5,1%
16 ans	1,5%	23,8%	6,1%	1,8%	27,5%	6,3%
17 ans	1,2%	14,1%	8,0%	1,5%	16,2%	8,5%
18 ans	0,7%	6,1%	10,3%	0,2%	7,4%	2,3%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Des données complémentaires en provenance des rapports du Surintendant de l'Instruction publique du début du XXe siècle viennent éclairer le phénomène de l'assiduité scolaire. Certes, les données du recensement diffèrent de celles du RSIP. Les premières, reproduites au tableau 16, nous ont permis de connaître la part d'enfants qui ont fréquenté l'école pendant moins de 10 mois durant l'année. Les secondes, quant à elles, nous informent quant au nombre moyen d'élèves présents en classe parmi le nombre d'élèves inscrits. De fait, contrairement aux données de recensement, les données du RSIP nous permettent de vérifier si l'absentéisme en classe était ou non courant.

Les tableaux 17 et 18 présentent donc le taux de l'assistance moyenne respectivement pour les écoles catholiques et les écoles protestantes. On remarque d'abord que le pourcentage de l'assistance moyenne paraît plus élevé dans les écoles catholiques que dans les écoles protestantes : le nombre d'élèves présents en classe en moyenne se rapproche davantage du nombre d'élèves inscrits. D'autre part, c'est dans les écoles élémentaires qu'est retrouvé le taux d'assistance le plus faible : respectivement 65 % et 76 % des élèves inscrits aux écoles élémentaires catholiques et protestantes sont généralement présents en classe.

Ainsi, quoi que la majorité des enfants déclarent une fréquentation scolaire d'au moins 10 mois par année dans le cadre des recensements fédéraux, le taux d'absentéisme quotidien variait en moyenne

entre 9 % et 24 % dans les écoles catholiques de même qu'entre 20% et 35 % dans les écoles protestantes si l'on se fie au rapport du Surintendant de l'Instruction publique de l'année scolaire 1899-1900.

Tableau 17
Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles catholiques et l'assistance moyenne
Cité de Québec, 1899-1900

	Écoles élémentaires	Écoles modèles	Écoles académiques	Total
Nombre d'élèves inscrits	1 716	5 668	1 856	9 240
Assistance moyenne	1 300	5 166	1 475	7 941
Différence	416	502	381	1 299
Pourcentage de l'assistance moyenne	75,8 %	91,1%	79, 5%	85,9%

Note : Les RSIP ne précisent pas la méthode utilisée pour calculer l'assistance moyenne.
Source : RSIP, 1901 : 190-191; 194-195; 198-199.

Tableau 18
Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles protestantes et l'assistance moyenne
Cité de Québec, 1899-1900

	École élémentaire	Écoles académiques	Total
Nombre d'élèves inscrits	328	222	550
Assistance moyenne	214	177	391
Différence	114	45	159
Pourcentage de l'assistance moyenne	65,2%	79,7%	71,1%

Note : Les RSIP ne précisent pas la méthode utilisée pour calculer l'assistance moyenne.
Source : RSIP, 1901 : 200 et 202.

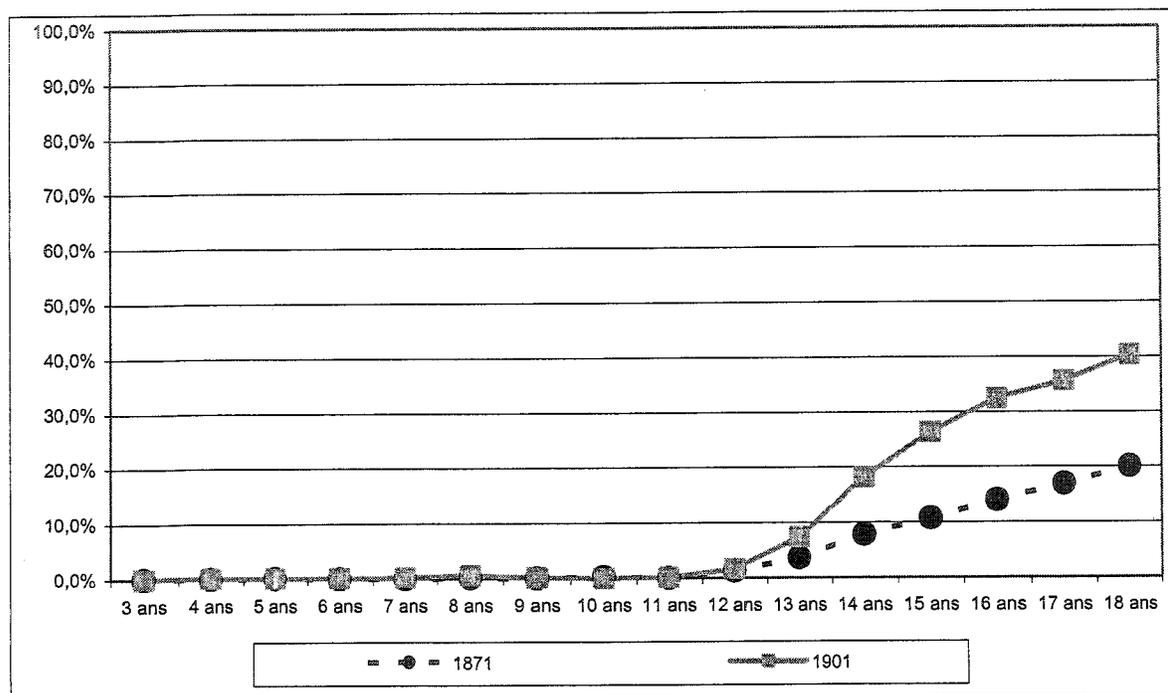
5.2 L'OCCUPATION D'UN EMPLOI

Lors de notre revue de la littérature, nous avons mis en évidence l'influence du marché du travail sur la fréquentation scolaire. Nous avons avancé l'hypothèse que des opportunités d'emploi massives avec l'industrialisation pouvaient concurrencer la scolarisation. Or, nous venons de constater une croissance de la fréquentation scolaire entre 1871 et 1901, infirmant du même coup notre hypothèse d'une relation négative entre l'entrée dans l'ère industrielle et la scolarisation. Dans ces conditions, qu'en est-il du travail juvénile ?

À la lumière du graphique 3, on remarque une mise au travail des filles plus importante en 1901 qu'en 1871. À l'âge de 14 ans, la proportion de filles qui occupent un emploi s'estime en 1871 à 7,8 % et à 18,1 % trente ans plus tard. Cet écart entre 1871 et 1901 se prolonge d'âge en âge. Il atteint environ 20 points de pourcentage vers 16 ans. Ainsi, l'industrialisation qui eut cours dans la

ville de Québec à la fin du XIXe siècle a favorisé les opportunités d'emplois chez les femmes en général. Cette ouverture du marché à la gente féminine se répercute chez les jeunes filles : la mise au travail apparaît plus prononcée en 1901 dès l'âge de 13 ans.

Graphique 3
Pourcentage des filles de 3 à 18 ans qui occupent un emploi salarié selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901

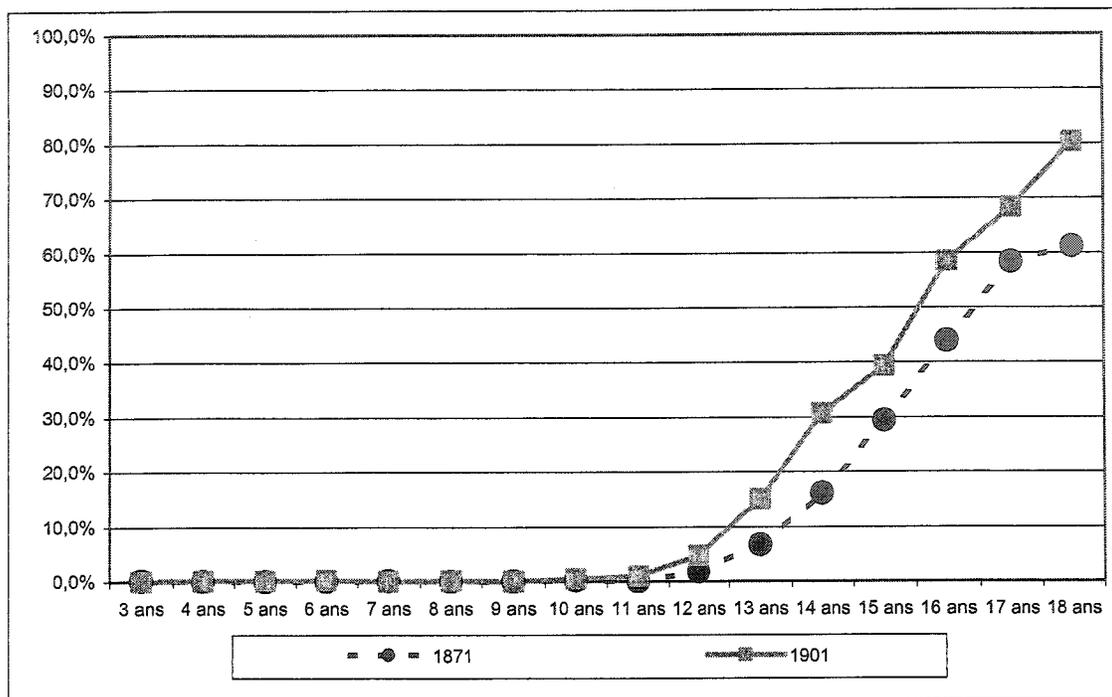


Note : Les données précises sont reproduites au tableau 19.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Chez les garçons (graphique 4), l'évolution du taux d'occupation entre 1871 et 1901 est moins substantielle que chez les filles. Il y a certes une proportion plus élevée de garçons qui occupent un emploi au début du XXe siècle, et ce dès l'âge de 13 ans. Chez les garçons de 14 ans, la mise au travail double en l'espace de trois décennies, passant de 16,0 % en 1871 à 30,7 % en 1901. Cette évolution notable demeure toutefois moins marquée que chez les filles.

Graphique 4
Pourcentage des garçons de 3 à 18 ans qui occupent un emploi salarié selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901



Note : Les données précises sont reproduites au tableau 19.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Tableau 19
Proportion de garçons et de filles de 3 à 18 ans qui occupent un emploi salarié selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901

	1871					1901					Écart 1871-1901	
	Filles		Garçons		Écart garçons- filles	Filles		Garçons		Écart garçons- filles	Filles	Garçons
	Total	Occupe un emploi	Total	Occupe un emploi		Total	Occupe un emploi	Total	Occupe un emploi			
3 ans	724	0,0%	776	0,1%	0,1	738	0,0%	766	0,0%	0,0	0,0	-0,1
4 ans	802	0,0%	784	0,0%	0,0	742	0,1%	729	0,1%	0,0	0,1	0,1
5 ans	727	0,1%	773	0,0%	-0,1	730	0,1%	713	0,1%	0,0	0,0	0,1
6 ans	768	0,0%	803	0,0%	0,0	698	0,1%	707	0,3%	0,1	0,1	0,3
7 ans	685	0,0%	669	0,1%	0,1	707	0,3%	687	0,0%	-0,3	0,3	-0,1
8 ans	678	0,1%	741	0,0%	-0,1	714	0,6%	665	0,2%	-0,4	0,4	0,2
9 ans	640	0,0%	599	0,0%	0,0	649	0,2%	650	0,0%	-0,2	0,2	0,0
10 ans	714	0,3%	811	0,2%	0,0	676	0,0%	658	0,5%	0,5	-0,3	0,2
11 ans	572	0,0%	555	0,0%	0,0	580	0,2%	603	1,0%	0,8	0,2	1,0
12 ans	711	1,3%	799	1,8%	0,5	655	1,7%	633	4,7%	3,1	0,4	3,0
13 ans	633	3,6%	641	6,7%	3,1	672	7,3%	639	15,0%	7,7	3,7	8,3
14 ans	645	7,8%	705	16,0%	8,3	662	18,1%	638	30,7%	12,6	10,4	14,7
15 ans	659	10,8%	622	29,4%	18,6	588	26,4%	595	39,3%	13,0	15,6	9,9
16 ans	624	13,9%	631	43,9%	30,0	583	32,4%	601	58,4%	26,0	18,5	14,5
17 ans	611	16,9%	484	58,3%	41,4	569	35,5%	599	68,3%	32,8	18,6	10,0
18 ans	602	20,1%	504	61,1%	41,0	571	40,3%	569	80,3%	40,0	20,2	19,2

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

5.3 LES PARTICULARITÉS DE CHAQUE GROUPE ETHNO-RELIGIEUX

Certes, dans les distributions précédentes, les Canadiens français se trouvent en forte majorité. Il est donc nécessaire de revoir les données sur la fréquentation scolaire et l'occupation d'un emploi salarié pour chacun des trois principaux groupes ethno-religieux qui occupaient la ville de Québec au tournant du XXe siècle. Répétons-le : à cause de leur faible nombre, les Protestants de différentes origines ethniques (principalement anglaise et écossaise) sont regroupés dans une même catégorie³⁰.

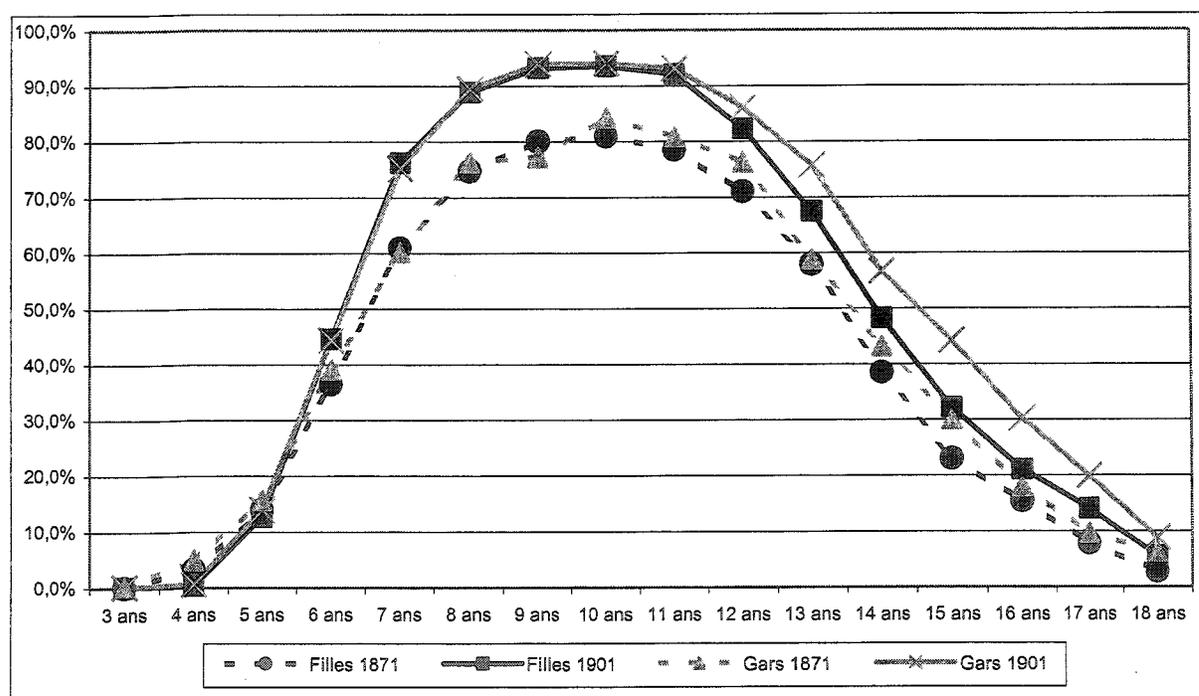
5.3.1 Les Français catholiques

Le graphique 5 présente les taux de fréquentation scolaire uniquement pour les enfants dont le chef de famille est d'origine française et de religion catholique. Il s'agit donc des enfants canadiens français. La prépondérance de ce groupe dans la population oblige à réitérer ici les constats que nous venons de dégager aux sections 5.1.1 et 5.2 pour l'ensemble de la population. Insistons tout de

³⁰ Voir la section 4.3.2 pour plus de détails à cet égard.

même sur quelques faits saillants ayant trait à la différenciation sexuelle et à l'évolution globale. En 1871, peu de différences distinguent les garçons des filles, si ce n'est que vers l'âge de 14-15 ans alors que les garçons affichent des taux de fréquentation scolaire légèrement supérieurs à leurs homologues féminins. Trente ans plus tard, la similarité entre les garçons et les filles ne s'observent qu'en bas âge. En effet, dès l'âge de 12 ans, les garçons marquent une avance sur les filles en terme de scolarisation. Entre les deux moments étudiés, les taux de fréquentation scolaire des enfants français catholiques grimpent chez ceux âgés entre 7 et 16 ans, mais cette croissance se concentre surtout entre 7 et 11 ans.

Graphique 5
Pourcentage des enfants français catholiques qui fréquentent l'école selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901



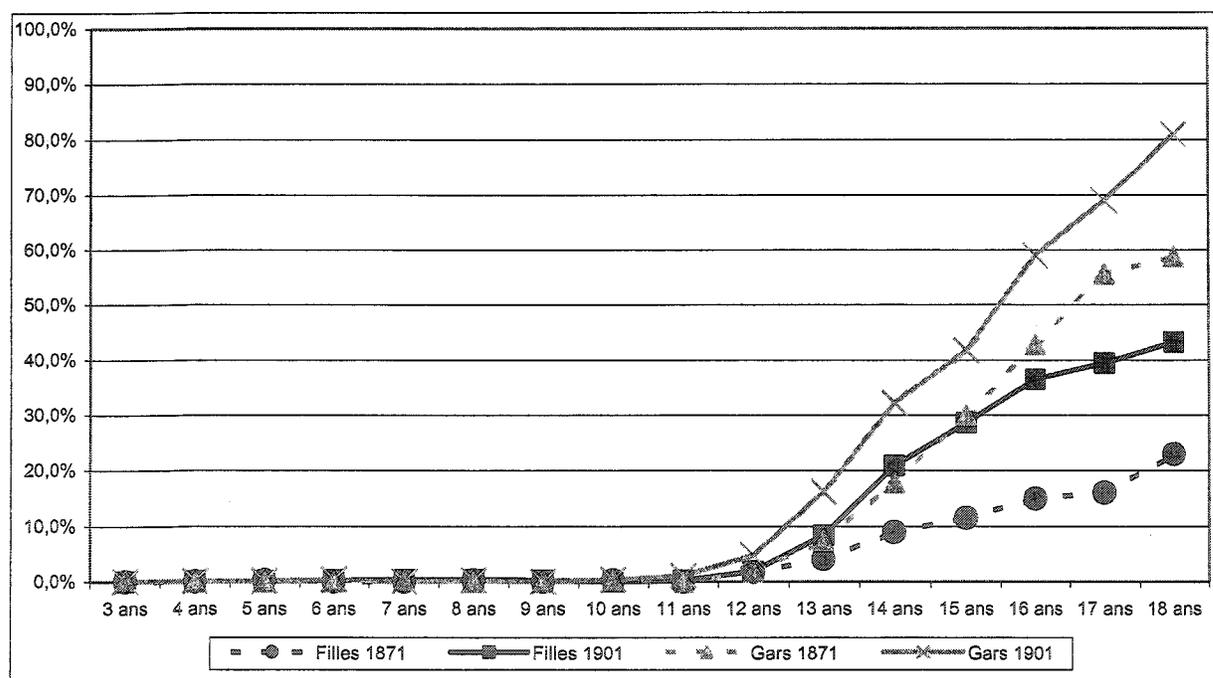
Note : Les données précises sont reproduites aux tableaux 34 et 35 en annexe.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Le graphique 6 illustre l'évolution de l'occupation d'un emploi chez les garçons et les filles dont le chef de famille est d'origine française et de religion catholique. En 1871, le travail chez les filles est rarissime. Le taux d'occupation d'un emploi s'estime approximativement à 10 % vers 14-15 ans et il se hisse à 20 % vers 18 ans. Chez les garçons, le taux d'occupation d'un emploi croît de façon graduelle à partir de 13 ans. Il atteint approximativement 30 % à 15 ans et 60 % à 18 ans. Trente ans plus tard, l'occupation d'un emploi devient le lot d'une proportion plus élevée d'enfants français

catholiques. Chez les filles, la croissance est marquée par rapport à 1871, et ce à compter de 14 ans alors que 20,9 % déclarent un emploi salarié. À cet âge, l'écart s'évalue à 12 points de pourcentage entre 1871 et 1901. La croissance du taux d'occupation d'un emploi chez les filles s'observe jusqu'à 18 ans où il atteint plus de 40 %. Chez les garçons, le taux d'occupation sur le marché du travail croît avec l'âge de façon aussi graduelle en 1901 qu'en 1871, mais cette croissance se manifeste plus rapidement. De 12 à 18 ans, l'écart entre les taux d'occupation d'un emploi entre 1871 et 1901 s'estime approximativement à 15 points de pourcentage. Tout bien considéré, les données révèlent que l'industrialisation de la ville de Québec au début du XXe siècle est marquée par une mise au travail plus tôt des enfants français catholiques, garçons et filles. Or, entre 1871 et 1901, l'écart entre les garçons et les filles en ce qui concerne l'occupation d'un emploi tend à se rétrécir, et ce en raison de la montée des opportunités d'emplois chez les filles.

Graphique 6
Pourcentage des enfants français catholiques qui occupent un emploi salarié selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901



Note : Les données précises sont reproduites aux tableaux 36 et 37 en annexe.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

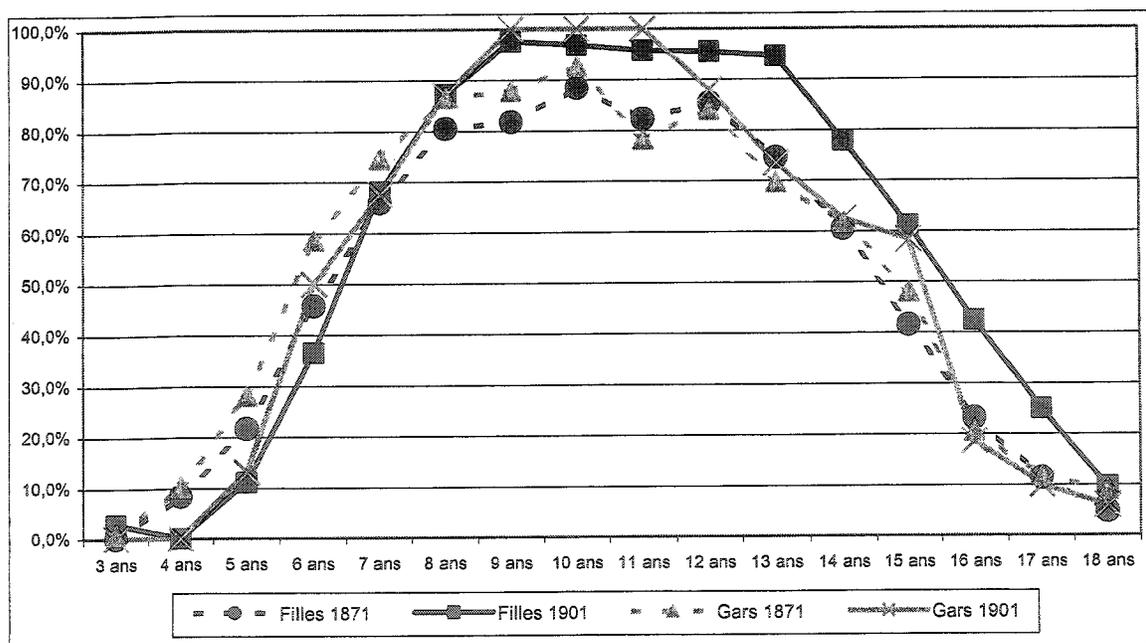
En bref, on remarque chez les Français catholiques une double croissance entre 1871 et 1901 : la croissance de la fréquentation scolaire de même que celle de l'occupation d'un emploi. Cependant, la première apparaît plus substantielle que la seconde. Donc, il ne semble pas exister de vase

communiquant entre la scolarisation et l'occupation d'un emploi. Chez les Français catholiques, c'est le nombre d'enfants sans occupation déclarée qui tend à chuter entre 1871 et 1901. Cependant, à l'instar de Marcoux (2003), nous ne pouvons présumer que ces enfants à la fois absents de l'école et du marché du travail soient pour autant inactifs. Pour Marcoux, comme pour Hamel (1981), ces enfants sont plutôt investis dans les travaux domestiques.

5.3.2 Les Irlandais catholiques

En 1871 chez les enfants dont le chef de famille est d'origine irlandaise et de religion catholique (graphique 7), l'école est fréquentée par une proportion légèrement plus élevée de garçons que de filles. De plus, la scolarisation en bas âge semble plus commune chez les Irlandais catholiques que chez les autres groupes ethno-religieux. En 1901, le groupe des Irlandais catholiques est réduit considérablement. On remarque néanmoins que le faible nombre restant investit dans la scolarité des filles. La scolarisation en bas âge n'est plus aussi commune qu'en 1871 : les taux de fréquentation scolaire sont même à la baisse avant 8 ans. Il y a certes une croissance de la fréquentation scolaire chez les Irlandais catholiques entre 1871 et 1901, mais celle-ci s'observe entre 8 et 11 ans pour les garçons, alors qu'elle se prolonge jusqu'à 17 ans chez les filles.

Graphique 7
Pourcentage des enfants irlandais catholiques qui fréquentent l'école selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901

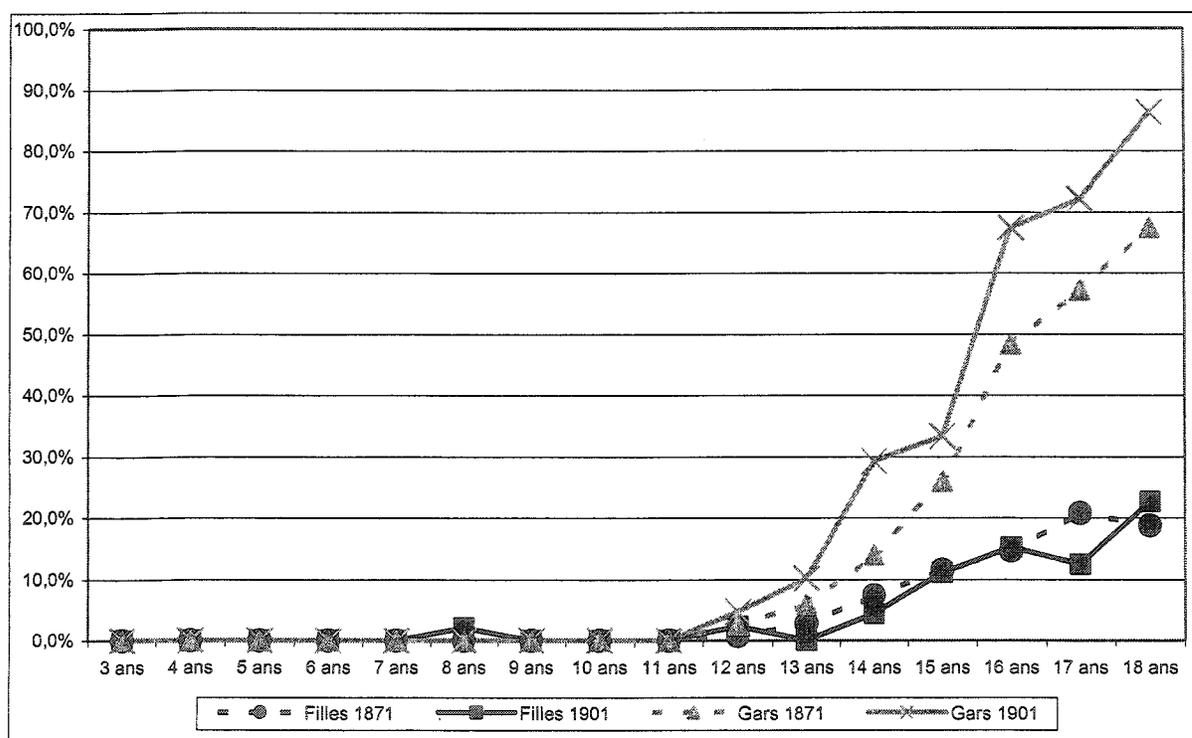


Note : Les données précises sont reproduites aux tableaux 34 et 35 en annexe.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

En ce qui concerne l'occupation d'un emploi (graphique 8), l'écart entre les garçons et les filles est manifeste en 1871. À l'âge de 14 ans, 15,0 % des garçons sont présents sur le marché du travail alors que cette proportion est de 5,0 % chez leurs homologues féminins. D'ailleurs, le taux d'occupation des filles atteint un sommet autour de 20,0 % vers l'âge de 17 ans. Chez les garçons, le taux d'occupation monte en flèche entre 14 et 18 ans. En 1901, aucun changement n'est notable chez les filles. Chez les garçons, la mise au travail se fait à un âge plus précoce en 1901 qu'en 1871. À cet égard, l'écart entre les deux moments étudiés est particulièrement prononcé entre 14 et 17 ans.

Graphique 8
Pourcentage des enfants irlandais catholiques qui occupent un emploi salarié selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901



Note : Les données précises sont reproduites aux tableaux 36 et 37 en annexe.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

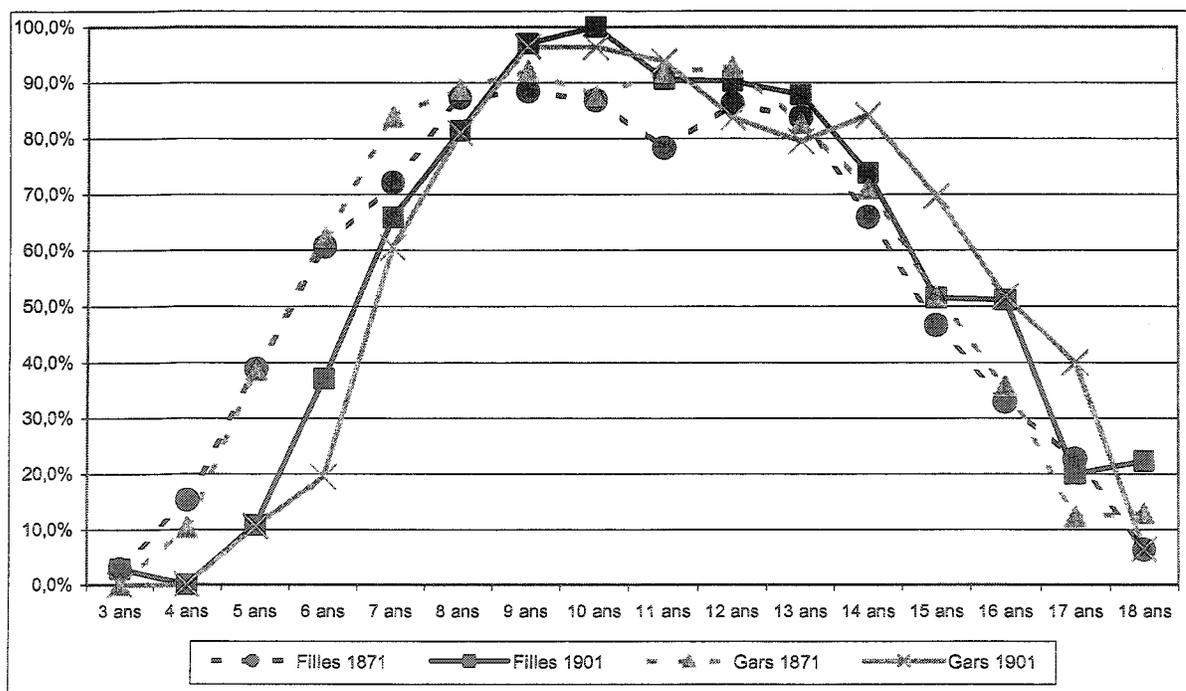
Si l'on compare l'évolution de la fréquentation scolaire et celle de la mise au travail chez les Irlandais catholiques, des tendances différentes émergent entre les filles et les garçons. Chez les premières, on remarque une généralisation et un allongement de la fréquentation scolaire. Quant à l'occupation d'un emploi salarié, celle-ci ne devient pas plus marquée chez elles en 1901. Chez les garçons la fréquentation scolaire s'est généralisée en 1901, sans toutefois qu'elle ne se soit allongée, comme c'est le cas chez les filles. Or, l'occupation d'un emploi devient plus précoce chez les

garçons en 1901, ce qui est cohérent avec les faibles taux de fréquentation scolaire observés chez eux après 12 ans.

5.3.3 Les Protestants

En 1871, les Protestants se démarquent des autres groupes ethno-religieux par une scolarisation plus élevée en bas âge et par une chute plus tardive des taux de fréquentation scolaire. Ces constats s'appliquent autant pour les garçons que pour les filles. D'ailleurs, à cet égard, notons la très forte similarité entre les taux de fréquentation scolaire des garçons et des filles dont le chef de famille est de religion protestante. En 1901, le nombre d'enfants appartenant au groupe des protestants s'amenuise de façon substantielle. La proportion de garçons qui fréquentent l'école devient légèrement plus élevée que celle observée chez les filles, entre 14 et 17 ans du moins. L'évolution entre 1871 et 1901 apparaît bigarrée, résultat peut-être attribuable aux nombreux départs de la population protestante de la ville de Québec dans la deuxième moitié du XIXe siècle. On peut tout de même remarquer qu'en bas âge, soit avant 8 ans, la fréquentation scolaire était supérieure en 1871 qu'en 1901. La scolarisation à compter de 8 ans apparaît toutefois plus répandue en 1901.

Graphique 9
Pourcentage des enfants protestants qui fréquentent l'école selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901

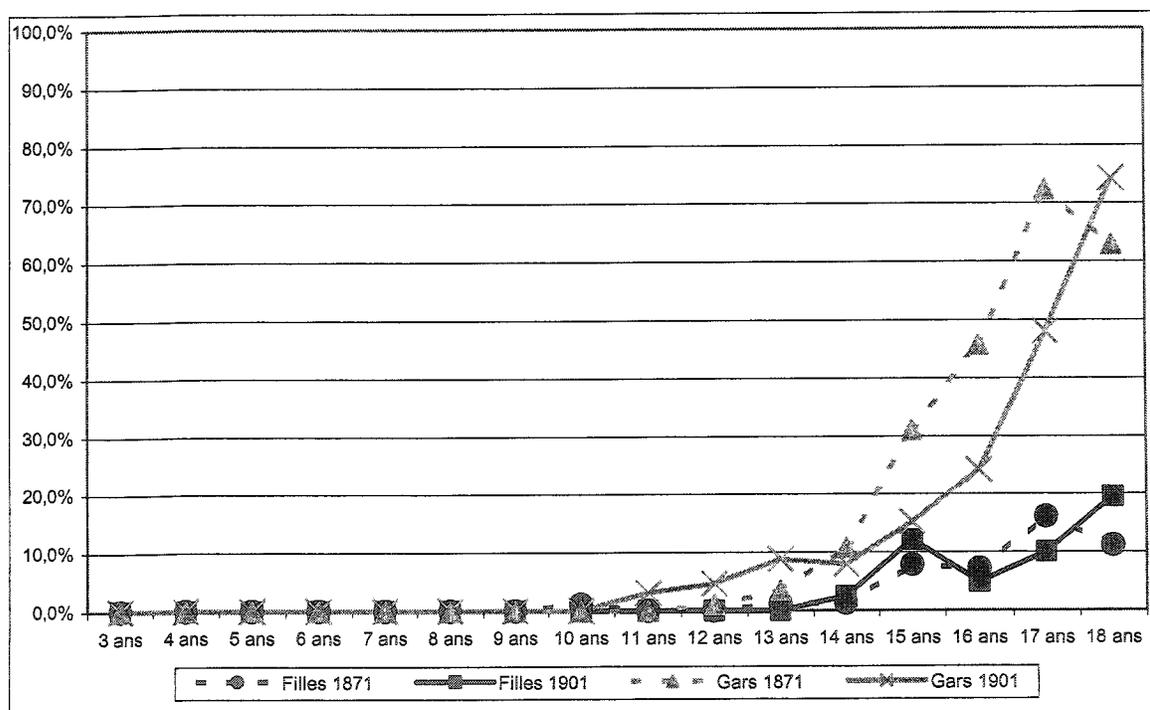


Note : Les données précises sont reproduites aux tableaux 34 et 35 en annexe.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Le graphique 10 présente les taux d'occupation d'un emploi des enfants dont le chef de famille est de religion protestante. D'une part, on constate l'écart très prononcé entre les garçons et les filles, écart tout aussi manifeste en 1871 qu'en 1901. D'autre part, peu de changements distinguent les deux moments étudiés. Chez les garçons, on remarque que l'occupation d'un emploi se fait plus tardivement en 1901 : entre 15 et 17 ans, la proportion de garçons protestants qui occupent un emploi est entre 15 et 25 points de pourcentage plus élevée en 1901 qu'en 1871. Chez les filles, on observe une légère hausse du taux d'occupation d'un emploi entre 15 et 18 ans; en fait, cette hausse s'évalue approximativement à 5 points de pourcentage.

Graphique 10
Pourcentage des enfants protestants qui occupent un emploi salarié selon l'âge
Ville de Québec, 1871 et 1901



Note : Les données précises sont reproduites aux tableaux 36 et 37 en annexe.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

À lumière de ces données sur les enfants dont le chef est de religion protestante, un lien entre l'évolution de la fréquentation scolaire et celle de l'occupation d'un emploi salarié émerge chez les garçons. La hausse de la fréquentation scolaire des garçons en 1901 se reflète par une mise au travail moins précoce. Chez les filles, les données nous suggèrent plutôt une relative stabilité des comportements en matière de scolarisation et d'occupation d'un emploi sur la période étudiée.

5.3.4 Une comparaison entre les groupes

En 1871, les enfants dont le chef de famille est d'origine française et de religion catholique se distinguent par des taux de fréquentation scolaire les plus bas parmi les trois groupes ethno-religieux comparés, même par rapport aux Irlandais catholiques considérés comme l'autre groupe prolétaire du Québec avec les Canadiens français (Linteau et al., 1989 : 52-53). Force est d'admettre que les enfants de chef de famille de religion protestante sont les plus scolarisés des trois groupes. Cependant, entre 10 et 12 ans, les Irlandais catholiques affichent une présence à l'école similaire à leurs homologues protestants.

Les données de 1901 conduisent à des constats légèrement différents. D'abord, les Français catholiques se rapprochent des Irlandais catholiques, hormis à un âge avancé où l'infériorité des taux de fréquentation scolaire des premiers est toujours manifeste, soit à partir de 12 ans chez les filles et à partir de 14 ans chez les garçons. D'autre part, la supériorité des enfants protestants en matière de scolarisation, manifeste en 1871, n'est plus aussi certaine en 1901. Cette incertitude se traduit différemment selon le genre des enfants. Chez les garçons d'une part, les taux de fréquentation scolaire des Protestants sont similaires à ceux des Irlandais catholiques et à ceux des français catholiques jusqu'à 13 ans, voire légèrement inférieurs. Aux âges avancés, soit entre 14 et 17 ans, les Protestants affichent toujours une proportion plus élevée de garçons sur les bancs d'écoles que les deux autres groupes. Chez les filles, les Protestants se distinguent des Français catholiques par des taux de fréquentation scolaire plus élevés, mais seulement à partir de 12 ans. Comparés aux Irlandaises catholiques, les Protestantesses affichent une scolarisation similaire, sinon légèrement inférieure. Ce dernier constat renvoie à l'investissement des Irlandais catholiques dans la scolarisation des filles au début du XXe siècle. Ce résultat converge d'ailleurs avec celui de Marcoux (2003 : 146).

En ce qui a trait au travail juvénile, les données de 1871 révèlent que les Protestants se démarquent par des taux d'occupation d'un emploi plus bas comparativement aux deux autres groupes ethno-religieux. Cette faible mise au travail des Protestants est marquante entre 14 et 18 ans chez les filles et à 13-14 ans chez les garçons. Généralement, les Français catholiques affichent des taux d'occupation d'un emploi plus élevés que les deux autres groupes, surtout vers l'âge de 13-14 ans. Ce dernier constat se reproduit en 1901 : chez les filles, des taux d'occupation d'un emploi plus élevés sont trouvés entre 13 et 18 ans et il en est de même chez les garçons entre 13 et 15 ans. Par ailleurs, on remarque que les garçons protestants affichent des taux d'occupation d'un emploi plus faibles que les autres groupes entre 13 et 17 ans.

BILAN : FAITS SAILLANTS DE L'ÉVOLUTION DE L'OCCUPATION DES ENFANTS

- Entre 1871 et 1901, la fréquentation scolaire entre 8 et 11 ans s'est généralisée. En revanche, l'allongement de la scolarisation demeure incertain : la proportion d'enfants de 12 à 17 ans qui fréquentent l'école n'augmente que légèrement.
- Les villes de Québec et de St-Hyacinthe affichent des taux de fréquentation scolaire similaires. Si la scolarisation apparaît plus précoce à St-Damasse, paroisse agricole, elle chute toutefois à un âge moins avancé.
- D'après le recensement de 1901, la fréquentation scolaire est généralement de 10 mois par année. Sur l'ensemble des enfants qui fréquentent l'école au début du XXe siècle, jamais plus de 10 % fréquente l'école irrégulièrement (soit moins de 10 mois par année), sauf chez les enfants âgés de 5 et 6 ans.
- Entre 1871 et 1901, le taux d'occupation d'un emploi salarié chez les enfants augmente. Cette évolution apparaît toutefois nettement plus marquée chez les filles, et ce en raison du fait qu'elles occupaient rarement un emploi en 1871.
- Les **Français catholiques** se distinguent par des taux de fréquentation scolaire plus bas que les autres groupes ethno-religieux, quoi que l'augmentation soit marquante entre 1871 et 1901. Les différences de scolarisation entre les garçons et les filles, à l'avantage des premiers, sont plus prononcées en 1901 qu'en 1871. Entre les deux moments étudiés, la mise au travail chez les garçons se fait plus tôt alors qu'elle devient plus fréquente chez les filles. Les taux d'occupation d'un emploi salarié chez les enfants français catholiques apparaissent généralement plus élevés que chez les autres groupes.
- Chez les **Irlandais catholiques**, il y a certes une croissance de la fréquentation scolaire entre 1871 et 1901 : celle-ci s'observe entre 8 et 11 ans pour les garçons, alors qu'elle se prolonge jusqu'à 17 ans chez les filles. Les données de 1901 rendent compte d'un investissement dans la scolarisation des filles, de sorte que les Irlandaises catholiques fréquentent autant l'école que les Protestantes. Entre 1871 et 1901, l'occupation d'un emploi salarié reste peu fréquente chez les filles alors que, chez les garçons, la mise au travail devient plus précoce en 1901.
- Les **Protestants** se démarquent des autres groupes ethno-religieux par des taux de fréquentation scolaire plus élevés et des taux d'occupation d'un emploi salarié plus faible. Une grande similarité s'observe entre la scolarisation des garçons et des filles. L'occupation d'un emploi chez les garçons se fait plus tardivement en 1901 qu'en 1871 alors qu'elle demeure rare chez les filles.

CONCLUSION : L'IMPACT DE L'INDUSTRIALISATION ET LES DIFFÉRENCIATIONS SEXUELLES CHEZ LES TROIS GROUPES ETHNO-RELIGIEUX

Après ce tour d'horizon de l'occupation des enfants de la ville de Québec en 1871 et en 1901 (fréquentation de l'école et occupation d'un emploi salarié), un certain nombre de constats émerge. D'abord, force est de conclure qu'entre 1871 et 1901, une relative uniformisation de la fréquentation scolaire s'observe entre les trois groupes ethno-religieux étudiés, et ce en raison de la hausse des taux de fréquentation scolaire chez les Français catholiques. La fréquentation scolaire des enfants des trois groupes ethno-religieux s'est généralisée entre 9 et 11 ans. Certes, les Français catholiques se caractérisent toujours en 1901 par des taux de fréquentation scolaire plus faibles que les deux autres groupes, mais l'écart apparaît moins prononcé. Tout se passe comme si l'homogénéisation du paysage culturel de la ville de Québec avait favorisé une standardisation des comportements en matière de scolarisation des enfants, entre 9 et 11 ans du moins.

Ceci dit, il n'en demeure pas moins que la scolarisation à un âge avancé demeure le lot de seulement certaines catégories de la population. En 1901, c'est le cas des Protestants de même que des filles irlandaises catholiques. Cette différence concernant la fréquentation scolaire à un âge avancé se reflète dans les taux d'occupation d'un emploi salarié. En effet, l'entrée dans l'ère industrielle qui caractérise la fin du XIX^e siècle conduit à une hausse marquée des taux d'occupation d'un emploi chez les garçons et les filles dont le chef de famille est français catholique de même que chez les garçons dont le chef de famille est irlandais catholique.

De fait, notre présomption concernant l'augmentation des opportunités d'emplois chez les enfants au moment de l'entrée dans l'ère industrielle qui caractérise la fin du XIX^e siècle se voit confirmée chez les Français catholiques et les garçons irlandais catholiques, et ce en écho aux propositions de Zelizer (1985) et de Walters et O'Connell (1988). Or, contrairement à notre hypothèse, cette augmentation de l'occupation d'un emploi salarié n'est pas réservée aux garçons : elle se fait également sentir chez les filles françaises catholiques de même qu'à un âge plus avancé chez les filles d'autres communautés, particulièrement chez les Irlandaises catholiques. De surcroît, nous avons eu tort de croire que l'industrialisation pouvait entraver l'évolution des taux de fréquentation scolaire à un âge avancé. En effet, quoi que les taux d'occupation d'un emploi à partir de 12 ans augmentent en 1901 chez les catégories précisées plus haut (soit les Français catholiques et les garçons irlandais catholiques), ils ne se traduisent pas par une baisse des taux de fréquentation scolaire à partir de cet âge. De fait, pour ces enfants, il semble que ce soit « l'absence d'occupation enregistrée » ou, à l'instar de Marcoux (2003), le travail dit « domestique » qui n'est plus aussi

répandu chez eux en 1901 comparativement à 1871. De fait, notre première hypothèse voulant que l'industrialisation de Québec à la fin du XIXe siècle ait eu un effet négatif sur les taux de fréquentation scolaire chez les garçons se voit infirmée. En dépit de ce constat, il est possible de croire que l'ouverture du marché du travail aux enfants à la fin du XIXe siècle puisse avoir nuit à l'allongement de la scolarisation.

Notre deuxième hypothèse voulait que les taux de fréquentation scolaire des filles soient plus faibles que ceux des garçons. Cette hypothèse se voit confirmée aux deux années étudiées, sauf chez les Irlandais catholiques. En effet, nous avons vu qu'en 1901 les Irlandais catholiques mettent leurs garçons au travail alors qu'ils investissent dans la scolarisation de leurs filles (graphiques 7 et 8). Chez les Français catholiques et les Protestants, en revanche, les garçons affichent toujours des taux de fréquentation scolaire plus élevés que les filles.

Soulignons enfin que pour tous les groupes, et aux deux moments étudiés, la scolarisation tend à chuter de façon graduelle à partir de 12-13 ans et qu'elle devient le lot d'une minorité à partir de 16 ans. Ce dernier constat nous oblige à étudier de façon approfondie la situation des jeunes âgés de 12 à 15 ans. Que se passe-t-il à ces âges critiques? Quelles forces les obligent à quitter l'école et lesquelles les encouragent à y rester? De fait, à la section suivante, nous nous attarderons qu'aux jeunes de 12 à 15 ans pour étudier l'effet des différentes variables sur leur fréquentation scolaire.

CHAPITRE 6 – LA SCOLARISATION DIFFÉRENTIELLE DANS LA VILLE DE QUÉBEC

Au chapitre précédent, nous avons vu que les trois principaux groupes ethno-religieux de la ville de Québec se comportaient différemment en ce qui touche à la scolarisation et à la mise au travail des enfants. Il importe de nous attarder ici à la scolarisation différentielle, de manière à identifier les variables qui influencent le plus la fréquentation scolaire. Pour y parvenir, nous mettrons à profit deux types d'analyse : une analyse descriptive (section 6.1) et une analyse de régression multiple (section 6.2). Nous avons exposé au chapitre 4 les raisons qui nous ont poussés à faire ces choix. En bref, l'analyse descriptive servira à mettre en relief les variations dans les taux de fréquentation scolaire en fonction des différentes variables indépendantes alors que l'analyse de régression multiple évaluera l'effet de chaque variable indépendante sur la probabilité de fréquenter l'école en contrôlant l'ensemble des autres variables.

Rappelons que ce chapitre, comme le précédent, ne traite que des enfants qui appartiennent à une famille et dont nous pouvons présumer que le chef de la famille est leur père ou leur mère³¹. De surcroît, l'étude de la scolarisation différentielle qui s'amorce ici n'est effectuée qu'auprès des enfants dont l'âge apparaît critique pour la fréquentation scolaire, soit le groupe âgé entre 12 et 15 ans. En dépit de ces limitations, ce bassin d'enfants est assez volumineux pour être significatif³².

6.1 ANALYSE DESCRIPTIVE

Trois ordres de faits sont susceptibles de faire varier la fréquentation scolaire entre 12 et 15 ans : l'appartenance culturelle, la situation socio-économique de la famille et la classe sociale. Nous nous attardons donc successivement à chacun d'eux.

6.1.1 Différenciations culturelles

La religion

Le tableau 20 présente les taux de fréquentation scolaire pour les enfants âgés entre 12 et 15 ans selon la religion du chef de famille. Il appert de façon marquante que les enfants catholiques sont moins scolarisés que leurs homologues protestants. Ce constat prévaut autant pour 1871 que pour

³¹ Voir la section 4.4 pour plus de détails.

³² Voir le tableau présenté au début du chapitre 5.

1901. En 1871, la fréquentation scolaire est le lot de 54,1 % des enfants catholiques de 12 à 15 ans contre 73,3 % des enfants protestants. Deux décennies plus tard, ces proportions s'évaluent respectivement à 63,1 % et à 78,1 %. De fait, l'écart entre Catholiques et Protestants tend à s'amenuiser légèrement en 1901, et ce en raison des gains marqués chez les Catholiques pour la période étudiée. L'écart entre Catholiques et Protestants passe plus précisément de 19,1 points de pourcentage en 1871 à 15,0 points de pourcentage en 1901.

Par ailleurs, notons que des taux de fréquentation scolaire plus élevés sont trouvés chez les garçons, et ce tant chez les Catholiques que chez les Protestants. De 1871 à 1901, l'écart entre garçons et filles est à la baisse chez les Protestants (passant de 6,5 à 3,2 points de pourcentage) alors qu'il est à la hausse chez les Catholiques (passant de 4,5 à 6,1 points de pourcentage).

Tableau 20
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon le groupe religieux du chef de famille
Ville de Québec, 1871 et 1901

		1871		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire	Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Catholiques	2 275	51,8%	2 408	60,1%
	Protestants	339	70,2%	149	76,5%
	Autres	34	79,4%	20	50,0%
	Total	2 648	54,5%	2 577	61,0%
Garçons	Catholiques	2 435	56,3%	2 340	66,2%
	Protestants	296	76,7%	148	79,7%
	Autres	36	75,0%	17	88,2%
	Total	2 767	58,7%	2 505	67,1%
Total	Catholiques	4 710	54,1%	4 748	63,1%
	Protestants	635	73,2%	297	78,1%
	Autres	70	77,1%	37	67,6%
	Total	5 415	56,7%	5082	64,0%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Ces résultats tendent à corroborer l'interprétation fournie dans la littérature québécoise (dont Charland, 2000 : 40-41) voulant que le catholicisme favorise moins l'instruction que le protestantisme, et ce en conformité avec la thèse wéberrienne sur l'éthique protestante (Weber, 1964). Ces résultats sont d'ailleurs similaires à ceux trouvés en Ontario pour le XIXe siècle : Katz (1972) observait lui aussi que les Catholiques scolarisaient moins leurs enfants que les Protestants. Katz (1972) n'utilisait pourtant pas la thèse wéberrienne pour expliquer ce constat : en effet, il attribuait plutôt l'écart entre Catholiques et Protestants au niveau de richesse qui séparait les deux

groupes. Seule notre analyse de régression multiple permettra d'offrir des éléments de réponse à cette avancée de Katz (1972).

Le lieu de naissance et le groupe ethnique du chef de famille

Sans égard au genre des enfants, on remarque que les enfants dont le chef de famille est né au Québec sont ceux qui fréquentent le moins l'école entre 12 et 15 ans (tableau 21). En 1871, leur taux de fréquentation scolaire franchissait à peine la marque des 50,0 % alors qu'il se fixait plus ou moins à 70,0 % pour ceux dont le chef de famille était né en Angleterre, en Écosse et en Irlande (il s'établit respectivement à 74,7 %, à 72,5 % et à 68,5 %). En 1901, le bassin d'enfants dont le chef de famille est né à l'extérieur du Québec est restreint, obligeant à user d'une certaine réserve quant à la signification des résultats. Tout au plus, soulignons que c'est chez les enfants dont le chef est originaire du Québec qu'est trouvée la plus faible proportion d'enfants de 12 à 15 ans sur les bancs d'école, soit 63,6 %.

Concernant l'écart entre la scolarisation des garçons et celles des filles en fonction du lieu de naissance, nous en limiterons l'étude à 1871, et ce en raison du faible nombre d'enfants dans plusieurs catégories en 1901. Ainsi, en 1871, la proportion de garçons qui fréquentent les bancs d'école est toujours plus élevée que celle des filles à une seule exception près : la fréquentation scolaire des garçons et des filles de 12 à 15 ans dont le chef est né en Angleterre apparaît équivalente, soit près de 75,0 %.

Tableau 21
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon le lieu de naissance du chef de famille
Ville de Québec, 1871 et 1901

		1871		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire	Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Québec	1 951	49,5%	2 452	60,6%
	Irlande	482	66,8%	30	86,7%
	Angleterre	129	74,4%	17	88,2%
	Écosse	49	67,3%	11	90,9%
	Autres	37	75,7%	67	50,7%
	Total	2 648	54,5%	2 577	61,0%
Garçons	Québec	2 081	54,7%	2 377	66,6%
	Irlande	520	70,0%	45	75,6%
	Angleterre	92	75,0%	24	70,8%
	Écosse	42	78,6%	5	0,0%
	Autres	32	62,5%	54	79,6%
	Total	2 767	58,7%	2 505	67,1%
Total	Québec	4 032	52,2%	4 829	63,6%
	Irlande	1 002	68,5%	75	80,0%
	Angleterre	221	74,7%	41	78,0%
	Écosse	91	72,5%	16	93,8%
	Autres	69	69,6%	121	63,6%
	Total	5 415	56,7%	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Le groupe ethnique du chef de famille apparaît un indicateur plus sûr de l'appartenance culturelle des enfants vu la répartition un peu plus homogène des enfants qu'elle ne l'était en fonction du lieu de naissance du chef de famille. Tout compte fait, hormis la catégorie comprenant les autres origines, qui est trop peu nombreuse pour être significative, les enfants dont le chef de famille est d'origine française sont toujours les moins scolarisés (tableau 22). En 1871, ce sont 50,7 % des enfants de 12 à 15 ans dont le chef de famille est d'origine française qui fréquentent l'école, contre plus ou moins 70 % chez leurs homologues dont le chef est d'origine étrangère. Trois décennies plus tard, l'écart est maintenu à cause des gains observables chez tous les groupes : 62,0 % des enfants dont le chef est d'origine française fréquentent l'école en 1901 alors que cette proportion varie entre 72,8 % et 78,9 % chez ceux dont le chef est d'origine étrangère. Ce désavantage des enfants dont le chef de famille est d'origine française s'observe tant chez les garçons que chez les filles, et ce malgré le fait que les garçons affichent des taux de fréquentation scolaire toujours plus élevés.

Qui plus est, ce sont les enfants dont le chef de famille est d'origine anglaise qui affichent le plus haut taux de fréquentation scolaire en 1871. Ce taux est similaire chez les garçons et chez les filles : il se chiffre respectivement à 75,5 % chez les premiers et à 72,7 % chez les secondes. En 1901

cependant, les enfants d'Anglais ne présentent plus une telle avance. Et pour cause : la proportion des enfants de ce groupe qui fréquentent l'école subit une légère baisse. Ainsi, à l'aube du XXe siècle, les enfants de 12 à 15 ans dont le chef est d'origine écossaise ou irlandaise se caractérisent par une fréquentation scolaire répandue. La différenciation sexuelle chez ces deux groupes est marquée : chez les premiers, les garçons sont favorisés alors que, chez les seconds, les filles le sont.

Tableau 22
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon le groupe ethnique du chef de famille
Ville de Québec, 1871 et 1901

		1871		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire	Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Française	1 781	47,8%	2 177	58,3%
	Irlandaise	553	67,1%	186	82,8%
	Écossaise	91	64,8%	60	75,0%
	Anglaise	194	72,7%	117	71,8%
	Autres	29	72,4%	37	51,4%
	Total	2 648	54,5%	2 577	61,0%
Garçons	Française	1 903	53,3%	2 109	65,9%
	Irlandaise	595	69,2%	206	71,4%
	Écossaise	80	71,3%	44	86,4%
	Anglaise	155	75,5%	115	73,9%
	Autres	34	70,6%	31	71,0%
	Total	2 767	58,7%	2 505	67,1%
Total	Française	3 684	50,7%	4 286	62,0%
	Irlandaise	1 148	68,2%	392	76,8%
	Écossaise	171	67,8%	104	79,8%
	Anglaise	349	73,9%	232	72,8%
	Autres	63	71,4%	68	60,3%
	Total	5 415	56,7%	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Ces résultats ne semblent pas si étonnants si l'on se fie à la littérature. De par leur culture, les Écossais paraissent particulièrement disposés à l'instruction de leurs enfants. D'ailleurs, l'éducation est gratuite depuis 1695 en Écosse. Mair (1980) commente en ce sens : « [u]n élève pouvait en Écosse mieux que dans tout autre pays peut-être au dix-neuvième siècle, apprendre à lire à l'école de son village et poursuivre ses études, éventuellement, jusqu'à l'université » (Mair, 1980 : 18).

Quant aux Anglais, ceux-ci appartenaient généralement à la classe dominante. Dans cette perspective, il n'est pas surprenant qu'ils affichent de hauts taux de fréquentation scolaire comparativement aux enfants d'origine française. D'après l'étude de Katz (1972) pour l'Ontario au

milieu du XIXe siècle, les enfants dont les parents sont nés en Écosse affichent les plus hauts taux de fréquentation scolaire et ils sont suivis de près par ceux dont les parents sont nés en Angleterre (Katz, 1972 : 446).

Concernant les Irlandais, l'étude de Jacobs et Greene (1994 : 232-233) sur la scolarisation des enfants aux États-Unis en 1910 évalue qu'ils se trouvaient généralement à l'une ou l'autre des cinq premières places sur les seize communautés culturelles prises en compte³³. Ces données concernant les Irlandais sont nettement supérieures à celles des Canadiens français immigrés aussi aux États-Unis. En revanche, en Ontario en 1851 et en 1861, les enfants dont le chef de famille est né en Irlande affichent les plus faibles taux de fréquentation scolaire par les 5 à 16 ans (Katz, 1972 : 446). Toutefois, les Canadiens français ne font pas partie des autres groupes pris en compte chez Katz : les enfants irlandais affichent un taux de fréquentation scolaire inférieur aux Canadiens anglais (Canada West), aux Écossais, aux Anglais et aux Américains.

La dimension linguistique

Différents éléments viennent limiter notre étude de l'impact de la dimension linguistique sur la fréquentation scolaire. D'abord, seul le recensement de 1901 nous informe de la langue maternelle des individus. D'autre part, le français est en 1901 la langue maternelle de la majorité de la population. Quoi qu'il en soit, le contingent d'anglophones demeure assez volumineux pour être significatif. Pour éviter les biais possibles, nous allons mettre à profit la variable concernant la connaissance de l'anglais du chef de famille³⁴. Cette variable n'est également disponible que pour le recensement de 1901, mais elle offre une distribution un peu plus homogène que la langue maternelle du chef de famille.

Des écarts marqués se dégagent de la répartition des taux de fréquentation scolaire des enfants de 12 à 15 ans selon la langue maternelle du chef de famille (tableau 23). Les enfants dont le chef de famille est anglophone se distinguent par des taux de fréquentation scolaire plus élevés comparativement à ceux dont le chef est francophone. Chez les premiers, 78,4 % fréquentent l'école alors que cette proportion se chiffre à 61,9 % chez les seconds, pour un écart de 16,5 points de pourcentage. Les données nous font voir que cet écart apparaît nettement plus prononcé chez les

³³ Des variations sont certes observables selon le sexe, mais surtout selon le groupe d'âge. Chez les 10-13 ans, les Irlandais sont au premier rang chez les garçons et au troisième rang chez les filles parmi les seize groupes ethniques listés. En revanche, chez le groupe âgé entre 14 et 18 ans, les garçons sont au sixième rang alors que les filles sont au cinquième rang (Jacobs et Greene, 1994 : 232-233).

³⁴ Cette variable renvoie à l'information colligée par les recenseurs de 1901 sur les individus âgés de 5 ans ou plus, à savoir si ceux-ci savent ou non parler l'anglais (Fleury, 1998 : 23).

filles que chez les garçons : il s'estime à 24,7 points de pourcentage chez les filles et à 8,3 points de pourcentage chez les garçons. Ce constat est attribuable à des différenciations sexuelles inversées entre francophones et anglophones. En effet, les francophones investissent dans la scolarisation des garçons alors que les anglophones investissent davantage dans celle des filles. Ainsi, la scolarisation différentielle selon la langue maternelle du chef de famille est manifeste du côté des filles alors que, du côté des garçons, quoi qu'elle soit observable, elle n'apparaît pas de façon particulièrement prononcée.

Tableau 23
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon la langue maternelle du chef de famille
Ville de Québec, 1901

		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Français	2 217	58,1%
	Anglais	320	82,8%
	Autres	40	45,0%
	Total	2 577	61,0%
Garçons	Français	2 141	65,8%
	Anglais	332	74,1%
	Autres	32	81,3%
	Total	2 505	67,1%
Total	Français	4 358	61,9%
	Anglais	652	78,4%
	Autres	72	61,1%
	Total	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Les taux de fréquentation scolaire des enfants de 12 à 15 ans paraissent également varier selon le fait que le chef de famille sache ou non parler anglais (tableau 24). En effet, la proportion d'enfants dont le chef de famille connaît l'anglais qui fréquentent l'école se chiffre à 72,0 %, contre 47,0 % pour ceux dont le chef ne maîtrise pas cette langue. L'écart s'estime donc à 25 points de pourcentage entre les uns et les autres. D'autre part, il s'observe autant chez les filles (24,4 points de pourcentage) que chez les garçons (25,5 points de pourcentage).

Ces résultats confortent l'idée selon laquelle la connaissance de l'anglais ouvrait des opportunités d'emploi au tournant du XXe siècle. Nos données révèlent en effet que la communauté anglophone de la ville de Québec en 1901 avait des propensions plus élevées à fréquenter l'école. Seule l'analyse multivariée pourra cependant départager l'effet de la classe sociale de celui de la connaissance de l'anglais.

Tableau 24
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon la connaissance de l'anglais du chef de famille
Ville de Québec, 1901

		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Chef de famille ne sait pas parler anglais	834	44,5%
	Chef de famille sait parler anglais	1 743	68,9%
	Total	2 577	61,0%
Garçons	Chef de famille ne sait pas parler anglais	784	49,6%
	Chef de famille sait parler anglais	1 721	75,1%
	Total	2 505	67,1%
Total	Chef de famille ne sait pas parler anglais	1 618	47,0%
	Chef de famille sait parler anglais	3 464	72,0%
	Total	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

6.1.2 Différenciations socio-économiques

Nombre d'enfants

À la lumière du tableau 25, le nombre d'enfants par famille ne semble pas avoir une influence de taille sur la fréquentation scolaire des enfants de 12 à 15 ans. En 1871 certes, le taux de fréquentation scolaire apparaît plus faible chez les enfants appartenant à une famille peu nombreuse. En effet, chez ceux dont la famille n'a qu'un ou deux enfants de 15 ans et moins, le taux de fréquentation scolaire s'évalue à 53,7 % alors qu'il se chiffre à 57,6 % et à 58,2 % chez ceux qui appartiennent à une famille respectivement de 3 ou 4 enfants et de plus de 4 enfants. Ce constat se reflète autant chez les garçons que chez les filles. Or, la situation est toute autre en 1901 alors qu'aucune variation de la fréquentation scolaire ne s'observe en fonction du nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille.

Tableau 25
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon le nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille
Ville de Québec, 1871 et 1901

		1871		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire	Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	1 ou 2 enfant(s) de 15 ans et moins	743	51,4%	807	61,5%
	3 ou 4 enfants de 15 ans et moins	955	55,8%	846	61,1%
	Plus de 4 enfants de 15 ans et moins	950	55,7%	924	60,5%
	TOTAL	2 648	54,5%	2 577	61,0%
Garçons	1 ou 2 enfant(s) de 15 ans et moins	845	55,6%	758	66,9%
	3 ou 4 enfants de 15 ans et moins	942	59,4%	786	67,0%
	Plus de 4 enfants de 15 ans et moins	980	60,6%	961	67,3%
	TOTAL	2 767	58,7%	2 505	67,1%
Total	1 ou 2 enfant(s) de 15 ans et moins	1 588	53,7%	1 565	64,1%
	3 ou 4 enfants de 15 ans et moins	1 897	57,6%	1 632	64,0%
	Plus de 4 enfants de 15 ans et moins	1 930	58,2%	1 885	64,0%
	TOTAL	5 415	56,7%	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Les résultats de 1871 nous forcent à reconsidérer la perspective de Katz (1972) concernant l'association entre le nombre d'enfants dans la famille et la scolarisation, relation médiatisée par le niveau économique. Selon Katz, la famille nombreuse en milieu urbain est plus encline à scolariser ses enfants que la famille de petite taille : les familles nombreuses fortunées investissent dans la scolarisation de leurs enfants alors que les familles nombreuses pauvres utilisent l'école comme une garderie. Ce raisonnement peut s'appliquer à la ville de Québec pour 1871 alors que les taux de scolarisation grimpent avec le nombre d'enfants dans la famille. Dans ces conditions, nous devons prendre distance de la conception de Horan et Hargis (1991 : 590-592) pour qui un nombre élevé d'enfants dans la famille est relié, d'une part, à une forte pression pour que les enfants soient mis au travail et, d'autre part, à de plus faibles chances de fréquenter l'école.

Cependant, cette interprétation de Katz (1972) apparaît incohérente avec les résultats que nous obtenons pour 1901. À cet égard, nos résultats concordent davantage avec ceux de Denton et George (1974a) pour qui le nombre d'enfants dans la famille n'a pas d'effet sur la fréquentation scolaire.

Nombre de revenus dont bénéficie la famille

Les taux de fréquentation scolaire en fonction du nombre de revenus dans la famille sont présentés au tableau 26. En 1871, le nombre de revenus dans la famille paraît jouer différemment sur la fréquentation scolaire selon le genre de l'enfant. Chez les filles, plus le nombre de revenus dans la

famille est élevé, plus le taux de fréquentation scolaire tend à grimper. En fait, les filles dont la famille bénéficie de trois revenus ou de quatre revenus et plus se distinguent par des taux de fréquentation scolaire supérieurs, respectivement de 61,3 % et de 62,4 %, comparativement par exemple à 53,5 % pour celles qui appartiennent à une famille où un seul membre occupe un emploi. Chez les garçons, la tendance est moins nette. Ceux dont la famille profite de deux (52,6 %) ou de trois revenus (49,9 %) apparaissent désavantagés sur le plan de la fréquentation scolaire alors que ceux dont la famille a recours à un seul revenu affichent un taux de fréquentation scolaire légèrement supérieur à la moyenne, soit 64,0 %.

Les données de 1901, quant à elles, font montre d'une tendance lourde, et ce tant chez les garçons que chez les filles. La présence d'un seul revenu dans la famille est associée à des taux de fréquentation scolaire plus élevés. Inversement, ce sont les enfants qui appartiennent à une famille bénéficiant de plusieurs sources de revenus qui sont les moins susceptibles de visiter les bancs d'école. Cet écart se chiffre à 7,8 points de pourcentage chez les filles et à 15,0 points de pourcentage chez les garçons.

Devant ces constats, deux interprétations sont envisageables. D'une part, nous pouvons nous trouver devant une double identification : les enfants dont la famille recourt à plusieurs revenus ne fréquentent pas l'école en raison justement de leur occupation d'un emploi salarié. D'autre part, nous pouvons présumer que, pour les familles dont un seul membre veille à la survie, le revenu unique est nettement satisfaisant. Lorsque plusieurs membres de la famille sont mis à contribution, cette situation est susceptible de révéler que la famille éprouve des difficultés financières, que les rémunérations du travail effectué sont faibles, obligeant de fait la mise au travail de plusieurs membres pour assurer la survie familiale, dont celle des enfants.

Tableau 26
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon le nombre de revenus dont bénéficie la famille
Ville de Québec, 1871 et 1901

		1871		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire	Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Aucun revenu	106	35,8%	37	70,3%
	Un revenu	1 367	53,5%	844	68,8%
	Deux revenus	565	52,7%	647	62,8%
	Trois revenus	323	61,3%	486	56,0%
	Quatre revenus et plus	287	62,4%	563	51,0%
	Total	2 648	54,5%	2 577	61,0%
Garçons	Aucun revenu	81	50,6%	28	67,9%
	Un revenu	1 410	64,0%	726	82,1%
	Deux revenus	605	52,6%	626	66,6%
	Trois revenus	371	49,9%	541	60,3%
	4 revenus et plus	300	59,0%	584	55,3%
	Total	2 767	58,7%	2 505	67,1%
Total	Aucun revenu	187	42,2%	65	69,2%
	Un revenu	2 777	58,8%	1 570	75,0%
	Deux revenus	1 170	52,6%	1 273	64,7%
	Trois revenus	694	55,2%	1 027	58,2%
	4 revenus et plus	587	60,6%	1 147	53,2%
	Total	5 415	56,7%	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Tout compte fait, aux deux moments étudiés, la famille qui bénéficie d'un seul revenu paraît plus fortunée que les autres alors que le recours à plusieurs revenus semble être un signe de difficulté économique. De fait, bénéficier de plusieurs revenus nuit à la fréquentation scolaire des enfants. Or, cette nuisance apparaît plus déterminante en 1901 qu'en 1871. Un regard sur l'effet combiné du nombre d'enfants dans la famille et du nombre de revenus dans la famille devrait permettre d'éclaircir ces résultats.

Rapport ressources/demandes

Le tableau 27 présente les taux de fréquentation scolaire en fonction du nombre d'enfants dans la famille (demande) et du nombre de revenus dans la famille (ressources). À sa lecture, on remarque d'abord qu'en 1871 les filles qui appartiennent à une famille ayant recours à un ou deux revenus affichent des taux de fréquentation scolaire toujours plus faibles, qu'importe le nombre d'enfants trouvés dans la famille. De surcroît, quand le nombre de revenus de la famille s'élève à 3 ou 4, le taux de fréquentation scolaire des filles augmente, et ce particulièrement quand la famille est

nombreuse. La même année chez les garçons, les taux de fréquentation scolaire les plus faibles sont généralement trouvés chez ceux qui appartiennent à une famille qui a recours à deux ou trois revenus, et ce qu'importe le nombre d'enfants dans la famille. Quand la famille ne bénéficie que d'un revenu, les taux de scolarisation apparaissent particulièrement élevés, et ceux-ci augmentent proportionnellement au nombre d'enfants dans la famille. Enfin, lorsque les garçons appartiennent à une famille qui profite d'au moins quatre revenus, leurs taux de fréquentation scolaire n'apparaissent élevés que si la famille est composée d'au moins trois enfants.

En 1901, la situation des garçons et des filles devient similaire. Les taux de fréquentation scolaire sont particulièrement élevés chez les enfants dont la famille ne bénéficie que d'un revenu, et ce qu'importe le nombre d'enfants. Inversement, lorsque la famille bénéficie de plusieurs revenus, les taux de fréquentation scolaire tendent à chuter. Par conséquent, pour 1901, il apparaît que le nombre d'enfants dans la famille influence moins la fréquentation scolaire que le nombre de revenus dans la famille. Recourir à un seul revenu semble ainsi un signe de sécurité économique. À l'inverse, tout se passe comme si les enfants appartenant à une famille qui bénéficie de plusieurs revenus étaient identifiés à deux reprises : leur taux de fréquentation scolaire est faible puisque ce sont eux qui sont mis au travail pour rapporter des revenus supplémentaires à leur famille.

Tableau 27
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon le nombre de revenus et le nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille
Ville de Québec, 1871 et 1901

	1871					
	Filles			Garçons		
	1 ou 2 enfants	3 ou 4 enfants	5 enfants et plus	1 ou 2 enfants	3 ou 4 enfants	5 enfants et plus
Aucun revenu*	39,6%	25,0%	47,1%	59,0%	35,7%	57,1%
1 revenu	48,9%	56,1%	53,9%	59,9%	64,7%	66,6%
Deux revenus	51,4%	54,0%	52,8%	50,8%	54,2%	52,6%
Trois revenus	58,9%	61,2%	63,6%	51,4%	47,1%	51,1%
4 revenus et plus	59,8%	60,9%	68,7%	51,0%	65,8%	59,1%
Total	51,4%	55,8%	55,7%	55,6%	59,4%	60,6%
	1901					
	Filles			Garçons		
	1 ou 2 enfants	3 ou 4 enfants	5 enfants et plus	1 ou 2 enfants	3 ou 4 enfants	5 enfants et plus
Aucun revenu*	66,7%	64,3%	100,0%	40,0%	78,6%	100,0%
1 revenu	67,1%	70,6%	68,6%	79,5%	82,6%	83,4%
Deux revenus	59,7%	64,3%	64,3%	69,8%	63,6%	66,4%
Trois revenus	59,3%	56,2%	52,9%	62,6%	59,4%	59,0%
4 revenus et plus	57,9%	49,5%	44,4%	56,5%	58,3%	51,0%
Total	61,5%	61,1%	60,5%	66,9%	67,0%	67,3%

* Le nombre d'enfants qui appartiennent à une famille où aucun membre n'occupe un emploi est particulièrement faible. De fait, aucun constat ne peut être dégagé de ces données.

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

6.1.3 Différenciations selon la classe sociale

L'occupation du chef de famille

À la lumière des données du tableau 28, force est de constater la variation de la fréquentation scolaire des enfants en fonction de l'occupation du chef de famille. Il appert nettement que les enfants qui fréquentent l'école en proportion la plus élevée sont ceux dont le chef de famille exerce un métier appartenant au secteur des services, c'est-à-dire à titre de professionnels, d'administrateurs, de superviseurs, etc. Chez ces enfants, le taux de fréquentation scolaire s'estime à 84,2 % en 1901 et à 81,3 % en 1871, ce qui est largement supérieur à l'observation pour l'ensemble de la population étudiée. Notons que cette distinction des enfants dont le chef de famille œuvre dans le secteur des services prévaut autant chez les garçons que chez les filles et autant en 1871 qu'en 1901. Entre les deux moments étudiés, le taux de fréquentation scolaire des enfants de cette catégorie a légèrement augmenté, et ce un peu plus chez les filles (3,6 points de pourcentage) que chez les garçons (2,2 points de pourcentage).

Une autre catégorie d'enfants se démarque de la moyenne. Il s'agit de ceux dont le chef de famille est un employé non manuel (commis de magasin par exemple). Leurs taux de fréquentation scolaire se chiffrent respectivement à 75,3 % et à 74,9 % pour 1871 et 1901. La légère baisse entre les deux moments étudiés se traduit de façon plus marquée chez les garçons que chez les filles.

Des taux similaires de fréquentation scolaire s'observent chez les enfants dont le chef est un petit entrepreneur (propriétaire ou artisan), soit respectivement 66,7 % en 1871 et 73,8 % en 1901. Soulignons qu'en 1871, les garçons des petits entrepreneurs ne fréquentaient pas l'école en proportion nettement supérieure par rapport aux autres catégories, de même que par rapport aux filles de la même catégorie. On peut présumer que ces fils d'entrepreneurs étaient mis à profit au sein de l'entreprise de leur père. D'ailleurs, ajoutons que, chez les garçons, c'est cette catégorie qui marque le plus de gain entre 1871 et 1901 : en 1871, 65,1 % des garçons de 12 à 15 ans dont le chef de famille est un petit entrepreneur fréquentent l'école alors que cette proportion grimpe à 77,6 % en 1901, soit un gain de 12,5 points de pourcentage.

Les enfants de 12 à 15 ans dont le chef de famille est un travailleur manuel qualifié sont plus de la moitié à fréquenter l'école, et ce tant en 1871 qu'en 1901. Les garçons paraissent nettement plus avantagés que les filles sur le plan de la scolarisation : au début du XXe siècle, 58,7 % des garçons de cette catégorie fréquentent l'école alors que cette proportion s'évalue à 52,1 % chez les filles.

Les enfants dont le chef de famille est un travailleur manuel semi ou non qualifié, quant à eux, affichent des taux de fréquentation scolaire nettement plus bas à la moyenne. Globalement, ces taux restent stables sur la période étudiée. Or, cette stabilité cache une évolution particulière de la fréquentation scolaire de cette catégorie d'enfants selon le genre. La fréquentation scolaire des filles de travailleurs manuels semi ou non qualifiés tend à la baisse entre 1871 et 1901, passant de 46,5 % à 44,8 %. La proportion de leurs homologues masculins qui fréquentent l'école se hisse à 56,7 % en 1901 alors qu'elle se situait à 52,7 % en 1871.

Nous ne tenterons pas de dégager des constats concernant, d'une part, les enfants dont le chef occupe un emploi dans le secteur primaire ni, d'autre part, ceux dont le chef n'a pas d'emploi ou dont le métier est indéterminé. Ce choix se justifie par le trop faible nombre des premiers et de la diversité des réalités comprises par les seconds.

De manière générale, ces résultats que nous tirons de la répartition des taux de fréquentation scolaire selon la catégorie d'emploi des chefs de famille corroborent ceux des autres études empiriques (Katz, 1972 et 1974 de même que Katz et Davey, 1978a et 1978b) : la classe sociale et la fréquentation scolaire sont très fortement liées.

Tableau 28
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon l'occupation du chef de famille
Ville de Québec, 1871 et 1901

		1871		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire	Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Classe des services	171	80,7%	198	84,3%
	Employés non manuels	106	68,9%	190	71,1%
	Petits entrepreneurs	317	68,5%	543	70,3%
	Secteur primaire	40	52,5%	25	76,0%
	Contremaîtres, techniciens et travailleurs manuels qualifiés	953	51,3%	762	52,1%
	Travailleurs manuels semi ou non qualifiés	721	46,5%	493	44,8%
	Aucun emploi ou indéterminé	340	50,3%	366	68,6%
	TOTAL	2 648	54,5%	2 577	61,0%
Garçons	Classe des services	139	82,0%	221	84,2%
	Employés non manuels	109	81,7%	180	78,9%
	Petits entrepreneurs	361	65,1%	495	77,6%
	Secteur primaire	32	59,4%	30	63,3%
	Contremaîtres, techniciens et travailleurs manuels qualifiés	1 049	56,0%	724	58,7%
	Travailleurs manuels semi ou non qualifiés	752	52,7%	526	56,7%
	Aucun emploi ou indéterminé	325	56,6%	329	69,0%
	TOTAL	2 767	58,7%	2 505	67,1%
Total	Classe des services	310	81,3%	419	84,2%
	Employés non manuels	215	75,3%	370	74,9%
	Petits entrepreneurs	678	66,7%	1 038	73,8%
	Secteur primaire	72	55,6%	55	69,1%
	Contremaîtres, techniciens et travailleurs manuels qualifiés	2 002	53,7%	1 486	55,3%
	Travailleurs manuels semi ou non qualifiés	1 473	49,6%	1 019	50,9%
	Aucun emploi ou indéterminé	665	53,4%	695	68,8%
	TOTAL	5 415	56,7%	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

La présence et le nombre de domestiques

La présence de domestiques au sein des familles de la ville de Québec est certes rarissime. Seule une minorité d'enfants appartiennent à une famille qui se prévaut d'une telle aide. Chez les enfants âgés de 12 à 15 ans en 1901, 10,5 % d'entre eux proviennent d'une famille bénéficiant de l'aide d'un domestique. Rappelons que cette information n'est pas disponible pour 1871.

Il ressort de la ventilation présentée au tableau 29 que cette minorité d'enfants paraît nettement avantagée sur le plan de la scolarisation : les taux de fréquentation scolaire des enfants de 12 à 15 ans dont la famille a au moins un domestique sont supérieurs à 90 %. Ce constat prévaut autant chez les filles que chez les garçons. Nos résultats corroborent ceux de Katz (1972) pour l'Ontario au milieu du XIXe siècle. En revanche, le nombre de domestiques ne semblent pas influencer la

scolarisation des enfants : les taux de fréquentation scolaire apparaissent mêmes légèrement inférieurs chez les enfants dont la famille profite de plus d'un domestique que chez ceux dont la famille n'en emploie qu'un seul. Ces résultats orientent la démarche à préconiser lors de la régression multiple. Ainsi, puisque peu d'enfants de 12 à 15 ans appartiennent à une famille qui engage des domestiques et que peu de variations s'observent en fonction du nombre de domestiques, nous étudierons seulement l'effet de la présence de domestiques. Par conséquent, seules deux modalités seront retenues, soit l'absence et la présence d'au moins un domestique au sein de la famille.

Tableau 29
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 12 à 15 ans
selon la présence de domestiques dans la famille
Ville de Québec, 1901

		1901	
		Nombre	Taux de fréquentation scolaire
Filles	Aucun	2 328	57,8%
	Un domestique	186	91,9%
	Plus d'un domestique	63	88,9%
	TOTAL	2 577	61,0%
Garçons	Aucun	2 220	63,7%
	Un domestique	210	93,8%
	Plus d'un domestique	75	92,0%
	TOTAL	2 505	67,1%
Total	Aucun	4 548	60,7%
	Un domestique	396	92,9%
	Plus d'un domestique	138	90,6%
	TOTAL	5 082	64,0%

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Bilan : faits saillants de l'analyse descriptive

- La proportion d'enfants de 12 à 15 ans qui fréquentent l'école est plus élevée chez les Protestants que chez les Catholiques. Cet écart tend à s'amenuiser légèrement en 1901, et ce en raison des gains marqués par les Catholiques.
- Parmi les enfants âgés entre 12 et 15 ans, ceux dont le chef de famille est né au Québec fréquentent moins l'école que ceux dont le chef est né en Écosse, en Irlande ou en Angleterre.
- Les enfants dont le chef de famille est d'origine française affichent des taux de fréquentation scolaire plus bas que les autres enfants. À l'inverse, ce sont les enfants dont le chef de famille est d'origine anglaise qui présentent les plus hauts taux de fréquentation scolaire.
- Les enfants dont le chef de famille est anglophone se distinguent par des taux de fréquentation scolaire plus élevés. Cet écart apparaît nettement plus prononcé chez les filles que chez les garçons, et ce en raison des différenciations sexuelles inversées entre francophones et anglophones : les premiers investissent dans la scolarisation des garçons alors que les seconds investissent dans celle des filles.
- Les enfants de 12 à 15 ans dont le chef de famille connaît l'anglais fréquentent l'école en proportion plus élevée que ceux dont le chef de famille ne maîtrise pas cette langue. L'écart est aussi prononcé chez les filles que chez les garçons.
- Le nombre d'enfants dans la famille n'influence pas les taux de fréquentation scolaire dans un sens particulier.
- Les enfants dont la famille a recours à un seul revenu fréquentent l'école en proportion plus élevée. Qui plus est, pour 1901 seulement, les taux de fréquentation scolaire diminuent lorsque le nombre de revenus dans la famille augmente.
- Les taux de fréquentation scolaire les plus élevés sont trouvés chez les enfants dont le chef de famille œuvre dans le secteur des services. Suivent, dans l'ordre, ceux dont le chef de famille est un employé non manuel, un petit entrepreneur et un travailleur manuel qualifié. Les enfants dont le chef de famille est un travailleur manuel non qualifié affichent des taux de fréquentation scolaire nettement inférieurs à la moyenne.
- Les enfants dont la famille engage un domestique sont en proportion plus élevée à fréquenter l'école.

Conclusion : le nécessaire recours à l'analyse de régression multiple

Dans cette section, nous avons mis en évidence les variations de la fréquentation scolaire chez les enfants âgés entre 12 et 15 ans en fonction de la religion, du lieu de du groupe ethnique, de la langue maternelle, du nombre de revenus dans la famille, de l'occupation du chef de famille et de la présence de domestique. Tout compte fait, cette analyse descriptive confirme nos hypothèses 4 à 6 et

infirmes notre hypothèse 3; puisque seul le nombre d'enfants dans la famille ne semble pas influencer dans un sens particulier la scolarisation des enfants.

Certes, les variables qui font varier les taux de fréquentation scolaire paraissent nombreuses. De fait, notre travail s'avère jusqu'ici incomplet. Si la presque totalité des variables indépendantes prises une à une paraissent influencer la fréquentation scolaire, qu'en est-il lorsqu'on contrôle l'ensemble des variables? Ces relations seront-elles maintenues? D'ailleurs, rappelons que les variables indépendantes ont tendance à se chevaucher. Par exemple, les Canadiens français ont tendance à se concentrer dans la classe des travailleurs manuels semi ou non qualifiés. Il importe donc de mettre de l'ordre dans toutes ses relations. C'est à cette étape que l'analyse de régression multiple vient à notre secours.

6.2 ANALYSE DE RÉGRESSION MULTIPLE

Avant même de s'attarder à l'analyse de régression multiple, un premier coup d'œil sur le tableau 30 s'impose. Celui-ci présente les taux de fréquentation scolaire des enfants âgés de 12 à 15 ans selon l'occupation du chef de famille pour les trois principaux groupes ethno-religieux. À sa lecture, nous serons à même de vérifier si 1) l'effet de la classe sociale se manifeste chez tous les groupes ethno-religieux, et 2) les Français catholiques affichent toujours des taux de fréquentation scolaire inférieurs aux deux autres groupes, qu'importe la classe sociale. À première vue, ces deux propositions paraissent opposées. La présentation des résultats illustre toutefois le contraire.

D'abord, le fait est qu'à chaque année étudiée, qu'importe le groupe ethno-religieux, les taux de fréquentation augmentent à mesure que l'on gravit l'échelle sociale. Les enfants dont le chef occupe un emploi dans le secteur des services sont ceux qui fréquentent le plus l'école entre 12 et 15 ans alors que ceux qui la fréquentent le moins sont ceux dont le chef de famille est un travailleur manuel semi ou non qualifié. D'ailleurs, les taux de fréquentation scolaire apparaissent même plus élevés chez les enfants de travailleurs manuels qualifiés que chez ceux de travailleurs manuels semi ou non qualifiés.

Or, dans chaque classe sociale, déterminée ici grâce à l'occupation du chef de famille, les Français catholiques présentent des taux de fréquentation scolaire inférieurs aux Irlandais catholiques et aux Protestants. Par exemple, chez les enfants dont le chef de famille œuvre dans le secteur des services, le taux de fréquentation scolaire s'établit chez les Français catholiques à 77,3 % comparativement à 86,4 % et à 86,7 % respectivement pour les Irlandais catholiques et les Protestants. Le même constat

émerge au bas de l'échelle sociale. Chez les enfants de travailleurs manuels semi ou non qualifiés, toujours en 1871, ceux dont le chef est français catholique sont 40,9 % à fréquenter l'école contre 61,8 % pour les Irlandais catholiques et 63,6 % pour les Protestants. En 1901, la situation se répète, à l'exception de la classe des services où les taux de fréquentation scolaire sont similaires, qu'importe le groupe ethno-religieux. En résumé, à l'intérieur de chaque groupe, y compris chez les Français catholiques, la reproduction sociale joue un rôle sur la fréquentation scolaire. Cependant, qu'importe la classe sociale d'origine, les Français catholiques sont toujours moins scolarisés. Ce résultat tend à conforter la proposition de Greer (1978) selon laquelle le fait que les Canadiens français soient surreprésentés dans la classe sociale inférieure n'explique pas leur faible taux d'alphabétisation. En fait, selon Greer, à l'intérieur d'une même classe sociale -chez les agriculteurs en l'occurrence- les Canadiens français étaient moins alphabétisés que leurs homologues anglophones. Étant donné ces résultats, il est d'autant plus opportun de porter notre analyse plus loin. Seule la régression multiple pourra mettre de l'ordre parmi l'effet des diverses variables sur la fréquentation scolaire.

Tableau 30
Taux de fréquentation scolaire chez les enfants âgés de 12 à 15 ans
selon l'occupation et le groupe ethno-religieux du chef de famille
pour les trois principaux groupes ethno-religieux
Ville de Québec, 1871 et 1901

	1871					
	Français catholiques		Irlandais catholiques		Protestants	
	N	%	N	%	N	%
Service	172	77,3%	44	86,4%	75	86,7%
Employés non manuels	111	72,1%	35	80,0%	57	77,2%
Petits entrepreneurs	441	60,8%	95	77,9%	106	78,3%
Secteur primaire	21	23,8%	17	70,6%	30	63,3%
Contremaîtres, techniciens et travailleurs manuels qualifiés	1 657	50,5%	163	74,2%	128	67,2%
Travailleurs manuels semi ou non qualifiés	855	40,9%	459	61,0%	132	63,6%
Aucun emploi ou indéterminé	409	45,0%	112	58,9%	107	78,5%
Total	3 666	50,6%	925	66,9%	635	73,2%
	1901					
	Français catholiques		Irlandais catholiques		Protestants	
	N	%	N	%	N	%
Service	308	83,4%	38	92,1%	55	80,0%
Employés non manuels	282	70,9%	19	84,2%	59	88,1%
Petits entrepreneurs	917	72,8%	40	90,0%	38	84,2%
Secteur primaire	38	68,4%	6	50,0%	8	75,0%
Contremaîtres, techniciens et travailleurs manuels qualifiés	1 362	54,6%	48	77,1%	46	65,2%
Travailleurs manuels semi ou non qualifiés	845	48,0%	116	69,8%	32	56,3%
Aucun emploi ou indéterminé	529	66,9%	70	71,4%	59	84,7%
Total	4 281	62,0%	337	76,6%	297	78,1%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Pour ce faire, les deux prochaines sections qui s'amorcent présentent les résultats de la régression multiple, respectivement pour 1871 et pour 1901. Les tableaux 31 et 32 compilent les coefficients de régression obtenus. À chaque modèle, une variable indépendante de plus est contrôlée. Ainsi, il est possible d'observer si la prise en compte d'une variable supplémentaire renforce ou affaiblit les relations trouvées. Le dernier modèle de chaque tableau prend en considération l'ensemble des variables indépendantes étudiées. Plus le coefficient de régression trouvé est élevé, plus la relation entre la variable indépendante et la probabilité de fréquenter l'école est forte. De plus, les astérisques (*) indiquent si l'intervalle de confiance des relations observées est ou non statistiquement significatif.

6.2.1 Les déterminants de la fréquentation scolaire en 1871

Le tableau 31 présente les résultats de la régression multiple pour 1871. Au modèle 1, qui ne considère que l'effet du genre de l'enfant, on remarque que le fait d'être un garçon augmente légèrement, et ce de façon significative, la probabilité de fréquenter l'école entre 12 et 15 ans (0,169 à un niveau de confiance de 99 %). Nous verrons que l'ajout des autres variables indépendantes dans les modèles subséquents ne changera rien à cette association entre le genre et la fréquentation scolaire. Donc, chez les enfants de 12 à 15 ans, les garçons ont de meilleures chances que les filles de fréquenter l'école, toutes choses étant égales par ailleurs.

Au modèle 2, la variable relative à l'âge est insérée. Le fait d'avoir 14-15 ans plutôt que 12-13 ans diminue significativement la probabilité de fréquenter l'école (-1,324 à un niveau de confiance de 99 %). Peu de changements notables s'observent à cet égard au fur et à mesure que sont ajoutées les autres variables indépendantes.

Les modèles 3 et 4 intègrent les variables relatives à l'appartenance culturelle. Le fait que le chef de famille soit de religion protestante a un effet positif, et significatif, sur la probabilité de fréquenter l'école (0,953 à un niveau de confiance de 99 %), et ce comparativement au fait que le chef de famille soit de religion catholique. Il en est de même pour les enfants dont le chef de famille est ni catholique, ni protestant : leur chance de fréquenter l'école apparaît même supérieure à ceux dont le chef est de religion protestante (1,100 à un niveau de confiance de 99 %).

L'ajout du groupe ethnique du chef de famille vient toutefois changer la donne. De fait, la prise en compte du groupe ethnique au modèle 4 fait diminuer considérablement l'effet de la religion sur la fréquentation scolaire : l'effet de la religion protestante reste significatif à 99 % mais diminue à

0,437 alors que l'effet d'une autre religion que catholique ou protestante n'est plus significatif qu'à 90 % et chute à 0,600. Par ailleurs, les données du modèle 4 démontrent clairement que le fait que le chef de famille soit d'une autre origine que française (anglaise, irlandaise ou écossaise) augmente de façon significative les chances de fréquenter l'école. Les chances apparaissent plus élevées chez les enfants dont le chef de famille est d'origine anglaise (0,776 à un niveau de confiance de 99 %) ou irlandaise (0,716 à un niveau de confiance de 99 %). Ainsi, force est d'admettre que le groupe ethnique apparaît plus déterminant de la fréquentation scolaire que ne l'est la religion.

Les variables qui rendent compte de la situation socio-économique des familles (le nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille et le nombre de revenus dont bénéficie la famille) sont introduites aux modèles 5 et 6. Le nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille n'a pas d'effet significatif sur la probabilité d'aller à l'école (modèle 5). Les relations révélées par les modèles précédents restent d'ailleurs inchangées par l'intégration de cette variable. Par ailleurs, le fait que l'enfant appartienne à une famille qui bénéficie d'aucun ou de deux revenus diminue de façon significative ses chances de fréquenter l'école par rapport au fait que sa famille recourt à un seul revenu (modèle 6). Toutefois, la prise en compte du nombre de revenus de la famille ne modifie nullement l'effet des autres variables sur la scolarisation révélé dans les modèles précédents.

Enfin, le modèle 7 introduit la variable relative à l'occupation du chef de famille. Par rapport aux enfants dont le chef de famille est un travailleur manuel semi ou non qualifié, les enfants dont le chef travaille dans le secteur des services, à titre de travailleur non manuel ou à titre de petit entrepreneur présentent des probabilités nettement plus élevées de fréquenter l'école entre 12 et 15 ans, et ce à un intervalle de confiance de 99 % (respectivement 1,724, 1,245 et 0,943). Il en est de même pour les enfants dont le chef est un travailleur manuel qualifié, mais à un niveau moins élevé (0,410). Constat intéressant : l'intégration de l'occupation du chef de famille au modèle 7 fait diminuer l'effet de la religion protestante sur la fréquentation scolaire : cet effet s'affaiblit (de 0,432 à 0,326) et le niveau de confiance de la relation est réduit (de 99 % à 95 %). Il en est de même pour l'effet d'appartenir à un autre groupe ethnique que ceux énumérés : l'effet de cette variable n'est plus aussi marqué et le niveau de confiance n'est plus que de 90 %.

Une fois que les sept variables indépendantes sont contrôlées (modèle 7), outre le fait d'être âgé de 12-13 ans (1,421), les variables qui sont les plus susceptibles d'influencer positivement la fréquentation scolaire entre 12 et 15 ans en 1871 sont, dans l'ordre, le fait que le chef de famille œuvre dans le secteur des services (1,724), le fait que le chef de famille soit un travailleur non manuel (1,245), le fait que le chef de famille soit un petit entrepreneur (0,943), le fait que le chef de

famille soit d'origine irlandaise (0,870), le fait que la famille bénéficie d'un moins un revenu plutôt que d'aucun (0,773) et le fait que le chef de famille soit d'origine anglaise (0,713). En outre, d'autres variables viennent influencer la probabilité de fréquenter l'école, mais dans une moindre mesure. Il s'agit notamment du fait que le chef de famille n'ait pas déclaré d'occupation (0,485), du fait que le chef soit un travailleur manuel qualifié (0,410) et du fait d'être un garçon (0,201). Ainsi, en 1871, l'effet de la classe sociale, déterminée par l'occupation du chef de famille, apparaît la variable la plus déterminante de la fréquentation scolaire entre 12 et 15 ans.

Tableau 31
Résultats de l'analyse de régression multiple, 1871

Variable (Catégorie de référence)		Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6	Modèle 7
Genre (Fille)	Garçons	0,169***	0,170***	0,193***	0,195***	0,198***	0,193***	0,201***
	Age (12-13 ans)							
Religion (catholique)	14-15 ans	-	-1,324***	-1,353***	-1,370***	-1,365***	-1,372***	-1,421***
	Protestant	-	-	0,953***	0,437***	0,433***	0,432***	0,326**
Groupe ethnique (française)	Autres	-	-	1,100***	0,600*	0,600*	0,629**	0,442
	Irlandaise	-	-	-	0,716***	0,718***	0,720***	0,870***
	Écossaise	-	-	-	0,468**	0,473**	0,443**	0,444**
	Anglaise	-	-	-	0,776***	0,780***	0,777***	0,713***
Nombre d'enfants (1 ou 2)	Autres	-	-	-	0,735**	0,737**	0,694**	0,533*
	3 ou 4	-	-	-	-	0,108	0,084	0,063
Nombre de revenus (un revenu)	5 et plus	-	-	-	-	0,098	0,069	0,030
	Aucun	-	-	-	-	-	-0,699***	-0,773***
	Deux	-	-	-	-	-	-0,211***	-0,263***
	Trois	-	-	-	-	-	-0,122	-0,186**
Occupation du chef de famille (travailleurs manuels semi et non qualifiés)	4 ou plus	-	-	-	-	-	0,143	0,015
	Aucun ou indéterminé	-	-	-	-	-	-	0,485***
	Classe des services	-	-	-	-	-	-	1,724***
	Travailleurs non manuels	-	-	-	-	-	-	1,245***
	Petits entrepreneurs	-	-	-	-	-	-	0,943***
	Secteur primaire	-	-	-	-	-	-	0,093
	Travailleurs manuels qualifiés	-	-	-	-	-	-	0,410***

*** : $p < 0,01$

** : $p < 0,05$

* : $p < 0,10$

Source : Exploitation des données du recensement de 1871 (PHSVQ / CIEQ).

6.2.2 Les déterminants de la fréquentation scolaire en 1901

Le tableau 32 présente les résultats de la régression multiple pour 1901. Le fait d'être un garçon augmente, de façon significative, la probabilité de fréquenter l'école entre 12 et 15 ans (modèle 1). De même, au modèle 2, on observe que le fait d'être âgé de 14-15 ans plutôt que de 12-13 ans contribue à faire diminuer de façon significative les chances d'aller à l'école. D'ailleurs, l'intégration de l'âge au modèle tend à faire augmenter l'effet du genre sur la fréquentation scolaire.

Les modèles 3 à 5 intègrent les variables relatives à l'appartenance culturelle du chef de famille. Le troisième modèle inclut l'appartenance religieuse du chef de famille. On remarque que l'ajout de cette variable ne change en rien les relations observées aux modèles 1 et 2. Les enfants dont le chef de famille est de religion protestante affichent une probabilité plus élevée de fréquenter l'école que ceux dont le chef est catholique (0,815). Cette association positive entre le protestantisme et la scolarisation est significative à un niveau de confiance de 99 %. En revanche, le fait que le chef de famille appartienne à un autre groupe religieux que catholique et protestant n'a pas d'effet significatif sur la probabilité d'aller à l'école.

Les constats qui se dégagent du modèle 4 sont particulièrement intéressants. D'une part, le fait que la langue maternelle du chef de famille soit l'anglais augmente de façon significative la probabilité de fréquenter l'école entre 12 et 15 ans par rapport au fait que le chef soit de langue française (0,808 à un niveau de confiance de 99 %). D'autre part, l'intégration de la variable concernant la langue maternelle du chef de famille fait disparaître l'effet de la religion protestante sur la fréquentation scolaire. En effet, une fois contrôlée la langue maternelle du chef de famille, le fait que le chef de famille soit de religion protestante n'a plus aucun effet significatif sur la scolarisation. En 1901, la langue maternelle du chef de famille est plus déterminante de la fréquentation scolaire entre 12 et 15 ans que ne l'est l'appartenance religieuse. Quant à l'effet du genre et à celui du groupe d'âge, ceux-ci sont maintenus.

Le modèle 5 ajoute la variable concernant le groupe ethnique du chef de famille. Aucun effet significatif n'est relevable à cet égard. Le fait que le chef soit d'une quelconque origine autre que française n'augmente pas de façon significative la probabilité de fréquenter l'école entre 12 et 15 ans. Par contre, l'inclusion du groupe ethnique maintient la relation positive entre la fréquentation scolaire et le fait que le chef de famille soit de langue maternelle anglaise. Tout compte fait, en contrôlant à la fois le groupe ethnique, la langue maternelle et la religion du chef de famille, seule la langue maternelle a un effet significatif sur la fréquentation scolaire.

Les modèles 6 et 7 insèrent les variables relatives à la situation socio-économique des familles : le nombre d'enfants de 15 ans et moins (modèle 6) et le nombre de revenus dans la famille (modèle 7). Au modèle 6, le fait d'avoir trois enfants ou plus fait diminuer légèrement la probabilité d'aller à l'école. Cependant, l'effet n'est significatif que lorsque la famille est composée de 5 enfants ou plus (-0,146 à un niveau de confiance de 90 %). Par ailleurs, les effets du sexe de l'enfant, de l'âge et de la langue maternelle du chef de famille sur la fréquentation scolaire que nous révélait le modèle 5 sont maintenus après l'inclusion du nombre d'enfants dans la famille.

Le fait que la famille profite de plus d'un revenu diminue de façon significative la probabilité de fréquenter l'école chez les enfants de 12 à 15 ans, en comparaison avec le fait que la survie de la famille ne soit assurée que par un salaire. D'ailleurs, il appert que plus il y a de revenus dans la famille, moins les enfants ont de chances de fréquenter l'école. Tel que nous l'avons soulevé lors de l'analyse descriptive, il s'agit ici d'une double identification : les enfants occupent un emploi salarié et, par conséquent, ils ne fréquentent pas l'école. Le fait que la famille soit sans revenu n'apparaît pas avoir d'effet significatif sur la probabilité d'aller à l'école. Par ailleurs, l'ajout de la variable concernant le nombre de revenus dans la famille entraîne deux changements sur les variables précédentes. D'une part, il y a renforcement de l'effet de la famille nombreuse : l'effet négatif d'appartenir à une famille comptant 5 enfants ou plus devient significatif à 99 % plutôt qu'à 90 % tel qu'on l'observait au modèle 6. D'autre part, le fait que le chef de famille soit d'origine anglaise, non déterminant de la fréquentation scolaire entre 12 et 15 ans jusqu'ici, devient significatif à 90 % : ainsi le fait que le chef de famille soit d'origine anglaise diminue la probabilité de fréquenter l'école chez les enfants de 12 à 15 ans, une fois contrôlées les variables relatives à l'appartenance culturelle et à la situation socio-économique des familles.

Enfin, les modèles 8 et 9 prennent en compte, en plus des variables précédentes, celles relatives à la position des familles dans l'échelle sociale. On constate, au modèle 8, que l'occupation du chef de famille influence de façon significative la probabilité que les enfants âgés de 12 à 15 ans fréquentent l'école. Trois occupations font augmenter de façon significative la probabilité de fréquenter l'école comparativement au fait que le chef de famille soit un travailleur manuel semi ou non qualifié : les occupations dans le secteur des services (1,322 à un niveau de confiance de 99 %), les occupations à titre de petit entrepreneur (1,033 à un niveau de confiance de 99 %) et les emplois non manuels (0,924 à un niveau de confiance de 99 %). Soulignons que même le fait que le chef de famille ne déclare aucune occupation et le fait que son occupation soit indéterminée ont un effet positif sur la probabilité de fréquenter l'école comparativement au fait qu'il soit un travailleur manuel semi ou non qualifié (0,720 à un niveau de confiance de 99 %). Il en est de même pour les travailleurs

manuels qualifiés, mais dans une moindre mesure (0,299 à un niveau de confiance de 99 %). L'intégration de l'occupation du chef de famille ne change en rien les relations observées au modèle précédent, si ce n'est du renforcement de l'effet négatif de l'origine anglaise du chef de famille, lequel passe de $-0,481$ (à un niveau de confiance de 90 %) à $-0,619$ à un niveau de confiance de 95 %).

Le dernier modèle introduit la présence de domestique dans la famille. Il appert clairement que le fait que la famille ait recours à au moins un domestique augmente de façon significative la probabilité de fréquenter l'école chez les enfants de 12 à 15 ans (1,897 à un niveau de confiance de 99 %). L'ajout de la présence de domestique amenuise légèrement les effets relatifs à l'occupation du chef de famille, quoi que les relations observées demeurent significatives. Qui plus est, cette variable fait augmenter l'effet négatif de la famille nombreuse sur la fréquentation scolaire, qui passe ici à un niveau de confiance de 99 %. Quant aux autres effets sur la probabilité d'aller à l'école que nous observions au modèle 8, ceux-ci demeurent inchangés.

Une fois que les neuf variables indépendantes sont contrôlées (modèle 9), outre le fait d'être âgé de 12-13 ans (1,455), celles qui sont les plus susceptibles d'influencer positivement la fréquentation scolaire chez les enfants de 12 à 15 ans en 1901 sont le fait que la famille engage un domestique (1,897), le fait que le chef de famille occupe une fonction dans le secteur des services (1,322), le fait que le chef soit un petit entrepreneur (1,033), le fait que le chef soit un travailleur non manuel (0,924) et le fait que le chef de famille soit de langue anglaise (0,867). Inversement, le fait que la famille bénéficie de trois ($-0,816$) ou de quatre ($-0,973$) revenus diminue la probabilité de fréquenter l'école. Il en est de même du fait que le chef soit d'origine anglaise ($-0,846$). En outre, d'autres variables viennent influencer la probabilité de fréquenter l'école, mais dans une moindre mesure. Il s'agit notamment du fait qu'aucun membre dans la famille ne soit salarié (0,720) et le fait que la famille bénéficie de deux revenus ($-0,607$).

Tableau 32
Résultats de l'analyse de régression multiple, 1901

Variable (Catégorie de référence)		Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6	Modèle 7	Modèle 8	Modèle 9
Genre (Fille)	Garçon	0,266***	0,306***	0,308***	0,306***	0,307***	0,311***	0,348***	0,375***	0,370***
Âge (12-13 ans)	14-15 ans	-	- 1,377***	-1,386***	-1,399***	-1,402***	-1,413***	-1,369***	-1,455***	-1,455***
Religion (catholique)	Protestant	-	-	0,815***	0,169	0,345	0,344	0,346	0,149	0,069
	Autres	-	-	0,225	0,270	0,592	0,605	0,546	0,062	-0,196
Langue maternelle (français)	Anglais	-	-	-	0,808***	0,828***	0,827***	0,815***	0,892***	0,867***
	Autres	-	-	-	-0,225	-0,062	-0,071	-0,113	-0,036	0,119
Groupe ethnique (française)	Irlandaise	-	-	-	-	0,048	0,045	0,034	0,059	0,058
	Écossaise	-	-	-	-	0,260	0,262	0,190	0,082	0,062
	Anglaise	-	-	-	-	-0,408	-0,411	-0,481*	-0,619**	-0,846***
	Autres	-	-	-	-	-0,554	-0,558	-0,625	-0,738*	-0,647
Nombre d'enfants (1 ou 2)	3 ou 4	-	-	-	-	-	-0,069	-0,079	-0,082	-0,123
	5 et plus	-	-	-	-	-	-0,146*	-0,203***	-0,240***	-0,311***
Nombre de revenus (un revenu)	Aucun	-	-	-	-	-	-	-0,378	-0,569*	-0,532*
	Deux	-	-	-	-	-	-	-0,429***	-0,459***	-0,607***
	Trois	-	-	-	-	-	-	-0,663***	-0,667***	-0,816***
	4 ou plus	-	-	-	-	-	-	-0,884***	-0,839***	-0,973***
Occupation du chef de famille (travailleurs manuels semi et non qualifiés)	Aucun ou indéterminé	-	-	-	-	-	-	-	0,840***	0,720***
	Classe des services	-	-	-	-	-	-	-	1,830***	1,322***
	Travailleurs non manuels	-	-	-	-	-	-	-	1,094***	0,924***
	Petits entrepreneurs	-	-	-	-	-	-	-	1,215***	1,033***
	Secteur primaire	-	-	-	-	-	-	-	0,516	0,410
	Travailleurs manuels qualifiés	-	-	-	-	-	-	-	0,287***	0,299***
Présence de domestique (non)	Oui	-	-	-	-	-	-	-	-	1,897***

*** : $p < 0,01$

** : $p < 0,05$

* : $p < 0,10$

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Bilan : faits saillants de l'analyse de régression multiple

- En 1871, hormis le nombre d'enfants dans la famille, toutes les variables retenues dans la régression logistique paraissent influencer la fréquentation scolaire chez les enfants âgés de 12 à 15 ans. Toutefois, l'effet de deux variables apparaît prédominant :
 - **L'occupation du chef de famille** : toute chose étant égale par ailleurs, le fait que le chef de famille œuvre dans le secteur des services, occupe un emploi non manuel ou agit à titre de petit entrepreneur augmente significativement les chances de fréquenter l'école comparativement au fait que le chef de famille soit un travailleur manuel semi ou non qualifié.
 - **Le groupe ethnique du chef de famille** : toute chose étant égale par ailleurs, le fait que le chef de famille soit irlandais ou anglais augmente significativement les chances de fréquenter l'école comparativement au fait que le chef de famille soit français.
 - En revanche, l'effet de la religion du chef de famille sur la fréquentation scolaire n'est plus aussi marquant lorsque l'on contrôle l'ensemble des autres variables.
- En 1901, toutes les variables retenues dans la régression logistique paraissent influencer la fréquentation scolaire chez les enfants âgés de 12 à 15 ans. Toutefois, l'effet de quatre variables apparaît prédominant :
 - **La présence de domestiques** : toute chose étant égale par ailleurs, le fait que la famille ait recours à l'aide d'un domestique augmente significativement les chances de fréquenter l'école comparativement au fait que la famille ne puisse bénéficier d'une telle aide.
 - **L'occupation du chef de famille** : toute chose étant égale par ailleurs, le fait que le chef de famille œuvre dans le secteur des services, agit à titre de petit entrepreneur ou occupe un emploi non manuel augmente significativement les chances de fréquenter l'école comparativement au fait que le chef de famille soit un travailleur manuel semi ou non qualifié.
 - **Le nombre de revenus dans la famille** : toute chose étant égale par ailleurs, le fait que la famille ait recours à plusieurs revenus diminue significativement les chances de fréquenter l'école comparativement au fait que la famille ne bénéficie que d'un revenu. Nous expliquons ce constat par la double identification des enfants qui ne fréquentent pas l'école : les enfants qui ne fréquentent pas l'école sont mis au travail pour rapporter un revenu supplémentaire à la famille.
 - **La langue maternelle du chef de famille** : toute chose étant égale par ailleurs, le fait que le chef de famille soit de langue anglaise augmente significativement les chances de fréquenter l'école comparativement au fait que le chef de famille soit de langue française.
 - En revanche, l'effet de la religion et du groupe ethnique du chef de famille sur la fréquentation scolaire n'est plus significatif lorsque l'on contrôle toutes les variables.

Conclusion : Retour sur les hypothèses de recherche relatives aux déterminants de la fréquentation scolaire

Les hypothèses 3 à 6 formulées à la section 4.1 présumaient que des variations dans les taux de fréquentation scolaire seraient trouvées en fonction des variables relatives aux conditions socio-économiques, à l'appartenance culturelle et à la classe sociale. L'analyse descriptive de la section 6.1 nous a permis de leur donner suite, infirmant l'effet de la taille de la famille et confirmant l'effet du nombre de revenus dans la famille, de l'appartenance ethno-religieuse, de l'occupation du chef de famille et de la présence de domestique dans la famille. Il importe ici d'y revenir pour voir si ces constats sont maintenus une fois contrôlé l'ensemble des variables étudiées.

Notre questionnement portait d'abord sur l'effet de la situation socio-économique sur la fréquentation scolaire. Nous postulions, à la troisième hypothèse, que les familles nombreuses étaient plus enclines que les familles avec peu d'enfants à retirer leurs enfants de l'école pour les mettre au travail. L'analyse de régression multiple, contrairement à l'analyse descriptive, confirme cette hypothèse, mais seulement pour 1901. En effet, en contrôlant l'ensemble des variables, les enfants appartenant à une famille de plus de quatre enfants ont des probabilités légèrement plus faibles de fréquenter l'école en 1901, comparativement aux enfants appartenant à une famille de un ou deux enfant(s) (tableau 32). En 1871 par contre, aucun effet significatif n'est relevable. De fait, on peut présumer, et ce contrairement à Katz (1972) mais conformément à Horan et Hargis (1991), que l'industrialisation rend laborieuse la survie des familles nombreuses. Ces familles ayant plusieurs enfants se voient forcées à mettre une partie de leurs enfants au travail pour qu'ils contribuent au revenu familial. En ce qui touche la relation entre le nombre de revenus dans la famille et la fréquentation scolaire, nous présumions à la quatrième hypothèse que les deux variables seraient négativement liées : la famille ayant recours à plusieurs revenus serait aux prises avec des difficultés économiques, rendant d'autant plus nécessaire la mise au travail des enfants. Conformément à l'analyse descriptive, l'analyse de régression multiple confirme ce raisonnement, et ce de façon marquée pour 1901.

Par ailleurs, l'analyse descriptive a mise en évidence les variations des taux de fréquentation scolaire en fonction des différentes variables relatives à l'appartenance culturelle, soit la langue maternelle, le lieu de naissance et le groupe ethnique du chef de famille. En regard de l'analyse de régression multiple, les variables relatives à l'appartenance culturelle ont une importance différente sur la fréquentation scolaire des enfants en 1871 et en 1901. En 1871, le groupe ethnique et la religion du chef de famille sont assez déterminantes : les enfants dont le chef de famille est d'origine irlandaise, anglaise et écossaise ont des probabilités plus élevées de fréquenter l'école que ceux dont le chef est

d'origine française et il en est de même pour les enfants dont le chef est protestant par rapport à ceux dont le chef est catholique (tableau 31). Or, la religion et le groupe ethnique ne sont plus aussi significatifs en 1901 : seuls les enfants dont le chef de famille est d'origine anglaise ont de meilleures chances de fréquenter l'école que ceux dont le chef de famille est d'origine française alors que l'appartenance religieuse n'a plus d'effet significatif (tableau 32). Tout se passe comme si l'intégration de la langue maternelle du chef de famille était venue dissoudre l'effet des autres variables culturelles. De fait, toujours pour 1901, les enfants dont le chef de famille est de la langue anglaise ont des probabilités significativement plus élevées de fréquenter l'école que ceux dont le chef est de langue française. Il y a donc lieu de s'interroger, en fin de parcours, à savoir si l'effet significatif du groupe ethnique et de la religion en 1871 peut être attribuable à l'absence d'information sur la langue maternelle du chef de famille. D'un autre côté, serait-ce que les mouvements de population entre 1871 et 1901, entraînant l'homogénéisation du paysage culturel de la ville de Québec, auraient conduit à standardiser les comportements en matière de scolarisation des enfants parmi les groupes ethno-religieux ? Suivant ce raisonnement, la connaissance de l'anglais, plus qu'une caractéristique culturelle, permet-elle d'accéder à la classe dominante ? De futures recherches gagneraient à élucider ces interrogations.

En ce qui touche la classe sociale, tant l'analyse descriptive que l'analyse de régression multiple viennent confirmer son effet sur la fréquentation de l'école. Ainsi, même quand toutes les variables sont contrôlées, les enfants des classes laborieuses fréquentent l'école en proportion plus faible que leurs homologues des classes dominantes. Qui plus est, nous postulons à la dernière hypothèse que le modèle de la reproduction sociale l'emporterait sur le modèle culturel et le modèle socio-économique pour expliquer la scolarisation différentielle. À cet égard, les données du tableau 30 nous laissent perplexes : à l'intérieur d'une même classe sociale, les Canadiens français affichent toujours les taux de fréquentation scolaire les plus bas comparativement aux Irlandais catholiques et aux Protestants, cependant l'effet de la classe sociale se fait tout autant sentir chez les Canadiens français que chez les autres communautés culturelles. Ces constats mitigés nous obligeaient à prendre en compte la régression multiple pour départager l'effet des variables culturelles de celui de la classe sociale. Or, aux deux années étudiées, les coefficients de régression sont toujours plus prononcés en fonction de la classe sociale (selon l'occupation du chef de famille et la présence de domestique dans la famille) qu'en fonction des variables culturelles (selon la religion et le groupe ethnique du chef de famille). Ce constat est d'ailleurs manifeste en 1901 alors que les variables culturelles n'ont plus d'effet marquant sur la fréquentation scolaire. Quant aux variables relatives aux conditions socio-économiques, seul l'effet du nombre de revenus dans la famille n'est

significatif, mais il demeure plus faible que celui des variables relatives à la classe sociale. En bref, malgré le fait qu'à l'intérieur d'une même classe sociale les Canadiens français ont des taux de fréquentation scolaire plus faibles que les autres groupes, force est d'admettre que l'effet de la classe sociale est plus marquant que l'effet de l'appartenance culturelle, et ce en 1901 plus qu'en 1871. La thèse de la reproduction sociale se voit donc ici confirmée, conformément à notre dernière hypothèse.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'historiographie québécoise a eu tendance à expliquer la faible instruction des Canadiens français par leur culture marquée par la non-valorisation de l'école. D'autres interprétations émanent cependant de la littérature québécoise : la concentration des Canadiens français dans la classe laborieuse et la structure de l'emploi au Québec servent parfois à expliquer la faible propension des Canadiens français aux études. Rares sont cependant les études qui ont tâché de vérifier empiriquement ces pistes d'explication. De fait, les déterminants de la fréquentation scolaire au Québec pour l'époque qui précède l'instruction obligatoire sont actuellement flous.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons entrepris de jeter un éclairage neuf sur la scolarisation au Québec en tâchant de départager l'effet de l'appartenance culturelle et celui de la classe sociale. De fait, nous avons tenté de transposer la thèse de Olson et Thornton (1992, 2001) sur les régimes démographiques au domaine de l'éducation, tout en nous inspirant des études empiriques réalisées aux États-Unis et en Ontario sur la scolarisation différentielle. Trois modèles d'explication de la scolarisation différentielle ont été mis en évidence: le modèle culturel, le modèle socio-économique et le modèle de la reproduction sociale et nous avons cherché à évaluer la prégnance de chacun d'eux en territoire québécois.

Nous avons centré notre analyse sur la ville de Québec à deux moments clés, soit en 1871 et en 1901. D'abord, nous avons esquissé le contexte historique étudié, soit les caractéristiques économiques et sociales de Québec de même que le système d'enseignement en vigueur à cette époque. Ensuite, nous avons réalisé une analyse quantitative dans le but de répondre à nos diverses questions de recherche. En mettant d'abord en évidence les taux de fréquentation scolaire aux deux moments étudiés, nous avons pu constater que, sur trente ans, la scolarisation s'est généralisée plus qu'elle ne s'est allongée. Chez plusieurs sous-groupes d'enfants, soit les Français catholiques et les garçons Irlandais catholiques, le taux d'occupation d'un emploi a grimpé, fort probablement en raison de l'industrialisation de la ville. Au passage, nous répondons donc avec nuance aux thèses qui

accusent l'industrialisation de freiner l'expansion de la scolarisation, par les emplois juvéniles qu'elle fait naître. Dans la ville de Québec à l'aube du XXe siècle, l'industrialisation n'a pas empêché la généralisation de la fréquentation scolaire entre 8 et 11 ans, mais limité son allongement aux âges avancés.

Au regard de la différenciation sexuelle en matière d'occupation des enfants, nous avons dégagé trois trajectoires culturelles. Les Français catholiques se caractérisent par une scolarisation plus soutenue des garçons par rapport aux filles. En revanche, si garçons et filles sont mis au travail, les premiers le sont davantage. Chez les Irlandais catholiques, un réel investissement dans la scolarisation des filles est observable tandis que l'occupation d'un emploi est généralement réservée aux garçons. Les Protestants se distinguent des deux autres groupes par une similarité entre l'occupation des garçons et des filles : la fréquentation scolaire est plus répandue et le travail moins précoce. Par conséquent, les trois groupes ethno-religieux étudiés modulent différemment l'occupation des enfants (fréquentation de l'école ou mise au travail rémunéré) selon le genre. Nos résultats font écho, en cela, au modèle mis de l'avant par Olson et Thornton (1992, 2001) pour expliquer les comportements démographiques dans la ville de Montréal au XIXe siècle.

Nous avons cependant conduit plus loin notre analyse de manière à évaluer comment les variables relatives à la culture, à la situation socio-économique et à la classe sociale agissaient sur la fréquentation scolaire aux âges les plus critiques pour délaisser l'école, soit entre 12 et 15 ans. Somme toute, plusieurs variations sont observées. Les enfants dont le chef de famille est de religion protestante affichent des taux de fréquentation scolaire plus élevés que leurs homologues de religion catholique, et ce en conformité avec la thèse wéberrienne et les études empiriques menées en Ontario (dont Katz, 1972). Les enfants dont le chef est d'origine française affichent les plus bas taux de fréquentation scolaire, en comparaison avec ceux dont le chef est d'origine écossaise, anglaise et irlandaise. Ce constat corrobore les tendances mises en évidence aux États-Unis (Jacobs et Greene, 1994) et en Ontario (Katz, 1972). La connaissance de l'anglais joue également en faveur de la scolarisation. Enfin, les taux de fréquentation scolaire varient en fonction de l'occupation du chef de famille et de la présence de domestiques dans la famille; les enfants dont le chef est un travailleur manuel semi ou non qualifié sont ceux qui fréquentent le moins l'école alors que ceux dont la famille bénéficie de l'aide d'un domestique sont nettement plus scolarisés. Cette relation entre la classe sociale et la fréquentation scolaire sont conformes aux études ontariennes (Katz, 1972; Katz et Davey, 1978a et 1978b).

Ces multiples résultats de l'analyse descriptive nous ont laissés insatisfaits. Et pour cause : toutes les variables prises en compte paraissent influencer les taux de fréquentation scolaire. Le recours à l'analyse de régression multiple s'imposait donc pour identifier les variables les plus déterminantes de la fréquentation scolaire, à savoir notamment si l'appartenance culturelle avait ou non prépondérance sur la classe sociale.

À la lumière de l'analyse de régression multiple, nous ne pouvons tenir la culture canadienne française responsable d'une faible instruction des Français catholiques, et cela pour deux raisons. Dans un premier temps, nous avons certes observé que, à classe sociale égale, les taux de fréquentation scolaire des Français catholiques étaient plus faibles que ceux des autres groupes ethno-religieux. Il n'en demeure pas moins cependant que l'influence de la classe sociale se manifeste au sein de tous les groupes, y compris parmi les Français catholiques. Ainsi, les enfants dont le chef de famille appartient à la classe dominante sont soumis à une scolarisation plus soutenue, qu'importe leur appartenance culturelle. Il est donc faux de croire à une sous-scolarisation systématique des Canadiens français. Dans un deuxième temps, la régression multiple a démontré clairement que les variables relatives à la classe sociale ont un effet plus prononcé sur la fréquentation scolaire que celles relatives à l'appartenance culturelle. En l'occurrence, la présence de domestiques dans la famille et le fait que le chef de famille œuvre dans le secteur des services, à titre de petit entrepreneur ou à titre de travailleur non manuel augmentent de façon significative les chances de fréquenter l'école. Pour 1871, le groupe ethnique a tout de même un effet considérable : les enfants dont le chef est d'origine française sont ceux qui ont le moins de chances de fréquenter l'école. Il en est autrement pour 1901, année pour laquelle nous avons pu prendre en compte la langue maternelle du chef de famille. Dans ce dernier cas, ni le groupe ethnique, ni l'appartenance religieuse n'a un effet sur la fréquentation scolaire : c'est le fait que le chef de famille soit de langue anglaise qui influence positivement la probabilité d'aller à l'école. Nous croyons trouver un élément d'explication à ce constat par le fait que la connaissance de l'anglais ouvrait des opportunités d'emploi au haut de l'échelle sociale. Cette hypothèse mériterait d'être étudiée ultérieurement.

Dans ces conditions, nos résultats convergent avec ceux de Denton et George (1974a) et de Katz et Davey (1978b), lesquels ont étudié la fréquentation scolaire en Ontario au XIXe siècle, de même qu'avec ceux de Jacobs et Greene (1994) qui se sont penchés sur les taux de fréquentation scolaire de seize communautés culturelles aux États-Unis en 1910 : nous concluons donc sur la prédominance du modèle de la reproduction sociale par rapport aux modèles culturel et socio-économique. Nous ne nions certes pas la scolarisation différentielle selon l'appartenance culturelle. Les variables culturelles n'ont toutefois qu'un effet modéré sur la fréquentation scolaire :

l'occupation du chef de famille et la présence de domestiques dans la famille apparaissent plus déterminantes de la fréquentation scolaire. En cela, nous nous écartons du modèle de Olson et Thornton (1992, 2001) concernant la triangulation des régimes démographiques. Contrairement à Denton et George (1974a) et à Jacobs et Greene (1994) cependant, nous n'avons pas attribué les effets de l'occupation du chef de famille et de la présence de domestiques à la situation socio-économique, mais bien à la classe sociale, comme Katz (1972) de même que Katz et Davey (1978a et 1978b).

Devant cette différence de perspectives, force est de rappeler l'ambiguïté concernant les indicateurs qui rendent compte, respectivement, de la situation socio-économique et de la classe sociale. Dans le cadre de cette étude, nous avons retenu le nombre d'enfants de 15 ans et moins dans la famille et le nombre de membres de la famille occupant un travail salarié pour caractériser la situation socio-économique. En revanche, l'occupation du chef de famille et la présence de domestiques dans la famille indiquaient la classe sociale. Bien que ces choix méthodologiques s'appuient sur des auteurs qui nous précèdent, il convient en fin de parcours d'en souligner les limites. Il aurait certes été plus pertinent d'employer le salaire du chef de famille pour déterminer la situation socio-économique. L'absence de cette information dans les recensements utilisés nous a obligés à faire d'autres choix. Cependant, des études ultérieures devraient être menées à partir de données censitaires qui compilent le revenu de façon systématique. Il serait alors possible de comparer les effets respectifs du salaire du chef de famille et de son occupation sur la fréquentation scolaire, de manière à évaluer si le modèle de la reproduction sociale prime toujours sur le modèle socio-économique.

Qui plus est, la littérature consultée ouvrait la voie à plusieurs questions auxquelles nous n'avons pu donner suite dans le cadre de cette recherche. Deux d'entre elles nous apparaissent particulièrement intéressantes à retenir dans les futures études sur la fréquentation scolaire. D'une part, il serait pertinent d'étudier l'effet du rang de naissance des enfants sur la probabilité d'accéder à une longue scolarisation. Suivant le raisonnement de Horan et Hargis (1991), il est possible de croire que les premiers de famille étaient plus susceptibles d'être mis tôt au travail pour veiller à la survie des enfants en bas âge, non productifs. Les derniers de famille seraient en ce sens privilégiés du fait que la pression pour contribuer aux activités familiales est moins forte en l'absence d'enfants en bas âge. Cependant, une autre thèse demeure envisageable à l'instar de Bouchard (1996) de même que de Gaffield et Bouchard (1989). Selon eux, les familles étaient guidées par le principe d'égalité entre les enfants. Bouchard (1996) l'a fait valoir pour la transmission de l'héritage (principalement les biens et les avoirs) alors que Gaffield et Bouchard (1989) ont étendu ce raisonnement pour expliquer pourquoi les familles tendaient à offrir une scolarisation de base à tous leurs enfants. Dans cette

perspective, le privilège accordé aux derniers de famille ne pourrait s'appliquer qu'à l'investissement dans une longue scolarisation: les enfants qui accèdent à une scolarisation supérieure à la normale seraient trouvés dans les familles dont tous les enfants ont reçu une scolarisation de base.

D'autre part, à défaut d'informations sur les résultats scolaires des enfants, nous avons dû écarter la perspective mise de l'avant par Perlmann (1985) concernant l'effet des performances académiques sur la scolarisation des enfants. À eux seuls, les recensements fédéraux ne permettent pas d'élucider la question. Pour y parvenir, on gagnerait à rechercher des compilations de résultats scolaires dans les fonds d'archives des commissions scolaires ou dans ceux des communautés religieuses autrefois engagées dans le domaine de l'enseignement. La jonction de ces compilations avec les données censitaires permettrait d'évaluer si la scolarisation longue est davantage le lot des enfants performants ou celui des enfants de la classe dominante. D'ailleurs, les études ultérieures gagneraient à mettre à profit des données de fonds d'archives, ne serait-ce que pour utiliser d'éventuelles listes d'élèves par degré scolaire. Ce genre de listes permettrait d'étudier non pas seulement la fréquentation scolaire à un moment donné, mais d'évaluer les caractéristiques des enfants qui accèdent à un degré de scolarisation supérieure. Nous serions ainsi à même d'identifier les déterminants de l'accès à une longue scolarisation et d'évaluer avec plus de finesse l'effet de l'industrialisation sur l'allongement de la fréquentation de l'école.

BIBLIOGRAPHIE

Akoun, André et Pierre Ansart (dirs.) (1999). *Dictionnaire de sociologie*. Tours : Dictionnaires Le Robert/Seuil, 587 p.

Audet, Louis-Philippe (1971). Histoire de l'enseignement au Québec, 1840-1971. Tome 2. Montréal : Holt, Rinehart et Winston, 496 p.

Audet, Louis-Philippe (1959). « La querelle de l'instruction publique ». *Les Cahiers des dix*, 24, p. 132-150.

Beck, Ulrich (1992). *Risk Society. Towards a New Modernity*. London : Sage Publications, 260 p.

Bélangier, Pierre W. et Guy Rocher (1975). *École et société au Québec : éléments d'une sociologie de l'éducation. Tome 1*. Montréal : Hurtubise, 465 p.

Bernier, Gérard et Robert Boily (1986). *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours*. Montréal : ACFAS, 389 p.

Bernstein, Basil (1959). « A Public Language : Some Sociological Implications of Linguistic Form ». *The British Journal of Sociology*, 10 : 4, 311-326.

Blanchard, Raoul (1935). *L'Est du Canada français, Province de Québec, Tome 2*. Paris/Montréal : Masson et cie./ Beauchemin, 336 p.

Blishen, Bernard R. (1967). « A Socio-Economic Index for Occupations in Canada ». *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 4, p. 41-53.

Blue, Archibald (1902). Dans Sydney Fisher (1902). *Rapport du quatrième recensement du Canada: 1901*. Ottawa : Bureau du recensement, 4 volumes.

Bowles, Samuel et Herbert Gintis (1976). *Schooling in Capitalist America*. New York: Basic Books, 340 p.

Bouchard, Gérard (1996). *Quelques Arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*. Montréal : Boréal, 635 p.

Bouchard, Gérard (1986). « La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux 19^e et 20^e siècles : construction d'un modèle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40 : 1, été, p. 51-71.

Boudon, Raymond (1973). *L'inégalité des chances : la mobilité sociale dans les sociétés industrielles*. Paris : A. Colin, 237 p.

- Boudon, Raymond (2001). « Les causes de l'inégalité des chances scolaires ». Dans Raymond Boudon, Nathalie Bulle et Mohamed Cherkaoui (dirs). *École et société : les paradoxes de la démocratie*. Paris : Presses universitaires de France, p. 151-170.
- Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron (1970). *La reproduction . Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Éditions de Minuit, 279 p.
- Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron (1964). *Les héritiers. Les étudiants et la culture*. Paris : Éditions de minuit, 189 p.
- Breton, André (1975). « Les recensements du XIXe siècle ». *L'Ancêtre*. 2 : 4, décembre, p. 175-182.
- Caldwell, John C. (1975). « A Theory of Fertility : From High Plateau to Destabilization ». *Population and Development Review*. 4, p. 553-577.
- Calhoun, Daniel (1973). *The Intelligence of a People*. Princeton.
- Canada, Archives nationales (1995). *Lignes directrices relatives à la communication des renseignements personnels aux fins de recherches historiques aux Archives nationales du Canada*. Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 24 p.
- Castells, Manuel (1998). *La société en réseaux. L'ère de l'information*. Paris : Fayard, 671 p.
- Charland, Jean-Pierre (2000). *L'entreprise éducative au Québec, 1840-1900*. Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, 452 p.
- Charland, Jean-Pierre (1997). « L'histoire de l'éducation au Québec. Regard sur la production récente ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 50 : 4, printemps, p. 599-614.
- Charland, Jean-Pierre (1987). « Le réseau d'enseignement public bas-canadien, 1841-1867. Une institution de l'État libéral ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 40 : 4, printemps, p. 505-535.
- Collins, Randall (1971). « Functional and conflict theories of educational stratification ». *American Sociological Review*. 36: 6, p. 1002-1019.
- Copp, Terry (1974). *The anatomy of poverty. The condition of the working class in Montreal, 1897-1929*. Toronto: McClelland and Stewart, 192 p.
- Courville, Serge (2001). « À l'heure de l'industrie ». Dans Serge Courville et Robert Garon (dirs.). *Québec, ville et capitale*. Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, p. 198-209.
- Cousin, Paul (1891). *Plan of the city of Quebec and environs*. Bibliothèque Nationale du Québec.
- Davey, Ian E. (1978). « The rhythm of work and the rhythm of school ». Dans Neil McDonald and Alf Chaiton. *Egerton Ryerson and his times*. Toronto: Macmillan of Canada, p. 221-253.
- Denton, Frank T. and Peter J. George (1974a). « Socio-Economic Influences on School Attendance: A Study of a Canadian County in 1871 ». *History of Education Quarterly*. 14: 2, été, p. 223-232.

- Denton, Frank T. and Peter J. George (1974b). « Socio-Economic Influences on School Attendance: a Response to Professor Katz ». *History of Education Quarterly*. 14: 3, automne, p. 367-369.
- Deschênes, Gaston (2001). « Le siège du Parlement (1792 à 1867) ». Dans Serge Courville et Robert Garon (dirs.). *Québec, ville et capitale*. Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, p. 166-171.
- De Sève, Michel (1993). *Les professions relevées dans le fichier Balsac (Saguenay) et les classes d'Erikson, Goldthorpe et Portocarero. Essai de classification*. Sainte-Foy : Document de travail du SOREP, no. II-C-217.
- Drouin, Sophie (2001). « Une centralité affaiblie ». Dans Serge Courville et Robert Garon (dirs.). *Québec, ville et capitale*. Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, p. 186-189.
- Drouin, Sophie et Valérie Laflamme (2000). *Québec 1871 : Rapport sur la construction de la base de données relative au recensement de 1871*. Sainte-Foy : Université Laval, Population et histoire sociale de la ville de Québec.
- Dufour, Andrée (1997). *Histoire de l'éducation au Québec*. Cap-Saint-Ignace : Boréal, 124 p.
- Dufour, Andrée (1996). *Tous à l'école : État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*. Montréal : Hurtubise HMH, 271 p.
- Dufour, Andrée (1988). « Diversité institutionnelle et fréquentation scolaire dans l'île de Montréal en 1825 et 1835 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 41: 4, printemps, p. 507-535.
- Dumont, Micheline et Johanne Daigle (1986). « Les couventines ». Dans Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid (dirs.). *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes, 1840-1960*. Montréal : Boréal, p. 189-225.
- Durkheim, Émile (1968). *Les règles de la méthode sociologique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Erikson, Robert, John H. Goldthorpe et Lucienne Portocarero (1979). « Intergenerational Class Mobility in Three Western European Societies: England, France and Sweden ». *The British Journal of Sociology*. 30: 4, Special Issue. Current Research on Social Stratification, décembre, p. 415-441.
- Fahmy-Eid, Nadia (1978). « Éducation et classes sociales : analyse de l'idéologie conservatrice-cléricale et petite bourgeoisie au Québec au milieu du XIXe siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 32 : 2, septembre, p. 159-180.
- Falardeau, Jean-Charles (1953). *Essais sur le Québec Contemporain*. Québec : Presses universitaires Laval, 260 p.
- Fleury, Charles (2002). *Rapport sur la classification et la codification des professions contenues dans les recensements canadiens de 1851 à 1901 : méthodologie et liste des professions (IREP et CFP)*. Sainte-Foy : Université Laval, Population et histoire sociale de la ville de Québec.
- Fleury, Charles (2001). *Québec 1871 : Base de données. Guide d'accompagnement*. Sainte-Foy : Université Laval, Population et histoire sociale de la ville de Québec.

- Fleury, Charles (2000). *Québec 1901 : Base de données. Guide d'accompagnement*. Sainte-Foy : Université Laval, Population et histoire sociale de la ville de Québec.
- Fleury, Charles (1998). *Québec 1901 : Rapport sur la construction de la base de données relative au recensement de 1901*. Sainte-Foy : Université Laval, Population et histoire sociale de la ville de Québec.
- Foster, John (1968). « Ninetennth-Century Towns. A Class Dimension ». Dans *The Study of Urban History*. H. J. Dyos (ed). London : Edward Arnold, 400 p.
- Fournier, Édouard (1954). *La guerre des éteignoirs*. Sainte-Foy : Université Laval, 36 p.
- Fox, William (1999). *Statistiques sociales*. Traduit de l'anglais et adapté par Louis M. Imbeau. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval et de Boeck Université, 374 p.
- Fuller, Bruce (1983). « Youth Job Structure and School Enrollment, 1890-1920 ». *Sociology of Education*. 56: 3, juillet, p. 145-156.
- Gaffield, Chad et Gérard Bouchard (1989). « Literacy, schooling and family reproduction in rural Ontario and Quebec ». *HSE-RHE*. 1: 2, automne, p. 201-218.
- Garneau, François-Xavier (1845). *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours. Tome I*. Québec : Napoléon Auvin et Fréchette et Frères, 362 p.
- Gérin, Léon (1897-1898). « La loi naturelle du développement de l'instruction populaire : les causes sociales de la répartition des illettrés au Canada ». *La science sociale suivant la méthode d'observation*. 23 (juin 1897), p. 441-472; 24 (novembre 1897), p. 356-390; 25 (juin 1898), p. 488-522.
- Gosselin, Amédée (1911). *L'instruction au Canada sous le régime français*. Québec : Laflamme, 501 p.
- Goulet, Sophie (2002). *La nuptialité dans la ville de Québec : étude des mariages mixtes au cours de la deuxième moitié du 19ième siècle*. Thèse de maîtrise (sociologie). Sainte-Foy : Université Laval, 113 pages.
- Grace, Robert (2001). « L'apport de l'immigration: l'exemple des irlandais ». Dans Serge Courville et Robert Garon (dirs.). *Québec, ville et capitale*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, p. 180-185.
- Greene, Margaret E. et Jerry A. Jacobs (1992). « Urban Enrollments and the Growth of Schooling: Evidence from the U.S. 1910 Census Public Use Sample ». *American Journal of Education*. 101: 1, novembre, p. 29-59.
- Greer, Allan (1978). « The pattern of literacy in Quebec, 1795-1899 ». *Histoire sociale*. 11 : 22, p. 295-335.
- Groulx, Lionel (1933). *L'enseignement français au Canada. Tome 2 : Les écoles des minorités*. Montréal : Éditions Albert Lévesque, 271 p.

- Groulx, Lionel (1979). *L'enseignement français au Canada. Tome 1 : Dans le Québec*. Montréal : Leméac, 327 p.
- Guest, Avery M. et Stewart E. Tolnay (1985). « Agricultural Organization and Educational Consumption in the U.S. in 1900 ». *Sociology of Education*. 58, p. 201-212.
- Hamel, Thérèse (1984). « Obligation scolaire et travail des enfants au Québec : 1900-1950 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 38 : 1, été, p. 39-58.
- Hamel, Thérèse (1981). *L'obligation scolaire au Québec : lieu et enjeu de la lutte des classes*. Paris : Université Paris V, thèse de doctorat, 448 p.
- Hamelin, Jean et Yves Roby (1971). *Histoire économique du Québec, 1851-1896*. Montréal : Fides, 496 p.
- Hare, John, Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel (1987). *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*. Montréal : Boréal-Musée canadien des civilisation, 399 p.
- Hobsbawm, Eric (1969). *Industry and Empire*. London: Weidenfeld & Nicolson, 336 p.
- Hogan, David (1978). « Education and the Making of the Chicago Working-Class, 1880-1930 ». *History of Education Quarterly*. 18: 3, automne, p. 227-270.
- Horan, Patrick M. et Peggy G. Hargis (1991). « Children's Work and Schooling in the Late Nineteenth-Century Family Economy ». *American Sociological Review*. 56: 5, octobre, p. 583-596.
- Jacobs, Jerry A. et Margaret E. Greene (1994). « Race and Ethnicity, Social Class, and Schooling ». Dans Susan Cotts Watkins (ed). *After Ellis Island, New comers and natives in the 1910 census*. New York: Russell Sage Foundation, p. 209-256.
- Katz, Michael B. et Ian E. Davey (1978a). « Youth and Early Industrialization in a Canadian City ». *The American Journal of Sociology*. 84, Supplement: Turning Points, Historical and Sociological Essays on the Family, p. S81-S119.
- Katz, Michael B. et Ian E. Davey (1978b). « School Attendance and Early Industrialization in a Canadian City: A Multivariate Analysis ». *History of Education Quarterly*. 18: 3, automne, p. 271-293.
- Katz, Michael B. (1974). « Socio-Economic Influences on School Attendance: A Study of a Canadian County in 1871: Reply ». *History of Education Quarterly*. 14: 2, été, p. 233-234.
- Katz, Michael B. (1972). « Who went to school? ». *History of Education Quarterly*. 12: 3, Special Issue: Education and Social Change in English-Speaking Canada, automne, p. 432-454.
- Kessner, Thomas (1977). *The golden door : Italians and Jewish immigrant mobility in New York City, 1880-1915*. New York : Oxford University Press, 224 p.

- Lalou, Richard (1993). « Quand l'école des femmes était une école des mères : influence de l'instruction sur la fécondité des Québécoises, 1850-1940 ». *Cahiers québécois de démographie*. 22 : 2, automne, p. 229-262.
- Landes, William et Lewis Solomon (1972). « Compulsory Schooling Legislation. An Economic Analysis of Law and Social Change in the Nineteenth Century ». *Journal of Economic History*. 32, p. 54-97.
- Larocque, Paul (1970). *La condition socio-économique des travailleurs de la ville de Québec (1896-1914)*. Sainte-Foy : Université Laval, 212 pages.
- Larocque, Marie-Josée et Thérèse Hamel (2001). « L'école dans la cité ». Dans Serge Courville et Robert Garon (dirs.). *Québec : ville et capitale*. Sainte-Foy : Les presses de l'université Laval, p. 292-311.
- Lieberson, Stanley (1980). *A Piece of the Pie : Blacks and White Immigrants Since 1880*. Berkley : University of California Press.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert (1989). *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929). Tome 1*. Montréal : Boréal, 758 p.
- Macleane, Murdoch Campbell (1937). *Analphabetisme et fréquentation scolaire. Étude basée sur le recensement de 1931 et sur des données supplémentaires*. Ottawa : Bureau fédéral de la statistique, 189 p.
- Mair, Nathan (1980). *The Quest for Quality in the Protestant Public Schools of Quebec*. Québec : Conseil supérieur de l'éducation, 181 p.
- Marcoux, Richard et Marc St-Hilaire, avec la collaboration de Charles Fleury (2003). « Régimes démographiques, famille et travail des enfants. Y a-t-il une spécificité des nouveaux citoyens d'origine rurale à Québec en 1901 ». Dans Christian Dessureault, John A. Dickinson et Joseph Goy. *Famille et marché. XVI-XXe siècles*. Sillery : Septentrion, p. 323-340.
- Marcoux, Richard (2003). « Entre l'école et la fabrique : une analyse exploratoire de la fréquentation scolaire et du travail des enfants à Québec en 1901 ». Dans *Éducation, familles et dynamiques démographiques*. Actes du séminaire international organisé par le Comité international de coopération dans les recherches nationales en démographie (CICRED), Paris : CICRED, p. 125-151.
- Marcoux, Richard (2002). « Régimes démographiques, école et travail des enfants. Un regard croisé sur deux villes, Bamako et Québec ». *Jeunesses, vieillesse, démographie et sociétés*. Louvain-la-Neuve : Académia-Bruylant / L'Harmattan, p. 219-240.
- Marshall, Dominique (1996). « Les familles québécoises et l'obligation scolaire, 1943-1960 ». *Lien social et Politiques - RIAC*. 35, printemps, p. 13-21.
- Marx, Karl (1847, eds 1969). *Le manifeste du Parti communiste*. Paris : Union Générale d'Éditions, 189 p.

- Meyer, John W., David Tyack, Joane Nagel et Audri Gordon (1979). « Public Education as Nation-Building in America : Enrollments and Bureaucratization in the American States, 1870-1930 ». *The American Journal of Sociology*. 85 : 3, novembre, p. 591-613.
- Murray, Jocelyne (2003). *Apprendre à lire et à compter. École et société en Mauricie, 1850-1900*. Sillery : Cahiers des Amériques 2, 278 p.
- Olneck, Michael R. et Marvin Lazerson (1974). « The School Achievement of Immigrant Children: 1900-1930 ». *History of Education Quarterly*. 14: 4, hiver, p. 453-482.
- Olneck, Michael (1990). « Toward the Melting Pot? ». *Contemporary Sociology*. 19: 2, mars, p. 183-185.
- Olson, Sherry et Patricia Thornton (2001). « La croissance naturelle des Montréalais au XIXe siècle », *Cahiers québécois de démographie*. 30 : 2, p. 191-230.
- Olson, Sherry et Patricia Thornton (1992). « Familles montréalaises du XIXe siècle : trois cultures, trois trajectoires », *Cahiers québécois de démographique*. 21 : 2, automne, p. 51-75.
- Ouellet, Fernand (1997). « Fréquentation scolaire, alphabétisation et société au Québec et en Ontario jusqu'en 1911 : les francophones et les autres ». *Cahiers Charlevoix 2 Études franco-ontariennes*. Sudbury : Société Charlevoix et Prise de parole, p. 263-349.
- Ouellet, Fernand (1971). *Histoire économique et sociale du Québec*. Montréal : Fides, 639 p.
- Ouellet, Jacques (1984). *L'instruction publique au Saguenay (1876-1966) à travers les rapports du SIP*. Chicoutimi : UQAC, mémoire de maîtrise.
- Paré, Yves (2001). « La montée du commerce de détail ». Dans Serge Courville et Robert Garon (dirs.). *Québec, ville et capitale*. Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, p. 210-217.
- Pareto, Vilfredo (1968). *Traité de sociologie générale. Œuvres complètes. Tome XI*. Genève : Droz.
- Parsons, Talcott (1955). *Éléments pour une sociologie de l'action*. Paris : Plon, 355 p.
- Perlmann, Joel (1988). *Ethnic Differences. Schooling and Social Structure Among The Irish, Italians, Jews, and Blacks in American City, 1880-1935*. Cambridge: Cambridge University Press, 327 p.
- Perlmann, Joel (1987). « A Piece of the Educational Pie: Reflections and New Evidence on Black and Immigrants Schooling Since 1880 ». *Sociology of Education*. 60: 1, janvier, p. 54-61.
- Perlmann, Joel (1985). « Who Stayed in School? Social Structure and Academic Achievement in the Determination of Enrollment Patterns, Providence, Rhode Island, 1880-1925 ». *The Journal of American History*. 72: 3, décembre, p. 588-614.
- Perlmann, Joel (1983). « Working-Class Homeownership and Children Schooling in Providence, Rhode Island 1880-1925 ». *History of Education Quarterly*. 23: 2, été, p. 175-193.

Ralph, John H. et Richard Rubinson (1980). « Immigration and the Expansion of Schooling in the United States, 1890-1970 ». *American Sociological Review*. 45: 6, décembre, p. 943-954.

Rivet, Monique (1969). *Les Irlandais à Québec, 1870-1968*. Sainte-Foy : Université Laval, thèse de maîtrise (géographie), 147 p.

Rocher, Guy (1975). « La sociologie de l'éducation de Léon Gérin ». *École et société au Québec. Tome 1*. Montréal: Hurtubise HMH, p. 36-50.

Robert, Marcel et Jacques Tondreau (1997). *L'école québécoise. Débats, enjeux et pratiques sociales*. Anjou : Les Éditions CEC, 545 p.

Rouillard, Jacques (1974). *Les travailleurs du coton au Québec, 1900-1915*. Montréal : Presses de l'Université du Québec, 152 p.

Routhier, Adolphe Basile (1900). *Québec et Lévis à l'aurore du XXe siècle*, Montréal : La compagnie de publication Samuel de Champlain, 138 p.

Rubinson, Richard et John Ralph (1984). « Technical Change and the Expansion of Schooling in the United States, 1890-1970 ». *Sociology of Education*. 57: 3, juillet, p. 134-152.

Rudin, Ronald (1986). *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*. Traduction de Robert Paré. Québec : Institut québécois de recherché sur la culture, 332 p.

Saint-Hilaire, Marc et Richard Marcoux (2001). « Le ralentissement démographique ». Dans Serge Courville et Robert Garon (dirs.). *Québec, ville et capitale*. Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, p. 172-179.

Sorokin, Pitrim A. (1927). *Social Mobility*. New York : Harper and Brothers.

Steinberg, Stephen (1990), « Can ethnicity be counted? ». *Contemporary Sociology*. 19 : 2, mars, p. 182-183.

Stroobants, Marcelle (1993). *Sociologie du travail*. Paris : Nathan, 127 p.

Surintendant de l'Instruction publique (1901). *Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la Province de Québec pour l'année 1899-1900*. Québec : Le Département de l'Instruction publique, 415 p.

Taché, Joseph Charles (1873). *Le rapport du recensement de 1871. Volume 1*, Ottawa : Ministère de l'Agriculture.

Tilly, Louise A. et Joan W. Scott (1978). *Women Work and Family*. New York: Holt Rinehart and Winston.

Thernstrom, Stephan (1973). *The Other Bostonians: Poverty and Progress in the American Metropolis. 1880-1970*. Cambridge: Harvard University Press, 345 p.

- Thornton, Patricia, Olson, Sherry et Quoc Thuy Thach (1988). « Dimensions sociales de la mortalité infantile à Montréal au milieu du XIXe siècle ». *Annales de démographie historique*. p. 299-325
- Todd, Emmanuel (1984). *L'enfance du monde. Structures familiales et développement*. Paris : Seuil, 251 p.
- Touraine, Alain (1997). *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*. Paris : Fayard, 395 p.
- Trottier, Claude (1987), « La nouvelle sociologie de l'éducation en Grande-Bretagne : un mouvement de pensée en voie de dissolution? ». *Revue française de pédagogie*. 78, janvier-février-mars, p. 5-20.
- Verrette, Michel (2002). *L'alphabétisation au Québec 1660-1900. En marche vers la modernité culturelle*. Sillery : Septentrion, 191 p.
- Walters, Pamela Barnhouse et Carl M. Briggs (1993). « The Family Economy, Child Labor, and Schooling. Evidence from Early Twentieth-Century South ». *American Sociological Review*. 58 : 2, avril, p. 163-181.
- Walters, Pamela Barnhouse et David R. James (1992). « Schooling for Some. Child Labor and School Enrollment of Black and White Children in the Early Twentieth-Century South ». *American Sociological Review*. 57 : 5, octobre, p. 635-650.
- Walters, Pamela Barnhouse, McCammon, Holly J. et David R. James (1990). « Schooling or Working? Public Education, Racial Politics, and the Organization of Production in 1910 ». *Sociology of Education*. 63: 1, janvier, p. 1-26.
- Walters, Pamela Barnhouse et Philip J. O'Connell (1988). « The family economy, work, and educational participation in the United States, 1890-1940 ». *American Journal of Sociology*. 93: 5, mars, p. 1116-1152.
- Weber, Max (1964). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris: Plon.
- Zelizer, Viviana A. Rotman (1985). *Pricing the Priceless Child. The Changing Social Value of Children*. New York: Basic Books.

ANNEXES

Tableau 33
Principales caractéristiques des réseaux scolaires catholique et protestant
Province de Québec, 1899-1900

	Réseau catholique	Réseau protestant
Écoles élémentaires		
Nombre d'écoles	4 311	878
Nombre d'instituteurs(trices) religieux(ses)	441	1
Nombre d'instituteurs(trices) laïques	4 426	1 072
Nombre d'instituteurs(trices) total	4 867	1 073
Nombre d'élèves	171 824	27 598
Écoles modèles et académies		
Nombre d'écoles	516	81
Nombre d'instituteurs(trices) religieux(ses)	2 818	0
Nombre d'instituteurs(trices) laïques	686	405
Nombre d'instituteurs(trices) total	3 504	405
Nombre d'élèves	102 855	8 976
Total		
Nombre d'écoles	4 827	959
Nombre d'instituteurs(trices) religieux(ses)	3 259	1
Nombre d'instituteurs(trices) laïques	5 112	1 477
Nombre d'instituteurs(trices) total	8 371	1 478
Nombre d'élèves	274 679	36 574

Source : RSIP, 1901 : viii-ix.

Tableau 34
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans
selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge
Ville de Québec, 1871

	1871															
	Filles								Gars							
	Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres		Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres	
	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire
3 ans	475	0,0%	118	0,0%	104	2,9%	27	3,7%	527	0,2%	136	0,7%	84	0,0%	29	0,0%
4 ans	551	3,3%	133	8,3%	92	15,2%	26	3,8%	525	5,0%	138	10,1%	87	10,3%	34	0,0%
5 ans	487	14,0%	111	21,6%	103	38,8%	26	34,6%	513	15,6%	139	28,1%	83	38,6%	38	15,8%
6 ans	533	36,4%	105	45,7%	94	60,6%	36	50,0%	550	39,1%	128	58,6%	101	62,4%	24	54,2%
7 ans	460	60,9%	120	65,8%	86	72,1%	19	73,7%	452	60,2%	110	74,5%	81	84,0%	26	69,2%
8 ans	435	74,7%	123	80,5%	86	87,2%	34	82,4%	503	76,3%	133	86,5%	81	88,9%	24	79,2%
9 ans	434	80,0%	104	81,7%	78	88,5%	24	79,2%	413	77,2%	107	87,9%	63	92,1%	16	81,3%
10 ans	462	81,0%	129	88,4%	91	86,8%	32	87,5%	532	84,2%	137	92,7%	113	87,6%	29	86,2%
11 ans	400	78,5%	79	82,3%	69	78,3%	24	91,7%	369	80,8%	87	78,2%	74	91,9%	25	88,0%
12 ans	470	71,1%	130	85,4%	87	86,2%	24	95,8%	527	76,3%	151	84,1%	97	92,8%	24	91,7%
13 ans	418	57,9%	110	74,5%	80	83,8%	25	80,0%	455	58,9%	102	69,6%	58	82,8%	26	76,9%
14 ans	447	38,5%	96	60,4%	82	65,9%	20	40,0%	483	43,3%	115	61,7%	83	71,1%	24	70,8%
15 ans	436	22,9%	113	41,6%	90	46,7%	20	45,0%	430	30,0%	108	48,1%	58	51,7%	26	34,6%
16 ans	455	15,4%	82	23,2%	70	32,9%	17	17,6%	447	17,9%	87	20,7%	70	35,7%	27	40,7%
17 ans	425	7,8%	106	11,3%	62	22,6%	18	22,2%	322	9,6%	77	11,7%	65	12,3%	20	15,0%
18 ans	397	2,8%	107	4,7%	63	6,3%	35	0,0%	332	6,3%	89	9,0%	62	12,9%	21	14,3%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Tableau 35
Taux de fréquentation scolaire chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans
selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge
Ville de Québec, 1901

	1901															
	Filles								Gars							
	Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres		Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres	
	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire	Total	Taux de fréquentation scolaire
3 ans	637	0,2%	36	2,8%	35	2,9%	30	0,0%	644	0,2%	38	0,0%	44	0,0%	40	0,0%
4 ans	605	0,3%	55	0,0%	47	0,0%	35	0,0%	617	0,6%	47	0,0%	40	0,0%	25	0,0%
5 ans	618	12,6%	45	11,1%	37	10,8%	30	23,3%	602	14,0%	46	13,0%	38	10,5%	27	25,9%
6 ans	567	44,6%	52	36,5%	54	37,0%	25	24,0%	613	44,4%	38	50,0%	31	19,4%	25	44,0%
7 ans	604	76,2%	44	68,2%	41	65,9%	18	50,0%	572	75,2%	40	67,5%	38	60,5%	37	67,6%
8 ans	601	88,9%	47	87,2%	43	81,4%	23	91,3%	559	89,4%	31	87,1%	42	81,0%	33	84,8%
9 ans	546	93,2%	41	97,6%	34	97,1%	28	85,7%	561	93,9%	43	100,0%	28	96,4%	18	94,4%
10 ans	546	93,6%	63	96,8%	38	100,0%	29	96,6%	570	94,0%	40	100,0%	27	96,3%	21	95,2%
11 ans	480	92,1%	47	95,7%	32	90,6%	21	95,2%	506	93,1%	36	100,0%	32	93,8%	29	93,1%
12 ans	549	82,3%	44	95,5%	41	90,2%	21	81,0%	530	86,0%	42	88,1%	43	83,7%	18	83,3%
13 ans	577	67,4%	37	94,6%	33	87,9%	25	68,0%	533	75,8%	49	73,5%	34	79,4%	23	78,3%
14 ans	551	48,3%	45	77,8%	42	73,8%	24	70,8%	531	56,7%	48	62,5%	38	84,2%	21	52,4%
15 ans	497	32,2%	36	61,1%	33	51,5%	22	27,3%	513	44,2%	36	58,3%	33	69,7%	13	53,8%
16 ans	485	21,0%	33	42,4%	41	51,2%	24	45,8%	509	30,3%	43	18,6%	29	51,7%	20	25,0%
17 ans	477	14,0%	40	25,0%	30	20,0%	22	18,2%	508	19,9%	50	10,0%	25	40,0%	16	18,8%
18 ans	491	5,5%	31	9,7%	36	22,2%	13	15,4%	475	8,8%	51	5,9%	31	6,5%	12	33,3%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Tableau 36
Taux d'occupation d'un emploi salarié chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans
selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge
Ville de Québec, 1871

	1871															
	Filles								Gars							
	Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres		Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres	
	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi
3 ans	475	0,0%	118	0,0%	104	0,0%	27	0,0%	527	0,2%	136	0,0%	84	0,0%	29	0,0%
4 ans	551	0,0%	133	0,0%	92	0,0%	26	0,0%	525	0,0%	138	0,0%	87	0,0%	34	0,0%
5 ans	487	0,2%	111	0,0%	103	0,0%	26	0,0%	513	0,0%	139	0,0%	83	0,0%	38	0,0%
6 ans	533	0,0%	105	0,0%	94	0,0%	36	0,0%	550	0,0%	128	0,0%	101	0,0%	24	0,0%
7 ans	460	0,0%	120	0,0%	86	0,0%	19	0,0%	452	0,2%	110	0,0%	81	0,0%	26	0,0%
8 ans	435	0,2%	123	0,0%	86	0,0%	34	0,0%	503	0,0%	133	0,0%	81	0,0%	24	0,0%
9 ans	434	0,0%	104	0,0%	78	0,0%	24	0,0%	413	0,0%	107	0,0%	63	0,0%	16	0,0%
10 ans	462	0,2%	129	0,0%	91	1,1%	32	0,0%	532	0,4%	137	0,0%	113	0,0%	29	0,0%
11 ans	400	0,0%	79	0,0%	69	0,0%	24	0,0%	369	0,0%	87	0,0%	74	0,0%	25	0,0%
12 ans	470	1,7%	130	0,8%	87	0,0%	24	0,0%	527	1,7%	151	2,6%	97	1,0%	24	0,0%
13 ans	418	4,1%	110	2,7%	80	1,3%	25	8,0%	455	7,5%	102	5,9%	58	3,4%	26	3,8%
14 ans	447	8,9%	96	7,3%	82	1,2%	20	10,0%	483	17,8%	115	13,9%	83	10,8%	24	8,3%
15 ans	436	11,5%	113	11,5%	90	7,8%	20	5,0%	430	30,0%	108	25,9%	58	31,0%	26	30,8%
16 ans	455	14,9%	82	14,6%	70	7,1%	17	11,8%	447	42,7%	87	48,3%	70	45,7%	27	44,4%
17 ans	425	16,0%	106	20,8%	62	16,1%	18	16,7%	322	55,6%	77	57,1%	65	72,3%	20	60,0%
18 ans	397	22,9%	107	18,7%	63	11,1%	35	8,6%	332	58,7%	89	67,4%	62	62,9%	21	66,7%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).

Tableau 37
Taux d'occupation d'un emploi salarié chez les garçons et les filles âgés de 3 à 18 ans
selon le groupe ethno-religieux du chef de famille et l'âge
Ville de Québec, 1901

	1901															
	Filles								Gars							
	Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres		Français catholique		Irlandais catholique		Protestant		Autres	
	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi	Total	Taux d'occupation d'un emploi
3 ans	637	0,0%	36	0,0%	35	0,0%	30	0,0%	644	0,0%	38	0,0%	44	0,0%	40	0,0%
4 ans	605	0,2%	55	0,0%	47	0,0%	35	0,0%	617	0,2%	47	0,0%	40	0,0%	25	0,0%
5 ans	618	0,2%	45	0,0%	37	0,0%	30	0,0%	602	0,2%	46	0,0%	38	0,0%	27	0,0%
6 ans	567	0,2%	52	0,0%	54	0,0%	25	0,0%	613	0,3%	38	0,0%	31	0,0%	25	0,0%
7 ans	604	0,3%	44	0,0%	41	0,0%	18	0,0%	572	0,0%	40	0,0%	38	0,0%	37	0,0%
8 ans	601	0,3%	47	2,1%	43	0,0%	23	4,3%	559	0,2%	31	0,0%	42	0,0%	33	0,0%
9 ans	546	0,2%	41	0,0%	34	0,0%	28	0,0%	561	0,0%	43	0,0%	28	0,0%	18	0,0%
10 ans	546	0,0%	63	0,0%	38	0,0%	29	0,0%	570	0,4%	40	0,0%	27	0,0%	21	4,8%
11 ans	480	0,2%	47	0,0%	32	0,0%	21	0,0%	506	1,0%	36	0,0%	32	3,1%	29	0,0%
12 ans	549	1,8%	44	2,3%	41	0,0%	21	0,0%	530	4,7%	42	4,8%	43	4,7%	18	5,6%
13 ans	577	8,3%	37	0,0%	33	0,0%	25	4,0%	533	16,1%	49	10,2%	34	8,8%	23	8,7%
14 ans	551	20,9%	45	4,4%	42	2,4%	24	8,3%	531	32,2%	48	29,2%	38	7,9%	21	38,1%
15 ans	497	28,6%	36	11,1%	33	12,1%	22	22,7%	513	41,7%	36	33,3%	33	15,2%	13	23,1%
16 ans	485	36,5%	33	15,2%	41	4,9%	24	20,8%	509	58,9%	43	67,4%	29	24,1%	20	75,0%
17 ans	477	39,4%	40	12,5%	30	10,0%	22	27,3%	508	68,9%	50	72,0%	25	48,0%	16	68,8%
18 ans	491	43,2%	31	22,6%	36	19,4%	13	30,8%	475	80,8%	51	86,3%	31	74,2%	12	50,0%

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ / CIEQ).